

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°356

NOVEMBRE 2014

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **IRAK : ACCORDS ENTRE ERBIL ET BAGDAD SUR LE PÉTROLE ET LE BUDGET**
- **ERBIL: ATTENTAT CONTRE LE GOUVERNORAT**
- **SYRIE : LA POPULATION DE KOBANÎ VICTIME DE L'ÉTAT ISLAMIQUE ET DES MINES TURQUES**
- **PARUTION : LE KURDISTAN IRAKIEN : DE LA TRIBU À LA DÉMOCRATIE**

IRAK : ACCORDS ENTRE ERBIL ET BAGDAD SUR LE PÉTROLE ET LE BUDGET

Loin de la ralentir, les difficultés de la guerre et l'instabilité générale de la région ont poussé les Kurdes à aller plus avant sur la voie de l'indépendance économique et la vente de pétrole en provenance du Gouvernement kurde n'a cessé de progresser. Le 7 novembre, Ashti Hawrami, le ministre en charge des Ressources naturelles annonçait que les exportations atteignaient presque les 300 000 barils par jour vers le port de Ceyhan, en Turquie (plus exactement 280 000 barils fin octobre, de source officielle turque) et que début 2015, le gouvernement

d'Erbil espérait franchir le cap des 500 000 barils, trois nouveaux champs pétrolifères devant être exploitables d'ici cette date.

Ashti Hawrami a assuré que les Kurdes n'avaient « aucun problème pour vendre ce pétrole », qu'il y avait même plus de demande que ce qu'ils pouvaient fournir. Entre 25 et 26 cargos avaient déjà quitté Ceyhan, et en novembre, le montant des ventes de pétrole s'élevait à 20 millions de barils. En janvier prochain, ce nombre devrait monter à 34 millions, pour un montant de trois milliards de dollars. Le ministre

a par ailleurs confirmé que son pays avait déjà été payé pour ces ventes et qu'ils attendaient encore le prix de la vente de dix autres cargos. (Reuters)

L'argent du pétrole kurde n'est plus envoyé à Bagdad, mais déposé dans une banque turque, ce qui a incité le nouveau ministre des Affaires étrangères irakien, Ibrahim Al-Jaffari, alors en visite à Ankara, à demander à ce que ces sommes soient remises à l'Irak, en ajoutant qu'il savait que cet argent « se trouvait entre des mains sûres ». Mais le réchauffement des relations entre Bagdad et Ankara, très

détériorées sous le gouvernement Maliki ne laisse pas prévoir un nouvel « ultimatum » de Bagdad, comme c'était d'usage sous l'ancien cabinet. Le message d'al Jaffari était plutôt d'assurer qu'il n'y a aucune crise entre la Turquie et l'Irak autour de la question du pétrole kurde, qui est essentiellement un litige « interne » entre Erbil et le gouvernement central irakien.

Mais quelles que soient les « demandes » du gouvernement irakien, la Turquie n'est sans doute pas près de se passer des ressources du Kurdistan en obtempérant aux souhaits de Bagdad. Le 13 novembre, Genel Energy a ainsi signé un nouvel accord avec le GRK pour développer et exploiter deux énormes gisements gaziers qui pourraient fournir la Turquie en gaz au cours de l'hiver 2017-2018. Les ressources des champs Miram et Bina Bawi sont estimées à 11,4 trillions de pieds cube, et évalués à environ 2,6 milliards de dollars.

Dans le même temps, les négociations entre Erbil et Bagdad ont repris et le 5 novembre, à Erbil, à l'issue d'une rencontre avec le nouveau président de l'Irak, le Kurde Fouad Massoum, le président du Kurdistan Massoud Barzani a déclaré que leur objectif commun était de trouver « une solution aux problèmes actuels entre les gouvernements central et régional ».

Mais cette solution ne passera certainement pas par un pas en arrière des Kurdes dans leur route vers l'émancipation économique. Le 12 novembre, le gouvernement du Kurdistan a approuvé le projet de création d'une compagnie d'exploitation et de production pétrolière qui ne dépendra pas du gouvernement central, et dont les parts seront vendues à des actionnaires publiques, ainsi que la

constitution d'un fonds souverain kurde, alimenté par toutes les recettes des énergies. Le projet de loi a été ratifié à l'issue du Conseil des Ministres par le Premier Ministre Nêçirvan Barzani afin qu'il soit approuvé au Parlement d'Erbil.

Les activités de la nouvelle société couvriront tous les secteurs du pétrole et du gaz, la signature des contrats, l'extraction, l'investissement, l'export et la commercialisation. Le Premier Ministre a aussi indiqué que « cette société peut devenir dans un certain temps une société d'actionariat dont tous les citoyens pourront acheter des parts. »

Enfin, moins de dix jours après la rencontre Fouad Massoum - Massoud Barzani, le GRK annonçait qu'un accord avait été trouvé avec Bagdad et que le gouvernement central avait accepté d'envoyer à Erbil plus de 500 millions de dollars en échange de 150 000 barils de pétrole par jour, que le gouvernement kurde s'engage à fournir, selon son porte-parole Safeen Diyazi. L'accord a été conclu à Bagdad à la suite d'une rencontre entre le ministre irakien du Pétrole, Adel Abdel Mahdi, le Premier Ministre kurde Nêçirvan Barzani et son Vice-Premier Ministre Qubad Talabani. Il a été qualifié de « percée majeure » par le ministre irakien des Finances, Hosyar Zebari, Kurde lui aussi, qui a indiqué que Bagdad allait recommencer de payer ses fonctionnaires kurdes.

Ce n'est certes pas le premier accord conclu entre les Kurdes et les Arabes dans ce long litige, tous n'ayant été que des compromis provisoires, et pour la plupart d'entre eux jamais appliqués. Celui-là n'a pas non plus statué sur le fond : l'Irak accepte-t-il ou non l'indépendance des

Kurdes en matière de gestion et d'exploitation de leurs ressources en hydrocarbures ? Car il est certain que l'année 2014 a été une rude secousse économique pour Erbil, soudainement confronté au gel des salaires de ses fonctionnaires (en nombre pléthorique) par Bagdad, et puis à l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés venant s'ajouter aux Kurdes syriens, et enfin aux assauts de l'État islamique alors que leurs Peshmergas ne recevaient plus aucune solde et étaient sous-armés. Laissé à lui-même à la fois par Bagdad et Ankara, qui ne s'est guère empressé de lui porter secours devant la menace des Daesh, le Kurdistan d'Irak ne cache pas sa volonté d'assurer le plus vite possible son autonomie financière, et de conforter son économie face à un climat politique et sécuritaire qui n'est certainement pas prêt d'être apaisé dans la région.

Pour Gareth Stanfield, un expert de l'Irak de l'université d'Exeter, cet accord a été obtenu provisoirement le besoin urgent s'en faisait sentir, à Bagdad comme à Erbil : « Les deux parties étaient dans des positions de grande faiblesse, et cette faiblesse commune leur a permis de trouver ce qui n'est qu'une solution palliative » (Reuters).

Les querelles ne sont en tout cas pas terminées et le 28 novembre, les ministres kurdes du gouvernement irakien ont menacé de boycotter le vote approuvant le budget 2015 si Bagdad ne levait pas le gel des paiements budgétaires dus à la Région kurde.

Après une première lecture du texte, il est apparu en effet que ce budget comprenait encore les sanctions financières à l'encontre du Kurdistan, prise par l'ancien Premier Ministre. Normalement, la constitution irakienne octroie 17% du budget total de l'Irak à la

Région kurde, mais le gouvernement d'Erbil se plaint aussi de n'avoir jamais reçu plus de 11%, au temps où cette part était tout de même encore payée.

Autre litige en souffrance depuis des années : l'entretien et la solde des Peshmergas, que Bagdad a toujours laissé à la charge des Kurdes, ce que ces derniers ont aussi toujours dénoncé, les Peshmergas étant, dans la constitution irakienne, mentionnés comme une des forces de défense nationale irakienne. À l'heure où l'effort de guerre et le fardeau des réfugiés irakiens est principalement supportés par les Kurdes, ces demandes se font encore plus pressantes.

Finalement, un autre accord prévoit qu'Erbil livrera au port de Ceyhan 550 000 barils par jour à l'Irak, par le biais de la société d'État irakienne SOMO. En contrepartie, le Kurdistan doit recevoir à nouveau son budget initial mensuel, s'élevant à environ un milliard de dollars.

Il est à noter que sur ces 550 000 de barils par jour, 300 000 proviendront de Kirkouk et les 250 000 restant de la Région kurde dans ses frontières d'avant juin 2014. Si l'Irak n'a pas encore officiellement entériné le retour de Kirkouk au sein du GRK, Bagdad, privé du pétrole de Mossoul et de son oléoduc, n'a que celui de la Région kurde

pour exporter le pétrole de Kirkouk vers Ceyhan. D'où leur acceptation, bon gré mal gré, d'un état de fait né de la chute de Mossoul aux mains du Daesh. Quant aux Kurdes, l'amélioration de leurs finances va leur permettre de payer les sociétés pétrolières qui forent et exploitent le pétrole sur leur sol.

Autre gain significatif pour Erbil: le gouvernement fédéral allouera finalement une partie de son budget Défense aux Peshmergas, pour un montant d'un milliard de dollars, selon le Premier Ministre Nêçirvan Barzani tandis que le cabinet d'Al-Abadi parlait plus vaguement d'un « pourcentage du budget de la Défense ».

ERBIL : ATTENTAT CONTRE LE GOUVERNORAT

Le 19 novembre la capitale du Kurdistan d'Irak a été frappée par un attentat au cœur de son quartier historique, à l'entrée du Gouvernorat, non loin de la Citadelle et du vieux bazar.

Un peu avant midi, heure locale, une voiture suicide a en effet foncé sur l'entrée du gouvernorat, plus précisément sur le principal check-point qui protège l'accès au bâtiment. L'explosion a fait quatre morts, dont deux policiers, et 29 blessés.

Avant même que l'attaque ait été revendiquée, tout semblait désigner l'État islamique, ouvertement en guerre avec le Kurdistan comme avec le reste de l'Irak et de la Syrie. Auparavant, la dernière attaque dans Erbil avait eu lieu en septembre 2013, contre le quartier général des Asayish, faisant sept morts et soixante blessés.

L'identité du terroriste a fait l'objet d'une certaine confusion.

D'après des témoins oculaires, le conducteur de la voiture suicide serait en fait une femme. Un des blessés, interrogé à l'hôpital par la télévision Rudaw a ainsi raconté qu'il avait vu une femme portant un foulard noir, se garer en Honda du mauvais côté de la rue, avant de se déplacer, « et l'explosion s'est produite ». Par ailleurs, une paire de chaussures féminines a été trouvée dans ce qu'il reste du véhicule. Mais en revendiquant l'attentat, l'État islamique a donné le nom du terroriste, qui serait Abdul Rahman Al Kurdi, mais le fait d'insister sur une identité kurde (vraie ou fausse) n'est peut-être qu'une facette de la guerre psychologique. Comme les hommes seuls sont systématiquement refoulés aux frontières du GRK, et sont plus enclins à être surveillés dans leurs déplacements et aux check-point, beaucoup de terroristes s'habillent en femme, d'autant que les longs foulards noirs des Irakiennes cachent commodément leur identité.

Tahir Abdullah, le gouverneur

d'Erbil, a déclaré, dans une conférence de presse, que la voiture a tenté de pénétrer dans l'immeuble du gouvernorat mais a été stoppé par les tirs de la sécurité. Trois gardes et un civils ont ainsi perdu la vie, et huit autres policiers ont été blessés.

Le cas d'une des victimes a été plus particulièrement ému l'opinion publique : Sofi Ahmed, qui a été tué en tirant sur le véhicule pour le stopper, venait tout juste de perdre un frère, mort au front alors qu'il se battait contre l'État islamique. Il laisse une veuve et quatre enfants en bas âge.

Cet attentat remet sur le tapis la difficile question de la sécurité intérieure du Kurdistan, alors que des centaines de milliers de réfugiés venus d'Irak ont fui l'État islamique. Dès le début, les Asayish et toutes les forces de sécurité ont souligné le danger des infiltrations de la part de Daesh qui n'hésite pas à recruter des femmes pour leurs missions de la mort, ainsi que des enfants. L'opinion publique kurde

semble de plus en plus hostile à un accueil indifférencié des populations affluant de Mossoul ou des autres provinces arabes sunnites, alors que la question d'ouvrir les frontières aux chrétiens ne se pose pas.

Immédiatement après l'attentat, les mesures de sécurité ont été renforcées ainsi que les contrôles aux check-point. Les Arabes irakiens se rendant dans la région kurde se plaignent ainsi de devoir attendre des heures avant de passer la frontière, et même en circulant à l'intérieur du Kurdistan.

Jusqu'ici tout citoyen irakien arabe devait, pour être admis à entrer au Kurdistan, présenter un « garant kurde » qui répon-

dait pour lui. Mais d'autres mesures pus contraignantes sont prévues, comme l'a dévoilé au journal Niqash un responsable de la sécurité, sans les détailler.

Des rumeurs avaient couru, parmi la population, que les Asayish avaient demandé à tout citoyen kurde de surveiller et même contrôler l'identité de « suspects » arabes, mais cela a été rapidement et officiellement démenti par les responsables kurdes, qui ont publié une déclaration à ce sujet, précisant que si tous les habitants devaient être vigilants et rapporter à la police quoi que ce soit de suspect, le contrôle des identités et des arrestations n'incombait qu'aux forces de l'ordre, et que quiconque usurperait ces fonctions

serait lui-même arrêté : « Les familles arabes vivant à Erbil ont rempli toutes les conditions des forces de sécurité pour leur entrée et leur identité a été vérifiée. Les actions menées seront dirigées uniquement contre toute personne se trouvant ici illégalement ou qui a des liens avec une organisation terroriste. »

De façon générale, la classe politique kurde condamne toute stigmatisation des Arabes vivant au Kurdistan mais soutient le besoin de mesures de sécurité et de contrôle plus strictes. Le gouvernement kurde a, par ailleurs, depuis l'été dernier, interdit toute manifestation sur son sol dirigée contre les résidents arabes ou celles demandant l'expulsion de réfugiés.

SYRIE : LA POPULATION DE KOBANÎ VICTIME DE L'ÉTAT ISLAMIQUE ET DES MINES TURQUES

L'organisation internationale Human Rights Watch a publié en novembre un rapport faisant état des tortures et de multiples actes de maltraitance subis par les enfants captifs de l'État islamique, dont 153 jeunes Kurdes, de sexe masculin, âgés de 14 à 16 ans.

En mai 2014, c'est en effet environ 250 élèves kurdes qui ont été enlevés sur la route qui les menait de Kobanî à leur domicile. Ils venaient de passer, le 29 mai, leurs examens de fin d'année à Alep. L'État islamique, qui n'avait pas encore lancé sa politique d'esclavage et de mariage forcé à grande échelle, a relâché toutes les filles, une centaine, mais gardé les 153 garçons, qui ont été emmenés à Manbidj et détenus dans une école.

Depuis, environ cinquante d'entre eux ont pu s'échapper ou ont été échangés contre des prisonniers

djihadistes détenus par les Kurdes des YPG. Le 29 octobre dernier, le PYD a annoncé que 25 jeunes prisonniers étaient également relâchés et rendus aux YPG, qui leur ont fait passer la frontière en Turquie, le canton de Kobanî ayant été depuis conquis par le Daesh et la majeure partie de la population kurde s'étant réfugiée près de Suruç.

Quatre des enfants rescapés ont été interrogés par Human Rights Watch et racontent avoir été battus, parfois dans des pneus, de façon répétée avec des câbles électriques, ou des tuyaux, sur les mains et la voute plantaire, ainsi qu'avoir été contraints à regarder des vidéos de l'EI montrant des attaques et des décapitations. Les enfants doivent aussi assister à des cours d'instruction religieuse et doivent prier cinq fois par jour. Un des enfants qui, au moment de sa capture, avait, dans son trouble, appelé sa mère à voix haute, a été suspendu par les bras attachés en

arrière et un pied, en punition, car « il ne doit faire appel qu'à Dieu ».

Tous ceux qui tentent de s'échapper sont sévèrement battus. Les enfants qui ont un parent dans les forces YPG sont plus que les autres soumis à de mauvais traitements, comme l'explique un des enfants, âgés de 15 ans : « C'est vraiment ceux dont les familles sont proches des YPG qui souffraient le plus. Ils [EI] leur ont dit de leur donner les adresses de leur famille, cousins, oncles, en disant : « Quand nous irons à Kobanî, nous les prendrons et nous les décapiterons. Ils voient les YPG comme des kafirs (incroyants). »

Les enfants ont été séparés en huit groupes, chaque groupe dormant dans une des salles de classe de l'école. Ils ont reçu trois couvertures, dont deux pour servir de matelas à même le sol. Les gardiens les autorisent à prendre un bain une fois par quinzaine. Ils sont nourris deux fois par jour,

mais n'ont plus le droit de jouer à l'extérieur depuis que certains se sont évadés. Ils peuvent recevoir des visites occasionnelles de leurs parents, ou des appels téléphoniques, mais il leur a été interdit de parler en kurde. D'après ce que les enfants ont pu constater, leurs gardiens sont un mélange d'Arabes syriens, ou venus de Jordanie, de Lybie, de Tunisie et d'Arabie saoudite. Les Syriens sont les plus brutaux, tout particulièrement un Alépin nommé Abu Shahid.

« Ils nous faisaient apprendre des versets du Coran et battaient ceux qui n'arrivaient pas à les retenir. Quand des garçons s'évadaient, nous étions encore plus battus et recevions moins de nourriture. »

Les quatre garçons interrogés ont dit n'avoir pas eu d'explications sur le fait d'avoir été relâchés, à part qu'ils avaient terminé « leur instruction religieuse ».

« Ils nous ont donné 150 livres syriennes (1 dollar US), un DVD avec du matériel religieux, et nous ont laissés partir. »

Depuis cet enlèvement en mai, d'autres otages sont tombés aux mains de l'EI, quand ses troupes ont pris les villages de Kobanî. C'est ainsi que d'autres personnes, enfants et adultes, des deux sexes, sont aussi détenus, dans le but apparent de servir de monnaie d'échange contre des prisonniers. Une jeune femme, ainsi relâchée, fait état aussi d'interrogatoires violents contre les captifs ayant des liens familiaux avec des YPG.

Mais quand ils ne tombent pas aux mains de l'État islamique, les Kurdes de Kobanî meurent aussi à la frontière, victimes des champs de mines qui la jalonnent depuis des décennies.

Human Rights Watch a donc demandé à la Turquie de reloger

immédiatement quelques 2000 réfugiés en des zones plus sûres et de procéder au déminage de ses frontières, en commençant par les zones les plus susceptibles d'être franchies par des réfugiés.

Des images satellites prises à partir de 1968 montrent l'étendue de la ceinture de mines mise en place par la Turquie dès les années 1950, sur sa frontière syrienne. De source officielle turque, entre 1957 et 1998, 615 419 mines anti-personnelles ont été ainsi posées, pour « empêcher les franchissements illégaux ». Or près de 2000 réfugiés civils sont cantonnés dans une des zones minées du no man's land, le corridor de Tell Shair, au nord-ouest de Kobanî. Parce que la Turquie refuse l'entrée des véhicules et du bétail, et que cette population refuse de laisser sur place ses biens, elle reste ainsi dans au milieu de ce champs de mine. Une autre zone, celle qui s'étend à moins de 9 kilomètres des villages de Mertismail et Çanakçı est aussi occupée par une centaine de Syriens.

Entre le 15 septembre et le 15 novembre, 70 explosions de mines se sont produites à Tell Shair, d'après les travailleurs humanitaires sur place, interrogés par HRW. Au moins six de ces explosions ont fait des victimes parmi les civils, dont un garçon de dix ans, tandis que sept autres enfants ont été blessés. Dans les autres cas, c'est surtout le bétail qui est à l'origine des explosions. Des réfugiés essaient aussi de déminer eux-mêmes le terrain et ont, d'après un témoignage, apporté aux soldats turcs six mines non déclenchées. Ces mines sont surtout dangereuses pour les piétons, celles qui ont explosé sous des voitures n'ont fait que des dégâts matériels. Une femme kurde, ayant perdu un pied après avoir marché sur une mine alors qu'elle fuyait la Syrie, a indiqué aux ONG qu'aucun signe n'avertit la popu-

lation de la présence de mines dans ces endroits.

En plus des mines anti-personnelles, des tirs de mortier frappent quelquefois les réfugiés dans ces zones frontalières, tirs venant de l'État islamique. Une attaque, le 8 novembre, a tué ainsi trois personnes, dont un enfant, et blessé 15 autres.

HRW a pu établir la liste des civils victimes des mines entre le 19 septembre et le 24 septembre, dans six explosions, toutes à Tell Shair :

- le 19 ou le 20 septembre, une femme âgée de 35 ans et sa fille de 7, ont été blessées
- le 21 septembre, deux frères âgés de 10 à 11 ans ont été blessés
- le 24 septembre, un garçon de dix ans, du village de Khaniq a été tué et deux autres enfants du même village, âgés de 12 et 13 ans ont été blessés sérieusement au visage.
- le 24 septembre, deux adolescents de 15 et 20 ans ont été décapités par l'explosion
- le 24 septembre, une fillette de cinq ans et son frère de 6 ans ont été blessés

Les ONG locales ont indiqué que 9 autres personnes avaient été blessées dans ces 6 explosions mais HRW n'a pu recueillir de détails précis à leur sujet.

Signataire du traité d'interdiction des mines anti-personnelles, la Turquie a entrepris de déminer 911 kilomètres de frontière, depuis 2009, mais a demandé une extension de délai jusqu'en 2022, alors qu'elle s'était d'abord engagée à achever ce programme de destruction le 1er mars 2014.

De son côté, la Syrie a, depuis 2011, procédé au minage de ses frontières avec des mines anti-personnelles russes et comme Israël et le Liban, elle n'est pas signataire du traité d'interdiction, au contraire de l'Irak et de la Jordanie.

PARUTION : LE KURDISTAN IRAKIEN : DE LA TRIBU À LA DÉMOCRATIE

Le 20 novembre est paru, aux éditions Glyphes, un ouvrage d'histoire politique intitulé « Le Kurdistan irakien : De la tribu à la démocratie » et présenté comme suit :

« Le Kurdistan irakien, région fédérale de l'Irak, est issu d'une organisation tribale qui a évolué vers la démocratie ».

L'auteur, s'appuyant sur une analyse historique et sur de nombreux entretiens, étudie l'impact de cette évolution sur la situation géopolitique du Kurdistan irakien. Il examine les transformations qui ont mené à une gouvernance régionale

en 1992 et à un fort lien entre social et politique, société et État, tribu et gouvernement, tribu et partis politiques et enfin gouvernement et partis politiques. Ainsi, Ali Dolamari fait le portrait de l'identité kurde. Il en rappelle le fait religieux et tribal et expose la genèse du mouvement national kurde.

L'émergence d'un Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK, en anglais KRG) a offert de nouvelles perspectives géopolitiques au Kurdistan irakien après la chute de Saddam Hussein en 2003. La région connaît un fort développement économique, social et politique, mais reste dépendante du

gouvernement central dans certains secteurs stratégiques, comme la gestion des ressources, l'avenir des territoires kurdes hors Kurdistan et le statut des Peshmergas. »

L'auteur, Ali Dolamari, originaire du Kurdistan irakien, est un militant de longue date de la cause kurde. Il a soutenu en 2012 une thèse de géopolitique à l'Université Paris-Sorbonne-Paris IV. Il est aujourd'hui expert au département des relations internationales du Gouvernement Régional du Kurdistan et au bureau de la représentation kurde en France.

Kobané : nouveaux combats après l'arrivée des peshmergas

Par L'Obs avec AFP
01 novembre 2014

Les djihadistes de l'EI ont lancé une nouvelle offensive face aux forces kurdes, qui bénéficient désormais de l'appui de 150 peshmergas irakiens lourdement armés.

De violents combats ont fait rage samedi 1^{er} novembre dans la ville syrienne de Kobané après une nouvelle attaque des djihadistes de l'Etat islamique (EI) contre les forces kurdes, qui bénéficient désormais de l'appui de 150 peshmergas irakiens lourdement armés.

La ville, devenue le symbole de la résistance à l'EI, a été le théâtre jusqu'à l'aube d'affrontements, les djihadistes tentant une nouvelle fois de s'emparer des quartiers nord afin d'encercler la ville en coupant son accès à la Turquie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

150 PESHMERGAS DÉPÊCHÉS PAR LE KURDISTAN IRAKIEN

Depuis, des tirs sporadiques résonnent dans la troisième localité kurde de Syrie, également touchée par des petites explosions.

Afin d'aider les combattants kurdes syriens, qui défendent férocelement Kobané depuis le 16 septembre, quelque 150 peshmergas ont été dépêchés par le Kurdistan irakien.

Stationnés dans la ville frontalière turque de Suruç depuis deux jours, les combattants irakiens, équipés de lance-roquettes, de fusils automatiques et des mortiers, ont franchi vendredi soir la frontière. Selon l'OSDH, ils n'ont néanmoins pas participé aux combats ayant fait rage la nuit passée.

D'après cette ONG, au moins cent djihadistes de l'EI ont été tués ces trois derniers jours dans les affrontements à Kobané et ses environs avec les milices kurdes syriennes YPG (Unités de protection du peuple).

ERDOGAN CRITIQUE LA STRATÉGIE DE LA COALITION

Au total, les combats depuis le 16 septembre ont fait 958 morts : 576 djih-



Des peshmergas du kurdistan irakien arrivent à Kobané, en Syrie. (STRINGER / AFP) Des peshmergas du kurdistan irakien arrivent à Kobané, en Syrie. (STRINGER / AFP)

distes, 361 membres des YPG et de leurs alliés, et 21 civils, a détaillé l'OSDH, qui se fonde sur un large réseau de militants et de témoins à travers la Syrie.

Le passage des renforts peshmergas a été acceptée il y a une douzaine de jours par Ankara, sous la pression des Etats-Unis. Mais, considérant les YPG comme une "organisation terroriste", la Turquie se refuse toujours à intervenir militairement et à laisser passer des combattants kurdes de Turquie, à la grande colère de cette communauté.

Celle-ci est appelée à manifester dans toute la Turquie samedi pour exprimer sa solidarité avec les combattants de Kobané.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a de nouveau critiqué vendredi la stratégie de la coalition menée par les Etats-Unis. "Pourquoi les forces de la coalition bombardent continuellement cette ville de Kobané ? (...) Pourquoi pas d'autres villes, pourquoi pas Idleb (nord-ouest de la Syrie) ?", s'est-il interrogé. "On ne parle que de Kobané (...) où il n'y a presque plus personne à part 2.000 combattants".

Depuis que l'EI a lancé une vaste offensive dans la région, provoquant la fuite de quelque 300.000 habitants, cette localité, appelée Aïn al-Arab en langue arabe, concentre l'intérêt des médias et de la communauté internationale. La coalition y a mené bon nombre de frappes aériennes, en appui des YPG.

15.000 DJIHADISTES ÉTRANGERS EN SYRIE ET EN IRAK

Mais malgré l'engagement de Washington contre l'EI en Syrie, le Commandement militaire américain chargé de la région (Centcom) a martelé que l'Irak était la "priorité" des Etats-Unis, qui y mène des raids depuis le 8 août et y a

dépêché des centaines de conseillers militaires pour épauler les forces gouvernementales.

Celles-ci ont repris vendredi deux quartiers de la ville de Baïji, contrôlée par l'EI depuis son offensive fulgurante dans le pays en juin. La reprise totale de Baïji, située au nord de Bagdad, pourrait permettre de sécuriser la principale raffinerie irakienne, toute proche de là.

Accusé de nettoyage ethnique et de crimes contre l'Humanité par l'ONU, l'EI a mis à profit la guerre civile en Syrie et l'instabilité politique et sécuritaire en Irak pour s'emparer de larges territoires, où il fait régner la terreur.

Selon un rapport de l'ONU cité par The Guardian, quelque 15.000 djihadistes étrangers provenant de 80 pays sont venus ces dernières années pour combattre dans les rangs de groupes comme l'EI en Syrie et en Irak, un chiffre "sans précédent".

La plus haute autorité religieuse chiite irakienne, le grand ayatollah Ali Al-Sistani, a souligné vendredi qu'"il ne sera possible de débarrasser l'Irak de l'EI qu'en joignant les efforts de ses fils", sunnites comme chiites.

Pour lutter contre ce groupe, les Etats-Unis excluent l'envoi de troupes au sol, mais cherchent à renforcer l'armée et les forces kurdes en Irak, ainsi que la rébellion et les Kurdes en Syrie.

Une stratégie qui vient de subir un revers: les rebelles modérés du Front révolutionnaire syrien (FRS), qu'ils soutiennent, ont été chassés samedi de leur fief de Jabal al-Zawiya, dans le nord-ouest de la Syrie, par les djihadistes du Front al-Nosra, selon l'OSDH ♦

322 sunnites exécutés

En Irak, l'Etat islamique continue les massacres

Le 03 novembre 2014 / A.B. avec Reuters

www.parismatch.com

Les djihadistes de l'Etat islamique ont tué en l'espace de quelques jours 322 membres d'une tribu sunnite de la province d'Anbar, dans l'Ouest irakien.

Les combattants de l'Etat islamique continuent de semer la terreur en Irak. En l'espace de quelques jours, les islamistes auraient tué 322 membres de la tribu Albou Nimr, dans la province d'Anbar, à l'ouest de l'Irak. Sunnite comme les djihadistes, les membres de cette communauté leur ont opposé pendant plusieurs semaines une farouche résistance.

Daech n'a épargné personne. «Les corps de 50 femmes et enfants ont été découverts au fond d'un puits», rapporte le ministère irakien des Droits de l'Homme. Plus de 70 dépouilles d'hommes ont été éparpillées non loin de la ville d'Hit dimanche, en guise d'avertissement aux populations. «Des membres de l'Etat islamique nous ont dit que ces gens étaient de la Sahwa -une milice opposée à l'EI- qui avaient combattu leurs frères de l'Etat islamique, et que ceci était la punition de qui-conque combattait l'Etat islamique», a rapporté un témoin à l'agence Reuters.

TENSIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT CHIITE ET LES TRIBUS SUNNITES

Des mois durant, les membres de la tribu sunnite ont résisté pour pré-

Des membres de tribus irakiennes prennent part aux combats contre l'Etat islamique à l'ouest de l'Irak.



server Zaouïat Albou Nimr, à 45 km au nord-ouest de Ramadi, et ses environs, de Daech. Mais à court de munitions, de nourriture et de carburant, les défenseurs de la ville n'ont pu empêcher les assaillants d'y pénétrer la semaine dernière. Interrogé par «The New York Times», Sabah al-Hadith, un Albou Nimr, a dit que sa tribu avait demandé en vain des armes au gouvernement, à majorité chiite. «Nous tenons le gouvernement responsable pour ce qu'il se passe parce qu'ils ne nous ont pas répondu», a-t-il dit. «Nous combattons l'Etat islamique avec des fusils, alors qu'eux nous visaient avec de l'artillerie lourde». Le Premier ministre Haïdar al Abadi a ordonné dimanche que des raids aériens soient menés contre les positions de l'EI à Hit pour venger ce massacre.

En Irak ou en Syrie, rien ne semble pouvoir endiguer l'avancée de l'organisation terroriste. Elle tient désormais près du tiers du territoire syrien ainsi qu'une bonne part du nord et de l'ouest de l'Irak. Lundi, les combattants de l'EI ont annoncé s'être emparés d'un deuxième gisement gazier dans la province centrale de Homs, à l'issue de combats avec les forces gouvernementales syriennes. A Kobané, les combats font toujours rage alors que 150 combattants kurdes d'Irak sont venus prêter main forte aux Kurdes locaux qui résistent depuis quelques semaines aux attaques meurtrières de Daech. De son côté, l'armée américaine a dit avoir lancé de nouveaux raids aériens sur les positions de l'Etat islamique depuis samedi pour empêcher le groupe djihadiste de prendre la ville proche de la frontière turque. □

La délicate et périlleuse stratégie kurde de la Turquie en Syrie



Istanbul, 7 novembre 2014 (AFP)

LA TURQUIE JOUE en Syrie une partition délicate: elle a poussé des renforts de Kurdes d'Irak vers Kobané assiégée mais refusé de renforcer le camp des Kurdes de Syrie, menaçant le processus de paix engagé avec les rebelles du PKK.

Mal comprise, volontiers ambiguë, très critiquée, la ligne turque s'oppose frontalement à celle des Etats-Unis et des Occidentaux. Si eux ont fait des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) leur principal ennemi, Ankara semble d'abord s'inquiéter de l'activité des mouvements kurdes, aussi bien turcs que syriens, qui les combattent.

Ces dernières semaines, le président turc Recep Tayyip Erdogan a qualifié de "terroriste" le principal parti kurde de Syrie (PYD), à la pointe du combat contre l'EI, au même titre que le mouvement frère du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène depuis 1984 la guérilla sur le sol turc.

Pressé par ses alliés d'intervenir, le régime islamo-conservateur d'Ankara a finalement fait un geste en autorisant le passage par son territoire d'un symbolique contingent de 150 "peshmergas" kurdes irakiens pour renforcer la défense de Kobané.

Mais sans pour autant revenir sur sa ligne féroce et hostile au couple PKK/PYD.

Plus que celle des jihadistes, M. Erdogan redouterait ainsi par dessus tout une victoire des Kurdes à Kobané, synonyme d'une indépendance de fait de la Rojava, la partie kurde de la Syrie, aux frontières de son pays.

"Le gouvernement turc continue de traiter PKK et PYD comme son pire ennemi, pire encore qu'EI", note David Romano, spécialiste de la question kurde à l'université d'Etat du Missouri. "On peut donc craindre que les Kurdes de Turquie en éprouvent de plus en plus de ressentiment contre leur gouvernement".

Lors de son passage en Turquie, le convoi des peshmergas irakiens a été accueilli par des foules kurdes turques en liesse, provoquant l'embarras du gouvernement.

"Avec leur politique étrangère prudente et leur ligne politique procapitaliste et conservatrice, les Kurdes d'Irak ont offert à la Turquie l'occasion de montrer qu'elle était juste anti-PKK, et

non pas antikurde", juge M. Romano.

- COUP PORTÉ À LA PAIX -

Mais malgré ce geste contraint, la crise de Kobané menace désormais de faire dérailler les fragiles pourparlers de paix entamés il y a deux ans avec le PKK.

Le mois dernier, la politique syrienne d'Ankara a provoqué de violentes manifestations prokurdes en Turquie, principalement dans tout le sud-est du pays, qui a fait plus de 30 morts. La plupart de ces victimes ont été tuées lors de heurts entre Kurdes favorables au PKK et ceux du mouvement islamiste Huda-Par.

De son île-prison d'Imrali (ouest), le chef historique du PKK Abdullah Öcalan a prévenu que la chute de Kobané signifierait de fait la fin du processus de paix.

"C'est la Turquie qui a ouvert la porte à l'EI", a accusé, après bien d'autres, un des chefs militaires du PKK, Cemil Bayik. "Nous ne pouvons séparer le processus de paix du sort de Kobané", a-t-il déclaré au quotidien autrichien Der Standard.

Dans une récente étude, l'Institut international d'études stratégiques (IIS) a qualifié cette crise de "coup majeur aux espoirs de résolution de la question kurde en Turquie".

A son tour, l'International Crisis Group (ICG) a mis en garde contre les risques de voir le conflit syrien "rouvrir les vieilles failles ethniques, sectaires et politiques de la Turquie" et appelé gouvernement et PKK à "définir un objectif commun qui va au-delà d'une simple survie du processus de paix".

Pour l'heure, les protagonistes ne semblent pas avoir encore renoncé à une solution. Le quotidien Hürriyet a révélé vendredi que M. Öcalan et les services de renseignement (MIT) avait repris leurs discussions pour relancer le processus.

M. Davutoglu a répété dimanche sa "détermination absolue" à conclure.

De son côté, M. Bayik s'est dit prêt à solliciter un médiateur. "Nous sommes en guerre avec les Turcs depuis des années", a confié le chef militaire du PKK, "ni nous, ni la Turquie ne parviendrons à nos fins par la guerre, il faut une solution politique". ●

Peshmerga, Syrian rebels battle Islamic State in besieged Kobani



Battle for Kobani rages on with arrival of Peshmerga Sunday, November 02, 2014



An Islamic State flag is seen atop a building in eastern Kobani, as seen from the Turkish border crossing of Mursitpinar as Kurdish Peshmerga forces fight against Islamic state fighters, November 1, 2014. REUTERS/Yannis Behrakis

November 3, 2014

MURSITPINAR Turkey, By Omer Berberoglu (Reuters)

IRAQI KURDISH peshmerga fighters and moderate Syrian rebels bombarded Islamic State positions in Kobani on Monday, but it was unclear if their arrival would turn the tide in the battle for the besieged Syrian border town.

Kobani has become a symbolic test of the U.S.-led coalition's ability to halt the advance of Islamic State, which has poured weapons and fighters into its assault of the town that has lasted more than a month.

The battle has deflected attention from significant gains elsewhere in Syria by Islamic State, which has seized two gas fields within a week from President Bashar al-Assad's forces in the center of the country.

In Iraq, the group has executed more than 300 members of a Sunni tribe that dared oppose it last week, after seizing the tribe's village in the Euphrates valley west of Baghdad. On Monday a member of the tribe said another 36 members had been executed in the provincial capital Anbar.

For now, the eyes of the world have been on Kobani, where weeks of fighting have taken place within full view of the Turkish border, causing outrage among Kurds in Turkey who blamed their government for doing too little to help defend the town.

The arrival in Kobani of the Iraqi Kurdish peshmerga and additional Syrian Free Syrian Army (FSA) fighters in recent days has escalated efforts to defend the town after weeks of U.S.-led air strikes slowed but did not reverse the Islamists' advance.

White smoke billowed into the sky as peshmerga and FSA fighters appeared to combine forces, raining cannon and mortar fire down on Islamic State positions to the west of Kobani, a Reuters witness said.

The U.S. military said it bombed Islamic State positions in Syria five times and in Iraq nine times on Sunday and Monday, including near Kobani.

An estimated 150 Iraqi Kurdish fighters crossed into Kobani with arms and ammunition from Turkey late on Friday, the first time Ankara has allowed reinforcements to reach the town.

"(Their) heavy weapons have been a key reinforcement for us. At the moment they're mostly fighting on the western front, there's also FSA there too," said Meryem Kobane, a commander with the YPG, the main Syrian Kurdish armed group in Kobani.

She said fierce fighting was also continuing in eastern and southern parts of the city.

The peshmerga, the official security forces of Iraq's autonomous Kurdish region, have deployed behind Syrian Kurdish forces and are supporting them with artillery and mortar fire, according to Ersin Caksu, a journalist

inside Kobani. The fiercest fighting was taking place in the south and east, areas where the reinforcements were not deployed, he said.

Despite weeks of air strikes, Islamic State has continued to inflict heavy losses on Kobani's defenders. Late last week hospital sources in Turkey reported a jump in the number of dead and wounded Kurdish fighters being brought across the frontier.

TRIBES

In Iraq, Islamic State fighters have stormed through mainly Sunni Muslim cities and towns in the Tigris and Euphrates valleys north and west of Baghdad, in part with the support of many Sunni Muslims angry at perceived mistreatment by the Shi'ite-led government in Baghdad.

Washington hopes that Sunni tribes can be lured to switch sides, as they did during the U.S. "surge" campaign against al Qaeda in 2006-2007. But so far, Sunni tribes that have dared to stand up to Islamic State have suffered brutal fates, while complaining of little support from the Baghdad government.

More than 320 members of the Abu Nimr tribe, including women and children, have been hunted down, captured, shot and buried in mass graves since their village fell to the fighters.

Hamdan al-Nimrawi said on Monday 36 more members of the tribe had been shot dead in Ramadi, capital of the vast Anbar province west of Baghdad, where fighters control towns and villages stretching from the Syrian frontier, down the Euphrates to the western outskirts of Baghdad itself.

Setting up an international coalition to fight Islamic State in both Iraq and Syria has been a tricky diplomatic task for the United States, requiring consensus for intervention in two complex, multi-sided civil wars where nearly every country in the Middle East has a stake.

"PSYCHOLOGICAL WAR"

The fight for Kobani within sight of the Turkish frontier has heaped pressure on Ankara, which has been reluctant to intervene, accusing the town's defenders of links with Kurdistan Workers' Party (PKK) militants, who have fought a decades-long insurgency against the Turkish state.

Some 40 people died in riots in Turkey last month after Kurds, who make up around 15 percent of the population and the majority in the southeast, rose up in anger at the government for doing too little to help protect Kobani.

President Tayyip Erdogan on Monday decried what he called a "psychological war" being waged by international media against Ankara over its Syria policy.

A survey by pollster Metropoll appeared to show sympathy for



⇒ Erdogan's stance, with a majority of respondents saying the PKK, listed as a terrorist organization by Europe and the United States, posed a greater threat to Turkey than Islamic State.

Three soldiers were killed last week by suspected Kurdish militants while out shopping, the latest attack on Turkish security forces amid growing tension over a stalled Kurdish peace process.

With the world's attention on Kobani, Islamist forces have continued to gain ground elsewhere in Syria.

The Islamic State seized a gas field in the central province of Homs, according to the SITE jihadist website monitoring service -- the second gas field reported captured in a week from Assad's forces.

On Monday, the British-based Syrian Observatory for Human Rights said a Western-backed Syrian opposition group, the Hazzm movement, had lost positions and equipment including heavy weapons after being over-run by al Qaeda-affiliated Nusra Front fighters in Idlib province, near the Turkish border.

On Saturday, Nusra fighters seized the bastion of another western-backed group, also in Idlib. ○



An explosion following an airstrike is seen in the Syrian town of Kobani from near the Mursitpinar border crossing on the Turkish-Syrian border in the southeastern town of Suruc in Sanliurfa province November 2, 2014. REUTERS/Yannis Behrakis

The Economist

November 1st 2014

The war against Islamic State

The Kurdish Stalingrad

Kobane has acquired huge symbolic significance for all those fighting for it

Nov 1st 2014

www.economist.com



Cheering on the defenders of Kobane, and the US Air Force

“WE WILL resist to our last drop of blood together... if necessary we will repeat the Stalingrad resistance in Kobane.” The words of Polat Can, a Syrian Kurdish commander, to describe the fight against Islamic State (IS) jihadists for the town on the Syrian-Turkish border may exaggerate the scale of the fighting, but makes plain the emotional and strategic symbolism now attached to Kobane.

On October 29th about 150 Iraqi Kurdish fighters, the Peshmerga, dispatched by cheering crowds in Irbil, set off through Turkey to reinforce their brother Kurds. The deployment was sanctioned by the Turkish authorities, after much haggling.

For the other parties to the battle—America and IS—the confrontation, now in its seventh week, has also acquired increasing importance. For IS, the expectation was of an easy victory that would have given it control over a large section of the border and the main road between its stronghold in Raqqa and Aleppo. But it has now become a test of the group's military prowess. Winning Kobane would not just deal a crushing blow to Kurdish resistance in northern Syria, but would also send out a message of invincibility in the face of American air power.

America, too, is increasingly committed to saving Kobane. A few weeks ago American officials

were keen to downplay the importance of the city, seeing it as a distraction from the wider campaign against IS. Pentagon briefings were resolutely downbeat, suggesting that, despite air strikes, the town might fall to IS at any time. By October 13th IS controlled more than half the town. But in the days that followed the aerial bombardment on IS positions in and around the town both intensified and increased in their accuracy, thanks to direct co-operation with Kurdish fighters on the ground. By the 19th there were air-drops of weapons, ammunitions and medical supplies by C-130 transports. Some ground lost to IS was recovered.

What changed? Partly it was a perception that defeat in Kobane in front of television reporters massed on the Turkish side of the border would only stoke criticism of America's handling of the campaign. Partly it was a recognition that the fighting qualities of Syrian Kurds could prove invaluable in the long war. And partly it was a realisation that Kobane could be turned into a meatgrinder for jihadists.

IS has been happy to accept the challenge. As well as pouring more men and equipment into the fight, on October 27th it distributed a bizarre five-minute video in which a British hostage, John Cantlie, appeared to dispatch a “news report” from Kobane. Its purpose was to refute the idea that the battle was swinging against IS. Dressed in black, Mr Cantlie tells the camera that America and its allies “even with all their air power and all their proxy troops on the ground” cannot defeat IS.

It is still not possible say who will prevail in Kobane. Kurdish defenders appear to be outnumbered but in street-to-street fighting the heavy weapons and vehicles that usually give IS its edge are of limited use. IS is up against a foe with nowhere to retreat, an improving supply of arms and continued air support. Kobane may not be Stalingrad, but if it holds out, the psychological damage to IS will be real. ■



Report: Islamic State group tortured captive Kurdish children

November 4, 2014 — By RYAN LUCAS, Associated Press

BEIRUT - Islamic State militants tortured and abused Kurdish children captured earlier this year near the northern Syrian town of Kobani, beating them with hoses and electric cables, an international rights group said Tuesday.

Human Rights Watch based its conclusions on interviews with several children who were among more than 150 Kurdish boys from Kobani abducted in late May as they were returning home after taking school exams in the city of Aleppo. It said around 50 of the Kurds escaped early in their captivity, while the rest were released in batches - the last coming on Oct. 29.

"Since the beginning of the Syrian uprising, children have suffered the horrors of detention and torture, first by the Assad government and now by ISIS," said Human Rights Watch's Fred Abrahams. "This evidence of torture and abuse of children by ISIS underlines why no one should support their criminal enterprise."

Four of the children who were released told the New York-based rights group that they were held by the extremists in the northern Syrian town of Manbij. They described frequent abuse at the hands of the militants, who used a hose and electric cable to administer beatings.

The boys said that some of the worst abuse was reserved for captives who had family members in the Kurdish militia known as the YPG, which has been locked in heavy fighting with Islamic State militants for control of Kobani since mid-September.

The children said the Islamic State group did not say why they were being released, other than that they had completed their religious training, the Human Rights Watch report said.

Islamic State militants have taken hundreds of Kurds captive over the past year as part of the group's brutal campaign to take over predominantly Kurdish areas of northern and eastern Syria.

On Tuesday, the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said the extremists had released dozens of Kurds taken captive in February. It was not immediately clear why the Islamic State group would release the captives now, nor whether a deal had been made with the Kurds for a prisoner exchange.

The fight over Kobani, meanwhile, has raged on, with the Islamic State group pressing its assault despite fierce resistance from the town's Kurdish defenders and heavy U.S.-led airstrikes against the extremists. On Tuesday, clashes focused on the eastern and western sides of the town, the Observatory and an Iraqi Kurdish fighter said.

A militant video posted online Tuesday showed the aftermath of apparent U.S.-led airstrikes, which saw a large plume of black smoke rise over a neighborhood in the town.

Iraqi Kurdish forces known as peshmerga have deployed to Kobani to help bolster their Syrian brethren defending the town. So far, the peshmerga are only playing a support role, using their heavy weapons and mortars to provide cover to YPG militiamen, said the Iraqi fighter, who only gave his first name, Rebwar, because he wasn't authorized to speak to the media.

While much of the world's attention has focused in on the town along the Syria-Turkey border since the Islamic State offensive there began some six weeks ago, France's foreign minister urged the international coalition against the Islamic State to save the embattled city of Aleppo after attending to Kobani.

Aleppo, once Syria's largest city, has been carved into opposition- and government-held areas since mid-2012. In recent months, the rebel-controlled zone has come under increasing threat as it has been squee-



This undated photo posted on Monday, Nov. 4, 2014 by the Raqqa Media Office of the Islamic State group, a militant extremist group, shows Islamic state group fighters in Kobani, Syria.(AP Photo/Raqqa Media Office)

zed by President Bashar Assad's forces as well as advancing Islamic State militants.

"Abandoning Aleppo would mean condemning 300,000 men, women and children to a terrible fate: either a murderous siege under the regime's bombs or the terrorist barbarity of Daesh," Laurent Fabius wrote in a column published Tuesday in the Washington Post, France's Le Figaro daily as well as the pan-Arab Al-Hayat newspaper. Daesh is the Arabic name for the Islamic State group.

"That is why - together with our coalition partners - we must focus our efforts on Aleppo, with two clear objectives: strengthening our support for the moderate Syrian opposition, and protecting the civilian population from the twin crimes of the regime and Daesh," Fabius added.

French aircraft are taking part in the U.S.-led aerial campaign against the Islamic State militants in Iraq, but Paris opted out of the coalition mission in Syria.

The Islamic State group overran much of northern and western Iraq in June, adding to the large chunk of northern and eastern Syria it already controlled. It has continued its push to try to consolidate its hold on that territory, including around Iraq's largest oil refinery outside the town of Beiji.

Footage Tuesday from Iraqi state television station Al Iraqiya showed Iraqi special forces attacking some Islamic State group positions near Beiji. The soldiers opened fire on a white building used by militants. Thick black smoke could be seen rising from the building. All videos Tuesday corresponded with Associated Press reporting on the incidents.

Besieged Iraqi troops have managed to maintain control of the refinery outside Beiji, some 250 kilometers (155 miles) north of Baghdad, despite numerous attempts by the Islamic State group to capture it. ●

Le « New York Times » raconte, dans un article publié le 25 octobre, l'horreur des séances de torture infligées par les djihadistes de l'Etat islamique à leurs otages enlevés en Syrie. Cinq d'entre eux, dont James Foley, ont été assassinés

L'enfer secret des otages de l'Etat islamique

RUKMINI CALLIMACHI
(AVEC GLENN GORDON, ERIC SCHMITT,
KARAM SHOUMALI
ET L'AIDE DE JACK BEGG, SHEELAGH
MCNEILL ET ALAIN DELAQUÉRIÈRE)

Les otages sont sortis de leur cellule un par un. Dans une pièce isolée, les ravisseurs posent à chacun trois questions très personnelles, technique classique utilisée pour fournir des preuves de vie lors des négociations de libération. Quand James Foley retourne dans la cellule qu'il partage avec une vingtaine d'autres otages occidentaux, il fond en larmes de joie. Les questions que ses ravisseurs lui ont posées portent sur des détails si intimes (« *Qui a pleuré au mariage de ton frère ?* », « *Qui était le capitaine de ton équipe de foot au lycée ?* ») qu'il sait qu'ils sont enfin en contact avec sa famille.

Nous sommes en décembre 2013. Plus d'un an s'est écoulé depuis qu'il a disparu sur une route du nord de la Syrie. Ses parents sauront enfin qu'il est vivant, dit-il à ses compagnons de captivité. Il est convaincu que son gouvernement négociera bientôt sa libération. Pour le journaliste américain de 40 ans, ce qui semble être un tournant décisif est en fait le début d'une descente aux enfers qui s'achèvera au mois d'août suivant, lorsque ses geôliers le feront agenouiller et le décapiteront devant l'objectif d'une caméra. Sa mort filmée signe la fin publique d'un calvaire très secret.

Le récit de ce qui s'est passé dans le réseau syrien des prisons clandestines de l'Etat islamique (EI) est celui d'une insoutenable souffrance. James Foley et ses codétenus ont été régulièrement passés à tabac et soumis à des simulations de noyade. Quelques-uns, parmi lesquels James Foley, ont cherché réconfort dans la religion de leurs bourreaux, se convertissant à l'islam et adoptant un prénom musulman.

Leur captivité a coïncidé avec la montée en puissance du groupe qui a émergé du chaos de la guerre civile sous le nom d'Etat islamique. Cette organisation n'existait pas en tant que telle à l'époque où James Foley a été kidnappé, mais elle s'est peu à peu imposée pour devenir le mouvement rebelle le plus puissant et le plus redouté de la région. A la deuxième année de détention de Foley, elle avait mis la main sur une bonne vingtaine d'otages et élaboré une stratégie pour monnayer leur libération.

A partir de là, les prisonniers qui avaient jusqu'alors tous été traités de la même façon ont connu des sorts différents en fonction de leur nationalité et de décisions prises à des milliers de kilomètres de là : à Washington et à Paris, à Madrid, à Rome et dans d'autres capitales. Leur lutte pour la survie, racontée ici pour la première fois, a été reconstituée à partir d'interviews avec cinq anciens otages, avec des gens du pays qui ont été témoins des traitements qui leur étaient infligés, des proches et des collègues des victimes et un cercle restreint de conseillers qui ont tenté d'œuvrer à

leur libération. Le calvaire des otages est longtemps demeuré secret car les terroristes avaient fait comprendre à leurs familles qu'ils les exécuteraient si elles s'exprimaient dans

les médias. Nous ne nommons ici que ceux qui ont été publiquement identifiés par l'EI, qui a commencé à donner des noms en août.

James Foley n'est qu'à quarante minutes de route de la frontière turque quand il décide de faire une dernière halte en Syrie. C'était il y a deux ans, le 22 novembre 2012, à Binesh. Foley et son collègue photographe John Cantlie entrent dans un cybercafé pour envoyer leurs reportages à leurs rédactions.

LA CAPTURE

Les deux journalistes n'ignorent rien des dangers qu'il y a à couvrir la Syrie. Quelques mois plus tôt, Cantlie a été enlevé à une cinquantaine de kilomètres de Binesh, avant d'être libéré grâce à une intervention des rebelles modérés. Foley et Cantlie sont en train de télécharger leurs images sur le serveur lorsqu'un homme pénètre dans le café. « *Il avait une grande barbe. Il ne souriait pas, il n'a pas prononcé un mot. Et il nous a regardés avec des yeux mauvais* », raconte Mustafa Ali, leur traducteur syrien, qui était avec eux et a livré le récit des dernières heures qu'ils ont passées ensemble.

James Foley, journaliste américain freelance qui travaillait pour le GlobalPost et l'Agence France-Presse, et John Cantlie, photographe britannique indépendant, continuent à transmettre leurs images, selon le traducteur, dont les déclarations ont été confirmées par des e-mails que les deux journalistes ont envoyés depuis le café à un confrère qui les attendait en Turquie. Plus d'une heure plus tard, ils montent dans un taxi qui doit les emmener à la frontière turque, à quarante kilomètres de là. Ils ne sont jamais arrivés à destination.

Une camionnette dépasse le taxi sur sa gauche et lui bloque la route. Des combattants masqués en descendent et ordonnent aux journalistes de s'allonger face au sol. Ils les menottent et les poussent à l'arrière de la camionnette, laissant Mustafa Ali sur le bord de la route : « *Si tu nous suis, tu es mort* », lui lancent-ils en guise d'avertissement. Au cours des quatorze mois suivants, au moins vingt-trois étrangers, journalistes indépendants et travailleurs humanitaires pour la plupart, tomberont dans le même piège.

Les enlèvements, menés par différents groupes terroristes concurrents, se sont multipliés. En juin 2013, quatre journalistes français sont capturés. En septembre, trois de leurs confrères espagnols tombent aux mains des combattants. Les checkpoints deviennent de véritables traquenards. En octobre dernier, c'est à l'un de ces points de passage que des insurgés attendent Peter Kassig, un technicien médical d'urgence originaire d'Indianapolis, âgé de 25 ans, qui livrait du matériel médical. En décembre, le chauffeur de taxi britannique Alan Henning disparaît près d'un autre checkpoint. Henning avait vidé son compte épargne pour acheter une ambulance d'occasion avec laquelle il comptait rejoindre une caravane humanitaire en Syrie. Il est kidnappé une demi-heure après

son entrée dans le pays. Les derniers à disparaître sont cinq employés de Médecins sans frontières, qui se font prendre en janvier dans l'hôpital où ils travaillaient, dans la campagne syrienne.

L'INTERROGATOIRE

Le procédé s'est répété avec plusieurs otages : les ravisseurs s'emparent de leurs ordinateurs, téléphones et appareils photo et exigent les mots de passe de leurs comptes. Ils passent au peigne fin leur historique personnel sur Facebook, leurs chats sur Skype, leur photothèque et leurs e-mails, pour chercher des preuves de leur collusion avec des armées et des agences de renseignement occidentales.

C'est ce qui arrive à Marcin Suder, un reporter photographe polonais de 37 ans enlevé en juillet 2013 à Saraqeb, en Syrie, où l'on savait que les djihadistes opéraient. Passé entre les mains de plusieurs groupes, il réussit à s'enfuir au bout de quatre mois. « *Ils m'ont emmené dans un bâtiment réservé aux interrogatoires, raconte-t-il. Là, ils ont fouillé mon appareil photo et vérifié ma tablette. Puis, ils m'ont complètement déshabillé. J'étais nu. Ils ont regardé s'il n'y avait pas de puce GPS sous ma peau ou dans mes vêtements. Après quoi, ils m'ont roué de coups. Ils ont tapé sur Google "Marcin Suder - CIA" et "Marcin Suder - KGB". Ils m'ont accusé d'être un espion.* » Marcin Suder - qui n'a jamais su le nom du groupe qui le détenait et n'a jamais rencontré d'autres otages - remarque que ses interrogateurs utilisent un vocabulaire typiquement britannique. Au cours d'une séance, ils lui ont ainsi répété qu'il avait été « *naughty* » (« méchant »), terme que les codétenus de James Foley ont également dit avoir entendu dans la bouche de leurs bourreaux pendant les tortures les plus brutales.

C'est à la faveur de l'un de ces interrogatoires que les djihadistes trouvent sur l'ordinateur de James Foley des clichés de militaires américains, pris durant les missions du journaliste en Afghanistan et en Irak.

« *On voyait les cicatrices sur ses chevilles* », raconte Jejoen Bontinck, un Belge de 19 ans converti à l'islam qui, à l'été 2013, a passé trois semaines dans la même cellule que James Foley. « *Il m'a raconté comment ils l'avaient enchaîné à une barre par les pieds et l'avaient suspendu au plafond la tête en bas, le laissant là un long moment.* » Bontinck, qui a été libéré à la fin de l'année dernière, est revenu pour la première fois sur ses expériences lors

d'un entretien réalisé dans sa ville natale, Anvers. Il est l'un des quarante-six jeunes Belges poursuivis pour appartenance à une organisation terroriste.

Au début, les mauvais traitements ne semblent pas servir un objectif plus vaste. Et les djihadistes eux-mêmes ne paraissent pas trop savoir ce qu'ils feront de leurs otages. A en croire Bontinck, James Foley et John Cantlie sont dans un premier temps détenus par le Front Al-Nosra, groupe affilié à Al-Qaïda. Leurs gardes, trois anglophones qu'ils surnomment les « Beatles », prennent apparemment un malin plaisir à les brutaliser.

Ils sont ensuite remis à un autre groupe dirigé par des francophones, le « *Conseil de la choura* [organe consultatif] *des moudjahi-*

dine [combattants musulmans] ». Foley et Cantlie sont déplacés à au moins trois reprises avant d'être transférés dans les sous-sols de l'Hôpital des enfants de la ville d'Alep.

C'est dans cette prison que Bontinck rencontre deux étrangers barbus et très maigres : James Foley et John Cantlie. Le jeune Belge était à l'origine un combattant, mais il a été accusé d'espionnage et exclu du groupe après la réception d'un SMS de son père qui, depuis la Belgique, s'inquiétait pour lui.

Pendant les trois semaines où il a été enfermé au sous-sol avec eux, dès que l'appel à la prière retentissait, tous trois se levaient.

UN AMÉRICAIN NOMMÉ HAMZA

James Foley s'est converti à l'islam peu après sa capture - cette conversion a été confirmée par trois autres otages récemment libérés, ainsi que par son ancien employeur. Selon Bontinck, il a pris le nom musulman d'Abou Hamza. « *Je récitais le Coran avec lui*, poursuit Bontinck. *La plupart des gens faisaient semblant de se convertir dans l'espoir d'être mieux traités, mais je pense que dans son cas, il s'agissait d'une démarche sincère.* »

D'anciens otages ont effectivement confirmé que la majorité des prisonniers occidentaux s'étaient convertis durant leur captivité. Seuls quelques otages sont restés fidèles à leur religion d'origine, dont Steven Sotloff, un juif pratiquant. Les derniers otages libérés affirment que Foley était fasciné par l'islam.

Quand leurs geôliers leur ont apporté une édition du Coran en anglais, ceux qui faisaient simplement semblant d'être des musulmans l'ont feuilletée, rapporte l'un d'eux. Foley a passé des heures plongé dans le texte. Ses premiers gardiens, des membres du Front Al-Nosra, considéraient sa conversion avec suspicion. Mais les suivants paraissent touchés. Pendant un long moment, les brimades ont même cessé. Contrairement aux prisonniers syriens, attachés à des radiateurs, Foley et Cantlie peuvent se déplacer librement dans leur cellule.

Bontinck a eu l'occasion de demander à l'émir de la prison, un Néerlandais, si les militants avaient réclamé un rançon en échange des étrangers. Non, a été la réponse. « *Il m'a expliqué qu'il y avait un plan A et un plan B* », précise Bontinck. Les journalistes devaient être placés en résidence surveillée ou être envoyés dans un camp d'entraînement djihadiste. Deux éventualités qui laissaient entendre que le groupe avait l'intention de les relâcher.

Quand Bontinck a été libéré, il a noté le numéro de téléphone des parents de Foley et promis de les appeler. Les deux hommes ont évoqué la possibilité de se revoir. Quand il est parti, il s'est dit que les journalistes, comme lui, seraient bientôt remis en liberté.

UN ÉTAT TERRORISTE

La guerre civile syrienne, auparavant dominée par des rebelles laïcs et une poignée de groupes djihadistes rivaux, avait été le théâtre de profonds changements, et le nouveau groupe extrémiste y jouait désormais un rôle-clé. Dans le courant de 2013, le bataillon qui tenait l'hôpital d'Alep fait serment d'allégeance envers ce qui s'appelait alors l'Etat is-

lamique en Irak et en Syrie. D'autres factions rejoignent le groupe, dont les tactiques sont si extrêmes que même Al-Qaïda l'a expulsé de son réseau terroriste. Et il nourrit des ambitions qui vont bien au-delà du renversement du président syrien Bachar Al-Assad. A la fin 2013, les djihadistes commencent à rassembler leurs prisonniers, les regroupant au même endroit sous l'hôpital. En janvier, au moins dix-neuf hommes cohabitent dans

**RAPIDEMENT,
LES OTAGES
COMPRENENT QUE
LEURS RAVISSEURS
ONT IDENTIFIÉ
LES PAYS LES PLUS
SUSCEPTIBLES
DE VERSER
UNE RANÇON**

une cellule de 20 mètres carrés, et quatre femmes dans une pièce voisine.

Tous sauf un sont des Européens ou des Nord-Américains. La liberté relative dont jouissaient Foley et Cantlie connaît alors une fin brutale. Les prisonniers se retrouvent menottés deux par deux. Plus inquiétant encore, les gardiens francophones sont remplacés par d'autres, qui parlent anglais et que Foley reconnaît, terrifié. Ce sont eux qui l'avaient traité de « *méchant* » pendant les pires séances de torture, eux que les otages surnommaient les « Beatles ». Ils instaurent des règles de sécurité draconiennes. « *Quand les Beatles ont pris les choses en main, ils ont voulu imposer un certain ordre aux otages* », raconte un Européen libéré depuis peu.

Les djihadistes sont passés de l'anonymat à la gestion de ce qu'ils appellent un Etat. Ils créent une bureaucratie complexe, dont un tribunal, une force de police et même un bureau de défense du consommateur qui oblige des marchands de kebabs à fermer pour avoir vendu des produits de mauvaise qualité.

Cette obsession pour l'ordre vaut aussi pour les otages. Après les avoir gardés pendant des mois sans exprimer aucune revendication, les djihadistes projettent subitement d'en tirer de l'argent. A partir de novembre 2013, chaque prisonnier reçoit l'ordre de donner l'adresse électronique d'un proche. Foley fournit celle de son frère cadet. Le groupe bombarde alors des messages les familles des otages. Ceux qui ont pu les comparer ont constaté que le texte en avait été copié et collé à partir d'un même modèle.

LE TRI

En décembre 2013, les djihadistes ont échangé plusieurs messages avec la famille de Foley et d'autres otages. Foley se prend à espérer qu'il sera bientôt de retour chez lui. Il se consacre à la préparation d'une version carcérale de « *Secret Santa* ». Chaque prisonnier doit offrir à un autre un cadeau fabriqué à partir de déchets. Ce Père Noël improvisé a ainsi apporté à Foley un cercle fait à partir de la cire récupérée d'une bougie pour poser son front quand il se penche pour prier sur le sol

de béton.

Au fil des semaines, il s'aperçoit que l'on vient régulièrement chercher ses camarades de cellule européens pour les interroger. Pas lui. Ni les autres Américains ou les Britanniques. Rapidement, les prisonniers comprennent que leurs ravisseurs ont identifié quels sont les pays les plus susceptibles de verser une rançon, assure un ancien otage, un des cinq qui ont accepté de décrire leurs conditions de vie dans le réseau de prisons de l'Etat islamique à condition que leur anonymat soit respecté. « Les ravisseurs savaient quels pays seraient les plus ouverts à leurs exigences, et ils ont créé un classement basé sur la facilité avec laquelle ils pensaient pouvoir négocier, dit un autre. Ils ont commencé par les Espagnols. »

Les négociations pour la libération des prisonniers espagnols progressent rapidement – le premier a été libéré en mars, six mois après sa capture –, puis les djihadistes passent aux quatre journalistes français. Après avoir répondu à des questions supplémentaires sur leur vie privée, les prisonniers européens sont filmés, les vidéos étant destinées à être envoyées à leurs familles ou à leurs gouvernements. Des vidéos de plus en plus dures, allant jusqu'à inclure des menaces de mort et des dates d'exécution. Dans une vidéo, les geôliers alignent les prisonniers français affublés de ces tenues orange. Puis, à en croire d'anciens otages et des témoins, ils en choisissent quelques-uns qu'ils soumettent à des *waterboardings* (simulations de noyade).

Avec le temps, les vingt-trois prisonniers sont répartis en deux groupes. Les trois Américains et les trois otages britanniques font l'objet des traitements les plus brutaux, tant à cause des griefs à l'encontre de leurs pays que parce que ceux-ci refusent de négocier, selon plusieurs sources au fait des événements. « La haine de l'Amérique fait partie de l'ADN de ce groupe, dit l'une d'elles. Mais ils se sont également aperçus que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient les moins susceptibles de payer. »

Dans ce sous-ensemble particulier, les anciens otages reconnaissent que Foley a été celui qui a le plus souffert. Outre d'interminables passages à tabac, il a aussi subi des simulacres d'exécution et a été régulièrement victime de *waterboarding*.

Cette torture, censée reproduire la noyade, peut causer une perte de conscience chez les victimes. Quand un des prisonniers était emmené, ses camarades étaient soulagés quand il revenait couvert de sang. « C'est quand il n'y avait pas de sang, indique l'un de ses anciens compagnons de détention, que nous savions qu'il avait eu droit à bien pire. »

Les négociations traînant en longueur, les conditions de vie empirent. Pendant une longue période, les prisonniers ne reçoivent que l'équivalent d'une tasse de thé de nourriture par jour. Dans leur sous-sol, la seule source de lumière se résume à un mince filet de soleil qui se faufile sous leur porte verrouillée. Après le crépuscule, ils n'y voient plus et se renversent leur nourriture dessus, si bien que les gardiens finiront par leur accorder une lampe torche.

La plupart des endroits où ils sont enfermés n'ont que quelques couvertures et pas de ma-

telas. Certains des prisonniers prennent des vieux pantalons qu'ils bourrent de chiffons avant d'en nouer les extrémités pour en faire des oreillers de fortune. Peu à peu, ils se retournent les uns contre les autres. Des bagarres éclatent.

Foley partage ses maigres rations. Dans le froid de l'hiver syrien, il donne son unique couverture à un de ses camarades. Il s'occupe également de divertir les autres, leur propose des jeux et des activités comme le Risk, un jeu de société où l'on déplace des armées imaginaires sur une carte. Les otages se fabriquent un jeu d'échecs à partir de bouts de papier. Ils rejouent des films, qu'ils se racontent scène par scène. Et ils s'organisent pour donner des conférences sur des sujets qu'ils maîtrisent.

Au printemps, on les transfère du sous-sol de l'hôpital d'Alep à Raqqa, capitale du califat autoproclamé de l'Etat islamique. Là, on les incarcère dans un bâtiment à l'extérieur d'une installation pétrolière, et on les répartit de nouveau par sexe. Au mois de mars, les djihadistes obtiennent satisfaction dans leurs négociations avec l'Espagne.

En avril, près de la moitié des otages ont été libérés. Mais aucun progrès n'a été enregistré pour ce qui est des rançons réclamées par les djihadistes en échange des prisonniers américains et britanniques. Durant la phase de tri, les gardes estiment que le seul otage russe, que les autres connaissent sous le nom de Sergueï, est la marchandise la moins négociable. Identifié par les médias russes comme étant Sergueï Gorbounov, on le voit pour la dernière fois dans une vidéo diffusée en octo-

bre 2013. Il balbutie que si Moscou ne répond pas aux exigences des ravisseurs, il sera tué.

Un jour, au printemps suivant, des hommes masqués emmènent le prisonnier terrorisé hors de sa cellule, l'abattent et filment ensuite son cadavre. Puis ils montrent les images aux otages survivants. « Voilà ce qui vous attend si votre gouvernement ne paie pas. »

LES ADIEUX

Presque toutes les deux semaines, Foley voit ses compagnons de cellule partir, libres. Alors que le nombre de gens occupant leur cellule de vingt mètres carrés s'amenuise, il devient difficile de garder espoir. Pourtant, Foley continue de croire que son gouvernement viendra à son secours, racontent ses proches.

Fin mai, les derniers otages constatent de nouveau que leur sort tient beaucoup à la couleur de leur passeport. D'ordinaire, ceux qui ont été enlevés ensemble sont relâchés ensemble. Mais il en va différemment dans le cas de l'Italien et du Britannique de l'ONG française Acted, capturés à un peu plus d'un kilomètre de la frontière turque alors qu'ils rentraient d'un camp de réfugiés où ils avaient livré des tentes.

Le 27 mai, l'Italien Federico Motka apprend qu'il peut partir, l'Italie ayant apparemment versé une rançon (ce que nient les autorités italiennes). Mais son collègue David Haines reste attaché dans sa cellule. Il sera décapité en septembre, après avoir été contraint de lire un texte rejetant la responsabilité de sa mort sur son gouvernement.

En juin, on ne compte plus que sept prisonniers, quatre Américains et trois Britanni-

ques – tous citoyens de pays qui refusent de payer des rançons. Dans un article publié il y a peu dans *Dabiq*, un magazine officiel de l'Etat islamique, les djihadistes affirment que les frappes déclenchées sous commandement américain à partir du mois d'août représentent le dernier clou dans le cercueil des otages.

« Alors que le gouvernement américain traînait les pieds, répugnant à sauver la vie de James, peut-on lire dans le magazine, des négociations étaient entreprises par les gouvernements de plusieurs prisonniers européens, ce qui a abouti à la libération de plus d'une dizaine d'entre eux une fois satisfaites les exigences de l'Etat islamique. »

Quinze otages ont été libérés de mars à juin, pour un montant moyen de plus de 2 millions d'euros, selon les anciens prisonniers et leurs proches. Un des derniers à partir est Daniel Rye Ottosen, un photographe danois âgé de 25 ans, relâché en juin après que sa famille a collecté une rançon de plusieurs millions d'euros, d'après trois personnes au courant des négociations. Il fait partie de ces nombreux otages qui, en partant, ont réussi à emporter avec eux des lettres de ses compagnons de cellule.

Foley, lui, semble avoir compris que la fin était proche. Dans une lettre à sa famille, tout en leur exprimant son amour, il a glissé une phrase leur expliquant comment dépenser l'argent de son compte en banque.

En août, quand les militants sont venus le chercher, ils lui ont fait enfiler une paire de sandales en plastique. Ils l'ont emmené jusqu'à une hauteur pelée à l'extérieur de Raqqa, où ils l'ont fait agenouiller. Il a fixé la caméra, une expression de défi dans le regard. Et ils lui ont tranché la gorge. Deux semaines plus tard, une vidéo comparable est postée sur YouTube, montrant la mort de Sotloff. En septembre, les militants mettent en ligne l'exécution de Haines. En octobre, ils tuent Henning.

Des vingt-trois otages de départ, il n'en reste plus que trois : deux Américains, Kassig et une femme dont le nom n'a jamais été rendu public, et un Britannique, Cantlie. Le prochain sur la liste sera Kassig, ont proclamé les djihadistes. Dans toute l'Europe, ceux qui en ont réchappé ont eu un choc quand ils ont vu les images de l'assassinat de leurs camarades : ces sandalettes bon marché en plastique beige visibles à côté du corps de Foley, ils les avaient portées eux aussi. Tous les avaient portées pour se rendre aux toilettes. Ceux qui ont survécu ont porté les mêmes sandales que ceux qui sont morts. ●

Toujours en captivité, le photographe britannique John Cantlie est apparu dans une vidéo de propagande diffusée le 27 octobre. L'otage se trouve à l'air libre, apparemment dans la ville de Kobané, en proie à d'intenses combats entre l'Etat islamique et les combattants kurdes. Il y affirme que la bataille de Kobané est terminée et que les combattants islamistes « n'ont pas battu en retraite, contrairement à ce qu'affirment les médias occidentaux ».

Flying blind in Iraq and Syria



Thomas L. Friedman

The Islamic State, also known as ISIS and ISIL, has accompanied its brutal takeover of large swaths of Iraq and Syria with the kidnapping and beheading of journalists. Any Western journalists who would dare to venture into ISIS territory today would be risking their lives every second. So the United States is now involved in the first prolonged war in the modern Middle East that American reporters and photographers can't cover firsthand on a daily basis, with the freedom to observe and write what they please and with the sustained presence to offer perspective on how the story is evolving. That is not good.

But it gets worse. The Times reported last week that ISIS had one of its British hostages act as a combat reporter in a propaganda video from the Syrian town of Kobani, "forecasting that the town is about to fall to militants despite waves of American airstrikes," and suggesting that ISIS was getting even more savvy in promoting its cause by adopting the techniques of a 24-hour news channel. " 'Hello, I'm John Cantlie,' the hostage says in the video, dressed in black, 'and today we are in the city of Kobani on the Syrian-Turkish border. That is, in fact, Turkey right behind me.' "

And it will get even worse. Dylan Byers, Politico's media reporter, wrote on Oct. 23 that the F.B.I. had sent a bulletin to news organizations warning that ISIL had identified reporters and media personalities as "legitimate targets for retribution attacks" in response to the U.S.-led airstrikes.

What are we missing by not having

reporters permanently present inside ISIS territory? A lot. We can't answer for ourselves important questions: How is our bombing campaign being perceived? Is it drawing ISIS fighters and local Iraqi Sunnis closer together or pushing them apart? How is ISIS governing, running schools and the justice system, and how is this perceived by Iraqis and Syrians under its rule? What motivates so many losers and lost souls to join this jihadist movement? Do we have the right message directed at them? I could go on.

Retiring Deputy Secretary of State Bill Burns recently authored a piece in Foreign Policy magazine with his parting advice to American diplomats. He quoted Edward R. Murrow, the CBS News giant, advising incoming diplomats that the "really critical link in the international communications chain is

With no reporters inside ISIS territory to document the war, how do we know what's happening on the ground?

the last three feet, which is best bridged by personal contact — one person talking to another." The same is true for reporters and photographers: Sure, polls, graphs and Twitter feeds are important. They are one form of data. But interviewing another human being about hopes and dreams, fears and hatreds, is also a form of data collecting and analysis — something the best diplomats, journalists and historians rely upon. You can't capture in numbers a raised eyebrow or a wry smile or the fear in a refugee's eyes or the regret in a militiaman's voice. Sometimes just listening to someone's silence speaks volumes.

I often reflect on interviews I did with Egyptian women at an all-female voting station in the poorest neighborhood in Cairo in the 2012 election that brought a Muslim Brotherhood leader to the presidency. Almost all of them had voted for the Muslim Brotherhood candidate, Mohamed Morsi. But when I asked why, not a single one cited reli-

gion. Instead they said that Morsi would bring jobs, security, sidewalks, better living conditions and an end to corruption — in short, better governance. Morsi was eventually toppled for bringing none of those, not because he was impious.

Recently, Vice News used the veteran Al Jazeera and Arabic photojournalist Medyan Dairieh to produce a compelling documentary from Syria, called "The Islamic State." But that was a one-shot deal done with "conditions in order to get in and get out with your life," Jason Mojica, the Vice News editor in chief, told a panel at N.Y.U., according to The Huffington Post.

I asked Mina al-Oraibi, assistant editor of the London-based Asharq Al-Awsat, how an Arabic daily covered ISIS:

"We have our correspondents supported by a few local stringers who risk their lives by being in touch with us from Iraq. However, we have a blackout from ISIS-controlled areas in Syria, especially Raqqa. In Iraq, our use of phones and emails to get information leaves us worried about the safety of these reporters, and often they are working without knowing how they will eventually get paid. ... Having said that, our coverage is enriched by networks of Iraqis and Syrians reaching out to tell us their stories, in addition to relations with Iraqis, Syrians, and other Arabs who have either interacted with some ISIS militants or had relations with them when they were under other banners."

But the reality, she added, "is that much of what we know is either from ISIS militants, or anecdotal stories from observers or people with families in places controlled by ISIS."

Indeed, ISIS is telling us what it wants us to know through Twitter and Facebook, and keeping from us anything it doesn't want us to know. So be wary of what anyone tells you about this war — good, bad or indifferent. Without independent reporting on the ground, we're in for some surprises. If you don't go, you don't know.

AFP

Irak: les Kurdes ont exporté du pétrole pour près de 3 mds USD en 2014

Erbil (Irak), 7 novembre 2014 (AFP)

LA RÉGION autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, a annoncé vendredi avoir exporté pour près de 3 milliards de dollars de pétrole par oléoduc et camions depuis le début de l'année.

Les exportations de pétrole par les trois provinces composant le Kurdistan est un des principaux points de friction entre Erbil, sa capitale, et les autorités fédérales de Bagdad qui considèrent cette pratique comme illégale.

"Depuis janvier 2014, 34,5 millions de barils de pétrole ont été exportés depuis la région du Kurdistan, dont 21,5 ont été vendus via (un oléoduc débouchant sur le port turc de) Ceyhan. Le reste a été acheminé par camion à Mersin en Turquie", indique dans un communiqué le

ministère des Ressources naturelles de la région autonome.

"La valeur totale du pétrole exporté s'élève à 2,87 milliards de dollars", ajoute-t-il.

Le gouvernement central de Bagdad et le Kurdistan se livrent depuis plusieurs mois une bataille sur la question du pétrole, le premier estimant que l'énergie produite dans les régions appartient au pays tout entier et la seconde traitant directement avec des compagnies pétrolières au motif que le pétrole produit sur son sol est sa propriété.

Cette dispute a cependant été éclipsée ces derniers mois par l'offensive fulgurante du groupe jihadiste l'Etat islamique qui a pris le contrôle de larges territoires au nord de Bagdad, tout près dans certains cas des zones kurdes.

Les forces de l'ordre fédérales et les combattants kurdes ont dû notamment coopérer dans certains secteurs pour tenter d'expulser les jihadistes.

With U.S. aid, Iraq readies ISIS fight

WASHINGTON

Campaign aims to break militant group's control over outlying towns

BY MICHAEL R. GORDON
AND ERIC SCHMITT

Iraqi security forces, backed by American-led air power and hundreds of advisers, are planning to mount a major spring offensive against Islamic State fighters who have poured into the country from Syria, a campaign that is likely to face an array of logistical and political challenges.

The goal is to break the Islamic State's occupation in northern and western Iraq, and establish the Iraqi government's control over Mosul and other population centers, as well as the country's major roads and its border with Syria by the end of 2015, according to American officials.

Iraqi and Kurdish forces have made inroads in recent weeks in securing territory threatened or captured by the Islamic State, including the Rabia border crossing with Syria, the oil refinery in Baiji north of Baghdad, the northern town of Zumar, and Jurf al-Sakhar southwest of Baghdad.

But the major push, which is being devised with the help of American military planners, will require training three new Iraqi Army divisions — more than 20,000 troops — over the coming months.

"It is a balance between letting them develop their own plan and take ownership for it, and ensuring that they don't stretch themselves too far and outpace their capability," said one United States military official, who asked not to be identified because he was discussing war planning.

Though the United States began to carry out airstrikes to protect Erbil in August, the longer-term campaign plan has remained secret. Now that the planning has advanced, more than a dozen Iraqi and American officials provided details about a strategy that is certain to become increasingly visible.

The basic strategy calls for attacking fighters from the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, with a goal of isolating them in major strongholds like Mosul.

That could enable Iraqi troops, Kurdish pesh merga units and fighters that have been recruited from Sunni tribes to take on a weakened foe that has been cut off from its supply lines and rein-

forcements in Syria, which are subject to American airstrikes.

To oversee the American military effort, a new task force is being established under Lt. Gen. James L. Terry, who oversees Army forces in the Middle East and who will operate from a base in Kuwait. Maj. Gen. Paul E. Funk II will run a subordinate headquarters in Baghdad that will supervise the hundreds of American advisers and trainers working with Iraqi forces.

As the push to train Iraq's military gathers momentum, the American footprint is likely to expand from Baghdad and Erbil to additional outposts, including Al Asad Air Base in Iraq's embattled Anbar Province in the west, and possibly Taji, 20 miles north of Baghdad.

The effort to rebuild Iraq's fighting capability faces hurdles, including the risk that the Islamic State will use the intervening months to entrench in western and northern Iraq and carry out more killings.

The United States currently does not plan to advise Iraqi forces below the level of a brigade, which in the Iraqi Army usually has some 2,000 troops.

Nor is it clear under what circumstances the White House might allow American advisers to accompany Iraqi units on the battlefield or to call in airstrikes, as Gen. Martin E. Dempsey, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, has indicated might be necessary.

Iraq's recent history suggests that such a battlefield advisory role is likely to be needed. Iraqi forces faltered during their 2008 offensive against Shiite militias in Basra until American commanders sent their troops to advise Iraqi forces below the brigade level and facilitate airstrikes.

As the plan stands now, no American agency has been assigned to train Iraq's police forces, although they will be responsible for protecting areas that have been cleared by the army.

Iraq's Shiite militias, some of which have been supported by Iran, pose another obstacle. Antony J. Blinken, President Obama's deputy national security adviser, said last week that it was important that the Shiite militias withdraw, disband or have their members integrated into Iraq's security forces.

But Fuad Masum, the Iraqi president, has suggested that the militias could be needed until the Islamic State was thoroughly defeated.

One of the major challenges is self-imposed. Military officials say the White House has limited the number of United States advisers, analysts and security personnel in Iraq to 1,600. There were

1,414 troops in Iraq as of Friday, about 600 of whom were acting in advisory roles from joint operations centers in Baghdad and Erbil, and at division and higher headquarters.

A White House spokesman, Alistair Baskey, said the figure was not a limit, just the number of troops required for the current missions.

The Iraqi military has been active in recent weeks, but these operations have taken a toll on its forces. United States officials say that the initial force they

A major push will require training three Iraqi divisions — over 20,000 soldiers — in the coming months.

are planning to advise consists of only nine Iraqi brigades and three similar Kurdish pesh merga units — roughly 24,000 troops.

The counterattack plan calls for at least doubling that force by adding three divisions, each of which could range from 8,000 to 12,000 troops.

The United States is relying on allies to augment American trainers. Australia, Canada and Norway have committed several hundred special forces to one or more of the training or advisory missions, a senior United States military official said.

James M. Dubik, a retired three-star Army general who oversaw training of the Iraqi military during the American surge in 2007 and 2008, said the most critical part of the campaign would be the effort to win the allegiance of Iraqis after the Islamic State is routed.

"Behind it has to come some reasonably legitimate, evenhanded and nonsectarian governance over those areas that are taken back from ISIS," he said.

Even if the overall Iraqi plan succeeds by the end of 2015, American officials say, pockets of resistance could remain. American commanders acknowledge that the effort to defeat ISIS will be lengthy.

"This is not going to happen in three weeks, a month, two months," Gen. Ray Odierno, the Army chief of staff and a former top commander in Iraq, told CNN recently. "It's a three- to four-year effort."

Inside Kobane: Eyewitness account in besieged Kurdish city



The main objective of those left in Kobane is to prevent the city from falling



www.bbc.com
5 November 2014

For nearly two months Islamic State (IS) fighters have besieged the Kurdish border city of Kobane in northern Syria. Ersin Caksu is one of the few journalists to have reported from inside Kobane for much of the siege.

I arrived in Kobane on 19 September, four days after the attacks started. Most of the civilians I saw in those early days have now disappeared. Many have fled to Turkey but some, unfortunately, have died in the clashes.

Some 400,000 people used to live in Kobane and in its 360 surrounding villages.

Only 4,000 people now live in the relatively safe areas of the city. There are another 5,000 civilians in Til Seir, a village east of Kobane, in the mined area between the barbed wire of the Turkish border and the railway track.

When the IS attacks started, people took as many of their belongings as they could and moved into this area.

There are whole families here, but many have headed to Suruc on the Turkish side of the border.

The only link between Kobane and Suruc is by mobile phone.

People worry about each other on both sides. While the civilians in Kobane are part of the fighting against IS, their loved ones in Suruc are trying to survive as refugees.

Eastern Kobane is in ruins as a result of the



Much of Kobane has been reduced to rubble

fierce fighting, mortar bombs, attempted suicide attacks by IS involving vehicles packed with explosives and also coalition air strikes.

Before the war, this used to be the more affluent part of the city.

The city's southern neighbourhoods, although not as severely damaged as the east, are still devastated.

Street fighting persists in these parts of the city and none of the houses has doors any more.

All are now connected with holes opened on the walls. It is possible to move from house to house through these holes and emerge in a different part of the city four or five streets away.

In every street there are bullet-ridden and overturned vehicles.

Since the fighting started, the streets have not been cleaned and the city has been invaded by flies. But now the weather is becoming cooler, the stench is less intense.

Hunger and a lack of water has made the situation desperate for Kobane's street dogs and abandoned house pets.

Most of the civilians still here are elderly or women with young children. Although they are not allowed to go to the front line to fight, some defy the ban. Xelil Osman, 67, has taken up arms alongside his two sons.

"When the young are dying, do you expect me to be scared of dying?" he asked me.

At night, civilians only leave their houses in an emergency. If someone falls sick, they call the local authorities and a vehicle arrives with two Popular Protection Unit (YPG) fighters and takes people wherever they need to go.

'TREMENDOUS SPIRIT'

When there is an IS mortar attack or a similar threat, a short term emergency is declared and YPG fighters shepherd people elsewhere and find alternative housing.

Kobane is imbued with a tremendous spirit of solidarity.



Xelil Osman, 67, is fighting to defend Kobane with his two sons

Travelling around the city by day is simple because the first vehicle you meet on the street will stop and the driver will offer you a lift.

Maybe that solidarity helps explain why Kobane has held out for so long.

Very few people are still living in their own houses. When necessary, the doors of empty properties are opened and needy people are relocated.

Those still in their homes share the cheese, pickles, jams and dried vegetables they have stocked for the winter with those in need.

Although people have few belongings left, they get by through sharing what they have.

For example, if a car is needed, the YPG unlock a garage, put the owner's name and the car's number plate on record so that they can be compensated, and the vehicle is used.

BATTLEGROUND

There is no commercial activity in the city. The only business still open is the bakery.

The bread produced here is distributed free among the people.

Other food, which is mainly canned food from the stocks and from the humanitarian aid sent to Kobane, is distributed on certain days of the week as equally as possible.

Water is distributed by tankers. The local

➤ administration also distributes flour once every three days. Five households share a 50kg (110lb) sack of flour.

Those civilians who can provide voluntary help behind the frontline.

They repair vehicles, guns and generators, in a city that has had no electricity for the past 18 months.

They help doctors tend to the wounded, carry arms and ammunition to the frontline, cook for fighters and repair their clothes.

As the winter draws in, illnesses here are on the rise and hygiene has become a problem.

Kobane's three hospitals have been damaged by bombing and the doctors work in a small two-roomed building.

Those who become ill refuse to go to the doctors. One elderly woman explained that the medical centre had little equipment anyway.

"It shouldn't be wasted on us. Our kids are fighting and getting wounded. Medical supplies should be used for them."

As the city's cemetery has become a battleground, Kobane's dead are now buried in another area without ceremony.

A woman called Xatun, speaking after the

burial of a relative - a young woman fighter - told me there was no time to grieve properly at this point.

"We are not crying now. When Kobane is free, I will cry twice. [Tears] of sadness for the young ones we have buried and [tears] of joy, because their sacrifice was not for nothing and Kobane is free." ♦

Ersin Caksu writes for pro-Kurdish daily Ozgur Gundem.

KURDISHGLOBE November 10, 2014

EU delegation urges Baghdad to decentralize political and economic powers

10 November 2014
www.kurdishglobe.net

The delegation fully appreciated the role of the Kurdistan Region in facing the serious security challenges of terrorism in the region.

The EU delegation reiterated its support during this period of exceptional security and humanitarian needs.

The EU delegation's visit to Baghdad was also discussed, noting that it urged the Iraqi Government to include all Iraqi communities in the political process, increase decentralization of political and economic powers to the regions and provinces in accordance with the Iraqi Constitution, and to resolve issues with the Kurdistan Region.

Prime Minister Barzani lauded the role of the EU in supporting the fight against terrorism and stressed requirements for more advanced, heavy weaponry and training. Cooperation and coordination with Turkey in facilitating Kurdish Peshmerga to reinforce Kobani with heavy weapons was also discussed.

Talking about the refugees and displaced people in the Region, Prime Minister Barzani affirmed, despite limited resources, that the people and the KRG have welcomed and offered help and support to all who have been forced to leave their homes and will continue to do so.

It is noted that 20% of the more



Prime Minister Nechirwan Barzani on Monday, November 3, 2014, received a European Union delegation headed by Mr. Hugues Mingarelli, the Managing Director for North Africa, Middle East, the Arabian Peninsula, Iran and Iraq at the European External Action Service, along with EU officials and the EU Ambassador to Iraq.

than 1.4 million displaced people in the Kurdistan Region are refugees from Syria for whom more humanitarian assistance is urgently required from the international community. 80% are internally displaced persons, IDPs, from areas of Iraq outside the Kurdistan Region.

It is in the mutual interests of both the Kurdistan Region and the EU to develop closer relations to improve relations with neighboring and regional countries, and to resolve outstanding issues between Erbil and Baghdad.

PM BARZANI MEETS IRAQI DEFENSE MINISTER

PM Barzani also received on Tuesday, November 4th, the Defense Minister of the

Government of Iraq, Dr. Khaled al-Obeidi. He was accompanied by a delegation included the Chief of Staff of the Iraqi Army, the US Chief Security Coordinator in Iraq, the Governor of Mosul, Iraqi and US military officials and advisors.

The Kurdistan Regional Government Minister of Peshmerga Affairs also attended the meeting.

The importance of continuous and consistent cooperation between Peshmerga and Iraqi army forces was acknowledged.

Iraq's Defense Minister commended the effectiveness of Peshmerga forces in confronting threats to the country's security, highlighting achievement in recovering Zumar and Rabia towns

from ISIS terrorists.

The Defense Minister affirmed the Peshmerga forces as important and integral part of Iraq's defense system.

He indicated he would spare no effort to resolve the Peshmerga related outstanding issue with Baghdad. He expressed his wishes that the much expected visit of Kurdistan Region's delegation to Baghdad could pave the way in solving all the outstanding issues between Erbil and Baghdad.

The Defense Minister noted that enhancing the Iraqi Army's capabilities is needed now as it goes on the offensive.

Prime Minister Barzani praised the participation of Arab countries in the international coalition and acknowledged their participation as crucial.

While considering coalition forces air strikes successful, the Prime Minister emphasized that they are alone not enough, and that the fight against terror needs a change in strategy.

He stressed the need for the ground forces to be well armed and well equipped.

Prime Minister Barzani expressed optimism about the future.

He emphasized the KRG's positive interest and disposition in settling all outstanding issues between Erbil and Baghdad through respectful dialog and negotiation. □

Le Monde
JEUDI 6 NOVEMBRE 2014

Le calvaire des lycéens kurdes détenus par l'EI

Pendant quatre mois, des dizaines d'adolescents ont été battus et endoctrinés par les djihadistes en Syrie

ISTANBUL - correspondante

Les djihadistes de l'Etat islamique (EI) ont torturé des lycéens kurdes qu'ils détenaient depuis le 29 mai 2014 dans une école de Manbij, une bourgade sous leur contrôle au sud-ouest de Kobané, en Syrie. Ils les ont battus avec des câbles électriques ou en les suspendant par les pieds, pour un mot de travers ou à cause de leur connaissance jugée trop lacunaire du Coran.

« Battus, torturés, ces adolescents ont été marqués par leur détention », explique Emma Sinclair Webb. Chercheuse pour l'ONG Human Rights Watch (HRW) à Istanbul, elle a interviewé quatre d'entre eux au sud de la Turquie, où ils ont trouvé refuge après leur libération le 29 septembre. Agés de 15 ans, les quatre lycéens cités par HRW faisaient partie d'un groupe de 250 adolescents capturés par les djihadistes alors qu'ils revenaient d'Alep, où ils avaient passé leurs examens de fin d'études.

Rééducation

Les filles et les plus jeunes garçons ont été relâchés quelques jours plus tard, mais 153 d'entre eux sont restés prisonniers dans l'école de Manbij. Une cinquantaine a réussi à prendre la fuite, quinze ont été libérés dans le cadre d'un échange de prisonniers avec les milices kurdes (YPG, affiliées au principal parti kurde syrien PYD) qui défendent la ville de Kobané.

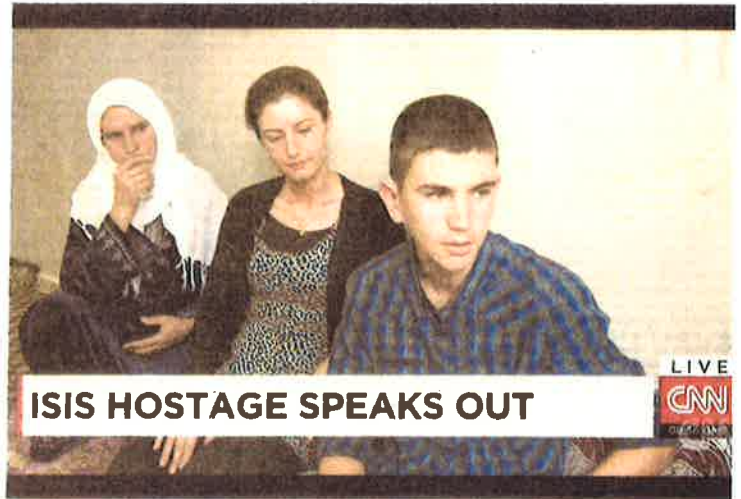
Les derniers otages ont été libérés par petits groupes, d'abord le 29 septembre, puis le 29 octobre, sans que l'on sache s'il y a eu un accord avec le PYD. Mardi 4 novembre, un autre groupe de Kurdes syriens, sans rapport avec les lycéens mais capturés en février alors qu'ils se rendaient dans le nord de l'Irak, a été relâché, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) basé à Londres. Impossible de dire ce qui se trame derrière ces soudaines libérations.

Un gamin raconte que l'un d'eux a été suspendu par un pied pour s'être écrié « Oh maman ! » alors qu'il aurait dû en appeler à Dieu

Pourquoi les jeunes lycéens ont-ils été relâchés le 29 septembre ? « Eux-mêmes l'ignorent, leurs gardiens leur ont juste dit que leur stage d'études était terminé », raconte Emma Sinclair Webb. En les relâchant, leurs geôliers leur ont donné à chacun 150 livres syriennes (1,25 euro), un DVD d'enseignement religieux et une invitation à rejoindre l'EI sitôt après leurs retrouvailles familiales.

Aux yeux des hommes en noir, il semble que la détention des adolescents avait valeur de rééducation. Les enfants racontent ainsi avoir été contraints de regarder, des heures durant, les exploits filmés des djihadistes ainsi que les décapitations publiques. Ils relatent qu'un de leurs gardiens, un Libyen qui les battait moins que les autres, leur expliqua un jour qu'ils seraient certainement libérés dès lors qu'ils apprenaient bien leurs leçons.

« Ceux qui ne se conformaient pas au programme étaient battus. Ils nous frappaient avec un tuyau vert ou avec un gros câble d'où sortaient des fils. Ils nous tapaient sur la plante des pieds. Le "pneu" était moins utilisé. Pour ma part, j'ai été placé dans un pneu et battu. Ils trouvaient toutes sortes d'excuses pour nous taper. Les gardiens syriens étaient pires que les autres, ils nous tapaient plus. Ils nous forçaient à apprendre des versets du Coran et s'acharnaient sur ceux qui n'y arrivaient pas bien », rapporte



Capture d'écran du témoignage d'un adolescent kurde détenu en Syrie par l'Etat islamique et diffusé sur la chaîne américaine CNN.

l'un des enfants cités par HRW.

Le supplice du « pneu » consiste à placer le prisonnier dans un gros pneu de camion, lequel forme une gangue propice à l'immobilisation du supplicié. Un autre décrit le châtiement d'un gamin, suspendu au-dessus du sol par un pied pour s'être écrié « Oh maman ! » alors qu'il aurait dû en appeler à Dieu. Ces méthodes de tortures sont similaires à celles utilisées par les moukhabarat, les services de renseignement syriens.

« Les proches des milices kurdes du YPG étaient plus maltraités que les autres », fait observer un troisième. Les otages avaient interdiction de s'exprimer en kurde. Il semble que ceux qui portaient des prénoms kurdes – tout particulièrement un otage prénommé Ocalan, du nom du fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan dont le PYD est l'émanation – aient été plus maltraités que les autres. Les djihadistes, alors que les Kurdes syriens sont des musulmans sunnites comme eux, les décrivent comme des infidèles.

Lourd tribut

Lorsque les lycéens ont pris la

route d'Alep en mai, la ville de Kobané n'était pas encerclée par l'EI. Mais, au fur et à mesure de l'avancée des djihadistes, leurs familles ont dû fuir pour gagner la Turquie voisine. Voilà pourquoi une fois libérés, les lycéens ont rejoint leurs dans des camps de réfugiés à Suruc et à Gaziantep. Leur calvaire rappelle le lourd tribut payé par les enfants de Syrie, victimes des exactions du régime de Damas, auxquelles se sont ajoutées celles de l'EI. ■

MARIE JÉGO



EUROPE | CHRONIQUE

PAR ARNAUD LEPARMENTIER

Le sultan et Atatürk

Il est dirigeant à vie ou presque. Il est autoritaire, traque ses opposants. Il dénonce l'Occident. Il veut restaurer la grandeur passée de son peuple. Non, il ne s'agit pas du président russe Vladimir Poutine, mais de son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, qui a fait une visite-éclair à Paris vendredi 31 octobre. Après avoir été premier ministre pendant onze ans, Erdogan s'est fait élire fin août président et compte modifier la Constitution pour renforcer ses pouvoirs. Il n'a pas attendu pour afficher sa puissance retrouvée, alors qu'on le disait malade et qu'il a subi une forte contestation populaire en 2013. Erdogan vient d'inaugurer son somptueux palais, dans un parc, dans la banlieue d'Ankara : 1 000 pièces, 491 millions d'euros. L'édifice blanc permet au président de relier les deux traditions de la Turquie : celle des sultans, le style néo-seldjoukide du palais rappelant la première dynastie turque qui régna sur l'Orient du XI^e au XIII^e siècle ; et celle de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur, en 1923, de la Turquie moderne, qui avait acquis le lieu pour y construire une ferme.

A 60 ans, Erdogan se prend à la fois pour Atatürk et le sultan. Il veut incarner une Turquie en plein boom économique, respectueuse de l'Etat de droit, candidate à l'adhésion à l'Union européenne, et retrouver aussi l'influence des Ottomans. Mais rien ne se passe vraiment comme prévu. L'Union européenne, en particulier la France de Nicolas Sarkozy, a fermé la porte à Ankara au milieu des années 2000.

L'ancien maire d'Istanbul, qui fut emprisonné en 1998 pour avoir récité un poème islamique

(« *Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats* »), se voyait aussi en phare du monde musulman lors des « printemps arabes ». Mais il est désormais entouré d'ennemis : Israël, qui décida l'abordage de la flottille turque pour Gaza en 2010 ; l'Egypte du maréchal Sissi, qui a renversé en 2013 les Frères musulmans d'Egypte, protégés d'Ankara ; et la Syrie de Bachar Al-Assad, qui massacre son peuple dans une guerre qui s'éternise.

La crainte d'un Etat kurde

La faute aux Proche-Orientaux ? Nenni ! La coupable, c'est cette fameuse première guerre mondiale, qui scella la chute de l'Empire ottoman avant que ne naisse la République turque moderne. Nous attendrons l'an prochain pour débattre des « événements de 1915 » – traduction du génocide arménien dans le langage d'Erdogan, qui s'exprimait à Paris lors d'un colloque organisé par l'Institut français des relations internationales (IFRI) –, qui « *n'ont pas pu être évalués de manière constructive* ».

Pour l'heure, le débat porte sur les accords secrets franco-britanniques de 1916, dits Sykes-Picot, partageant le Moyen-Orient.

LE PRÉSIDENT TURC ACCUSE LES OCCIDENTAUX DE NE PAS ÊTRE FIDÈLES À LEURS VALEURS

Nous voilà repartis sur les traces de Lawrence d'Arabie, qui organisa la révolte des Arabes contre les Turcs. « *Il y a cent ans, certains*

À ÉCOUTER ERDOGAN, LES TRAITRES SONT DE RETOUR, LES FRONTIÈRES SONT MENACÉES

se sont levés contre l'Empire ottoman. Ils existent toujours aujourd'hui. Lawrence était un espion anglais déguisé en Arabe. Aujourd'hui, les espions sont ceux qui trahissent leur propre pays », a accusé le président, mi-octobre, à l'université Marmara d'Istanbul.

A écouter Erdogan, les traitres sont de retour, les frontières sont menacées. Sans le dire, le président turc a une angoisse : la naissance d'un Etat kurde aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak, alors qu'il tentait de négocier un accord de paix avec le PKK, principale organisation armée des Kurdes de Turquie.

Il a donc répondu violemment aux Occidentaux, qui l'accusent de traîner les pieds pour lutter contre l'Etat islamique – en ne permettant pas aux Etats-Unis d'utiliser ses bases militaires pour bombarder la Syrie et en ne défendant pas, de l'autre côté de sa frontière, la ville kurde syrienne de Kobané, assaillie par les djihadistes. « *Il faut réfléchir pourquoi Kobané est devenue si stratégique. Y a-t-il de l'or ? Des diamants ? Pourquoi Kobané ?* », a expliqué Erdogan, jugeant que « *Kobané représente une partie minime du drame dans la région* ».

Parler cru

Le problème, c'est en premier lieu d'avoir donné le pouvoir aux chiites en Irak, et d'avoir ainsi jeté les sunnites dans les bras de l'Etat Islamique. « *Nous avons dit que sous Maliki [le premier ministre chiite irakien de 2006 à 2014], la discrimination ethnique et sectaire en Irak allait avoir des conséquences graves.* » Puis il a fustigé

l'absence de réaction des Occidentaux contre Bachar Al-Assad, même lorsque celui-ci utilisa, à l'été 2013, des armes chimiques contre son peuple. Faussement naïf, le dirigeant turc a dit avoir « *du mal à comprendre l'approche des intellectuels d'ici* », qui se sont mobilisés en 2013 contre les armes chimiques, lesquelles « *ont fait 1 000 à 2 000 morts* », alors que le même Assad avait déjà tué plus de 100 000 personnes avec des armes conventionnelles.

Dans cette tragédie, Erdogan se sent seul. Seul à avoir accueilli 1,6 million de réfugiés syriens, alors que l'UE n'a ouvert ses portes qu'à 200 000 d'entre eux. Seul à avoir dépensé 4,5 milliards de dollars, alors que l'aide étrangère s'est limitée à 200 millions. Une manière d'accuser les Occidentaux de ne pas être fidèles à leurs valeurs. Erdogan a même accusé les pays occidentaux d'avoir soutenu le coup d'Etat du maréchal Sissi contre les Frères musulmans en Egypte, élus mais bien peu démocrates. « *Je pose cette question aux Occidentaux : êtes-vous pour la démocratie ou les coups d'Etat ? Vu sa pratique, le monde occidental est pour les coups d'Etat* », a glissé Erdogan. Un parler cru, mais sans doute est-ce le mot de trop. Erdogan était il y a dix ans celui qui voulait ancrer la démocratie dans le monde musulman. Il est devenu, aujourd'hui, prisonnier de son islamisme à l'extérieur, de son autoritarisme à l'intérieur. ■

leparmentier@lemonde.fr

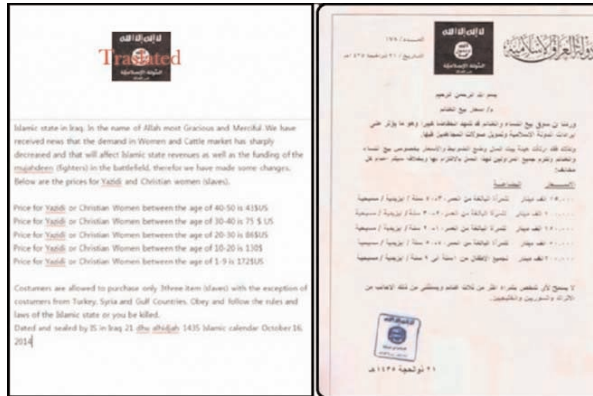
Irak : comment Daech fixe les prix de vente des femmes esclaves

Rémi Clément / le 05 novembre 2014
www.leparisien.fr

C'est un document effroyable. L'agence de presse irakienne Iraqnews est parvenue à se procurer une liste établie par l'organisation Etat Islamique, fixant le prix de vente des femmes Yézidies ou chrétiennes en tant qu'esclaves. Selon leur âge, les femmes peuvent être achetées pour un prix variant de 35 à 138 euros.

Selon les prix fixés par l'organisation, une fillette âgée de 1 à 9 ans coûterait 200.000 dinars (soit 138 euros), une fille de 10 à 20 ans 150.000 dinars (104 euros), une femme entre 20 et 30 ans 100.000 dinars (69 euros), une femme entre 30 et 40 ans 75.000 dinars (52 euros) et une femme âgée de 40 à 50 ans 50.000 dinars (35 euros).

Le document précise par ailleurs qu'il est interdit d'acheter plus de trois femmes, sauf pour les étrangers comme les Turques, les Syriens ou les Arabes du Golfe. Tout aussi troublant, l'Etat Islamique ajoute au tableau des prix une analyse de marché: «Le marché des femmes et des butins de guerre a connu une très nette baisse qui pourrait affecter



Une agence de presse irakienne s'est procurée un document de l'organisation Etat Islamique fixant le prix des esclaves sexuelles chrétiennes ou yézidiées.

défavorablement les revenus du groupe Etat Islamique ainsi que le financement des moudjahidines».

L'organisation Etat Islamique, dont plusieurs marchés aux esclaves ont été reportés à Mossoul en Irak ou Raqqa en Syrie, a déjà justifié le kidnapping de femmes et leur esclavage, en se référant à la théologie islamique. «Chacun doit se rappeler que mettre en esclavage les familles d'infidèles et marier leur femme est un aspect fermement établi de la charia, ou loi islamique», déclarait l'organisation dans une publication en ligne, citée

par CNN.

Le document, daté du 16 octobre 2014, a été publié quelques jours après une vidéo, montrant plusieurs combattants de l'Etat Islamique discuter, hilares, de l'achat de femmes yézidiées. «Aujourd'hui c'est le jour de distribution, c'est la volonté de Dieu», lance l'un tandis que la personne qui filme fait le tour de la salle demandant qui veut d'une femme yézidie et si les intéressés seront «capables de la gérer». Les hommes amusés détaillent leur façon de choisir: qualité de la dentition, couleur des yeux... □

Face à l'EI, des Kurdes syriens proclament l'égalité hommes-femmes

OLJ/Agences / 09 novembre 2014
lorientlejour.com

Un décret interdit le mariage des jeunes filles avant 18 ans, préconise l'interdiction de la polygamie et proscriit les "crimes d'honneur".

Les autorités autonomes de la région de Djazira, peuplée majoritairement de Kurdes dans le nord-est de la Syrie, ont publié un décret renforçant les droits des femmes en réponse aux interdictions édictées par les djihadistes de l'Etat islamique (EI, ex-Daech) dans les zones qu'ils contrôlent, rapporte dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Ce décret en trente points a été pris par les "autorités démocratiques autonomes" de la région, située dans la province de

Hassaka. L'OSDH précise que l'un des dirigeants de la région est un Kurde, l'autre un Arabe.

Les miliciens kurdes contrôlent environ la moitié de la province de Hassaka et les djihadistes 30%, surtout dans le sud et le sud-est.

Le décret proclame "l'égalité entre hommes et femmes dans toutes les sphères de la vie publique et privée". Il interdit le mariage des jeunes filles avant 18 ans, préconise l'interdiction de la polygamie et proscriit les "crimes d'honneur".

L'EI prône une version extrême de l'islam et a proclamé un califat sur les territoires qu'il contrôle en Syrie et en Irak, un système de règne musulman disparu il y a un siècle. Ce groupe n'hésite pas à décapiter,

à lapider et même à crucifier ceux qu'il considère comme ses ennemis.

En septembre, une jeune femme accusée d'adultère a été lapidée par son père et des jihadistes du groupe Etat islamique dans la province d'Idlib (nord-ouest). En octobre, le groupe a exécuté au moins quatre femmes, dont deux médecins et une politicienne, dans le nord de l'Irak.

Fin août, l'OSDH avait rapporté que des dizaines de femmes yazidiées capturées en Irak par l'EI avaient été forcées à se convertir à l'islam puis avaient été "vendues" pour être mariées de force en Syrie à des combattants du groupe jihadiste. "Chaque femme a été vendue contre un montant de 1.000 dollars, après avoir été convertie à l'islam", avait-elle précisé. ■

Violence in Turkey's Kurdish region raises questions about peace talks

By Roy Gutman
www.mcclatchydc.com
November 5, 2014

DIYARBAKIR, Turkey — Four weeks after the deadliest violence in decades swept Turkey's Kurdish-dominated southeast, there's little doubt who instigated the unrest that led to the deaths of innocent Kurdish civilians.

The riots in Diyarbakir — the unofficial capital of Kurds in Turkey — came after leaders in the region's dominant political group, the People's Democratic Party, called on followers to seize the streets and take immediate "action" to protest Turkey's failure to aid the besieged Syrian Kurdish enclave of Kobani.

It's also known that the victims of the violence had almost nothing to do with Kobani or the Islamic State extremists besieging it. They included four young men distributing charity food to the poor, who were murdered and mutilated, reputedly by members of the youth wing of the banned Kurdistan Workers' Party, known as the PKK, a group with close ties to the People's Democratic Party.

What isn't so clear is whether President Recep Tayyip Erdogan's 2-year-old peace negotiations to end a 30-year-old Kurdish insurgency will survive or become another victim of passions spilling over from the war in neighboring Syria.

The stakes are high for Turkey, most of whose Kurds — some 15 million of the 78 million population — are eager for a normal life but want their language and cultural rights recognized in law. The stakes also are high for the government, which has risked enormous political capital on a peaceful outcome, and for the PKK, which desperately wants to be removed from the U.S. and Turkish terrorist lists.

Diyarbakir residents haven't gotten over the shock of the killing of the four religious charity workers Oct. 7, as well as the deaths of nine others. In addition, at least 25 other civilians and two policemen in southeast Turkey died in the violence, which lasted several days. At least four of those were PKK members.

"I've been living here 50 years and never seen a day like this," Mehmet Kaya, the president of the independent local Tigris Community Research Center, said of that day. "It was very widespread, very violent."

In Diyarbakir alone, a city of 600,000, the rioters closed the main thoroughfares, attacked 34 schools, burned libraries, smashed bank and office building windows, and attacked seven ambulances, government



Yusuf Er (right), 18, and his father, Sahbattin, 48, October 24, 2014, at the Huda-Pak party office in Diyarbakir, Turkey. Yusuf is the sole survivor of the lynching and murder of five young Huda-Pac charity workers at the hands of other Kurds during riots on Oct. 7, 2014. ROY GUTMAN — McClatchy

officials said.

None of the 13 killed in Diyarbakir died at the hands of police, although police in other towns engaged in gun battles with what they said were armed protesters. A spokesman for Erdogan's Justice and Development Party in Diyarbakir said police had avoided engaging the rioters so as not to disrupt the peace talks.

"What they feared was that by responding to the violence they would lay the groundwork" for Kurdish politicians to react with more violence, said Serif Aydin, the Justice and Development deputy chairman in Diyarbakir province.

Zubeyde Zumrut, the Diyarbakir chairwoman of the People's Democratic Party, which controls most of the elected offices in the area and is close to the PKK, denies that her organization bears the responsibility for the violence that day. She said statements urging people to come to the streets, issued first by the party's office in Ankara, Turkey's capital, and then by the regional office, weren't any different from previous calls for demonstrations to influence events.

"We are not telling them to come out and shoot and rape," she said. "They came out unarmed. We are always encouraging people to engage in acts, such as street marches."

Still, many here assert the language was incendiary. The national party's statement Oct. 6 called for "all our people, from 7 to 70, to go out on the streets, seize open spaces and take action." The next day, the PKK's youth wing, the Patriotic Democratic Youth Movement, tweeted that members of Huda-

Par, a Kurdish Islamist political party, should be "executed on sight."

That is what happened in the Baglar district, one of the city's poorest. A mob confronted five young men affiliated with Huda-Par who were distributing free meat to the poor on the Muslim Feast of the Sacrifice, which commemorates the story of Abraham's willingness to sacrifice his son at God's behest. It's a tale that the Quran and the Hebrew Bible share.

Yusuf Er, who was the sole survivor of the group distributing food, said the mob immediately fixated on the beards that four of the charity workers wore: Huda-Par, like Erdogan's Justice and Development Party, stresses Islamist values, while the PKK is avowedly secularist. "These people are ISIS," he said the crowd shouted, using an abbreviation for the Islamic state.

Er said he and his friends tried to reason with the crowd, displaying the meat and the list of people they were to distribute it to, without success. Some in the crowd began to throw rocks. Er said he heard three shots.

The five fled to a nearby building and sought refuge in an apartment, but the mob followed and tried to break in. Er said he repeatedly called the police but that they refused to come. He called his father, who went to a police station but couldn't convince the officers to act.

One of their pursuers went to the roof of the building and rappelled down a rope to enter the apartment, where he started shooting at Er's friends. The assailant opened the door and let the mob in. Er escaped, but his four friends were shot and their bodies thrown off the balcony onto the street, where they were run over by vehicles, doused with gasoline and set alight.

Er, his arm bandaged and with bruises all over his body, seemed still in a state of shock when he told his story to McClatchy in a 90-minute interview at a Huda-Par office more than two weeks after the attack.

There have been no arrests yet, but the authorities say they know what happened.

"These are not deaths that occurred because of police intervention. These deaths occurred as a result of pro-PKK youth attacking a pro-Huda-Par group," said Huseyin Aksoy, the provincial governor, who controls the security forces, told McClatchy.

Huda-Par, formerly known as Hizbullah — both names mean "party of God" — fought the PKK at the height of the Kurdish insurgency in the 1990s, and it was held responsible at the time for many unsolved killings. It has only a fraction of the vote of the People's

► Democratic Party, but that's because many of its supporters now vote for Erdogan's Justice and Development Party.

Aksoy acknowledged that some critics of Huda-Par accuse the group of supporting the Islamic State. "But there is nothing to support the claim," he said. Instead, he said, the violence is "an attempt to sabotage the peace process," which features negotiations between the Turkish intelligence agency and the PKK's jailed leader, Abdullah Ocalan.

Aksoy said the Turkish government was "definitely determined that the peace process should be maintained."

Both sides agree that a full peace pact could be just months away, though the process appears to have slowed since the violence. PKK fighters reportedly fired rocket-propelled grenades at military guard posts in the southeastern province of Hakkari, near the border with Iraq. The Turkish air force responded, bombing Kurdish positions nearby. Then masked men assassinated three off-duty national police officers in the town of

Yuksekov in Haqqari and an off-duty soldier in Diyarbakir in circumstances that resembled past PKK assaults.

Kobani, and Turkey's hesitancy to help the Kurdish defenders there, remains a point of contention. On Saturday, thousands of Kurds staged marches in support of Kobani in Istanbul and Diyarbakir. There were no incidents, but the outpouring was a reminder of the passions in play.

Turkey views the Kurds in Kobani as an extension of the PKK and refuses to allow the PKK to send fighters and arms to Kurdish defenders there. It reluctantly allowed a small number of Iraqi peshmerga fighters to cross its territory to join the battle, but Erdogan inflamed Kurdish passions by repeatedly speaking of the group that administers Kobani as "terrorists . . . just like ISIS." Turkey insists that the group that administers what the Kurds call Rojava in northern Syria cooperated with the government of Syrian President Bashar Assad and drove out other

Kurdish political parties.

But the People's Democratic Party, which dominates local elections in southeast Turkey, doesn't see it that way.

"This government in Rojava is a model that can be applied throughout the Middle East," said Zumrut, the provincial party chairwoman. Rojava, she said, is run "democratically"; if other Kurdish political parties no longer are active there, "it's the people who have ended the role of the other parties."

As for the deaths of the charity workers, Zumrut said her party couldn't be blamed. "Were they really just distributing meat?" she asked. "What were the Huda-Par doing on the street?"

Er, meanwhile, said he was undaunted by the horror he'd seen and suffered. "We deliver free food like clockwork every year, at Ramadan and at the Feast of the Sacrifice," he said. "We are going to continue doing what we have been doing."

◆◆◆



NOVEMBER 5, 2014

Iraqi Kurdistan PM downplays prospect of independence now

By Sharmila Devi

rudaw.net, November 5, 2014

ERBIL-Hewlêr, Kurdistan Region 'Iraq',— Iraqi federalism has failed but the Iraqi Kurds are not seeking independence but greater autonomy, Nechirvan Barzani, prime minister of the Kurdistan Regional Government, said on Wednesday.

"Federalism has failed and if we can't establish federalism, we are asking for additional autonomy, not for the destruction of Iraq," Barzani told the second day of the Middle East Research Institute's forum being held in Erbil.

"It would be very hard after 1991 and 2003 to go back to square one," he said, referring to Kurdish autonomy that developed after the Gulf war sparked by Saddam Hussein's invasion of Kuwait and the US-led war that overthrew the Iraqi dictator.

Barzani's comments constituted one of the most public declarations downplaying the prospect of independence since the Islamic State turned its sights on Kurdistan after taking control of large swathes of territory in northern Iraq in the summer. Even



Kurdistan PM Nechirvan Barzani at the MERI forum. Photo: Local/TV Screen grab

after ISIS took Mosul, KRG leaders were more outspoken about a possible break from Baghdad.

Baghdad was still not taking steps towards a solution of the many issues disputed by Erbil, including the budget, Barzani said. The Iraqi government has refused to pay the KRG's share of the federal budget since the beginning of the year.

In addition, Baghdad still refused to grant the KRG the right to control its own air space, would not integrate the Peshmerga into the Iraqi armed forces, nor agree to the Kurds exporting their own oil, the prime minister said.

He recounted that officials in Baghdad told the Kurds that sel-

ling oil was not the same as selling tomatoes and cucumbers. "It's easier to sell oil," said Ashti Hawrami, Kurdish minister of natural resources, according to Barzani.

He thanked Turkey for allowing passage last week of 150 Peshmerga to help relieve Kobani, the Kurdish-Syrian town near the Turkish border under siege by ISIS for almost two months. "It was not an easy decision for them and we appreciate it and are grateful," Barzani said.

He said Massoud Barzani, Kurdish president, had realised the danger posed by ISIS a year before Mosul, Iraq's second-biggest city, fell to the militants. But

Nouri Al Maliki, then Iraqi prime minister, refused to engage.

"Barzani called Maliki and said Mosul was in danger but he wouldn't listen," the prime minister said.

Barham Salih, KRG prime minister between 2009 and 2012, also said the time was not right for independence. Even if the Kurds were to go it alone, Baghdad would remain their most important neighbour, he said.

While ties with Ankara and Tehran were crucial, Iraqi Kurdistan, also known as southern Kurdistan, could not ignore Baghdad. "As southern Kurds, Baghdad is more important to us," he said.

Salih said Iraqi Kurdistan needed more entrenched institutions and diversification away from a "consumption economy".

"I support Barham's speech, we have to reorganise our house," Barzani said.

The men were speaking at a session on the "New Middle East Order: Threats and Opportunities" following the geopolitical earthquake caused by this year's ISIS offensive and grab of territory across Iraq and Syria.

The Sykes-Picot lines of early last century, when the UK and France divided the Middle East among them, were destroyed, Salih said. "We have to deal carefully to avoid exclusion," he said. ■

Turkey and the PKK: Saving the Peace Process

Europe Report N°234 6 Nov 2014

<http://www.crisisgroup.org>

EXECUTIVE SUMMARY AND RECOMMENDATIONS

The peace process to end the 30-year-old insurgency of the Kurdistan Workers' Party (PKK) against Turkey's government is at a turning point. It will either collapse as the sides squander years of work, or it will accelerate as they commit to real convergences. Both act as if they can still play for time – the government to win one more election, the PKK to further build up quasi-state structures in the country's predominantly-Kurdish south east. But despite a worrying upsurge in hostilities, they currently face few insuperable obstacles at home and have two strong leaders who can still see the process through. Without first achieving peace, they cannot cooperate in fighting their common enemy, the jihadi threat, particularly from the Islamic State in Iraq and Syria. Increasing ceasefire violations, urban unrest and Islamist extremism spilling over into Turkey from regional conflicts underline the cost of delays. Both sides must put aside external pretexts and domestic inertia to compromise on the chief problem, the Turkey-PKK conflict inside Turkey.

Importantly, the two sides, having realised that neither can beat the other outright, say they want to end the armed conflict. The government has now matched the PKK's ceasefire with a serious legal framework that makes real progress possible. But both sides still exchange harsh rhetoric, which they must end to build up trust. They must do more to define common end goals and show real public commitment to what will be difficult compromises. The current peace process also needs a more comprehensive agenda, a more urgent timeframe, better social engagement, mutually agreed ground rules and monitoring criteria. It is evolving as sides respond to changing practical considerations, making the process less a long-term strategy than a series of ad hoc initiatives.

Although they have not publicly outlined this in detail, full negotiations will mean Turkey and the PKK eventually have to agree on a conditional amnesty, laws to smooth transitional justice and a truth commission. For Turkey, this will require more openness to offering redress for the state's past wrongdoings and reparations for victims, as well as a readiness to accept scenarios in which – if and when peace is irrevocably established – PKK figures can join legal Kurdish parties in Turkey and jailed PKK leader Abdullah Öcalan might one day be freed. For the PKK, it means accepting responsibility for its own abuses, ending and denouncing all violence and illegal activities, declaring an end goal of full disarmament of its elements within Turkey's borders, giving up all attempts to create parallel formations in the south east, and demonstrating readiness to include Turkey's different Kurdish factions, particularly those that do not agree with the PKK, as stakeholders in the process.

Even in the absence of clear commitments or matching end goals, the process itself has proved to be useful for the entire country and should not be jeopardised to score short-term political points with hardline Turkish and Kurdish constituencies. Most importantly, despite several breaches, the PKK's unilateral ceasefire since March 2013 has largely held, drastically reducing casualties and contributing to building confidence. Neither side wants to see the process collapse. The government did not have to deal with soldiers' funerals during this year's municipal and presidential elections, and needs the relative calm to continue at least until parliamentary polls in mid-2015. Meanwhile, the PKK has been able to build up its strength in south-eastern towns and acquire unprecedented international and domestic legitimacy.

The involvement of PKK-affiliated groups in defending Kurds in

Syria and Iraq against jihadis makes full PKK disarmament and demobilisation only realistic within Turkey's borders. Moreover, if Turkey and the PKK roll out successful confidence-building measures, the presence of pro-PKK groups along its Syrian border could actually help Turkey against jihadi or other hostile advances and expand its zone of influence in its neighbourhood. Conversely, if Turkey wants to strengthen its domestic position against a future risk of regional states aiding and abetting armed PKK elements operating on its territory, it has an interest in reaching an agreement with its Kurdish-speaking population as soon as possible. Both Turkish officials and Kurdish politicians privately say they prefer each other to the Islamic State. But it is impossible to imagine cooperation outside Turkey – to reinforce Kurdish areas of Syria or Iraq, for instance – while the two sides are basically at war at home.

As spillover from Middle East conflicts open up dangerous old ethnic, sectarian and political fault lines in Turkey, the government and the PKK must seek a common end goal that goes beyond a mere maintenance of a peace process. The government must create the legal and political conditions, process and context that will build confidence. But the PKK also needs to convince Turkish, Kurdish and international opinion that it can be a democratic actor, ready to disarm and transform into a political group. If it desires peace, the Kurdish national movement in Turkey cannot continue to be both an armed opposition force and a candidate for governmental responsibility, and must be clear on what kind of decentralisation it seeks. This deal will need compromise from both sides. Only in this way can Turkey shift a longstanding burden of civil conflict off the back of its armed forces, its economy, democratisation efforts and the security of its borders. Likewise, an end of the insurgency is the only way the PKK will be able to come home to represent its Kurdish constituency inside Turkey's legal political system, and achieve its stated goal of democratic rights for all in the country.

RECOMMENDATIONS

To the government of Turkey:

1. Root out the causes of armed conflict and build trust in the political system by:
 - a) rewording the anti-terror law and relevant articles of the Penal Code to ensure penalties are given only for incitement to violence, kidnappings, killings and other violent acts, and completing a review of existing terrorism convictions to end the jailing of non-violent activists;
 - b) lowering the 10 per cent national electoral threshold to at most 5 per cent to ensure equitable representation in parliament;
 - c) rewording the constitution to remove any sense of ethnic-based discrimination;
 - d) continuing work to ensure full mother-language education in Kurdish languages where it is in demand; and
 - e) announcing plans for more decentralisation, while making sure that Kurdish municipalities are not discriminated against and have the same access to finance and assets as all others.
2. Explain to the Turkish public that a peace deal will be the start of a difficult, multi-year implementation, and that at this stage disarmament can only cover PKK insurgents within Turkey.
3. Allow a united negotiating team to consolidate the talks with jailed leader Abdullah Öcalan, the PKK in Iraq and diaspora exiles.
4. Refrain from public statements aggravating Turkey's Kurds, such as equating the PKK with jihadis or threatening a return to heavy-handed security measures.

To the Kurdish national movement in Turkey, including the PKK:

5. Maintain the ceasefire, end and denounce all violent acts by elements associated with it and make clear that disarmament within Turkey is a desired goal of the movement.
6. Prepare Kurdish opinion and PKK structures for a peace that will mean joining peaceful Turkish politics, including a clear split in name and organisation with any operations in Iraq, Syria, Iran or elsewhere.
7. Clarify whether the movement seeks decentralisation, federal autonomy or independence. If a future inside Turkey is the goal, end the creation of illegal parallel structures that undermine the central government.
8. Drop provocative and unrealistic demands for setting up a professional guerrilla "self-defence force" in Kurdish-speaking areas.

To the Turkish government and the Kurdish national movement:

9. Agree on the parameters of a truth commission of independent experts that will listen to the victims of the conflict and send a public report to the Turkish parliament.
10. Prepare a special law to provide due judicial process for past crimes in the conflict, with the same accountability and criteria for both sides; to grant amnesty to combatants with no link to serious crimes; to determine crimes to be excluded from the twenty-year statute of limitations; to improve reparations to victims; to strengthen witness protection; and to regulate the eventual return to normal life of PKK leaders, ultimately including Abdullah Öcalan.

11. Establish clear and viable verification and control systems for any steps agreed.
12. Avoid setting preconditions, such as demanding total withdrawals of insurgents or an end to government construction of security outposts, that are difficult to monitor and evaluate independently at the moment.
13. Agree jointly on a coherent, clear communications policy about the peace talks to inform the Turkish and Kurdish publics about progress.
14. Continue to encourage the participation of civil society in the process, notably by revitalising the successful countrywide "Wise Persons" delegation used in 2013.
15. Consider the participation of a third state or international body to act as guarantors of the process on the truth commission, supervising disarmament, or in local policing mechanisms.

To the international community:

16. Offer support and advice both to the Turkish government and to civil or private sector initiatives working on any peace deal, particularly in designing a truth commission, a transitional justice mechanism, a process of decommissioning and disarmament and creating local opportunities for demobilised combatants, including to cover their and their families' basic needs. ♦

Istanbul/Brussels, 6 August 2014

le Parisien

6 novembre 2014

« Il faut aider les Kurdes de Syrie »

L'explorateur Patrice Franceschi, connu pour ses aventures sur «la Boudeuse», revient du Kurdistan syrien. Témoignage.

Propos recueillis par AVA DJAMSHIDI
6 nov. 2014
www.leparisien.fr

Cinéaste, explorateur, écrivain engagé, Patrice Franceschi, 59 ans, soutient ardemment la cause kurde. Depuis 2012, le Kurdistan syrien (deux millions d'habitants) fonctionne comme une entité autonome, avec son propre gouvernement. Et ses soldats qui tentent désespérément de résister face aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI, ou Daech, en arabe), comme ils le font à Kobané, ville assiégée depuis deux mois. De retour de cette zone extrêmement dangereuse, Patrice Franceschi lance un appel à l'aide.

Vous êtes rentré dimanche du Kurdistan syrien après dix jours sur place : comment vivent-ils ?

PATRICE FRANCESCHI. Les Kurdes ont d'abord réussi à libérer leur territoire de l'emprise de Bachar al-Assad, puis à instaurer un gouvernement mixte dans lequel ils ont intégré Arabes, chrétiens et yézidis. Ils fonctionnent comme un Etat. Les Kurdes ont proclamé la laïcité, l'égalité homme-femme, et ont des institutions qui marchent. C'est insupportable aux yeux des



Patrice Franceschi assiste à une cérémonie en hommage à des combattants kurdes tués. Selon lui, ils « ont impérativement besoin d'armement antichar pour résister à Daech, qui, lui, a des équipements sophistiqués ». (DR.)

islamistes radicaux de Daech. Voilà pourquoi ces derniers consacrent l'essentiel de leurs efforts contre cette expérience démocratique du Kurdistan syrien en plein Moyen-Orient. C'est la raison qui explique leur acharnement sur Kobané, et sur l'ensemble des frontières du Kurdistan libéré.

Qu'attendent-ils de la France ?

De l'assistance militaire. Il faut impérativement aider les Kurdes de Syrie, comme nous avons aidé ceux d'Irak, au mois d'août,

lorsqu'ils ont failli être débordés à Erbil, en leur livrant des armes. Ils ont 25 000 combattants (30 % de femmes) et n'ont pas besoin que la France verse une goutte de sang pour eux. Ils ont en revanche impérativement besoin d'armement antichar. Depuis l'effondrement de l'armée irakienne, les combattants de Daech ont des équipements sophistiqués. C'est kalachnikov contre chars. C'est un miracle que les Kurdes résistent à Kobané. Certes, ce sont des combattants extraordinaires, aguerris, déterminés, les femmes qui se battent sont héroïques. Mais tous souffrent énormément.

Quel est le risque que courent les Kurdes syriens ?

Il y a urgence. Si on ne fournit pas des armes et que Kobané tombe, les jihadistes vont s'emparer du secteur et extermineront les civils. Il y aura un grand massacre. On en sera responsable devant l'histoire. L'autre raison est politique. Les Kurdes sont nos seuls alliés dans la région. On a besoin de ce rempart qui menace de s'écrouler, quelle que soit la position de la Turquie. Nous devons résister à ces islamistes radicaux qui nous ont déclaré la guerre. Et, financièrement, cette aide militaire coûterait moins cher que n'importe quelle bombe laser que nous envoyons actuellement contre Daech en Irak. ●

La rébellion syrienne recule face aux djihadistes

Jamal Maarouf, chef rebelle modéré du Nord de la Syrie, a été défait par le Front Al-Nosra, affilié à Al-Qaida

BENJAMIN BARTHE

Les assaillants ont notamment mis la main sur le QG souterrain de Jamal Maarouf, creusé dans la roche du village de Deir Sounboul pour résister aux bombardements de l'aviation syrienne.

Selon le réseau d'information Sham, l'ex-maître des lieux se serait réfugié en Turquie, à l'instar d'un grand nombre de ses combattants, d'autres préférant passer sous les ordres d'Al-Nosra.

La débandade est emblématique de la dislocation de la rébellion dans le nord de la Syrie, sous les assauts conjoints des djihadistes et des loyalistes, qui progressent à Alep. « Al-Nosra veut créer son émirat, il veut s'emparer d'un territoire, à la manière de l'Etat islamique », témoigne Abou Ali, un combattant du FRS, installé à Reyhanli, une ville turque adossée à la frontière syrienne.

Accusations de corruption

Ancien ouvrier dans la construction, Jamal Maarouf fut l'un des premiers à prendre les armes dans le gouvernorat d'Idlib. A la tête de la Brigade des martyrs de Syrie, un groupe fondé en décembre 2011, il a contribué à chasser les forces gouvernementales de cette région. Quoique emprunt du conservatisme de rigueur dans les campagnes syriennes, l'homme n'est ni salafiste ni Frère musulman, contrairement à beaucoup de ses pairs dans la rébellion.

Son aura de guerrier a été peu à peu ternie, cependant, par des accusations de corruption. On lui reproche de détourner à son profit les fonds que lui envoient ses bailleurs saoudiens. Ses rivaux le surnomment Jamal Makhoulf, en référence à Rami Makhoulf, le cousin de Bachar Al-Assad, prédateur numéro un de l'économie syrienne.

« Nous n'avons pas de sympathie pour Al-Qaida, mais il n'est pas judicieux d'ouvrir un autre front »

FARÈS BAYOUSH
chef militaire du Régiment 5

Les premiers accrochages avec le Front Al-Nosra remontent au début de l'année 2014, peu après la création du Front des révolutionnaires syriens, qui amalgame une quinzaine de brigades. Les deux groupes se disputent le contrôle de la contrebande de pétrole avec la Turquie voisine. Quand il apparaît au début de l'été que le FRS est l'un des récipiendaires des missiles anti-tanks envoyés par Washington aux rebelles, la rivalité prend un tour idéologique. Les djihadistes se mettent à voir dans la formation de Maarouf un embryon de « sahra », ces milices sunnites que les Etats-Unis avaient mobilisées en Irak pour défaire Al-Qaida.

La crainte des djihadistes d'être attaqués par les rebelles s'accroît en septembre, lorsque l'aviation américaine, partie en guerre contre l'Etat islamique, frappe l'une de leurs positions. « Les Etats-Unis s'y sont pris à l'envers, confie un diplomate européen. Ce bombardement a accru le prestige d'Al-Nosra dans les zones libérées. Dans un contexte d'exacerbation du sentiment anti-chiite, le mouvement profite aussi de son engagement contre le Hezbollah. Il est davantage en phase avec la rue que Maarouf, qui s'est discrédité par ses abus. »

Al-Nosra a utilisé cette popularité pour se tailler un nouveau fief. Après avoir été expulsé pendant



Abou Ali, 27 ans, combattant du Front des révolutionnaires syriens réfugié à Reyhanli, en Turquie. LAM DUC HIEN POUR « LE MONDE »

l'été de la province de Deir Ez-Zor par l'Etat islamique, le groupe avait besoin de retrouver un ancrage territorial. Signe que son offensive dans le djebel Al-Zawiya ne se limite pas à un règlement de comptes avec le FRS, ses forces ont aussi investi le QG de Harakat Hazm, un autre groupe armé soutenu par Washington. La franchise syrienne d'Al-Qaida stationne désormais à quelques kilomètres de Bab Al-Hawa, un poste frontière vital pour l'opposition, au niveau de Reyhanli. « Al-Nosra se com-

porte de plus en plus comme l'Etat islamique, s'alarme Mohamed Aboud, un commandant de l'Armée syrienne libre (ASL), la branche modérée de la rébellion. Ses hommes vont nous écraser les uns après les autres si nous ne bougeons pas. Nous n'avons pas le choix. Il faut passer à l'attaque. »

Priorité à Alep

La question est loin de faire l'unanimité parmi les rebelles. La plupart des groupes armés du nord de la Syrie jouent la carte de la

neutralité. Soit parce qu'ils redoutent le Front Al-Nosra, soit parce qu'ils répugnent à secourir Maarouf, soit encore parce qu'ils donnent la priorité à Alep, que l'armée régulière de Bachar Al-Assad est en passe d'encercler. « Nous n'avons aucune sympathie pour Al-Qaida. Nous pensons même que nous figurons sur sa liste noire. Mais nous pensons qu'il n'est pas judicieux d'ouvrir un troisième front, après celui contre le régime et celui contre Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique] », insiste Farès Bayoush, le chef militaire du Régiment 5, un nouveau groupe qui a les faveurs, lui aussi, des Etats-Unis.

Dans la cafétéria de Reyhanli, Abou Ali bombe le torse. En bon soldat du FRS, il jure de partir à la reconquête du djebel Al-Zawiya. Mais son serment sonne faux. Pour lui comme pour ses compagnons, alanguis sur une banquette, le regard rivé sur un jeu télévisé, la guerre semble terminée. Et surtout perdue. ■

BENJAMIN BARTHE



24 HEURES AUX PORTES DU CHAOS

De l'autre côté de la frontière, en Syrie : Kobané assiégée par les djihadistes de Daesh, ravagée, isolée. De ce côté-ci, en Turquie, des réfugiés qui ont tout perdu. Et rêvent, entre deux tirs de mortier, de rentrer chez eux.

Par **Nicolas Delesalle** Photos **Bulent Kilic/AFP** pour Télérama

— Des fourmis dévorent un trognon de pomme aux pieds de Mohamed et d'Ahmed, tandis qu'au loin des chiens effrayés couinent dans un champ de pierres. Le soleil se lève. Kobané est enveloppé d'une épaisse fumée blanche. De la colline où nous sommes, en Turquie, à moins d'un kilomètre de la frontière syrienne, un regard suffit pour embrasser la ville assiégée par les troupes de l'Etat islamique (EI, Daesh en arabe). Entre les crépitements métalliques des kalachnikovs, de puissantes détonations cinglent l'air frais et font grossir d'énormes champignons de poussière sur les bâtiments en ruine. « *Quand je vois ma ville brûler, c'est mon cœur qui brûle* », souffle Mohamed, 50 ans. A côté de lui, Ahmed, 51 ans, ex-arboriculteur, fixe aux jumelles la ligne de front. « *Je crois que ma maison est détruite*, dit-il, le visage blême. *Vous savez quand viennent les peshmerga ?* » Personne ne sait encore quand ces renforts de Kurdes irakiens vont arriver. Ce soir ? Demain ? Jamais ? Une seule chose est sûre : ici, tout le monde attend et rêve de revenir à Kobané.

Attaquée depuis le 16 septembre, ce n'est plus, ce 28 octobre, la troisième ville kurde de Syrie. Ce n'est même plus une bataille. C'est un spectacle mondial, avec ses héros, ses

Frappe aérienne de la coalition internationale tout près du poste frontière de Kobané, le 28 octobre.



- 1 Alep
- 2 Homs
- 3 Damas

âmes damnées, ses sauveurs et son bras géostratégique. EI avance ses pions au sud, à l'est, à l'ouest et tente de couper l'accès à la frontière au nord pour achever l'encerclement des Kurdes syriens de l'YPG (Unités de protections du peuple) et s'assurer une continuité géographique le long de la frontière. Les Kurdes, eux, défendent sauvagement leur ville, mais aussi un modèle politique laïc, mixte et socialiste, et la possibilité, un jour, de créer un Etat kurde indépendant. Enfin, le gouvernement turc, en guerre pendant trente ans contre les militants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), est ravi de voir islamistes et Kurdes se saigner à blanc. C'est la guerre. Sale, complexe, spectaculaire.

Le vent se lève. A l'est, le drapeau noir de l'EI flotte sur un immeuble blanc. Soudain, des balles sifflent. Mohamed et Ahmed se planquent derrière un réservoir d'eau. Un véhicule blindé turc déboule. « *Si vous voulez mourir, allez mourir ailleurs !* » gueule un officier. Mohamed et Ahmed détaillent vers une petite route qui serpente encore plus près de la frontière, entre les chars turcs positionnés sur chaque point culminant. En chemin, deux énormes panaches jaillissent vers le ciel. Roquettes Katioucha.

Poules, chats malades, vaches, pistachiers, champ de coton et petit château d'eau déglingué : le bourg de Boydé est situé à moins de 200 mètres de la frontière. Tirs de mortier. Indifférent, Ismeth, 14 ans, pousse sa petite sœur de 2 ans, Guljan, sur une balançoire suspendue à la branche d'un arbre, à l'abri de rien. Derrière les maisons, des fermiers sèment de l'orge à la main. Rafale de mitrailleuse lourde. « *Les balles passent souvent au-dessus de nous*, lâche Meltem en lavant des plateaux, accroupie. *Regardez ces vitres cassées. Et la nuit, c'est pire, on ne dort plus. On voudrait bien partir. Mais pour aller où ?* » Les enfants ne vont plus à l'école. « *Toute une génération ne va pas avoir d'éducation si ça continue* », dit un vieil homme chauve.

Vers l'ouest dorment les milliers de voitures abandonnées à la frontière par les réfugiés dans leur fuite. Encore plus loin, en pleine zone minée, un berger fait brouter ses moutons. « *Beaucoup de bêtes ont sauté. Du coup, la zone est presque déminée...* » explique Hakan sans rire en tirant sur sa cigarette. Assis avec ses amis sur les poutres en béton en haut du château d'eau, le jeune homme fume clope sur clope et écoute de la musique kurde sur son portable pour calmer ses nerfs : « *On voudrait bien se battre*, explique-t-il. *Mais l'armée turque nous en empêche. Je ne pense qu'à ça.* »

Tir sec, très proche. Tout le monde se baisse. Des réfugiés de Kobané sortent d'un bosquet en courant. Ils essayaient d'approvisionner leurs proches restés dans la ville

assiégée. L'armée turque a tiré. Ils regagnent le point de passage officiel. Dépenaillés, ils charrient des sacs en plastique bourrés de nourriture. Ils retenteront la traversée cette nuit. Ont-ils peur ? « On a déjà tout perdu, de quoi voulez-vous qu'on ait peur ? De perdre la vie ? Nous sommes déjà morts ! » souffle Adel, 45 ans, autrefois restaurateur. Une trentaine de réfugiés se regroupent autour de lui devant des soldats turcs qui bloquent le passage, dont Ahmed. Il a 10 ans, des yeux rieurs. Il habitait le quartier 47 de Kobané. Deux mois qu'il est là. Qu'est-ce qui lui manque le plus de sa vie d'avant ? « Ma patrie », dit-il. Il se gratte la tête. « Et mon ballon. J'ai oublié mon ballon. »

Il est midi. Sur le toit de la mosquée du village de Dewchane, tout le monde se demande d'où vient l'explosion plus importante qui vient de retentir. Un homme, suspendu au téléphone, discute avec un combattant de Kobané et explique : « C'est un tank de Daesh qui a été détruit, les djihadistes gisent sur le sol ! » Deux minutes plus tard, il tient une autre version : « C'est une voiture piégée pilotée par un kamikaze qui vient d'être détruite ! » Tout est flou, la guerre déforme et tord. « Daesh est en train de reculer », hurle-t-il. Sur Internet, EI prétend le contraire.

Par téléphone, on joint le Dr Mohammed Arif, qui soigne les blessés dans Kobané. Il donne des détails : « Ces trois derniers jours ont été terribles, on a trente blessés chaque nuit. Les combats se déroulent parfois d'étage à étage dans le même immeuble. On manque de tout : antalgiques, compresses, fil de suture. On doit se déplacer sans arrêt parce que le front évolue, parfois à 200 mètres de nous. Quant à nos blessés évacués, ils meurent en attendant les autorisations pour passer en Turquie. Nous demandons l'ouverture d'un corridor humanitaire ! »

Sur le toit de la mosquée, un imam improvise un prêche : « Contre l'oppression, les gens de pouvoir doivent utiliser leurs mains ; les intellectuels, leurs mots ; et le peuple, son cœur. » Du cœur, Pinar en a, c'est certain. Etudiante en histoire à l'université de Mersin, à 500 kilomètres d'ici, elle est venue avec des amies pour soutenir Kobané. Fière que 30 % des effectifs des YPG soient composés de femmes : « Dans la société kurde, la femme n'est pas discriminée. C'est un exemple pour le monde entier ! »

Encore un tir de mortier. La volute fuse vers le ciel. Sur la dernière colline laissée vacante par l'armée turque, photographes et équipes de télé écoutent le bourdonnement des avions de la coalition. « Qu'est-ce qu'ils foutent ? ! » râle un Kurde. Un journaliste équipé d'un casque et d'un gilet pare-balles, inutiles à cette distance, sauf pour le show, enregistre un direct pour Russia Today. Trois touristes débarquent. Wolfgang, un Allemand au look de surfeur venu exprès de Chypre, est excité comme une puce : 40 euros le vol et l'émotion. Tianye, lui, est chinois. Il a interrompu ses vacances pour « assister à cette bataille historique ». Ils restent deux heures. Le temps de voir une gigantesque boule de feu gommer un quartier de Kobané. Une frappe de la coalition internationale. Des avions américains. L'onde de choc balaie la colline. Le vent porte des odeurs de pneu brûlé. Les Kurdes applaudissent : « Le YPG vaincra ! » La frappe est pourtant située devant le

poste frontière turc. L'EI a donc progressé. Souriant, Tewfik semble s'en moquer. Il porte sur la tête un plateau plein de petits pains achetés le matin en ville et dégage une marge de 40 livres turques par jour en les revendant ici. Il fronce le sourcil. A l'horizon, un paysan vient d'entrer sur la photo de guerre avec un tracteur. Scène surréaliste : le fermier se met à labourer ses champs tandis que les obus labourent la ville derrière lui.

Le soir tombe sur la ville frontière de Suruc et sur les tentes plantées dans le camp de réfugiés numéro 7. Merkhace, 17 ans, barbe d'ado, raconte son histoire. Son père a été tué en 2013. Son grand frère, fauché à Kobané il y a quinze jours. Merkhace lui a creusé une tombe comme il a pu : « à 1 mètre de profondeur », précise-t-il. Lui-même a été blessé à la hanche et évacué. « J'ai combattu pendant vingt-cinq jours. Je n'ai pas dormi, pas mangé. Je n'ai jamais eu peur. » Ses ongles sont rongés jusqu'au sang, son teint, diaphane. Il devra s'occuper seul de ses six petits frères et sœurs avec sa mère. Mais rêve de « repartir au combat ».

Le soleil couchant colore les murs du cimetière de Suruc. Un amoureux y a peint un cœur ; un vendeur de marbre, son numéro de téléphone. Cinq tombes fraîches sont creusées dans le « carré » des martyrs, inauguré voilà un mois. Un cortège s'approche en hurlant, encadrant les corps de cinq combattants. La foule brandit des drapeaux. La clameur est troublée par la pétarade d'un pick-up équipé d'un système d'épandage contre les moucheron. Son bruit de tondeuse agace les pleureuses sous leur fichu fuchsia. « Les martyrs sont immortels ! » scande la foule en applaudissant les dépouilles. Celles-ci ne sont pas enterrées en pleine terre, comme le veut la tradition musulmane, mais déposées



A quelques centaines de mètres de la frontière, sur une colline près de Mursitpinar (Turquie). Un réfugié kurde syrien face au spectacle des destructions à Kobané.

dans des cercueils sommaires, posés au fond des fosses. Plus tard, c'est sûr, les familles ramèneront les corps dans Kobané libéré. Des hommes sortent les pelles. On entend la terre tomber sur les cercueils. La guerre est finie pour Ahmet Hasan, Xeli Hassan, Sigar Amad, Mehmet Sahin et Coali Coxer Han, âgés de 22 à 28 ans. Demain, les peshmerga passeront devant ce cimetière. Kobané les attend ●

Constraints blunt effect of airstrikes against ISIS

WASHINGTON

Slow pace of ground war and hazy intelligence limit number of targets

BY ERIC SCHMITT

More than three months into the American-led air campaign in Iraq and Syria, commanders are challenged by spotty intelligence, poor weather and an Iraqi Army that is only now starting to go on the offensive against the Islamic State, meaning that warplanes are mostly limited to hitting pop-up targets of opportunity.

A weekend airstrike that hit a gathering of leaders of the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, in northwestern Iraq was just such a target, said American officials who could not confirm the deaths of any top figures. American officials said Sunday that they were still assessing whether the group's leader, Abu Bakr al-Baghdadi, had been either wounded or killed when coalition warplanes spotted a convoy of 10 trucks. If the strike did kill any top Islamic State leaders, it could be a significant development.

In Iraq, the air war is tethered to the slow pace of operations by the Iraqi Army and Kurdish forces. With relatively few Iraqi offensives to flush out militants, many Islamic State fighters have dug in to shield themselves from allied bombers.

The vast majority of bombing runs, including the weekend strike near Mosul, Iraq's second-largest city, are now searching for targets of opportunity on the ground, such as checkpoints, artillery pieces and combat vehicles in the open.

But only one-quarter of the strike missions — around 800 out of 3,200 — have actually dropped bombs or missiles, according to the military's Central Command. The rest failed to find a target and returned to base.

In Syria, the United States has little ability to gather intelligence to help generate new targets. Many Islamic State training compounds, headquarters, storage facilities and other fixed sites were struck in the early days of the bombing, but the military's deliberate process for approving other targets has frustrated several commanders.

In neither country are American com-

mandos conducting raids on militant camps or safe houses, operations that in Afghanistan and in the Iraq war generated a continuous trove of information for additional missions.

Airstrikes have also been constrained by a serious concern about civilian casualties, particularly in western Iraq. Commanders fear such casualties could alienate Sunni tribesmen whose support is critical to ousting the militants, as well as Sunni Arab countries that are part of the American-led coalition. Another challenge is weather, as sandstorms have scrubbed many surveillance missions needed to identify targets.

President Obama's decision last week to double the number of American trainers and other troops deploying to Iraq, to about 3,000, and request more than \$5 billion from Congress for military operations against the Islamic State, was a clear acknowledgement of these challenges.

Mr. Obama said directly Sunday that his deployment order for more troops and his request for more money amounted to a set of fresh steps to accelerate the campaign against the Islamic State. "What it signals is a new phase," the president said in an interview with the CBS News program "Face the Nation."

"What we knew was that Phase I was getting an Iraqi government that was inclusive and credible, and we now have done that," he said. "And so now what we've done is rather than just try to halt ISIL's momentum, we're now in a position to start going on some offense."

"The airstrikes have been very effective in degrading ISIL's capabilities and slowing the advance that they were making. Now what we need is ground troops, Iraqi ground troops, that can start pushing them back."

Critics of the air campaign describe an often cumbersome process to approve targets of opportunity and say there are too few warplanes carrying out too few missions under too many restrictions. To some veterans of past American air wars, the current military campaign has failed to apply the unremitting pressure on the Islamic State

needed to help fulfill Mr. Obama's objective to "degrade and ultimately destroy" the terrorist organization.

David A. Deptula, a retired three-star Air Force general who planned the American air campaigns in 2001 in Afghanistan and in the 1991 Persian Gulf war, said, "Air power needs to be applied like a thunderstorm, and so far we've only witnessed a drizzle."

The campaign so far has averaged fewer than five airstrikes a day in both Iraq and in Syria. In contrast, the NATO

"Airpower needs to be applied like a thunderstorm, and so far we've only witnessed a drizzle."

air war against Libya in 2011 carried out about 50 strikes a day in its first two months. The air campaigns in Afghanistan in 2001 averaged 85 daily airstrikes, the Iraq war in 2003 about 800 daily airstrikes, according to the Center for Strategic and Budgetary Assessments. American officials say their targeting is more precise than in past campaigns, so not as many flights are needed to achieve the desired effects.

To be sure, this air campaign has achieved several successes as a critical part of the coalition's larger overall strategy to defeat the Islamic State.

It has blunted the advance of the group's fighters in most areas by forcing them to disperse and conceal themselves from coalition strikes. Allied warplanes have attacked oil refineries, weapons depots, command bunkers and communications centers in Syria as part of a plan to hamper the Islamic State's ability to sustain its operations in Iraq, and for its senior leaders to communicate with one another.

Overall, the operation is costing the Defense Department more than \$8 million a day, or \$580 million since airstrikes began in Iraq on Aug. 8.

Senior American officials acknowledge the limitations of air power and say that the campaign is more about providing breathing room to build up Iraqi and rebel Syrian ground forces than an all-out effort to destroy the Islamic State from the skies.

"The airstrikes are buying us time; they aren't going to solve the problem by themselves," said Gen. Ray Odierno, the Army chief of staff and former top commander in Iraq. "It's going to take people on the ground, ground forces."

General Odierno said the priority was on developing "indigenous forces" to carry out the fight to retake territory. "Over time, if that's not working, then we're going to have to reassess and we'll have to decide whether we think it's worth putting other forces in there, to include U.S. forces," he said.

In addition to the United States, countries that have conducted air strikes in Iraq include Australia, Belgium, Britain, Canada, Denmark, France and the Netherlands. Bahrain, Jordan, Saudi Arabia, and the United Arab Emirates have joined the United States in carrying out attacks in Syria. Other countries are also providing surveillance, transport and refueling planes. Non-American members of the coalition are flying 15 to 20 percent of all strike and support missions.

The airstrikes are mostly carried out from bases in Persian Gulf countries or a Navy aircraft carrier in the gulf, and include fighter jets, B-1B bombers and lumbering AC-130 gunships. Armed drones account for about 15 percent of the airstrikes so far, according to the Central Command.

Senior American commanders are preaching patience and warning against trying to replay previous air

campaigns on the shifting battlefield of Iraq.

"Every air campaign is different and can't be a reflection of a past one," Maj. Gen. Jeffrey G. Lofgren of the Air Force,

the deputy commander of coalition air forces in the Middle East, said. "A lot of people would like us to drop hundreds of bombs and make the problem go away, but it's not that kind of war."

International New York Times NOVEMBER 6, 2014

Unit backed by Al Qaeda gains turf in Syria's north

BAGHDAD

BY BEN HUBBARD

The Nusra Front, a Syrian rebel group affiliated with Al Qaeda, has been expanding its control in the northern province of Idlib, seizing territory from two Western-supported rebel organizations and potentially threatening a critical border crossing with Turkey, according to rebels and monitoring groups.

Groups in Idlib have been a focus of the Obama administration's plan to train and equip some Syrian rebels to fight the Islamic State, the jihadist group that has occupied territory farther east in Syria and Iraq. And though the province represents just a small part of the sprawling conflict in Syria, it has been an important center of international attempts to organize and supply the resistance to President Bashar al-Assad's government.

Two groups that the Nusra Front has seized bases from in recent days, the Syrian Revolutionaries Front and the Hazm

Movement, are considered moderates and have received limited arms support from the West. Despite that, they have been unable to hold their ground against the extremists in this latest outbreak of rebel infighting, commanders say.

The trouble began last week when the Nusra Front began moving against the Syrian Revolutionaries Front, headed by Jamal Maarouf, a rebel leader accused by other rebels of war profiteering.

As the Nusra Front pushed him and his fighters from the area, Mr. Maarouf spoke out in videos posted online. In one, he walked over rocky ground, saying his men were defending Syria. After the Nusra Front took over his home village, Deir Sunbul, last week, he acknowledged in another video that he had fled and vowed to come back and liberate the area, "village by village."

Activists tied to the Nusra Front struck back, posting videos of their fighters gathering weapons from Mr. Maarouf's storehouses and of more than a dozen decomposed bodies of people they accused Mr. Maarouf's men of killing and dumping in a well.

Rami Abdul-Rahman, the head of the Syrian Observatory for Human Rights, said he considered the videos genuine. His group, which tracks the conflict from Britain through contacts on the ground, reported earlier this year that Mr. Maarouf's fighters had executed more than 90 Islamist rivals.

It remains unclear how much support Mr. Maarouf's group had received from the West, and some say the West does

not give him aid. But the other affected group, the Hazm Movement, has been a major recipient of military aid from a covert program run by the United States and other countries from across the border in Turkey.

Activists in Idlib Province said that tensions there had intensified when the Nusra Front chased off Mr. Maarouf. Both groups have fighters from the village of Khan al-Subul, where the Hazm base is, so they sought a deal to avoid bloodshed, with the Hazm fighters withdrawing over the weekend.

Activist reports conflicted on what arms the Nusra Front had seized from the base, with some saying they included antitank missiles sent by the West and others denying it. Other activists said that dozens of fighters had switched sides, joining the Nusra Front.

In an audio interview released online on Tuesday, the head of the Nusra Front, Abu Mohammed al-Jolani, attacked Mr. Maarouf, saying his group contained "thieves and bandits" and that other rebel groups had urged the Nusra Front to oust him.

While Mr. Jolani did not mention the Hazm Movement, he criticized Western aid for the rebels, saying it represented an effort to kill the "mujahedeen" and impose Western policy. The United States recently announced plans to train and equip moderate Syrian rebels to fight the Islamic State. But that program, meant to train 5,000 fighters a year at a base in Saudi Arabia, has yet to begin.

REUTERS

Iraqi Kurdistan says sold \$3 bln of oil, will pay producers

November 7, 2014 - By Sam Wilkin and David Sheppard

(Reuters) Iraqi Kurdistan has sold 34.5 million barrels of oil worth almost \$3 billion since January, the Kurdistan Regional Government said, despite opposition from the federal government to independent oil sales from the region.

The KRG said in a statement on Friday that it would make an initial payment of \$75 million to oil producing companies for their exports and would make further payments on a regular basis, sparking a rally in producers' share prices.

Companies producing oil in the semi-autonomous region include the

UK's Genel Energy, Gulf Keystone Petroleum and Afren, and Norway's DNO. Shares in Gulf Keystone rose by more than 6 percent, and Genel shares rose more than 3 percent.

The KRG added that the proceeds of the \$2.87 billion sales were being treated as part of what it claimed as its "constitutional entitlement" of 17 percent of Iraqi government revenues, which it says have not been paid by Baghdad since January.

"The KRG is balancing almost a year of non-payments of its budgetary allocation from Baghdad," said Ayham Kamel, Middle East and North Africa director at Eurasia Group.

The statement comes a day after the KRG's minister for natural resources told a conference in Arbil that the region's exports were approaching 300,000 barrels a day.

The KRG said that it had shipped 21.5 million barrels of crude to the Turkish port of Ceyhan and trucked 13 million barrels to the Turkish port of Mersin since January.

The KRG said it had received \$2.1 billion in cash and \$775 million in payments in kind via refined oil product sales. (Reporting by Sam Wilkin and David Sheppard in London; editing by Jane Baird)

The Kurds can't afford to leave Iraq

**Luay Al Khateeb
Ahmed Mehdi**

LONDON For the two families that govern the Kurdistan Region of Iraq — the Barzanis and Talabanis — the Islamic State's rampage across Iraq this past summer represented an unprecedented opportunity. Taking advantage of the Iraqi army's complete collapse, the Kurds captured the oil-rich area around Kirkuk on June 11.

Soon after taking Kirkuk, President Masoud Barzani called for a referendum on independence. And he has — since 2008 — advocated circumventing Baghdad and selling Kurdish oil directly on the international market with Turkey's help. All of this struck the rest of Iraq as opportunism.

In the eyes of the K.R.G., however, it's an insurance policy if Iraq collapses. The Kurds were deprived of their 17 percent constitutional share of Iraq's oil wealth in January when former Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki slashed their budget, costing the K.R.G. almost one billion dollars per month. Seen in this light, increasing independent Kurdish oil exports was essential.

Mistrust has always been at the heart of the dispute: Baghdad has expected 83 percent of the K.R.G.'s oil revenues in return for 17 percent of Iraq's collective oil money. To date, that hasn't worked; no oil has been sent from Erbil to Baghdad, and Baghdad was only sending 12 percent to the Kurds prior to the budget cutoff.

The federal government in Baghdad believes the Kurds have been playing a double game by demanding their share of federal oil revenues while also signing a string of independent contracts with international oil companies and midsize wildcatters and then pocketing the oil export profits after bypassing Baghdad.

In the past, Iraq and the Kurds have always come back to the negotiating table. This time could be different.

Despite Mr. Barzani's calls for an independence referendum, K.R.G. officials are still counting on Baghdad to send them money. However, this double strategy is precarious — and the threat doesn't come from Baghdad, but from Basra in the south.

There is a real risk that Iraq's southern Shiite provinces — which produce over 90 percent of Iraq's oil — could copy the Kurds in their call for autonomy. Basra's political elites do not see why a share of their oil profits should go to the K.R.G. government in Erbil if those funds are only helping to subsidize Kurdish independence ambitions.

The Kurds face a hard choice: either they become part of a viable federal oil revenue sharing system or go their own way. And for the K.R.G., losing revenues from the central government would be irreversible and disastrous. That's because an independent Kurdistan would make less than \$7 billion per year — almost a third less than they received when given just 12 percent of Iraq's total oil revenues.

This is not economically sustainable, especially at a time when Mr. Barzani's government faces the added financial strain of aiding beleaguered Syrian

Baghdad has shortchanged the Kurdistan Regional Government, but secession would be even costlier.

Kurds while the Kurdistan region becomes a dumping ground for the rest of Iraq's problems. With nearly two million internally displaced persons now in Iraq — the majority in Kurdish territories — the K.R.G. is facing a fiscal burden of almost \$300 million per month alone.

To make matters worse, the recent decline in oil prices means the Kurds will now need to produce up to twice as many barrels per day to break even and sell them at market prices. (Until now, the K.R.G. has sold oil at heavy discounts mainly because traders views buying K.R.G. oil as a risk in the face of legal objections from Baghdad.)

In Erbil, the lack of petrodollars coming from Baghdad — and too little coming from the sale of Kurdish oil — has left a phalanx of civil servants, including 180,000 Peshmerga fighters, without salaries for months.

Some Kurds are even selling smuggled oil produced by the Islamic State. People think with their stomachs first; politics come second.

If the K.R.G. really wants to unlock its potential, it must seek a revenue-sharing model that benefits all of Iraq.

Mr. Barzani should take advantage of Iraq's new unity cabinet that includes Shiites, Sunnis and Kurds. Iraq now has a Kurdish Finance Minister — Hoshiyar Zebari — who can play a more important role in negotiating future revenues for Erbil. The legacy of Iraq's former oil Minister, Hussain Al-Shahrastani; who pursued an aggressive centralized oil policy that the Kurds perceived as negative, has been offset by the appointment of Adil Abdul Mehdi as the new oil minister. Mr. Abdul Mehdi enjoys close relations with Mr. Barzani's party; there are even rumors in Baghdad's oil circles that next year will see a lifting of the blacklist for companies that operate in the Kurdistan region. Finally, once audits of the K.R.G.'s finances are completed, 17 percent of Iraq's oil and gas revenues are slated to be sent to Erbil.

The K.R.G. is currently only producing ten percent of the country's oil. Despite export bottlenecks and regulatory challenges, international companies have hinted that by 2020 they can double production at Basra's huge fields — which would mean a potentially bigger national oil pie for the K.R.G. to share in. If Iraq takes steps to reduce flaring — the wasteful practice of burning gas while producing oil — the captured fuel could satisfy energy demand in the south and center of the country as well as the K.R.G.'s pressing power needs.

To take advantage of this opportunity, the K.R.G. must guarantee that it will not exploit any future revenue-sharing system for its own ends. Iraq's oil wealth cannot be an engine of K.R.G. aims only; it must serve all regions. In return, Baghdad should pay the K.R.G.'s outstanding October salaries and provide lump-sum payments for previous months. Iraq's 2015 budget gives Mr. Abadi an opportunity to do this:

For Baghdad's elite, the lessons of zero-sum oil politics under the former prime minister have shown their true cost. If Basra goes, all of Iraq goes. This is why working now — while there is still an opportunity — toward a truly federal oil and gas council with real participation from key provincial players can both keep Iraq together and improve the country's security.

LUAY AL KHATEEB is a foreign policy fellow at the Brookings Doha Center. AHMED MEHDI is a Senior Associate at Protection Group International.



Pour l'explorateur Patrice Franceschi, les Kurdes «représentent ce qu'il y a de pire» pour leurs adversaires jihadistes: «la laïcité, l'égalité des sexes et la démocratie»:

«Al-Assad veut dominer les Kurdes, l'Etat islamique veut les exterminer»

Ecrivain, navigateur, cinéaste, éditeur et explorateur, à l'origine de nombreuses missions humanitaires dans les zones de guerre, Patrice Franceschi a toujours été un soutien actif des mouvements kurdes en Irak et en Syrie au cours des différents conflits. De retour des régions kurdes de Syrie, il lance un cri d'alarme sur les risques de «nouveaux Srebrenica» en cas de victoire de l'Etat islamique (EI) à Kobané.

La chute de Kobané serait-elle vraiment une catastrophe pour les Kurdes de Syrie ?

Si Kobané tombe, on peut raisonnablement prévoir que l'Etat islamique attaque le grand bastion kurde que constitue Djézireh [l'une des trois régions kurdes syriennes, dans le nord-est du pays, ndlr]. Cette attaque serait conduite de plusieurs côtés à la fois. Or, ce bastion, qui compte environ un million et demi d'habitants, est adossé à la frontière turque, qui, elle, est totalement verrouillée par l'armée d'Ankara. Dès lors, il y a de sérieux risques que les localités de Djézireh deviennent autant de Srebrenica, car elles sont situées dans la plaine et les Kurdes ne peuvent la tenir, faute d'équipements militaires adéquats. Sans compter que les jihadistes sont redoutables de férocité et de technicité au combat. Mais la chute de Kobané ne concerne pas que les Kurdes: elle signifierait aussi que les Américains sont vaincus, ce qui aurait un effet galvanisant sur l'Etat islamique.

En tant que défenseur passionné de la cause kurde, que recommandez-vous ?

Les Kurdes nous disent: «Aidez-nous à nous défendre. Nous avons des milliers de jeunes prêts à se battre, mais nous n'avons pas d'armes à leur donner.» Ce dont ils ont le plus besoin, ce sont des armes antichars, sans lesquelles ils ne pourront empêcher les jihadistes de déferler. Car l'EI a des chars. A Kobané, on peut les voir à la jumelle. Puisque l'EI nous a aussi déclaré la guerre, il ne faut pas oublier que seuls les combattants kurdes du PYD [Parti de l'union démocratique, l'aile syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, qui s'est en partie auto-nomisée] peuvent le contrer. Car ce sont eux les plus motivés, les plus disciplinés, les mieux organisés. C'est pourquoi Kobané ne tombe pas. Il y a donc une raison humanitaire et une autre politique de ne pas les laisser tomber. Et cela nous coûtera moins cher aujourd'hui que lorsqu'il sera trop tard.



Mais il nous faudra tordre un peu le bras des Turcs, qui ne veulent pas qu'on leur apporte de l'aide. **Pourquoi l'Etat islamique a-t-il à cœur de massacrer les Kurdes qui, en grande majorité, sont des sunnites comme eux ?**

L'Etat islamique a dressé une hiérarchie de ses ennemis: il y a d'abord les yézidis, ensuite les chrétiens, puis les Kurdes, avant même les chiites. Car les Kurdes représentent ce qu'il y a de pire: la laïcité, l'égalité hommes-femmes et la démocratie. C'est pourquoi tous les efforts des

jihadistes portent sur les Kurdes et non contre les forces de Bachar al-Assad.

A ce sujet, l'opposition syrienne accuse les dirigeants du PYD de collusion avec le régime...

Les Kurdes répondent qu'ils n'ont aucune sympathie pour Bachar al-Assad, qui les a opprimés, mais qu'il n'est pas leur souci prioritaire et que leur territoire est d'ailleurs loin de Damas. En clair, ils peuvent négocier avec Al-Assad mais pas avec l'Etat islamique, qui est leur pire ennemi. C'est leur survie qui est en jeu: le premier veut leur domination, le second leur extermination. Le projet du PYD est très clair: il traite point par point avec le régime syrien des problèmes de belligérance, mais ce n'est pas un ami. Et quand on demande aux intellectuels kurdes ce que souhaite le PYD, ils répondent: le renversement d'Al-Assad, un gouvernement démocratique, l'autonomie des régions kurdes et le droit à la langue kurde. Un des dirigeants du PYD me disait: «Nous demeurons socialistes, laïcs, et l'égalité hommes-femmes n'est pas négociable. Nous voulons aussi que tous les partis participent à notre gouvernement. Il y a certes des Kurdes qui ne veulent pas entrer dans ce processus, mais ils continuent de négocier avec nous.»

A combien estimez-vous les forces de l'EI ?

A plus de 100 000 hommes. Vu la pression qu'ils exercent sur les différents fronts, je pense que c'est un chiffre proche de la réalité. En face, les forces du PYD sont estimées entre 25 000 et 30 000 combattants.

Recueilli par JEAN-PIERRE PERRIN

LES FAITS DU JOUR

- Les Kurdes syriens ont repris ce mardi plusieurs rues et bâtiments dans le sud de la ville de Kobané.
- Lundi soir, la coalition conduite par les Etats-Unis a de nouveau frappé des positions de l'Etat islamique (EI) dans le sud-est de Kobané.
- Des conseillers militaires américains ont pour la première fois été déployés dans la province irakienne d'Al-Anbar, signe tangible de la «nouvelle phase» récemment annoncée par les Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre l'EI.
- Plus de 1000 personnes ont été tuées à Kobané, en majorité des jihadistes, depuis le 16 septembre.

«La progression est lente car l'EI a miné les maisons dont il s'est retiré, mais nous allons reconquérir la ville dans un très court laps de temps.»

Salah Moslem coprésident du Parti de l'union démocratique (PYD), lundi soir, en marge d'un rassemblement de soutien à Paris

Les Kurdes de Turquie ont fait de la libération de Kobané, assiégée par les islamistes de Daech depuis le 16 septembre, leur combat pour la liberté. Alors que la situation sur le terrain semble s'être renversée, grâce notamment à l'aide de l'aviation américaine, les Kurdes suspectent les Turcs de fournir des armes à Daech et de soigner les combattants islamistes blessés. Kobané pourrait bien sonner la fin du processus de paix engagé depuis quelques années entre les Kurdes turcs du PKK et les autorités d'Ankara.



À la frontière entre la Turquie et la Syrie, les Kurdes tentent d'enrayer les déplacements des djihadistes de Daech, soutenus par Ankara. Notre envoyée spéciale raconte

p. 2-3



Le 5 novembre, comme chaque jour, des Kurdes observent les combats à Kobané depuis la frontière entre la Turquie et la Syrie.

La veille et l'attente des Kurdes à la frontière turco-syrienne

Nuit et jour, des Kurdes de Turquie montent la garde à la frontière avec la Syrie pour assurer de leur solidarité leurs frères syriens combattant à Kobané.
La libération de la ville syrienne ne serait plus qu'une question de jours.
Les bombardements américains et l'aide des peshmergas kurdes auraient affaibli les islamistes qui assiègent la ville depuis le 16 septembre.

FRONTIÈRE TURCO-SYRIENNE

De notre envoyée spéciale

Les feux de branchage illuminent la nuit étoilée. Ils servent à réchauffer les militants postés à Mahser, village kurde de Turquie, à la frontière avec la Syrie. Mais aussi à montrer leur solidarité aux « frères » de Syrie qui, de l'autre côté à Kobané, résistent toujours contre l'assaillant, en évitant que les islamistes de Daech (acronyme arabe pour État islamique) ne se réfugient en Turquie. Si le jour la température monte

jusqu'à 20 degrés, la nuit elle descend en dessous de 5 degrés. Les combattants syriens de l'YPG (unités de protection du peuple) luttent depuis bientôt soixante jours pour « libérer » leur ville assiégée par les combattants islamistes. Ces derniers auraient massé 8 000 hommes à Kobané, le long de la frontière; les Kurdes auraient, eux, 5 000 combattants – et combattantes – pour défendre la ville et les villages du canton.

Tous les soirs, à Mahser, les militants kurdes de Suruç et d'autres venus de toute la Turquie montent la garde pour surveiller la frontière. Tel Mehmet, 65 ans, venu de Van, à 400 kilomètres de Suruç, « par solidarité avec nos frères kurdes de Kobané ». Il campe avec d'autres dans des maisons en pisé, à la dure, pendant des jours, pour la cause kurde. La lutte pour la libération de Kobané a réveillé les aspirations des Kurdes de Turquie à l'autonomie.

Profitant de la guerre en Syrie et de la désintégration du pouvoir central, depuis 2012, les Kurdes syriens se sont organisés en trois cantons autonomes le long de la frontière avec la Turquie: Afrine à l'ouest, Ko-

bané au centre, et Djezire, à l'est. Il n'existe pas de continuité territoriale entre eux car ils sont séparés par des zones habitées par des sunnites syriens, tenues encore par Daech. Cela n'a pas empêché les Kurdes syriens de voter, en janvier, une constitution pour « Rojava » (voir les repères), qui s'applique dans les trois cantons.

Le grondement lointain d'un F16 invisible annonce un bombardement. Tous retiennent leur souffle.

Un autre homme s'approche du feu. Maigre, il a le regard inquiet. L'homme venu de Diyarbakir (considérée comme la capitale du Kurdistan turc), refuse de donner son nom et pour cause: deux de ses fils de 17 et 18 ans combattent dans les rangs de l'YPG syrien. Ils ne sont pas loin de lui, à peine 1,5 km. Leur père communique avec eux, par téléphone portable, autant pour s'assurer qu'ils sont encore en vie que pour les encourager. « La victoire est proche », dit-il, sûr que la « libéra-

tion » de Kobané n'est plus qu'une question de jours. En effet, après des moments difficiles pour les combattants kurdes syriens peu armés, la conjonction des bombardements américains contre les positions des islamistes et l'apport de l'armement lourd de 150 Peshmergas kurdes d'Irak, semblent faire la différence. Même si les Kurdes ne sont pas toujours prêts à le reconnaître.

Avant le coucher du soleil, du haut de la terrasse de la mosquée, les premiers pâtés de maisons de Kobané étaient très visibles à l'œil nu. Mais maintenant que la nuit est tombée, la ville est éclairée uniquement par les étoiles. Le grondement lointain d'un F16 invisible annonce un bombardement. Tous retiennent leur souffle. Une grosse explosion suivie d'un champignon noir s'élève dans la nuit, des positions de Daech ont été touchées. Applaudissements des « veilleurs », youyous des femmes réunies autour du feu.

« Ils ont probablement détruit des tanks ou des dépôts de munitions ou d'essence », commente Mehmet Sah Zuker. Originaire de Sanliurfa, à une trentaine de kilomètres de Suruç, il vit à Izmir depuis qu'il a été libéré, après quinze ans dans les prisons turques « parce que Kurde », dit-il. Il est venu pour soutenir « ses frères » de Kobané et maudire la Turquie pour son soutien aux islamistes.

Tous décrivent des minibus blancs aux vitres fumées de l'armée turque

qui font le va-et-vient à la frontière pour, assurent-ils, fournir des armes à Daech et prendre en charge les combattants islamistes blessés qui seraient soignés dans les hôpitaux de Sanliurfa. « L'armée a vidé des villages kurdes turcs sur la frontière sous prétexte qu'ils sont à portée des tirs. En fait, ils servent de base arrière aux combattants de Daech », poursuit un militant kurde. Très visibles, les chars de l'armée turque sont postés sur une colline surplombant Kobané.

Au bombardement résonnent des crépitements d'armes ●●●

●●● automatiques de Daech. Les islamistes très affaiblis seraient retranchés dans la partie est de la ville que les combattants syriens assaillent depuis plusieurs jours. La frontière entre Syrie et Turquie suit la voie de chemin de fer construite par les Allemands en 1893. Elle est soudain soulignée par des balles traçantes rouges envoyées par l'armée turque pour indiquer aux combattants les limites à ne pas dépasser.

La veille de la frontière est assurée par des volontaires kurdes.

Des équipes de deux (hommes et femmes) sont postées dans des endroits stratégiques le long des barbelés qui délimitent les deux pays. Ils font des quarts de deux heures. Leur présence, pensent les Kurdes, dissuadera la Turquie de poursuivre son aide directe à Daech. « Si on n'était pas là, l'aide de l'armée turque aux combattants de Daech passerait plus facilement », explique une jeune femme en treillis. Une casquette kaki recouvre ses cheveux noirs tressés. La trentaine, celle qui est visiblement l'une des organisatrices de la veille fume cigarette sur cigarette et esquive toute question sur son identité.

Le soir, les veilleurs ont droit à un repas chaud servi par les femmes du village, de solides paysannes, qui cuisinent sur le feu dans d'immenses chaudrons. Au menu, riz et haricots secs baignant dans une sauce épicée de paprika noir, et du pain. Et, à volonté, du thé noir très sucré. « Suruç-Kobané, même combat », proclame Gulser Yildirim, députée kurde de Mardin venue elle aussi ce soir-là soutenir les « veilleurs » de Suruç. « La frontière est purement artificielle car elle sépare des frères », dit-elle.

Pour les Kurdes de Turquie, Kobané est le miroir de leur espoir d'un territoire autonome « où toutes les identités pourraient être représentées et vivre ensemble », défend Ibrahim

« Comme nos frères syriens, nous voulons acquérir l'autonomie dans tout le Kurdistan turc. »

Ayan, député HDP (Parti démocratique populaire, pro-kurde) de Sanliurfa. « À Kobané, les Kurdes défendent les valeurs de l'humanité contre l'obscurantisme », assure cet homme sorti de prison il y a huit mois après

avoir été incarcéré pendant quatre ans « parce que Kurde ».

« Comme nos frères syriens, nous voulons acquérir l'autonomie dans tout le Kurdistan turc. Nous voulons vivre dans le pays dans lequel nous sommes, mais dans une autonomie démocratique. Et si nos droits ne sont pas reconnus (sous-entendu par la Turquie, NDLR), c'est notre droit naturel de demander la séparation », ajoute Memet Doymaz, membre du conseil du HDP, porte-parole de la cellule de crise de Suruç.

Les Kurdes de Turquie ont fait de la libération de Kobané leur combat pour la liberté. Malgré ses 65 ans, Mehmet est appelé à faire son quart. Son nom est inscrit sur la liste. Avant

PAROLES DOROTHÉE SCHMID

Responsable Turquie contemporaine à l'Institut français des relations internationales (Ifri)

« Le marchandage des Turcs avec les Américains »

« Le vice-président américain Joe Biden a publiquement accusé la Turquie de complaisance avec le groupe Daech. Il n'a pas tort : les Turcs laissent passer les djihadistes du monde entier rejoignant la Syrie et ils soignent les combattants blessés. Alors que les États-Unis ont toujours considéré la Turquie, membre oriental de l'Otan, comme leur allié principal dans la région, cette dernière est entrée depuis quelques années dans une relation de marchandage avec Washington. Les Turcs cherchent à défendre leurs intérêts propres. Leur rapport à Daech est la pointe émergée des problèmes entre les deux pays. Et la frontière turco-syrienne est désormais devenue un instrument de leur politique régionale, notamment celle d'empêcher une autonomisation trop forte des Kurdes. »

RECUEILLI PAR VINCENT DE FÉLIGONDE

de partir, il boit une tasse de thé brûlant, endosse la parka fourrée d'un ami et vérifie que son téléphone portable est bien chargé. Les veilleurs n'ont pas d'arme mais préviennent si des mouvements ont lieu à la frontière, comme des militants de Daech qui tenteraient de passer côté turc.

Demain, comme chaque jour depuis le début du siège de la ville syrienne, les veilleurs se réuniront en une longue chaîne humaine face à la ville symbole du martyr kurde et crieront leur soutien aux combattants de l'YPG, de l'autre côté des barbelés, en rêvant de l'union des deux Kurdistan, syrien et turc.

AGNÈS ROTIVEL



What Kobani Means for Turkey's Kurds

By Jenna Krajeski
November 8, 2014
<http://www.newyorker.com>

On the Kurdish new year in March, 2013, a letter was hand-delivered to political representatives of Turkey's Kurds in the southeastern city of Diyarbakir. It had been sent from the prison on the island of Imrali where Abdullah Ocalan, the founder of the Kurdistan Workers' Party (P.K.K.), was being held. Ocalan's letter told the Kurds that their thirty-year war with the Turkish state had come to an end. At a new year's celebration held just outside the city, politicians read the document aloud as though it were a manifesto. People wept and rushed the stage.

Ocalan's announcement marked the official start of a long-anticipated peace process, which Turkey's Kurds hoped would end decades of violence and grant them the rights to language, education, and self-governance for which they had been fighting. About forty thousand people—soldiers and civilians—have died in the conflict, and Recep Tayyip Erdoğan, then the Prime Minister and now the President, saw peace with the Kurds as a cornerstone of his legacy. But the country's decision to treat the P.K.K. as a political party was a thorny one. For decades, Turkish officials had been portraying Ocalan as the leader of a terrorist organization, and, by negotiating with him, the ruling Justice and Development Party (A.K.P.) was asking for a nationwide change in attitude: if Turks wanted peace, they would have to compromise with people they'd long regarded as the country's biggest security threat. Nevertheless, for close to two years—through anti-government protests in Istanbul, a corruption scandal affecting Erdoğan, and the passing of more than a few brazenly oppressive laws—the peace process remained largely intact.

At the same time, though, across the border in Syria, a more radical Kurdish experiment was unfolding, courting Turkey's ire and exposing the limits of its commitment to negotiating with the Kurds at home. As popular uprisings against Syrian President Bashar al-Assad gradually morphed into a civil war, Syria's Kurds, who were oppressed by Assad's government but did not trust the opposition forces fighting the war, began carving out some autonomy for themselves in a northeastern strip of Syria that they refer to as Rojava. There, they established three self-governing cantons, protected by the People's Protection



Kurdish peshmerga fighters set out from Iraq toward the Syrian city of Kobani. Kurdish peshmerga fighters set out from Iraq toward the Syrian city of Kobani. Credit PHOTOGRAPH BY VADIM GHIRDA/AP

Unit (P.Y.G.), the Syrian affiliate of the P.K.K., and led, mostly, by the People's Democratic Party (P.Y.D.). Rojava has excited the Kurds, but it worries Turkey. "If it survives, it will be on a smaller scale what Kurds in Turkey want for themselves," Abbas Vali, a sociologist at Istanbul's Bogaziçi University who focuses on Kurdish issues, told me.

When militants from the Islamic State in Iraq and al-Sham (ISIS) surrounded the Syrian Kurdish town of Kobani, which lies inside Rojava, during the first week of October, the tensions between Turkey and the Kurds resurfaced. For weeks, Turkish tanks sat on the other side of the border, preventing Kurdish fighters and supplies from crossing into Syria. Protests erupted across the country, leading to forty deaths. But the Turkish reaction wasn't surprising; despite its commitment to peace at home and its partnership with the Kurdistan Regional Government in Iraq (an autonomous region, bordering Turkey, that Dexter Filkins wrote about for the magazine in September), the A.K.P. rejects Kurdish autonomy in Turkey and Syria. "The canton system is anathema to the Turks," Henri Barkey, a professor of international relations at Lehigh University, told me. "You can have one Kurdish autonomous region on your border, but two is a disaster, because then Turkish Kurds are going to basically say, 'Hey, what about us?'" Turkey's position was also rational with respect to the country's internal politics—a recent poll showed that Turks fear the P.K.K. at least as much as they do ISIS; a small majority thought that the Kurdish group actually posed the bigger threat.

Amid an international outcry over its inaction in Kobani, the Turkish government resorted to what has in the past been a reliable tactic: it raised the specter of the P.K.K., and began

calling it (and, by extension, the Y.P.G.) terrorists. Then, on October 14th, Turkish forces hit P.K.K. targets in Hakkari, close to the border with Iraq, the first such strikes since peace talks began. "I see it as Erdoğan sending a message to the international community, reminding everybody that the P.K.K. is a terrorist group," Aliza Marcus, the Washington-based author of "Blood and Belief: The P.K.K. and the Kurdish Fight for Independence," told me. Marcus had traveled recently to Hakkari for research, and she came away believing that the P.K.K. posed no military threat. "It's Erdoğan lashing out. He's under pressure and the Kurds are gaining sympathy. ... He's angry. His style of leadership these days is taking revenge."

Marcus also observed a shift in the coverage by the international media, and by some Turkish outlets, following the airstrikes. "It's not, 'Turkey attacked the P.K.K.," she said. "It's 'Turkey attacked the Kurds.'" This change in perception drew on months of good press that had been showered on the Iraqi Kurds and the peshmerga fighting on the front lines against ISIS, as well as on the media's presence along the border, where cameras had captured footage of the blockade set up by the Turkish Army and the fighting in Kobani. Kurds across Turkey, Iran, Iraq, and Syria, too, rallied around the battle. A town in Iraqi Kurdistan known for being a source of rebellion against Saddam Hussein renamed a street "Kobani."

"Kobani today is for Syrian Kurds and Turkish Kurds what Halabja was for Iraqi Kurds," Barkey told me, referring to the site of Hussein's chemical-weapons attacks in 1988 against the Kurds. "It's a stepping stone for national mobilization and nation-building. ... Even if Kobani falls, it will strengthen ➤"

► Kurdishness. This was a Turkish miscalculation.”

When Turkey finally relented to allow a force of about a hundred and fifty Iraqi Kurdish peshmerga to enter Kobani, Turkish Kurds were relieved. But this relief seemed to relate more to their sense of solidarity with their fellow Kurds than to any expectation that the peshmerga could win the fight—“Let’s face it, the fiercest Kurdish fighters are already there,” a friend in Erbil told me—or that Turkey’s stance on Kurdish autonomy was softening. Erdoğan had called the pressure on Turkey a “psychological war,” and he was not wrong—sending the peshmerga, who in Iraq were at odds with the P.K.K., would help to soothe public opinion abroad, as well as among Kurds and their supporters at home. But it was a half measure, and not helpful to the peace process.

Over the years, even as it has negotiated with Ocalan and courted the Kurdish vote, the A.K.P. has continued with some forms of repression. In the absence of armed fighting, the conflict plays out at organized protests, in parliament, and in the courts—all arenas where the Turkish government retains far more authority than the Kurdish minority. This authority comes, in large part, from the designation of the P.K.K. as a terrorist organization, and the tendency on the part of the government to conflate all aspects of Kurdish life with the P.K.K. (despite the fact that many Kurds reject the P.K.K.’s rigid hierarchy and its willingness to resort to violence). Under the guise of fighting terrorism, the A.K.P. has frequently cracked down on Kurdish institutions,

protesters, and political leaders. A mass court case, opened in 2007 against a group called the Union of Communities in Kurdistan (K.C.K.), which the government considers the urban arm of the P.K.K., has led to the detention of thousands of Kurdish and Turkish activists, journalists, academics, and politicians.

So when Erdoğan called the P.K.K. terrorists as it fought in Kobani, it was more than political maneuvering; it was foreshadowing. Soon after the Kobani protests, the Turkish parliament proposed a bill that expands the powers of the Turkish police to allow it to arrest protesters suspected of carrying stones or Molotov cocktails, or who cover their faces. It increases the amount of time those protesters can be detained, and the severity of the sentence if they are convicted. These measures inspire little outrage in the foreign media, but their impact on Turkey’s Kurds could be immense.

“People believe that when the question is Kurds, Erdoğan doesn’t care about anything,” Ramazan Tunç, a Diyarbakır-based economist, told me. Tunç spent the past two years trying to establish a university in Diyarbakır that would have Kurdish as one of three primary languages, a project that would have been impossible before 1991, during the post-coup years when any language other than Turkish was banned. “In Kurdistan, in two days, forty-six people have lost their lives,” Tunç said, referring to the violent protests over Kobani. “Are we going back to the nineties?”

Tunç professed solidarity with Kurds in Kobani, but he was not alone in his

concern about the fallout from Kobani at home. In late October, three Turkish soldiers were killed in the southeast, and many media reports assumed that the gunmen were members of the P.K.K. On Tuesday morning, a politician with the pro-Kurdish People’s Democratic Party (H.D.P.) was stabbed in Ankara, outside party headquarters. The next day, youth associated with the P.K.K. reportedly set up barricades around a Kurdish border town and declared its autonomy. Reports that the government was secretly planning to shut down the H.D.P. were quickly refuted by officials, but both sides engaged in a fiery exchange of words. Prime Minister Ahmet Davutoğlu accused the H.D.P. of “thuggery,” while Kurdish officials said that the attacks were part of a “lynching campaign.” A mainstream newspaper launched a splashy new graphic that asked if terrorism was returning to Turkey.

Perhaps prompted by the pile-up of events, the International Crisis Group published a report on Thursday that aimed to remind both sides of the importance of the ceasefire. The group has long stressed peace between Turks and Kurds, but this time it offered a graver message: Turkey’s war with the Kurds had crossed borders, and they were no longer each other’s worst enemies. “Without first achieving peace at home,” Hugh Pope, the deputy director of the Europe and Central Asia program, wrote, “both will remain highly vulnerable to what is in fact their common enemy, the Islamic State of Iraq and Syria.”

●●●



November 7, 2014

Sectarian war and Iraq’s gradual breakup



Iraqi Shiite militias joining the war against the Islamic State (IS). Photo: AP

By Yerevan Saeed - 7/11/2014
rudaw.net

WASHINGTON - Kurdistan Regional Government (KRG) de facto foreign minister Falah Mustafa Bakir makes a case for an independent Kurdistan in the 7th conference of the Association for the Study of the Middle East and Africa (ASMEA) conference in Washington as experts warn of disintegration of Iraq over ethno-sectarian boundaries.

"People in Kurdistan are following the events in Catalonia in Scotland and elsewhere, wherever there is a talk about referendum,"

the top Kurdish diplomat said last week. "Go to Erbil, Sulaimani and Duhok, tell them where are you from, they say Kurdistan," he added.

"What we have seen in the past few years, Baghdad is pushing us out of Iraq. Baghdad is not attracting Kurds to Iraq."

According to the KRG minister, Kurds have lost all sense of loyalty to Iraq due to the bad policies by Baghdad. "Although they may carry an Iraqi passport and travel, but they still tell you, they are from Kurdistan."

Dr. Michael Knights, an Iraq expert and fellow in the Washington Institute for the Near East Policy believed that the current conflict in Iraq has taken an ethno-sectarian shape and a real federalism could be a solution to keep the territorial integrity of Iraq. "If you draw a map of where the front lines are as I have done it so many times- they (wars) →

→ look very ethno-sectarian—in many places, in most places (clashes) conform almost exactly to the major sectarian groups," he said.

"The real nature of this conflict in Iraq and what we are looking at is violent secessionism on sectarian lines as it happens. And the flipside to that (secessionism) in the term of solution for what we see in Iraq these days is very strong federalism probably on the ethno-sectarian lines," he added.

Minister Bakir also emphasized that a centralized Iraq is unacceptable for the Kurds and the Kurds should be the master of their own fate and considered as equal partners in Iraq. "If Iraq is to succeed, it has to be equality, justice and genuine partnership --Kurds, Shias and Sunnis enjoy their rights. We don't want to see an Iraq that succeeds at the expense of Kurds and Kurdistan."

The KRG official commented on the unchanged mentality of governance in Baghdad, where despite regime changes, Kurdish rights are still being sidelined.

"Baghdad used to control

(politics and economy in all Iraq) and it wants to continue to control. For us, Baghdad is the same Baghdad. It's not different when the Sunnis control Baghdad or the Shias control Baghdad. Because it means that we are denied of our rights," Bakir said.

According to Dr. Knights, Shia's hard position on revenue sharing and security decision-making could break up Iraq eventually, if they don't adopt more conciliatory policies.

"If anyone that breaks Iraq, if anyone that chooses to break up Iraq, it will be the Shia and they can do it in a heartbeat -- If they mishandle the current revenue sharing discussions with the Kurds. If they mishandle and choose to take a hard (position) on things like decentralization, security decision-making if they fail to resolve Sunni provinces as they liberate them. Then they (Shias) break Iraq," he explained.

The Iraqi government has stopped providing KRG with its shared national revenue for the last eleven months. No deal has been reached between Erbil and Baghdad despite Kurdish-Shia

negotiations and Kurdish leaders have warned that Kurdistan will take the path of independence if Baghdad continues to withhold the budget.

"The only thing that holds Iraq together as a unit to fight against its ethno sectarian fractures is Basra's oil money ... if that money stops coming from Baghdad for many of those people, there is no reason to be in Iraq any more particularly if its run by a Shia government or an anti Kurdish Arab government," Dr. Knights said.

After the US led invasion in 2003, the Kurdish leadership decided to become a part of the new experience in Iraq, where Kurds were to be considered as equal partners. But Kurdish officials continue to say that Baghdad has marginalized the Kurds and refuses to implement the Iraqi constitution voted by over 70% of the Iraqis in 2005.

"We went to Baghdad, We were heavily engaged in order to build a better Iraq, a future for us within Iraq. Therefore we wanted to strengthen principles of federalism, of sharing the power and

wealth in that country. We meant it and wanted it because our leadership is realistic, pragmatic and we do understand where we live. Our neighbors are neither Switzerland nor Belgium nor Germany," said Minister Bakir.

According to KRG official, English and other languages have replaced Arabic for Kurdistan Region's younger generation.

"I have to be honest with you. My generation is better than the generation that comes after me. At least I can speak some Arabic, but the new generation doesn't speak Arabic and don't want to learn Arabic. They very much learn English, some of them are learning Turkish, some of them are learning Farsi," he maintained.

The Kurdish minister reasoned that the new Kurdish generation are learning other languages as a way to keep away from the center. "Because Baghdad is not doing what London is doing to its Scotland," referring to the more sovereign powers British government has given to Scotland and will yield more in the future. ■

Newsweek

November 11, 2014

'ISIS Sees Turkey as Its Ally': Former Islamic State Member Reveals Turkish Army Cooperation



By Barney Guiton
November 11, 2014
www.newsweek.com

A former member of ISIS has revealed the extent to which the cooperation of the Turkish military allows the terrorist group, who now control large parts of Iraq and Syria, to travel through Turkish territory to reinforce fighters battling Kurdish forces.

A reluctant former communications technician working for Islamic State, now going by the pseudonym 'Sherko Omer', who managed to escape the group, told Newsweek that he travelled in a convoy of trucks as part of an ISIS unit from their stronghold in Raqqa, across Turkish border, through Turkey and then back across the border to attack Syrian Kurds in the city of Serekaniye in northern Syria in February.

"ISIS commanders told us to fear nothing at all because there was full cooperation with the Turks," said Omer of crossing the border into Turkey, "and they reassured us that nothing will happen, especially when that is how they regularly travel from Raqqa and Aleppo to the Kurdish areas further northeast of Syria because it was impossible to travel through Syria as YPG [National Army of Syrian Kurdistan] controlled most parts of the Kurdish region."

Until last month, NATO member Turkey had blocked Kurdish fighters from crossing the border into Syria to aid their Syrian counterparts in defending the border town of Kobane. Speaking to Newsweek, Kurds in Kobane said that people attempting to carry supplies across the border were often shot at.

YPG spokesman Polat Can went even further, saying that Turkish forces were actively aiding ISIS. "There is more than enough evidence with us now proving that the Turkish army gives ISIS terrorists weapons,"

ammunitions and allows them to cross the Turkish official border crossings in order for ISIS terrorists to initiate inhumane attacks against the Kurdish people in Rojava [north-eastern Syria].”

Omer explained that during his time with ISIS, Turkey had been seen as an ally against the Kurds. “ISIS saw the Turkish army as its ally especially when it came to attacking the Kurds in Syria. The Kurds were the common enemy for both ISIS and Turkey. Also, ISIS had to be a Turkish ally because only through Turkey they were able to deploy ISIS fighters to northern parts of the Kurdish cities and towns in Syria.”

“ISIS and Turkey cooperate together on the ground on the basis that they have a common enemy to destroy, the Kurds,” he added.

While Newsweek was not able to independently verify Omer’s testimony, anecdotal evidence of Turkish forces turning a blind eye to ISIS activity has been mounting over the past month.

Omer, the son of a successful business-

man in Iraqi Kurdistan, initially went to Syria to join the Free Syrian Army’s fight against Bashar al-Assad, but found himself sucked in to ISIS, unable to leave. He was given a job as a communication technician, and worked at the ISIS communications bureau in Raqqa.

“I have connected ISIS field captains and commanders from Syria with people in Turkey on innumerable occasions,” said Omer.

“I rarely heard them speak in Arabic, and that was only when they talked to their own recruiters, otherwise, they mostly spoke in Turkish because the people they talked to were Turkish officials of some sorts because ISIS guys used to be very serious when they talked to them.”

Omer was then transferred to a battalion travelling to fight Kurdish forces in Serekaniya, north-eastern Syria, and describes travelling through Turkey in a convoy of trucks, staying at safehouses along the way, before crossing back into Syria at the Ceylanpinar border crossing.

Before crossing the border back into Syria, he says: “My ISIS commander reassured us once again that it was all going to be all right because cooperation had been made with the Turks. He frequently talked on the radio in Turkish.”

“While we tried to cross the Ceylanpinar border post, the Turkish soldiers’ watchtower light spotted us. The commander quickly told us to stay calm, stay in position and not to look at the light. He talked on the radio in Turkish again and we stayed in our positions. Watchtower light then moved about 10 minutes later and the commander ordered us to move because the watchtower light moving away from us was the signal that we could safely cross the border into Serekaniye.”

Once in Serekaniye, Omer says he surrendered to Kurdish forces when they attacked his camp. He was held for several months before his captors were convinced that he had not been a fighter in ISIS and had not taken part in violence.

□ □ □

The New York Times NOVEMBER 13, 2014

Iraq and Kurds Reach Deal on Oil Exports and Budget Payments

By BEN HUBBARD / November 13, 2014
www.nytimes.com

BAGHDAD — Iraq’s central government and the autonomous region of Kurdistan reached an interim agreement on Thursday over oil exports and budget payments, at least temporarily easing a bitter dispute that has threatened the government’s stability.

The standoff began earlier this year when Kurdish officials angered Baghdad by exporting oil produced in their region directly to Turkey and not through the Iraqi Oil Ministry.

The government in Baghdad called the move unconstitutional and suspected that the Kurds were trying to use oil to advance a bid for independence. So the central government stopped sending to Kurdistan the 17 percent of the national budget allotted to the regional government.

Under the agreement signed Thursday, the central government will pay \$500 million to the Kurdistan Regional Government, or K.R.G., from the national budget while the Kurds will let the Iraqi government sell 150,000 barrels per day of the oil exported by the Kurds.

Although the agreement put in place no long-term solutions, some hailed it as an important step.

“Hopefully this will be the starting point for addressing all the outstanding



Gas burn-off and oil tanks at the northern oil fields in Kirkuk, Iraq. Kurdish officials angered Baghdad by exporting oil produced in their region directly to Turkey. Credit Andrea Bruce for The New York Times

issues between Baghdad and the K.R.G.,” said Hoshiyar Zebari, a Kurd and Iraq’s finance minister.

He said that resolving the disputes between the Kurdish government and Baghdad had taken on a greater urgency because the country was facing an economic crisis caused in part by the recent drop in the price of oil, the basis of Iraq’s economy. This in turn could undermine efforts to fight the Islamic State, the jihadist organization that has seized about one-third of Iraqi territory.

Others noted the limits of the interim agreement.

The amount of oil given to the Iraqi government to sell is at most half of what the Kurds export, said Kirk Sowell, a political risk analyst who publishes the Inside Iraqi Politics newsletter. And \$500 million is only about half of what Kurdistan is meant to receive monthly from the central government.

The interim agreement did not even touch on larger, thornier issues, including whether Baghdad will continue to allow the Kurds to export their own oil and who will control the rich Kirkuk oil field in northern Iraq. The field came under full Kurdish control this summer after Iraqi government troops fled the Islamic State’s advance into the area.

Under the agreement, the prime minister of the Kurdish region, Nijervan Barzani, will travel to Baghdad within three days to meet with the central government to try to resolve the outstanding issues.

“This signifies pretty significant progress,” said David Goldwyn, a senior State Department energy official in the first Obama administration, noting that both sides had made concessions.

“They have crossed the Rubicon here on the K.R.G.’s right to export oil,” he said, “and they have foreshadowed the mechanism on how the K.R.G. will meet its obligation to the central Iraqi budget going forward.” ■



13 NOVEMBRE 2014

Syrie: les forces kurdes engrangent les succès à Kobane

www.rfi.fr / Avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion 13 novembre 2014

Ce jeudi 13 novembre, cela fait soixante jours que la ville kurde de Kobane est assiégée par les forces de l'organisation Etat islamique, siège qui a déjà fait plus d'un millier de victimes des deux côtés. Depuis qu'ils ont reçu des renforts et des armes venus du Kurdistan irakien, les combattants kurdes continuent de desserrer l'étau sur la ville, sans pour autant parvenir à en déloger entièrement les assaillants islamistes. Hier, mercredi, ils ont signé une avancée sans doute stratégique.

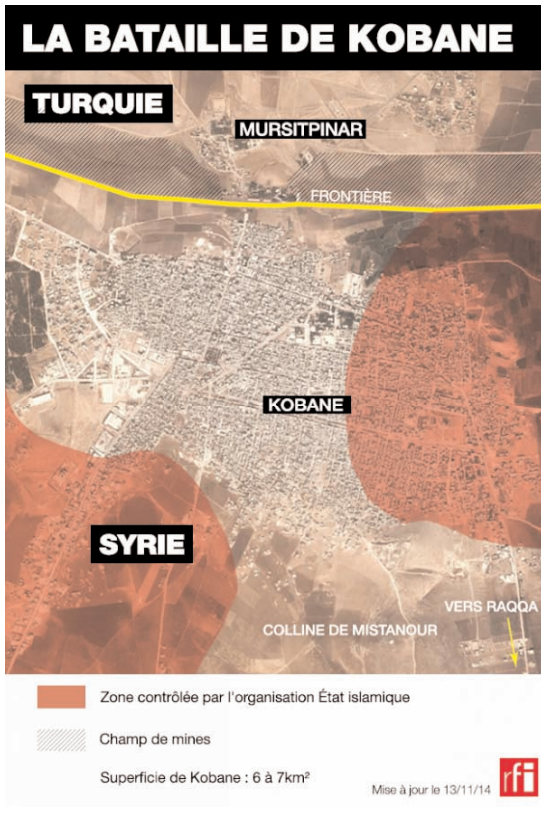
C'est une reconquête qui devrait redonner le moral aux habitants de Kobane et, à court terme, l'avantage militaire aux résistants kurdes : la colline de Mistanour qui domine le sud et l'est de la ville, prise il y a un mois et demi par les jihadistes, est depuis hier repassée sous le contrôle des forces unifiées kurdes, irakiennes et syriennes.

Avec cet important promontoire, c'est également la principale route d'approvisionnement et d'acheminement de renforts depuis Raqqa qui est ainsi coupée par les troupes du groupe Etat islamique.

Ce qui devrait permettre assez rapidement de libérer les derniers quartiers périphériques de la ville toujours occupés par les islamistes.

D'ailleurs dans les campagnes alentour, chaque jour de nouvelles libérations de villages sont annoncées, indiquant que l'avantage est désormais aux Kurdes infligeant de lourdes pertes aux jihadistes, qui ont par exemple perdu un commandant et une trentaine d'hommes rien qu'hier. Si bien que l'occupation de Kobane par les jihadistes de l'organisation Etat islamique représenterait désormais moins de 20 % de la ville, d'après Idris Nassan, un responsable local, contre 50% au plus fort du siège, il y a moins de deux semaines. Leurs bombardements au mortier continuent cependant de faire des victimes parmi les civils côté kurde : 8 personnes, dont des femmes et des enfants, sont morts ces deux derniers jours.

Si la libération totale de Kobane semble donc proche, son encerclement en revanche risque de perdurer et la co-présidente du Parti de l'union démocratique (PYD), Asya Abdullah, rappelle qu'il y a toujours un grand besoin d'ouvrir un corridor permettant l'acheminement d'aide et de renforts depuis les autres régions kurdes. ♦



14 novembre 2014

Irak : l'ONU salue l'accord entre le Kurdistan et Bagdad sur le pétrole



La raffinerie de Kawergosk, à l'est d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak. La raffinerie de Kawergosk, à l'est d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak. (Photo Safin Hamed. AFP)

AFP, 14 novembre 2014
lorientlejour.com

L'accord préliminaire conclu entre la région autonome du Kurdistan et les autorités fédérales irakiennes pour le règlement d'un long litige sur les ventes de pétrole et les paiements de salaires des fonctionnaires est "un premier pas très important", s'est félicité l'ONU vendredi.

Le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a indiqué jeudi que, lors d'une première étape, le gouvernement fédéral allait lui transférer 500 millions de dollars (400 millions d'euros) en échange de quoi la région autonome mettrait 150

000 barils par jour à sa disposition.

Le paiement d'avance par Bagdad aidera à verser les salaires des fonctionnaires kurdes, comme la constitution l'oblige à le faire, et atténuer la pression sur le budget de la région autonome. "Je salue l'accord (...) sur le règlement du litige budgétaire", s'est félicité l'émissaire de l'ONU en Irak, Nickolay Mladenov. "Cet accord va permettre aux employés du secteur public des gouvernorats d'Erbil, Dohuk et Souleimaniyeh (qui font partie du Kurdistan) de commencer à recevoir leurs salaires. Il va également permettre au gouvernement régional de =>

⇒ contribuer de nouveau au budget fédéral à un moment de crise nationale", a-t-il affirmé dans un communiqué.

L'accord a été conclu lors d'une réunion à Erbil, la capitale du Kurdistan, entre le ministre irakien du Pétrole Adel Abdel Mahdi, le Premier ministre kurde Nechervan Barzani et son adjoint Qubad Talabani. "Nechervan Barzani va con-

duire dans les prochains jours une délégation à Bagdad pour parvenir à une solution globale, équitable et constitutionnelle à tous les différends en suspens", a indiqué le GRK dans un communiqué.

Cet accord est l'une des réalisations les plus importantes du nouveau gouvernement irakien que dirige le Premier ministre Haïdar al-

Abadi.

Les deux parties se livrent depuis plusieurs mois une bataille sur la question du pétrole, Bagdad estimant que l'énergie produite dans les régions appartient au pays tout entier et le Kurdistan traitant directement avec des compagnies pétrolières au motif que le pétrole produit sur son sol est sa propriété. Un accord sur cette

querelle est vu comme l'une des étapes essentielles pour améliorer la coopération entre Bagdad et Erbil notamment dans leur lutte commune contre le groupe Etat islamique, qui contrôle de larges pans du territoire irakien, notamment des zones très proches du Kurdistan. ■

MIDDLE EAST EYE November 14, 2014

Kurdistan pushes independent oil company plan after \$500m deal with Iraq

Cautious optimism after landmark deal that will see Kurdish region send oil to Baghdad in return for \$500m budget boost

By S.Seal— 14 November 2014

www.middleeasteye.net

A preliminary deal between Baghdad and Iraq's Kurdish region to resolve long-running financial disputes over oil has reduced a threat to national unity, Iraq's oil minister said on Friday.

There has long been tension between the central government, based in the capital Baghdad, and the semi-autonomous region of Kurdistan in northern Iraq (KRG).

Baghdad opposes the KRG's independent exporting of oil - Kurdish leaders, on the other hand, have criticised Baghdad for allegedly withholding budget payments from the region.

In a first move to end the disputes, the two sides have now agreed for Baghdad to pay \$500m to Kurdistan in exchange for the transfer of 150,000 barrels of oil per day to the federal government.

The oil earmarked for Iraq's central government will be approximately half of the KRG's normal production.

Just as tensions between the two sides look to be easing, however, the Kurdish parliament is set to vote early next on proposals that would see the KRG reduce its ties with Baghdad.

Lawmakers will vote on a bill to create a bank account that will consolidate the region's oil revenue, and to establish a publicly-owned company that would take charge of discovery, production and export.

The creation of a Kurdish company dedicated to managing the region's oil would be a significant step towards the independent export of oil but, according to a source who spoke to news site Rudaw, it could take years to implement.

The ongoing crisis between Baghdad and the KRG has created "a rift that threatens not only economic, security and political interests, but also national unity," Iraqi Oil Minister Adel Abdul Mahdi said in a statement on Friday.



The dispute was harming both sides, with Iraq losing oil revenue and the Kurdish region not receiving federal budget payments, according to Abdul Mahdi.

But Friday's agreement, while not final, "opens the way" to permanent solutions, he added.

UN Iraq envoy Nickolay Mladenov also hailed the deal, calling it "a very important first step."

"This agreement will allow public sector employees in the governorates of Erbil, Dohuk and Sulaimaniyah to begin receiving their salaries. It will also allow the Kurdistan Regional Government to resume its contribution to the federal budget at a time of national crisis," Mladenov said in a statement.

The deal was reached at a meeting in the Kurdish capital Erbil between Abdul Mahdi, Kurdish regional Prime Minister Nechirvan Barzani and his deputy, Qubad Talabani, the Kurdish government said in a statement on Thursday.

The visit to Erbil was the first by Abdul Mahdi since his appointment as Iraq's Oil Minister in September - he replaced Hussein al-Sharhistani, who took a strong stance against independent Kurdish oil exports.

The exports began in May 2014, when Kurdish officials announced a shipment of oil to the Turkish port of Ceyhan.

Turkey is a main buyer of Kurdish oil - there have also been reports that oil was offloaded in a port on the coast on Israel, though KRG

officials consistently deny such claims.

KRG President Masoud Barzani is now due to head a delegation to Baghdad in the coming days, aimed at reaching "a comprehensive, fair and constitutional solution to all outstanding differences between the federal government and the KRG," the Kurdish government said in a statement.

The budget dispute has lasted almost a year and had led to a sharp deterioration of relations.

Resolving the budget feud is seen as an essential step in improving cooperation at a time when both are battling the Islamic State group, which has overrun large parts of Iraq since June.

However, there remain significant hurdles to finding a lasting solution to the conflict.

Kurdish politicians claim they are owed large sums in budget payments, which were halted in January 2014 in protest at the KRG's oil exports.

The huge Kirkuk oil field in northern Iraq is also a point of contention - the federal government and the KRG both claim control of the field.

"There are issues that need to be resolved, but this is an important agreement," Iraqi Finance Minister Hoshiyar Zebari said on Thursday.

"It has removed a major obstacle in reaching a conclusive agreement in the future."

□ □ □

Irak : les Kurdes et Bagdad s'entendent enfin sur le pétrole

Cet accord permet de consolider la guerre menée conjointement contre les djihadistes. Mais il est loin de régler leurs contentieux territoriaux.

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr

MOYEN-ORIENT Ce n'est encore qu'un «premier pas», comme l'a souligné le représentant de l'ONU à Bagdad, mais il est «très important» pour éviter la partition de l'Irak. Jeudi soir, après des mois de querelles, les Kurdes, autonomes dans leurs provinces du nord, et le gouvernement central de Bagdad se sont mis d'accord sur deux dossiers qui envenimaient jusque-là leurs relations : les ventes de pétrole que les Kurdes effectuaient sans l'accord de Bagdad, et les arriérés de paiements des fonctionnaires décidés en riposte par le gouvernement central. En clair, Bagdad transférera 500 millions de dollars au gouvernement kurde, en échange de quoi ce dernier «mettra 150 000 barils de pétrole par jour à sa disposition», selon l'accord conclu lors d'une réunion à Erbil «la capitale» du Kurdistan entre Adel Abdel-Mahdi, le ministre du Pétrole, et Nechirvan Barzani, le «premier ministre» kurde.

Pourtant jusqu'au dernier moment, malgré les pressions exercées par l'ambassadeur américain en Irak, les négociations semblaient infructueu-

ses. «La stratégie de Bagdad visant à faire plier les Kurdes en asséchant leurs ressources budgétaires était ces derniers jours à son paroxysme», relève un diplomate à Bagdad.

En ne versant qu'un milliard de dollars sur les 14 dus aux Kurdes depuis janvier, le gouvernement central avait mis l'économie kurde dans une situation critique, alors que des centaines de milliers de réfugiés ont afflué, ces derniers mois, fuyant la terreur djihadiste. Or les combattants kurdes sont au premier rang pour affronter Daech. «Quatre cents pechmergas sont morts depuis juin pour défendre l'État irakien», fait valoir le diplomate «y compris pour que l'armée de Bagdad reprenne le contrôle de territoires arabes non revendiqués par les Kurdes».

Méfiance persistante

Bref, les Kurdes, qui ont accepté de revenir au gouvernement du nouveau premier ministre Haïdar al-Abadi, se sentaient lésés. Et comme le confiait récemment un haut dirigeant kurde à son interlocuteur occidental en visite à Erbil, al-Abadi est «un nouveau Maliki qui parle anglais», allusion à la politique antikurde de l'ancien premier ministre, qui a dû céder son poste durant l'été.

Un long chemin reste encore à parcourir avant que la composante kurde retrouve sa place dans la mosaïque du pouvoir irakien. Les pierres d'achoppement ne manquent pas. Bagdad doit encore plus de dix milliards de dollars aux Kurdes. Et jusqu'à maintenant, le premier ministre al-Abadi exigeait le règlement des autres contentieux (statut de Kirkouk et des autres territoires disputés) pour s'acquitter de sa dette envers les Kurdes. Ces différends seront au menu des pourparlers, dès la semaine prochaine à Bagdad, entre les deux parties.

Face à Daech, les deux protagonistes ont besoin l'un de l'autre. Mais après des années de méfiance réciproque, le climat n'est pas encore à l'embellie. Anticipant un assèchement de leurs ressources par Bagdad, les Kurdes ont sollicité des emprunts internationaux pour un montant d'environ 10 milliards de dollars. Approchés, des établissements financiers ont répondu favorablement aux requêtes kurdes, et selon nos informations, un gouvernement «ami, proche de l'Occident» leur aurait déjà versé 500 millions de dollars. Bref, la brouille est loin d'être totalement dissipée. ■

Le Monde

15 NOVEMBRE 2014

Le « calife Ibrahim » appelle à l'« éruption des volcans du djihad »

APPAREMMENT, LE CALIFE VA BIEN. L'organisation Etat islamique (EI) a diffusé, jeudi 13 novembre, le premier message d'Abou Bakr Al-Baghdadi depuis le début de l'intervention militaire internationale, dirigée par les Etats-Unis, en Irak et en Syrie. Le message audio de dix-sept minutes, diffusé avec des transcriptions en arabe, en anglais et en russe, vise d'abord à contredire les affirmations du gouvernement irakien sur le fait que Baghdadi aurait été tué ou grièvement blessé récemment, lors de raids aériens.

Le message de Baghdadi intervient aussi alors que l'EI mène une dynamique campagne de communication. Interrompu dans ses conquêtes militaires foudroyantes par l'intervention internationale et la farouche résistance des forces kurdes à Kobané, en Syrie, l'EI réplique par un autre type d'offensives. Le « calife Ibrahim » revient sur l'annonce, le 10 novembre, de serments d'allégeances au califat venus, selon l'EI, de cinq pays.

S'il est confirmé que les groupes algériens Djound Al-Khilafa (Soldats du califat) et égyptien Ansar Bait Al-Maqdis (aussi ap-

pelé Ansar Jérusalem) ont quitté Al-Qaida pour rejoindre l'Etat islamique, et qu'un territoire fidèle à l'EI s'est formé dans la ville de Derna, en Libye, rien ne prouve, en revanche, la présence structurée de partisans du calife au Yémen et en Arabie saoudite.

Rivalité réaffirmée avec Al-Qaida

Outre les cinq serments d'allégeance de factions djihadistes qu'il revendique, Abou Bakr Al-Baghdadi évoque implicitement sa rivalité avec Al-Qaida en rappelant que « la légalité de tous les émirats, groupes, Etats et organisations devient nulle dès lors que l'Etat islamique s'étend et que ses troupes arrivent dans ces régions ».

Ce rappel intervient alors que des sources de l'opposition syrienne antidjihadiste diffusent ces derniers jours des informations sur une réunion qui se serait tenue la semaine dernière pour tenter d'unifier les frères ennemis du djihad : d'un côté l'Etat islamique et de l'autre Al-Qaida (dont le commandement en Syrie a été baptisé « groupe Khorasan » par Washington), le Front Al-Nosra et Ahrar Al-Cham (les deux

factions qui abritent Al-Qaida en Syrie, Al-Nosra étant sa branche officielle).

S'il serait logique de voir les djihadistes s'unir face aux attaques occidentales, Baghdadi oppose néanmoins une fin de non-recevoir aux appels à l'unité et rappelle la suprématie du califat. Il célèbre « l'expansion de l'EI à de nouveaux territoires » et appelle « chaque musulman » à « rejoindre la province de l'EI la plus proche » de l'endroit où il se trouve. Il souhaite l'« éruption des volcans du djihad » partout où l'EI a des ennemis.

Le « calife Ibrahim » s'affirme par ailleurs satisfait de la décision du président américain, Barak Obama, d'envoyer 1 500 conseillers militaires supplémentaires en Irak, se réjouissant de la perspective de voir « les croisés descendre au sol ». Il affirme que les forces ennemies irakiennes et syriennes de l'EI – « les agents des juifs et des croisés, leurs esclaves, leurs chiens » – n'ont pour le moment pas profité des raids aériens étrangers pour regagner du terrain. L'Etat islamique contrôle environ un tiers de l'Irak et un tiers de la Syrie. ■

RÉMY OURDAN



www.ekurd.net

KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

KURDISTAN OFFICIAL CALLS FOR MORE EU SUPPORT IN BRUSSELS

November 4, 2014

London: Masrour Barzani, National Security Council Head for the Kurdistan Regional Government, today called on the European Union to step up support for Kurds fighting Islamic State (ISIS) forces. Mr Barzani, who was on his inaugural visit to the European Parliament in Brussels, spoke about the situation in the Kurdistan Region of Iraq, ISIS attacks in northern Iraq and Syrian Kurdistan, and especially the besieged city of Kobane. He told the European Foreign Affairs Committee that while the European Union had provided light weapons to Kurdish fighters in Kobane, they urgently needed heavy weapons to defeat ISIS. Countries such as Britain and Germany have begun training Peshmerga fighters, and supplying light weapons, some of which have made their way to Kobane with the contingent of Peshmerga fighters who crossed into Syria through Turkey last week. "We have to ensure there is no safe haven for ISIS," Mr Barzani told his audience of MEPs (Members of the European Parliament). He said that the US-led air strikes on ISIS positions had been hugely helpful to Kurdish fighters. "The air strikes have been a factor in rescuing thousands of civilians and have enabled our Peshmerga forces to liberate many towns and villages," he added...[rudaw.net](#)

5 VILLAGES AND 23 HAMLETS LIBERATED IN SERÊKANIYÊ

November 5, 2014

Serêkaniyê: The operation launched by YPG/YPJ fighters in east Serêkaniyê on 3 November night is continuing. Releasing a statement about the ongoing operation, Kurdish YPG Press Centre said the villages of Migran, Timat, Dibê, Duadan and Emadan and 23 hamlets have been cleansed of IS militants and liberated as part of the operation. The statement reported that YPG forces also took control of a strategic hill near the village of Alya last night, killing 13 IS militants and seizing large quantities of ammunition belonging to them, as well as the corpse of a militant. According to the statement, YPG forces also carried out a close range attack with rocket launchers, targeting the gang groups digging a trench around Rawiya. YPG said the number of ISIS casualties couldn't be ascertained, while a dozer belonging to them was destroyed. [firatnews.com](#) | [Ekurd.net](#)

TURKISH SOLDIERS ATTACK ARTISTS AT KOBANI BORDER

November 6, 2014

Urfa: Turkish troops have staged a crackdown on artists who formed a human chain at Suruç-Kobani border today. Real bullets were used in the brutal attack which left four people, including two artists, wounded. Artists affiliated to the Initiative for Free Art have for the last 2 days been joining the vigil in the village of Boydê bordering Kobani in solidarity with the ongoing resistance at both sides of the border against IS militants continuing their attacks on the besieged town. Artists forming a human chain were also welcomed and supported by the people at both sides of the border, and by YPG/YPJ fighters deployed on the Tilşêr Hill overlooking their area who accompanied their slogans "Bijî Berxwedana YPG/YPJ" [Long live YPG/YPJ resistance] and "Bijî Serok Apo" [Long live Leader Apo]. Turkish troops deployed at the border attacked the mass as Ferhat Tunç made a statement on behalf of the artists. Soldiers have reportedly fired intense tear gas and real bullets on the mass, while also spreading the crackdown to the other side of the border. Four people who sustained an injury in the crackdown have been taken to hospital while many others have been severely affected by the intense tear gas. Soldiers are reported to have fired tear gas and real bullets on the people at the other side of the border as well. [firatnews.com](#)

51 KURDISH YAZIDI PRISONERS, CAPTURED BY ISLAMIC STATE IS, ESCAPE AND ARRIVE TO SINJAR MOUNTAIN

November 7, 2014

Mosul: A member for the province of Nineveh, Dawood al-Jundi said that 51 Kurdish Yazidi prisoners including women and children, captured by the Islamic State IS group, escaped from detention centers in Tal Afar and arrived in Sinjar (Shingal) mountain. He said that "51 Yazidi people arrived at Mount Sinjar after they escaped from custody at centers in the district of Tal Afar, where they had been abducted by IS militants after the fall of the Sinjar district." He pointed out that the fleeing detainees will be transferred to the province of Duhok in autonomous Kurdistan Region. [ninanews.com](#) | [Ekurd.net](#)

ISLAMIC STATE IS GROUP LURES KURDISH IRANIAN YOUTHS

November 8, 2014

Mahabad: In recent months, Islamic State (IS) militants has focused on the Iranian Kurdish cities and towns to recruit new member for its organization in Iraq and Syria. The Islamic State (IS) militants have been attempting to recruit members from Kurdish populated areas of Iran. They've demonstrated a level of success as more than 20 youths have joined the ranks of IS insurgents, mainly from the Kurdish city of Mahabad in Iranian Kurdistan (Rojhelat). Earlier this week, a 16 year old youth from Mahabad left his family fearing for his safety as he committed himself to jihad with IS. This is not the first case of Iranian Kurdish youths being lured by IS or other jihadi organizations. Young men from the Kurdish cities of Bokan, Mahabad, Saqiz and Jwanro are known to have fought with al-Qaeda in Afghanistan in the past and are currently suspected of fighting with IS in Syria and Iraq. Two youths from Mahabad were reportedly killed on the front lines recently, although there has been no independent verification. [basnews.com](#) | [Ekurd.net](#)

TURKISH SOLDIERS HAVE BECOME BORDER EXECUTIONERS

November 8, 2014

Turkish soldiers at the border are acting with complete impunity as they target civilians. Since the revolution took place in Rojava (Syrian Kurdistan) in July 2012, at least 30 civilians have been slaughtered on the border between Syrian Kurdistan and Turkish Kurdistan. While the Turkish state embraces the militants, that are the enemies of humanity, it does not hesitate to target civilians who support the Kobani resistance, who go to provide humanitarian aid or are maintaining a vigil at the border. Every year the Turkish state extra judicially executes dozens of people on the borders that divide Kurdistan. Kader Ortakaya was the latest victim of these attacks. 28 year-old Ortakaya, from Siverek, came from Istanbul about a month ago to join the vigil in Pirsus. Ortakaya, a student at Marmara University, was shot in the head by Turkish soldiers as she crossed the border to support the Kobani resistance on 6 November. Kader was the only woman activist in the group crossing the border. Three days before that, on 3 November, a civilian from Kobani died in agony in front of watching Turkish soldiers. 32-year-old Necip Reşad Seydi was next to vehicles in the border area near the village of Siwêdê in Suruç when he was wounded in the thigh by shots fired by IS militants...[firatnews.com](#) | [Ekurd.net](#)

KRG SEEKS RECOGNITION OF ISIS CRIMES AS ACTS OF GENOCIDE

November 8, 2014

Erbil: A Kurdistan Regional Government committee visited Europe last week to campaign for international recognition of ISIS's crimes against religious and ethnic groups as acts of genocide. The KRG High Committee on International Recognition for ISIS's crimes against different religious and ethnic groups in Shengal and other areas of Kurdistan made the week-long visit to raise international awareness and to submit documents and evidence to the International Criminal Court (ICC). During the visit, members of the committee met with the president of the ICC and other organs of the court, several members of the European Parliament in Strasbourg and Brussels, officials from the foreign ministries of the Netherlands and Belgium, the Amnesty International office in the Netherlands, the European Commission for External Affairs, the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in Geneva, and the International →

⇒ Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia. At the meetings, members of the committee presented documents and evidence on the crimes committed by ISIS terrorists and called for moral and legal support from members of international community, the United Nations, European Union and ICC. The committee also discussed the possible legal mechanisms...krg.org

IRAQI KURDS UNABLE TO ESTABLISH INDEPENDENT STATE: BARHAM SALIH

November 8, 2014

Erbil: Kurdistan Regional Government (KRG) former Prime Minister Barham Salih said Iraqi Kurds are unable to establish their own independent state. Also a leading figure of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Salih told "a Conference for Dialogue and Peace" in Erbil that establishing an independent state is the demand of almost all political lines and figures but achieving the aim is impossible. He noted there is not enough political will for the move and the Kurdish region also suffers from the lack of a united military force after 22 years. He reiterated that besides a united joint military force a strong economic strategy is needed to stand up against possible threats. kurdpress.ir

PESHMERGA WAITING FOR A RESPONSE FROM ABADI'S GOVERNMENT ON THE REQUEST OF THE EIGHT POINTS

November 11, 2014

Erbil: The Secretary General of the Ministry of Kurdistan Regional Government, Lt Gen. Jabbar Yawar revealed on Tuesday, that his ministry is waiting for a response from Iraq's federal government on paper made up of eight points that was delivered to the Minister of Defense, Khaled al-Obeidi during his recent visit to the region last Thursday. Yawar said that "The paper was delivered to the Secretary of Defense concerning the future security coordination, arming Peshmerga forces, and the subject of Peshmerga element's salaries, security and coordination in the implementation of military operations in the Joint Security Cutters, noting that al-Obeidi was positive with paper but some of its clauses were outside his validity and require a decision from the federal government. Yawar said his ministry had informed the Minister of Defense al-Obeidi that Peshmarga forces are willing to provide support of the military processes if Iraqi ground forces would be brought to Mosul city. The Iraqi Ministry of Defense began steps form the formation of the Iraqi army and federal police battalions which will regain control of the mission to restore Mosul city from the presence of ISIS elements in coordination with the international coalition...shafaaq.com | Ekurd.net

PYD: THE SYRIAN REGIME ONLY BOMBED US

November 12, 2014

Erbil: The Representative of the Democratic Union Party (PYD) in Iraq's Kurdistan Region, has accused the Syrian regime of only bombarding Syrian Kurdistan [the Kurdish region in northern Syria] and rejected those reports that Assad government have helped his party. Gharib Hasso the PYD envoy in Erbil has responded to the recent accusation of Syrian Foreign Minister, Walid Muallem and said labeled Muallem a representative of a chauvinist party. Last week, in an interview, Muallem pointed out that Syrian government has helped Kobani, but Hasso rejected Muallem's statement and accused him by distorting the reality and public opinion. After the Muallem interview, the Kurdistan Region President, Massoud Barzani also criticized the foreign minister and said that Muallem's views is a reflection of the current state the Syrian regime is in. "The Syrian regime neither helped us nor we asked them for support," said Hasso from Erbil...basnews.com | Ekurd.net

KURDISTAN PARLIAMENT HONORS FORMER SPEAKER DR. KAMAL FUAD

November 17, 2014

Erbil The Kurdistan Parliament has lowered its flag to commemorate the death of Dr. Kamal Fuad, former speaker of parliament, and one of the co-founders of the Patriotic Union of Kurdistan party (PUK). Fuad was born in the city of Slémanî in 1932, and received his education at Humboldt University in Germany, earning a doctorate in philosophy. The Kurdistan parliament issued a statement saying: To honor and respect the work and

services of the late speaker of parliament, the Kurdistan parliament presidency has decided to lower its flag." Fuad was appointed as the head of the PUK bloc during the first term of the Kurdistan parliament, which was established in 1991. He was among the 59 MPs who went on strike to protest against the civil war, the statement said. "He was always a champion of brotherhood, unity and protection of the people," it added. "He played a prominent role in unifying the Kurdish parliament in 1998 towards the peace-process in the Kurdistan region." rudaw.net

KIRKUK OIL ONLY BE EXPORTED THROUGH KURDISTAN REGION

November 17, 2014

Kirkuk: The head of the Kirkuk Provincial Council, Rêbwar Talabani, has said that the only way to export Kirkuk oil is via pipelines through the Kurdistan Region. Once a decision is made to utilize this route, they can sell 400,000 barrels per day. Talabani revealed that they are trying to restart official sales of Kirkuk oil, "The previous pipeline through which Kirkuk oil was sold is under Islamic State control. The only way to export and sell Kirkuk oil is through the Kurdistan Region." He continued, "Kirkuk has the ability to sell 400,000 oil barrels per day." Baghdad has agreed to allow Kirkuk's oil to be piped through Kurdistan as there is no alternative route, and the federal government needs to increase overall oil revenues. kurdpress.ir

ISIS EVICTING KURDISH SHABAKS FROM LANDS THAT ARE GIVEN TO ARAB LOYALISTS

November 21, 2014

Erbil: The Islamic State group (ISIS) militants are conducting ethnic cleansing around Mosul, seizing Kurdish properties and lands and giving them to Arabs, a Kurdish official said. "ISIS terrorists have brought 218 families from Ramadi and Beiji to live in Kurdish-Shabak properties surrounding Mosul," said the Kurdistan Democratic Party's (KDP's) Sa'ed Mamuzein. "These families are armed, and are against Peshmerga forces, and they are a total of 618 people," he told Rudaw. "Shabak-Kurds have fled in fear of ISIS, leaving behind their belongings which are now seized by ISIS," according to Mamuzein. "ISIS terrorists are cracking down on families, searching house-to-house to conscript people by force. Those who don't fight have to pay" financially, he said. "ISIS is getting desperate. This is why we are seeing bomb attacks. It is because they are growing weak." This would not be the first time that Iraqi Kurds have been displaced and Arabs brought in. Under ousted Iraqi dictator Saddam Hussein's Arabization program of the 1970s, many were displaced after Kurdish property owners found themselves with a legal decree that invalidated their claims of ownership without compensation. rudaw.net

GORRAN: BAGHDAD IGNORES ARMING PESHMERGA FORCES REQUESTS

November 21, 2014

Change bloc internalized in the Kurdish coalition forces, said that the federal government still ignores arming Peshmerga forces with medium and heavy weapons to face the elements of the Islamic State IS group despite that Peshmerga follow the federal military system. The member of the bloc , Amin Baker said that the Peshmerga forces did not seize any heavy weapon of the Iraqi army last June after the withdrawal of army troops from some areas in Salahuddin, Nineveh and Kirkuk," adding that "the weapons that exist among Peshmerga troops are mostly medium to light." Baker explained that "instead of asking some politicians for Kurdistan Regional Government to return the weapon of the Iraqi army that the Peshmerga forces have and fighting IS on several fronts , it was incumbent on them to pressure the federal government to arm Peshmerga forces." Baker said that "Peshmerga forces are currently in dire need of heavy weapons to use them in battles against IS elements who have heavy and sophisticated weapons obtained from the Iraqi army after their withdrawal." The federal government has banned over the past years Kurdistan region from getting heavy weapons from various countries under the pretext that the reinforcement must be within the Iraqi military system (Ministry of Defense). shafaaq.com | Ekurd.net

◆ ◆ ◆

Middle East's borders are being redrawn by force

The Islamic State is trying to change the map created after World War I. America's Kurdish allies have a different outcome in mind.

By Charles M. Sennott
November 10, 2014
www.globalpost.com

KHANAQIN, Kurdistan region 'Iraq' — A wind-swept hilltop of parched, brown earth provided as good a vantage point as any to watch Iraq coming apart.

A skirmish here in early October along the front line between Kurdish forces and the Islamic State, with Iraqi Army troops absent from the mix, offered a glimpse of a national fracturing along the lines of the three main religious or ethnic groups — Sunni, Shia and Kurd.

But these new stress cracks in Iraq, which have now widened into what regional analysts believe are irreparable divisions, actually date back 100 years to World War I.

The victorious British and French brought arrogance and ignorance to drawing the boundaries of a modern state of Iraq that ignored deep ethnic and religious divisions. Their goal in drawing these lines of control was all too predictable: controlling the oil fields.

If this all sounds familiar, it's for good reason. The Americans made the same mistake, regional analysts and historians say, when they arrived in 2003 without any serious consideration of the role that sectarian and tribal allegiances would likely play in the vacuum of power left by a toppled dictatorship.

After a disastrous war that began in 2003 and a full pullout of all military troops in 2011, the US is now paying for that failure to learn the lessons of World War I as the ethnic divisions have dramatically resurfaced and yielded the dark force that is IS.

The small battle against IS fighters that took place here in October near the village of Kubashi was hard along the southeast border of Iraqi Kurdistan, not far from the Iranian border. Kurdish peshmerga forces were positioned on the hilltop with two artillery cannons pointed down into a barren valley where about a dozen fighters of the Islamic State were holed up.

The peshmerga marched the mortars in and eventually struck the target. A cloud of dust and the echoes of mortar blasts lingered in the canyon along with a question as to whether or not the action actually killed the Islamic State fighters.

It was a classic skirmish in a confusing, daily battle that feels like a stale-



Kurdish Commander Hussein Mansour stands before a detailed topographical map and points to the boundaries of Iraqi Kurdistan in September 2014. (Tracey Shelton/GlobalPost)

mate between the legendary Kurdish forces, or peshmerga, and the equally determined forces of the Islamic State, or IS.

The Kurds, backed by the United States and its airpower, are taking on IS advances while simultaneously trying to carve out their own independent state in northern Iraq. IS stunned the world this summer when it emerged out of the darkness of the war in neighboring Syria and seized Mosul in northern Iraq. With initial support from the local Sunni population, IS quickly established what it calls an Islamic caliphate.

The Iraqi army, which was seen by so many Sunni Iraqis in Mosul as a Shia militia headed by the Shia-dominated central government in Baghdad, offered little resistance to IS and virtually collapsed.

Before the Great War, the Ottoman Empire ruled this part of the world for 400 years by allowing these three rival groups to establish three autonomous provinces, or vilayets. That is, until a new nation was artificially conceived by a duo of British and French diplomats named Sir Mark Sykes and Francois Georges-Picot.

They famously crafted the 1916 Sykes-Picot Agreement which secretly carved up spheres of influence in Syria and Mesopotamia, or Iraq as it would later be called, for the Triple Entente powers after they defeated the Ottoman and Austro-Hungarian empires.

History has repeated itself in Iraq for the American empire.

Scott Anderson, a war correspondent

and author of "Lawrence in Arabia," recently wrote, "The American misadventure in Iraq has proven to be by far the more ruinous one," he recently wrote.

"At least its British forebear had the unintended consequence of uniting — however briefly — Iraq's fractured population in opposition to their rule, whereas the more recent occupation spawned sectarian divides that remained when the US withdrew its forces in 2011. The result over the last decade has been the gradual dismantling of the Iraqi nation," he added.

For the self-proclaimed Islamic State, this history is well known and its lessons are as fresh as today's Twitter feeds. In fact, when the IS fighters were bulldozing their way across the border between Syria and Iraq in June they were live tweeting under this hashtag: #SykesPicotOver.

In a propaganda film produced by IS which is titled "The End of Sykes-Picot," a Chilean recruit to the Islamic State's jihad, who is identified as Abu Safiya, is depicted raising the black flag of IS at the border.

Speaking to the camera, he says, "As you can see this is the so-called border of Sykes-Picot. We don't recognize it and we shall never recognize it. It is the first border we shall break, inshallah, and it is not the last border we will break, inshallah."

Djene Rhys Bajalan, a professor of history at the American University of Sulaymaniyah, said the historical parallels between the current moment and World War I are alive in the rhetoric of the ongoing conflict. But as he points out, there is a profound difference.

"When the lines were drawn at the end of the First World War, they drawn without the participation of the people. The fundamental difference today is that the people here living in [Iraq] now are in the process of redrawing the borders themselves," said Bajalan.

The Kurds know their history as well, and they too are setting out to redraw the lines of World War I and finally achieve an independent state. They seem to be in the process of rewriting their own historical narrative.

The road near Chamchamal has become a corridor of remembrance intended to build a timeline of Kurdish history which stretches from its ill-fated alliance with the Ottomans against the British to its long quest for

➔ independence through many years of suffering under the tyranny of Saddam Hussein.

There is a new museum that commemorates the genocidal Anfal campaign by Saddam Hussein that killed 180,000 Kurds from 1986 to 1989 including the use of chemical weapons against civilians in the Kurdish town of Halabja.

Just up the road, there is also a new bronze relief statue and a park that has been erected in the last year dedicated to Sheikh Mahmoud, the legendary Kurdish fighter in World War I who made a last stand against British forces from a rocky escarpment alongside the road.

Kaiwan Azad Anwer, an Iraqi historian, invited us into his library to view old maps and books on World War I and said he believed the Kurdish people continue to pay dearly for siding with the Ottomans.

"From the time of Sheikh Mahmoud to today, the mistake haunts us," Anwer said.

"But after 2003, history has taken a different direction. In siding with the United States in 2003 and now against IS, we are ensuring our independence. We will never have the same Iraq again. And anyone who tries to save the old Iraq is wasting their time," he added.

These lines of history do not feel academic or abstract in the barracks of the Kurdish forces under Commander Hussein Mansour.

Inside the office, he made small cups of powerful Iraqi coffee on an espresso machine. The sound of distant mortar

"We will never have the same Iraq again. And anyone who tries to save the old Iraq is wasting their time."

~Kaiwan Azad Anwer

fire and field radios mixed with the ring-tones of an iPhone 5. He stood before a detailed, topographical map of the area and pointed to the boundaries of Iraqi Kurdistan.

He showed where the IS forces were challenging them, and he waved his hand across the area that is technically under control of the Iraqi state even though, as he explained, the Iraqi army has been nowhere to be found.

"It's time to fix the lines on this map, to restore them to what they should be. And to fix these lines will require blood," says Mansour, dramatically pausing for translation and wanting the words to sink in.

"These lines that were drawn through history. They were drawn 100 years ago by colonial powers who did not understand who we are and then by a dictator who exploited them to divide us," he said.

He circled the area of the fighting and

Mobile artillery trucks move after clashes on the IS/Peshmerga front line on the outskirts of Kubashi on Monday. (Tracey Shelton/Global Post)



explained that it is on the northern edge of Diyala Province, approximately 50 miles northeast of Baghdad along the Iranian border. The area runs up to the outskirts of Baghdad and was long a hotbed of activity for al Qaeda in Iraq, which claimed the area as a caliphate back in 2005 and 2006.

It was this lawless area that provided the soil in which the first seeds were planted of what would become IS. The US forces combined with the Sunni Awakening pushed back on IS and had greatly diminished their organization. That is, until the war in Syria when they were able to regroup as a fighting force and come together with former Baathist military commanders and professional soldiers with whom they shared time in prison under the American occupation.

In Syria, IS also picked up international fighters who were coming across the porous border between Turkey and Syria. And when they moved into Iraq and overran Iraqi army bases they were suddenly in control of American-made weaponry, including armored vehicles, artillery cannons, anti-aircraft and tanks.

Mansour said IS has returned to this area because its leaders know the importance of this pocket of land which stretches to the outskirts of Baghdad.

That's why IS fighters blew up a bridge between Khanaqin and Jalawla in early August to try to fracture the Kurdish forces as the militant group is actively trying to gain a foothold. To prove the point, Mansour ordered some of his men to fetch large plastic jerry cans they had seized from IS. They were filled with explosive materials, which he describes as a uniquely volatile mix of C-4 and TNT that are used in powerful roadside bombs and suicide bombing vests.

"Airstrikes are needed here for sure," said Mansour, who claimed that they have requested air support from the US military, but not yet seen any response.

"I still do not think America understands what we are up against here, and just how big this moment is in the history of Iraq and in our history as Kurds," he added.

A few days earlier, I had met with Anarmin Othman, a Kurdish party official in the Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, who served as a minister in the cen-

tral government under Iraqi President Jalal Talabani.

In 2005, she helped to author Article 140 of the Iraqi constitution, laying the groundwork for the eventual autonomy of the Kurdish region. So far the plan has not been fulfilled. Othman said that the Kurdish parties were now forming a committee that will draw a new map of Iraqi Kurdistan following the definitions spelled out in the constitution and that "independence is inevitable."

Othman knows the topography, and she knows the history of the struggle over who will control the northern Iraqi city of Kirkuk and its vast oil fields if Iraq does indeed come undone.

"Both the Ottomans and then the British defined Kirkuk as Kurdish because a majority there was Kurdish. But when oil was discovered, it became a different story. The British began to construct the northern oil fields and get yield. So the creation of Iraq was wrong from day one," she said.

"It was a big mistake of history. The Sunni and the Shia have hated each other for 1,400 years. In my time in parliament in Baghdad, I saw this. They will never live in peace," she added.

"In the next two years, the map of the Middle East will change dramatically," Othman said.

President Obama may have succeeded in keeping a campaign promise to bring home the troops home from what he called a "dumb war," but now the unfinished momentum of history is pulling the US back into war in Iraq.

For now, the American involvement is limited to airstrikes and some 1,500 advisers on the ground. But most regional and military experts are under no illusion that this faltering approach will last, and there is a growing consensus that the US will indeed need ground troops to succeed in Obama's vow to "degrade and destroy" IS.

"History is unfolding right now," said the Kurdish commander Mansour. "America has already proved that it failed to learn the lessons of the past and of World War I. We know that. But the question now is do they understand the present, do they really get what is happening on the ground here?" ♦

En Irak, le Kurdistan et Bagdad trouvent un accord sur le pétrole

L'accord conclu entre gouvernement central et la région autonome du Kurdistan réduit la menace de division face à la menace djihadiste

François d'Alançon (à Erbil)
www.la-croix.com
15/novembre/2014

Ce n'est pas du troc mais cela y ressemble. Le gouvernement central irakien et la région autonome du Kurdistan ont conclu un accord partiel sur leur différend pétrolier et financier. Dans un premier temps, le gouvernement fédéral va transférer 500 millions de dollars (400 millions d'euros) au gouvernement régional du Kurdistan (GRK). En échange, la région autonome mettra 150 000 barils par jour (bpj) à la disposition de Bagdad.

Un second paiement d'un milliard de dollars doit suivre en novembre, en échange de la mise à disposition de 150.000 barils de pétrole par jour au gouvernement fédéral.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL KURDE ENDETTÉ

Chacun avait intérêt à trouver un compromis. Depuis le début de cette année, Bagdad ne versait pas les salaires des fonctionnaires kurdes, comme la Constitution l'oblige à le faire.

Le gouvernement régional du Kurdistan a certes exporté 34,5 millions de barils de pétrole depuis janvier, pour un revenu net de 1,7 millions de dollars (1,36 milliard d'euros). Mais ce montant ne suffit pas à couvrir ses dépenses de fonctionnement, sans compter les coûts liés à l'afflux de réfugiés syriens et de déplacés irakiens et au renforcement des peshmergas, les forces armées kurdes, face à la menace des djihadistes de Daech (Etat islamique). Le gouvernement régional kurde s'est rapidement endetté et les lignes de crédit devenaient de plus en plus difficiles à trouver.

LA LUTTE COMMUNE CONTRE LES DJIHADISTES

De son côté, le gouvernement central irakien traverse également une période financière délicate avec des réserves limitées, la chute des cours du pétrole et des exportations de pétrole limitées par le goulot d'étranglement du terminal de Bassorah au sud du pays.

L'accord a été conclu après des discussions au Kurdistan entre le ministre irakien du Pétrole, Adel Abdel Mehdi, et le Premier ministre kurde, Nechirwan Barzani.



« L'accord ne règle pas le fonds du contentieux mais c'est une mesure de confiance qui contribuera à améliorer les relations entre Bagdad et Erbil dans leur lutte commune contre les djihadistes », note un diplomate. L'élection, en septembre dernier, de Haider al-Abadi au poste de premier ministre irakien a ouvert un nouveau chapitre, après huit ans d'animosité entre son prédécesseur Nouri al-Maliki et le président de la région kurde Massoud Barzani.

Nerchivan Barzani, premier ministre kurde, doit se rendre à la tête d'une délégation à Bagdad dans les prochains jours pour tenter de résoudre les questions en suspens : le paiement des arriérés dus aux Kurdes sur le budget 2014, le contrôle du champ pétrolier de Kirkouk et le contrôle par le gouvernement régional kurde de ses exportations et revenus pétroliers.

LA FAIBLESSE DU DISPOSITIF MILITAIRE KURDE

En juin, après la chute de Mossoul aux mains des extrémistes sunnites, les peshmergas s'étaient empressés de combler le vide sécuritaire créé par le retrait des forces armées irakiennes en prenant le contrôle de la ville et de la province de Kirkouk, des territoires disputés entre le gouvernement central et la région kurde.

Deux mois plus tard, toutefois, les djihadistes se tournaient contre les combattants kurdes dans le Sinjar et la plaine de Ninive, révélant la faiblesse du dispositif militaire kurde. Les peshmergas défendent aujourd'hui un front étiré

sur plus de 1000 km, de la frontière syrienne au nord-ouest, à la ville de Khanakin, proche de la frontière avec l'Iran, au sud-est.

Selon la Constitution irakienne, le Kurdistan devrait recevoir 17 % du budget de l'État, principalement alimenté par le pétrole. Le gouvernement central accuse le gouvernement kurde de ne pas respecter les règles et d'exporter directement et à son seul profit des hydrocarbures via la Turquie, sans reverser ces revenus au budget central. Bagdad estime que l'énergie produite dans les régions appartient au pays tout entier alors que le Kurdistan traite directement avec des compagnies pétrolières au motif que le pétrole produit sur son sol est sa propriété.

UNE BOUFFÉE D'OXYGÈNE POUR LA SOCIÉTÉ KURDE

À Erbil, la levée du « blocus financier » de Bagdad signifie d'abord que les fonctionnaires - environ 700 000 personnes dans le Kurdistan irakien -, devraient commencer à toucher leurs salaires. Une véritable bouffée d'oxygène pour une société qui subit de plein fouet les effets de la crise politique avec Bagdad, le climat d'insécurité généré par la menace djihadiste et le fardeau des réfugiés.

Investissements en panne, commerce avec l'Iran, la Turquie et le reste de l'Irak en chute libre, chantiers de construction à l'arrêt, faillites d'entreprises : les autorités kurdes ont réalisé qu'en dépit de leurs exportations de pétrole, elles n'avaient pas les moyens de faire cavalier seul en se passant du soutien financier de Bagdad. ♦

Près de 1 200 morts à Kobané en deux mois

16 novembre 2014 - Beyrouth (AFP) www.lepoint.fr

Environ 1.200 personnes, pour la plupart des jihadistes du groupe extrémiste Etat islamique (EI) et des combattants kurdes, ont été tuées en l'espace de deux mois dans la ville syrienne de Kobané, a rapporté dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Outre les combats, qui se poursuivaient notamment dans le sud de cette troisième ville kurde de Syrie, frontalière de la Turquie, la coalition internationale a mené dans la nuit de samedi à dimanche de nouveaux raids aériens contre le groupe jihadiste à Kobané.

Selon un journaliste kurde syrien, Moustapha Abdi, qui se trouve du côté turc de la frontière, les avions de la coalition "ont mené au moins sept raids nocturnes très intenses".

Les explosions ont été entendues à 20 km de Kobané, faisant trembler les voitures des

journalistes présents à la frontière, a-t-il ajouté.

Kobané "est passée de la défense à l'attaque en raison des raids aériens et du soutien apporté aux combattants kurdes des YPG par les peshmergas (combattants kurdes irakiens) et (les rebelles de) l'Armée syrienne libre".

L'OSDH a fait état dimanche d'affrontements dans le sud de la ville qui "se poursuivent depuis plus de 70 heures", ajoutant d'autre part que les combattants kurdes ont fait exploser un véhicule de l'EI qui circulait dans l'est de la province de Kobané tuant trois jihadistes.

Depuis samedi soir, 23 combattants de l'EI, dont deux commandants, ont été tués à Kobané et ses environs, ainsi que quatre combattants kurdes, selon l'ONG.

"Les combattants kurdes avancent lentement à cause des mines posées par l'EI. Ils tentent de reprendre les secteurs pris par Daesh (acronyme arabe de l'EI)", selon le journaliste Abdi.

Le groupe Etat islamique a lancé une offensive à la mi-septembre contre la région de



La ville de Kobané en Syrie lors d'une attaque, vue depuis la ville turque de Mursitpinar, le 13 novembre 2014 © AFP - Aris Messinis

Kobané. Après s'être emparé de dizaines de villages, les jihadistes, précédés d'une réputation de brutalité inouïe, se sont présentés le 6 octobre aux portes de Kobané, suscitant un mouvement de panique parmi les habitants qui ont fui par dizaines de milliers vers la Turquie voisine.

L'OSDH fait état de "1.153 morts à Kobané depuis le 16 septembre", date du début de l'offensive jihadiste. Parmi les morts figurent 712 jihadistes de l'EI, 398 combattants kurdes et 27 civils kurdes, ainsi que 16 rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL). ■

La guerre en Irak est "différente" cette fois-ci



AFP / 19 novembre 2014 www.lalibre.be

Les actions militaires menées actuellement par les Etats-Unis en Irak ont de meilleures chances de réussir que lors de la guerre lancée en 2003, car les Américains jouent depuis le début un rôle de soutien aux forces locales, a estimé mercredi le général Martin Dempsey.

"Nous adoptons une approche différente" cette fois-ci, a expliqué le plus haut gradé de l'armée américaine, lors d'une conférence à Washington organisée par le site internet Defense

One.

"Au lieu de se saisir (du pays), de le posséder et ensuite de progressivement y assurer une transition, nous disons (aux Irakiens) depuis le départ, écoutez, il s'agit de vous, cela doit être votre campagne", a-t-il ajouté.

Martin Dempsey a cité en exemple un épisode survenu lors de sa visite en Irak ce week-end. L'armée irakienne a demandé de l'aide aux Etats-Unis pour parachuter du matériel à 1.300 soldats kurdes sur le Mont Sinjar dans le nord du pays. Mais le commandant américain à Bagdad a noté que les Irakiens disposaient d'un avion cargo C-

130J ainsi que de pilotes entraînés capables de prendre en charge la mission.

"Ce que le commandant sur le terrain a dit, en clair, c'est: +Nous allons vous fournir de l'expertise sur ce que vous n'avez pas, mais vous avez tout ce dont vous avez besoin pour accomplir cette mission+", a-t-il poursuivi.

"Ainsi, la seule chose que nous avons fournie à ce moment-là a été de l'expertise pour monter le système d'extraction du parachute", a-t-il précisé, pointant la grande différence d'approche par rapport à l'invasion américaine de l'Irak en 2003 et à l'occupation du pays qui a suivi.

"Ils font ce qu'ils peuvent et nous comblons les lacunes tout en continuant à renforcer leurs capacités", a ajouté Martin Dempsey, qui dirigeait les soldats américains en Irak lors du précédent conflit.

Le président Barack Obama a autorisé au début du mois l'envoi de 1.500 conseillers militaires américains supplémentaires en Irak pour entraîner et assister les forces irakiennes, y compris kurdes, dans la lutte contre l'organisation Etat islamique, en plus des frappes aériennes de la coalition internationale.

Selon le plus haut gradé américain, les forces irakiennes "se débrouillent beaucoup mieux" à présent face aux jihadistes du groupe Etat islamique. "Mais elles ont toujours de profondes faiblesses structurelles que nous, mais surtout elles, devons structurer".

Avec l'aide de la coalition, "je pense qu'il va continuer à y avoir des progrès sur le terrain" dans les prochains mois. ●

LE FIGARO

mardi 18 novembre 2014

En Irak, l'armée avance face à Daech

En une semaine, elle a fait reculer les djihadistes de l'EI dans trois secteurs du « pays sunnite ». Un succès possible grâce à un appui américain et aux milices chiïtes, allié encombrant pour Washington.

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr

MOYEN-ORIENT L'armée n'a pas encore repris la raffinerie stratégique de Baiji, mais, depuis samedi, elle a brisé le siège de cette vaste emprise convoitée par les djihadistes depuis le début de leur offensive en juin pour conquérir « le pays sunnite » d'Irak. Même si tout au long du siège de Baiji, à 200 km au nord de Bagdad, Daech (acronyme de l'État islamique, en arabe) a pris soin de ne pas détruire la poule aux œufs d'or que représente ce lieu de production de 300 000 barils de pétrole par jour, il s'agit d'un indéniable succès pour les forces de sécurité. Surtout après leur débâcle qui avait vu quatre des treize divisions de l'armée se débander devant des djihadistes qui mirent la main sur de vastes territoires du nord et de l'ouest de l'Irak.

Ce succès intervient après deux autres enregistrés depuis une semaine. Mercredi, l'armée est parvenue à chasser les djihadistes du barrage d'Adhaim, au nord de Bagdad. Et vendredi, elle a regagné la ville même de Baiji, à neuf kilomètres de la raffinerie. Ces succès ont été salués par le chef d'état-major américain interarmes, le général Martin Dempsey, en visite à Bagdad au cours du week-end, et par Laurent Fabius, qui parla de « progrès remarquables ». Un compliment qui mit du baume au cœur du premier ministre Haïdar al-Abadi, ulcéré par de récents propos de François Hollande sur l'inefficacité de l'armée face à l'État islamique. Avait-il tort ? Pas forcément. « On nous dit que le vent a tourné en faveur des forces de sécurité irakiennes », confie un militaire français, sceptique sur leurs capacités à soumettre des djihadistes bien armés et motivés jusqu'à la mort.

Cette gerbe de victoires, l'armée irakienne la doit en effet aux miliciens chiïtes qui l'épaulent, ainsi qu'à certaines tribus sunnites engagées dans un combat commun contre Daech, et à un précieux appui aérien fourni par l'aviation américaine. « Et depuis quelque temps, les Américains utilisent même des hélicoptères Apache, fait observer Richard Terzan, ancien militaire français reconverti dans la sécurité privée en



Les forces de sécurité irakiennes prennent position autour du village d'Adhaim au cours d'un déploiement de troupes pour reprendre un barrage, la semaine dernière, au nord de Bagdad. REUTERS

Irak depuis dix ans. Or, qui dit Apache, dit appui au sol par des militaires américains pour guider et désigner des cibles. »

Opération mains propres

Un détail n'a pas échappé aux observateurs : ce week-end, le général Dempsey était en tenue de combat durant ses rencontres avec les leaders irakiens. Si Washington campe toujours sur son refus d'envoyer des troupes au sol, l'engagement américain est plus visible. Une « nouvelle phase » de la lutte contre Daech s'est ouverte la semaine dernière avec un premier déploiement hors de Bagdad d'une cinquantaine de soldats américains dans la base d'Ein Assad au nord du pays. Ils s'ajoutent aux 3 000 conseillers dépêchés auprès de l'armée irakienne, et aux très discrètes forces spéciales dont la mission est de traquer les chefs de Daech, à commencer par Abou Bakr al-Baghdadi.

Mercredi, le barrage d'Adhaim a été repris après seulement quelques heures de combat. « Les djihadistes ont de plus en plus de mal à déplacer leurs convois, constate Richard Terzan. Les frappes américaines brisent leurs capacités logistiques ». À Adhaim comme à Baiji, les miliciens chiïtes de la Force Badr paraissent avec leurs bandanas verts, en faisant le V de la victoire. De bien encombrants alliés pour les Américains. Pour que des tribus sunnites continuent de rallier l'armée contre Daech, les badrites et autres combattants du Hezbollah irakien, régulièrement accusés d'exactions contre les populations des villages sunnites libérés, doivent absolument battre en retraite. Problème : après dix

ans de chasse aux anciens officiers pro-Saddam Hussein, l'armée manque de cadres compétents, et peut donc difficilement se passer de ces suppléants chiïtes, encadrés par la Force al-Qods iranienne, et indispensable à la défense de Bagdad. « Que peut faire le premier ministre, alors que c'est le ministre de l'Intérieur qui contrôle ces milices ? », s'interroge un diplomate à Bagdad.

Conscient qu'il ne vaincra pas Daech sans les sunnites, Haïdar al-Abadi a commencé d'agir. Mercredi, il a limogé 26 gradés et mis en retraite dix autres, des généraux pour la plupart, restés fidèles à son prédécesseur Nouri al-Maliki, lui-même accusé d'avoir fortement « chiïtisé » les forces de sécurité. « Ce remaniement est aussi une tentative de séduction de l'opinion sunnite qui n'a plus confiance dans son armée et s'indigne de l'incompétence des cadres et de la corruption régnante », affirme Richard Terzan.

Malgré l'hostilité de nombreux responsables chiïtes, le premier ministre s'est également résolu à octroyer une marge de manœuvre accrue aux conseillers américains. Leur constat est sans appel : seule une moitié des quelque 250 000 soldats sont des alliés fiables contre l'État islamique, et l'armée est encore incapable de reprendre Mossoul, la deuxième ville d'Irak. Des combattants issus des tribus sunnites - 20 000 environ - devront recevoir une instruction. Ce sont eux qui aideront les Américains sur le terrain, avant de constituer l'ossature d'une future « garde nationale » pour sécuriser un « pays sunnite » débarrassé de Daech. Une perspective encore bien lointaine. ■

1 700 Européens dans les combats

Un quart des engagés ont regagné le sol de l'UE, créant l'inquiétude

BRUXELLES - bureau européen

Un virus qui évolue constamment en réponse à nos efforts pour le maîtriser : c'est de cette façon que le coordinateur européen de la lutte anti-terroriste, Gilles de Kerchove, décrit le phénomène de l'implication de jeunes Européens dans les combats en Syrie et, désormais, dans les pays voisins. Ils seraient quelque 3 000 aujourd'hui - 5 000 selon des sources américaines -, autant qu'en Afghanistan au plus fort de la guerre.

Parmi eux, 1 700 environ sont directement impliqués dans les combats, d'après des estimations convergentes des services de renseignement. Un chiffre toutefois approximatif, compte tenu des difficultés d'un tel recensement : « 50 % de ces jeunes n'ont été identifiés qu'une fois arrivés sur place », relève un expert. On a recensé une forte augmentation des départs en 2013, mais le nombre total de ceux qui sont partis reste lui aussi incertain, comme celui de ceux qui ont réellement participé aux combats, soit dans les rangs du Front Al-Nosra, lié à Al-Qaïda, soit dans ceux de l'Etat islamique.

Les services de renseignement estiment que de 20 % à 30 % des jeunes engagés ont regagné le territoire européen, souvent en

Dans près de 90 % des cas, Internet jouerait un rôle-clé, transformant en obsession la situation en Syrie

grande détresse psychologique, parfois la rage au ventre. D'où un autre motif d'inquiétude quant à un possible passage à un acte terroriste. 1 sur 10 de ces *returnees* est jugé réellement dangereux et fait l'objet d'une surveillance rapprochée mais pas permanente : il faut de 15 à 20 agents au total pour surveiller un suspect 24 heures sur 24, estime une source policière.

Exutoire

Parmi les combattants étrangers, le contingent français semble le plus important avec un nombre estimé à près de 400. Le Royaume-Uni en compterait de 300 à 400, la Belgique 350, l'Allemagne 240, les Pays-Bas 150. L'Espagne, l'Italie, le Danemark ou les pays des Balkans sont aussi confrontés à ce phénomène difficile à maîtriser mais dont on commence à avoir une image un peu plus précise.

Des études confirment la rapi-

dité de la radicalisation de la plupart de ces jeunes combattants. « Il ne dure pas plus de quelques semaines », note Erwin Bakker, un spécialiste néerlandais du terrorisme. Dans près de 90 % des dossiers, Internet aurait joué un rôle clé, transformant la situation de la Syrie en obsession pour des jeunes qui vont s'assigner une mission en rejoignant la guérilla djihadiste, trouver un exutoire à leur violence ou simplement un moyen d'exprimer leurs frustrations.

Dans son livre *Néo Djihadistes* (Jourdan, 2013), Claude Moniquet, directeur de l'Esisc, un think tank bruxellois spécialisé dans la sécurité, a présenté une typologie à partir de l'examen en profondeur d'une trentaine de profils. Il relève une majorité (80 %) de convertis ayant souvent une connaissance sommaire de l'islam dérivée par des imams radicaux. Autre tendance générale : la marginalisation sociale (familles déstructurées, parcours scolaire

chaotique, drogue, délinquance...) qui a joué un grand rôle dans la formation intellectuelle et psychologique des intéressés. Un tiers d'entre eux étaient cependant issus de milieux favorisés. L'auteur relève, par ailleurs, qu'un tiers seulement de ces combattants a été formé dans un camp d'entraînement.

Face à la menace djihadiste, les Etats européens ont tardé à coordonner leur riposte. Ils renforcent aujourd'hui leurs contrôles des départs et des arrivées, centralisent davantage leurs informations et établissent des fichiers - pas toujours interconnectés - des « voyageurs à risques ». M. de Kerchove insiste, sans convaincre les euro-députés, sur la nécessité d'un « PNR », un fichier des données de passagers calqué sur le modèle américain. Une négociation avec les grands opérateurs du Web visant à contrer la propagande djihadiste en est, elle, au stade initial. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

L'EXPRESS

22 novembre 2014

Des vétérans canadiens veulent lutter avec les Kurdes contre l'EI

www.lexpress.ch
22 novembre 2014

Une demi-douzaine d'anciens militaires canadiens souhaitent partir aider les Kurdes à combattre des jihadistes de l'Etat islamique dans les semaines à venir.

Plusieurs anciens militaires canadiens ont l'intention de partir aider les Kurdes à combattre l'Etat islamique dans les semaines à venir, rapporte vendredi la presse canadienne. Selon Radio-Canada, une demi-douzaine d'anciens membres des forces armées veulent s'enrôler.

Ces vétérans, précise le "National Post", ont constitué un groupe appelé le "First

North American Expeditionary Force" pour mettre en relation ceux qui veulent aider les peshmergas. Outre les anciens militaires, une Canadienne immigrée en Israël est devenue ce mois-ci la première femme à rejoindre les Kurdes qui se battent contre l'EI en Syrie.

"Nous savons que des Canadiens ont rejoint les forces kurdes", a déclaré un porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères. Mais le gouvernement, a-t-il ajouté, recommande de ne pas se rendre en Syrie ou en Irak.

Ottawa dans la coalition

Des avions de chasse canadiens participent aux frappes aériennes de la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis contre l'EI en Irak. L'entrée dans la coalition

a été suivie par deux attaques mortelles contre des militaires sur le sol canadien en octobre. Selon la police, ces attaques ont été menées de façon indépendante par des radicaux récemment convertis à l'islam.

Un des organisateurs de la "First North American Expeditionary Force", Ian Bradbury, a déclaré au "National Post" que le groupe avait fourni un soutien logistique à un ancien combattant de 26 ans, qui s'est rendu la semaine dernière en Irak.

"Je considère que ce que je fais n'est pas différent de ce qu'ont fait des milliers de Canadiens partis combattre les Allemands lors de la seconde guerre mondiale", a expliqué le combattant au journal. Source: ATS

The brutal reality of life in Iraq's Mosul under Islamic State - 'We are dying'



Since Isis forces stormed Mosul in June, life in the city has rapidly deteriorated with fear and anger commonplace, according to the many refugees who have fled into Kurdish-controlled Irbil

For Sunni Arabs still living in fundamentalist-controlled Mosul, life is sometimes mundane, sometimes terrifying as the occupiers seek to impose their unyielding interpretation of Islam

By Patric Cockburn
www.independent.co.uk
November 10, 2014

ERBIL-Hewlêr, Kurdistan region of Iraq', – "It is like a terrible dream," says a man who has just fled Mosul for Erbil, describing conditions in the city five months after Isis captured it in June. He adds that "from the day they started to blow up the mosques people hated them", referring to the destruction of the Mosque of Younis (Jonah) and other mosques denounced by Isis "as places for apostasy not prayer".

The man, a small businessman who had been an army officer under Saddam Hussein and is now on a pension, was very nervous that anybody should learn his name. Some of his family have stayed on in Mosul to prevent their house being confiscated by Isis. Its officials check house-to-house demanding to see documents proving that the occupant is the owner. If they discover that the real owner has left the city, he is given 10 days to return or his house is confiscated by Isis.

He said actually crossing from Isis-controlled territory to that under the authority of the Kurdistan Regional Government (KRG) had not been difficult.

He had taken the road between Mosul and Kirkuk that was guarded by "a couple of 15- or 16-year-olds with guns" at a checkpoint. A Kurdish friend sponsored him to enter the KRG.

Day-to-day life in the city he left behind was rapidly deteriorating, he said. For 28 days people had no fresh water or mains electricity. They now rely on local generators. Crude oil from Mosul province goes to Syria where it is refined, but the fuel which comes back is poor quality and ruins the engines it is used to power. Some foodstuffs, such as tomatoes, are cheap because farmers have no customers aside from the markets in Mosul.

Life in Mosul for a Sunni Arab – Christians and Yazidis have been forced to flee – is a mixture of normality, inconvenience and fear. Surprisingly, pensions are still being paid by the central government in Baghdad and the man I met at the weekend was still receiving his. But



Isis fighters take part in military training in Mosul

there is the burden of complying with new rules and regulations as Isis imposes its fundamentalist Islamic ideology. Some of these are inconvenient, such as the ban on smoking in public, or trivial, such as the removal of all pictures of Tom and Jerry from the walls of schools.

The imposition of the niqab, fully covering a woman's face, is deeply resented. One woman in Mosul, whose name must also be concealed, writes: "Just this evening, with my old mom, I went out to shop and buy medicines in my car with a thin cloth showing my eyes only. What can I do? Last week, a woman was standing beside a kiosk, and uncovered her face to drink a bottle of water. One of them [Isis] approached her and hit her on the head with a thick stick. He didn't notice that her husband was close to her. Her husband beat him up and he ran away, shooting randomly in the sky as the people, in sympathy, chased him so they could share in beating him. This is just one story of the brutality we are living."

Such examples of open opposition to Isis are limited because people are terrified of savage retaliation at its hands. The retired businessman said this sense of dread never left him, "though generally if you don't interfere with them, they don't interfere with you". But he recalled public executions in the middle of a roundabout, such as that of the lawyer Sameera Salih Ali al-Nuaimy, who had written on Facebook that the blowing up of mosques and shrines by Isis was "barbaric". He says he stays mostly in his house, "going out 10 times in the past two months".

"I was one of the people who hated [Nouri al-Maliki's] army, but now I would like the Iraqi army to come back," he says. "People in Mosul would welcome them. Anybody would be better than Isis, even the Israelis. We are dying."

Such words may be joy to the government in Baghdad and its supporters in Washington or Tehran. But while detestation of Isis is common in the Sunni community in Iraq, so too is fear of the Iraqi army and the Shia militias that are the main fighting force of the Baghdad government.

One of its few military successes has been to relieve the besieged Shia Turkoman town of Amerli, but the 40 Sunni Arab villages nearby have been abandoned by their inhabitants. There is no good option for the Iraqi Sunni community, which knows that it will be punished as likely Isis supporters by vengeful government soldiers and militiamen if they return.

Isis is striking pre-emptively at local leaders in Mosul who might resist it in future. Imams from the mosques have been placed under house arrest and replaced by younger clerics supporting Isis. It does not target potential opponents randomly, but has its own well-organised security service that seeks to eliminate potential enemies before they can act.

When the former governor of Nineveh province, Atheel al-Nujaifi, announced last month that former army officers in Mosul were waiting for the Iraqi army to reach the city before rising up against Isis, the Islamic militants held a mass execution of army and police officers it held.

Isis may be unpopular in Mosul, but it will be difficult to dislodge. □



Turkey's Energy Strategy: Kurdistan Over Iraq

Turkey seeks to position itself at the crossroads of international hydrocarbon transport infrastructure networks. A lack of domestic hydrocarbon resources, a growing demand for energy, and increasing insecurity across the region has led Turkey to deepen its cooperation with Kurdistan. From the perspective of securing energy imports from a stable and trustworthy supplier, this is the right decision, but not one without risk. Recent territorial advances of the newly formed Islamic State threaten to cut the blossoming energy relationship between Turkey and its partner of choice, Kurdistan, before it has had the chance to reach its full potential.



Nicholas Borroz

04/09/2014

Summer 2014

www.turkishpolicy.com

Turkey's energy dilemma has been a significant driver for deepening its energy relationship with Kurdistan.[1] However, this development has come at the expense of alienating Turkey's longstanding relationship with Baghdad. Kurdistan, in turn, seeks to support its independence from Baghdad by transporting oil through Turkey. Deepening ties with Kurdistan makes sense for Turkey from an energy security perspective because Kurdistan has ample supplies of oil and gas and is more secure than the rest of Iraq. Turkey's strategy to diversify its energy supply, however, will depend on the Kurds' ability to maintain stability in the face of the threat of the Islamic State.

TURKEY'S THIRST FOR HYDROCARBONS

With the exception of its reserves of low-grade coal, Turkey lacks significant domestic hydrocarbon resources. In 2012, Turkish production accounted for approximately 6.7 percent of oil demand and just 1.4 percent of natural gas demand. In that same year, Iran and Iraq provided over half of Turkey's oil supply and Russia and Iran provided approximately three-fourths of Turkey's natural gas supply. Turkey wants to diversify away from these suppliers; Iraq's turbulence makes it undependable, Iran as a supplier suffers from decaying infrastructure and international sanctions, and Russia uses its control of hydrocarbon supplies to gain political leverage.

To improve its access to oil and gas, Turkey has sought to develop its status as an energy nexus by building international hydrocarbon transport infrastructure that passes through its territory. The most prominent and successful example of such infrastructure is the Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline, which brings Caspian oil to the Mediterranean by way of Turkey. The pipeline has a capacity of over one million barrels per day (bpd). Until recently, another oil artery passing through Turkey was Baghdad's often dysfunctional Kirkuk-Ceyhan Pipeline; the territory through which this pipeline runs has since fallen

under control of the Islamic State.

Similarly, there have been attempts to build gas pipelines that pass through Turkish territory. TANAP, for instance, is a proposed natural gas pipeline that would transport Caspian gas through Turkey on to Europe.

Ultimately, Turkey aims to access Kurdish natural gas; more so than is the case with oil, which is a fungible commodity sold on global markets, Turkey would significantly benefit as a consumer by having natural gas transportation infrastructure located in its territory. Because natural gas is more cumbersome and costly to transport to end-users than oil, countries in which gas pipelines terminate can reap consumption and price benefits. This is important because, as is the case with many countries, gas as a share of energy consumption in Turkey is set to increase in coming decades. Turkey's Ministry of Energy and Natural Resources, for instance, estimates that between 2013 and 2023, Turkey's demand for natural gas will rise from approximately 45 billion cubic meters (bcm) to nearly 70 bcm annually. Laying the groundwork for energy cooperation with oil pipelines, therefore, is the first step in a long-term strategy of ensuring natural gas supply, which in turn facilitates Turkey's future economic growth.

DISPUTED OIL RIGHTS

Kurdistan has for many years sought to pursue greater autonomy from the rest of Iraq, a venture that began in earnest following the end of the First Gulf War. The primary mechanism through which Kurdistan has attempted to expand its autonomy has been by establishing control over its hydrocarbon resources independently of Baghdad. Because oil revenues make up the vast majority of government budgets in both Kurdistan and the rest of Iraq, gaining control of this revenue stream could facilitate autonomous development.

Traditionally, Kurdistan has not been able to independently export oil. It has instead needed to negotiate the sale of its oil through SOMO, Iraq's federally-controlled oil company. In exchange for contributing to Iraq's oil exports, Kurdistan received a portion of Iraq's overall federal budget. In theory, Kurdistan was to provide 17 percent of Iraq's oil exports and, in return, it would receive 17 percent of the federal budget.

There were several disagreements, however, between Erbil and Baghdad regarding the specific mechanisms of contributing oil and distributing revenue. Both sides argued that the other was falling short of fulfilling its end of the bargain. Additionally, Baghdad and Erbil fought over who had the right to engage oil companies for exploration and production projects, as well as over what types of contracts these companies were offered. Sustainable solutions to these disputes were never achieved, and in 2012, negotiations broke down.

As a result, Iraq cut off budget payments to Kurdistan. Although portions of budget payments have periodically trickled to Erbil since then, for the most part, Erbil has been starved of its financial base. For this reason, Kurdistan has desperately sought new ways to independently generate revenue by transporting its petroleum to global markets. At first, Kurdistan resorted to trucking oil across its borders. This oil, which went to Turkey and likely Iran, was then transported on to markets outside of the immediate region. The quantities of petroleum exported were minimal, however, given the inherent constraints of exporting via truck.

A KURDISH PIPELINE IS REALIZED

In late 2013, Kurdistan dramatically increased its export capacity by announcing that it had built a pipeline connecting its oilfields to the Turkish port city of Ceyhan. The news confirmed speculation that Turkey and Kurdistan had signed backroom deals on future energy cooperation. The pipeline was a huge boost for Kurdistan because it allowed for the transportation to Turkey of far larger quantities of crude than had previously been possible. Whereas before, Kurdistan was reportedly exporting 40,000 bpd via trucks, Kurdish authorities have stated that the pipeline will allow one million bpd of oil exports by the end of 2015 (likely an exaggerated figure, but still a good indication of the dramatic increase in export potential). Iraq responded by threatening legal action against Ankara, Erbil, and companies engaged in Kurdish oil transactions.

In June 2014, the oil tanker United Leadership left Ceyhan carrying a cargo of Kurdish oil that had been transported via the new pipeline. Oil market analysts anxiously watched →

⇒ United Leadership's journey, wondering who would be willing to anger Baghdad by unloading the oil. Nearly two months later, the answer to this question remains unanswered; the contentious cargo has yet to make port. United Leadership is sitting off the coast of Morocco near Casablanca, where it has been located since Moroccan authorities indicated they did not want to get involved in the skirmish over oil rights between Erbil and Baghdad.

United Leadership turned out to be the first of several tankers that left Turkey with Kurdish oil from the autonomous pipeline. Shortly thereafter, another tanker unloaded its cargo in Ashkelon, Israel. A third tanker currently sits off the coast of Texas in international waters after a US judge ordered marshals to seize its cargo. A fourth tanker sits near New Jersey; the original buyers of the cargo stated they will not go forward with the transaction until it is determined who has the right to sell the oil, Erbil or Baghdad. A fifth tanker recently transferred some of its cargo to another tanker in the Malacca Strait in an attempt to covertly sell the oil.

Some observers have pointed to the uncertain fate of the Kurdish tankers as evidence that Kurdish autonomy aspirations still face significant hurdles. But the fact of the matter is that momentum is in the Kurds' favor; as each new tanker leaves Ceyhan, it becomes more unlikely that Iraq will be unable to stop a buyer from purchasing one of the increasing number of cargos at sea. This is particularly true because Baghdad is facing much larger problems than Kurdish autonomy, namely a burgeoning caliphate at its doorstep.

THE DISTRACTION OF A CALIPHATE

In June 2014, the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) quickly replaced the Kurds as Baghdad's primary concern. Over the course of a few days, ISIS forces swept in a southeasterly direction from their strongholds in Syria and western Iraq, with Iraqi security forces fleeing from their path. First Mosul fell, then Tikrit. Media reports were rife with accounts of how quickly Baghdad's forces melted before the oncoming threat, with stories of soldiers leaving behind their uniforms and ISIS taking control of large weapons caches left behind. Then the ISIS advances slowed and eventually three zones of control were established: ISIS in the west, the Kurds in the north, and Iran-backed Baghdad in the south.

With Baghdad fighting for its survival, the Kurds took advantage of the distraction to press forward with their autonomous oil exports. Perhaps the most important development in this respect was the Kurds' seizure of Kirkuk, a symbolically important city to the Kurds that houses large oil reserves. Until ISIS entered the picture, Kirkuk had lain at the frontier between the zones of control between Erbil and Baghdad, and neither side had clear authority. The Kurds have since announced their intentions to link Kirkuk to their nascent pipeline network, presumably with the intent to bring its oil to international markets. Additionally, Kurdistan issued a statement that Iraq was attempting to illegally prevent its right to export oil, threatening to counter Baghdad with legal action. Tanks in Ceyhan that were

reserved for Kurdish oil were filled to their capacity of 2.5 million barrels.

In subsequent weeks, Western media became fixated with events in Ukraine and then Palestine. It appeared that ISIS' momentum had stalled and that no developments of note were occurring in Iraq. This changed with ISIS' announcement of the establishment of a caliphate and ISIS' rebranding as the Islamic State. Currently, Iraq dominates the headlines once more as stories have emerged about the persecution by the Islamic State of the Yazidi ethnic minority group, about the increased confrontations between the Islamic State and the Kurds, and about Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki's relinquishing of power. The US has responded by bombing Islamic State forces near Erbil, and multiple countries have provided airdrops to Yazidi refugees. The Kurds have called upon the US to provide support in order to combat Islamic State advances.

IMPROVING TURKISH ENERGY SECURITY

Favoring Erbil over Baghdad improves the security of Turkey's energy supply. Firstly, Turkey does not need to import oil from Iraq at all. It can instead import shipments from international markets; oil is a global commodity, and there are numerous suppliers besides Iraq that can meet Turkey's demand. It is true that there are some benefits to being directly linked to an oil supplier via pipeline, however Iraq's appeal in this respect is minimal because of its inability to consistently fill pipelines to Turkey; previously, the Baghdad-controlled Kirkuk-Ceyhan Pipeline regularly ran under capacity due to militant attacks (a foreshadowing of ISIS advances to come). With the Islamic State now controlling much of the territory through which Baghdad's pipeline passes, not to mention the seizure of Kirkuk by the Kurds, it is extremely unlikely that Baghdad will be able to provide Turkey with oil any time soon.

Iraq is also not a viable natural gas supplier to Turkey. In theory, Iraq could provide Turkey with significant amounts of gas via as of yet unbuilt pipelines. However, this arrangement seems unlikely given the history of security concerns for oil pipelines in the territory through which Iraqi natural gas pipelines would also need to pass. Furthermore, it is unclear how soon Iraq would be able to construct natural gas pipeline export infrastructures, given the ongoing conflict between Baghdad and the Islamic State.

Kurdistan, unlike the rest of Iraq, is in many ways an ideal supplier of hydrocarbons for Turkey. A 2012 International Energy Agency (IEA) report, for instance, stated that Kurdistan could potentially export 20 bcm of gas annually (for comparison, Turkey consumed 45 bcm in 2012), although experts agree this number is likely unrealistic. It is also worth noting that in the referenced IEA report, this production would not occur until 2035. However, in all scenarios examined by the IEA, the bulk of overall Iraqi production of non-associated gas comes from Kurdistan.

Since the 2012 breakdown in oil export arrangements with Baghdad, Erbil has been bereft of its

portion of the federal budget. In the interim, Kurdistan has reportedly depended upon significant borrowing to cover expenditures, but in the long term, it desperately needs to earn oil export revenues to sustain itself. While it is true that the Kurdish region is prospering in some non-oil sectors, over 90 percent of its budget before the breakdown in negotiations with Baghdad depended on oil revenue. In this arrangement, Turkey holds all the leverage over Kurdistan; whereas it can import oil from global markets, Kurdistan's economic survival relies upon accessing consumers via Turkish territory.

It is possible that Turkey could use this leverage to negotiate favorable oil import deals or transit fees for Kurdish oil passing through its territory. More likely, though, is that Turkey will use its advantage to arrange favorable natural gas import deals once such infrastructure comes into play. As previously mentioned, Turkey is thirsty for natural gas, and importing via pipelines is the preferred method to meet this demand. Although Kurdistan has yet to develop natural gas export pipelines, this is certainly the next step in its energy independence agenda. Should this come to pass, Turkey will then have a compliant natural gas supplier with abundant reserves at its doorstep.

AN IMPORTANT CAVEAT

It makes sense from an energy perspective for Turkey to favor Kurdistan at the expense of Iraq, but only if Kurdistan is able to provide it with oil and gas. With the establishment of the Islamic State, however, Kurdistan's prospects as a stable energy supplier have diminished. To evaluate if Turkey's energy strategy has paid off, therefore, observers must wait and see if Kurdistan will be able to withstand the chaos. With the instability in Iraq increasingly taking on regional dimensions, it is difficult to forecast the Islamic State's evolution and how this will impact Kurdistan.

As of the time of this writing, multiple energy companies in Kurdistan have announced full or partial halts to their operations for fear of ISIS disruption. Kurdish President Massoud Barzani has called for international support to combat the Islamic State, casting doubt on the Kurds' reputation as the force in Iraq that is best able to withstand the Islamic State's advances. Refugees are flowing into Kurdish territory, putting strain on an economy that has been cut off from the federal budget since late 2012. Concurrently, the threat of sleeper cells in Kurdistan has risen over fears that Islamic State infiltrators are hidden amongst the refugees. There have also been a limited number of ISIS attacks in Kirkuk and, more worrisome, in areas near Erbil. Turkey's energy strategy may still pay off, but the Islamic State threatens Kurdistan's dependability as a partner in energy cooperation. ♦

Nicholas Borroz is a DC-based independent analyst of energy geopolitics and investment strategies, specializing in energy-related infrastructure.

[1] In this article, Iraqi Kurdistan will be referred to simply as Kurdistan. In other contexts, the term Kurdistan can be used to reference areas associated with Kurds in Syria, Iraq, Turkey, and Iran.

Le Monde

20 NOVEMBRE 2014

Bataille de la dernière chance à Alep

Les brigades de l'ASL tentent de conserver l'accès à la ville, assiégée par l'armée syrienne

GAZIANTEP (TURQUIE) -
envoyé spécial

C'est une petite route de campagne qui démarre dans les faubourgs nord d'Alep et remonte vers la frontière turque, en zigzaguant entre les positions de l'armée syrienne et celles de l'Etat islamique (EI). La route de Castello comme on la surnomme, du nom du restaurant qui marque son point de départ, est l'ultime voie de ravitaillement des rebelles barricadés dans la moitié est d'Alep. Si les troupes régulières, qui sont à moins de dix kilomètres, venaient à couper cet axe vital, les quartiers aux mains des insurgés se retrouveraient encerclés. « C'est la dernière bouteille d'oxygène qu'il nous reste », résume Jomah Al-Kasem, un militant de l'opposition réfugié en Turquie.

Il y a deux ans, à la fin de l'année 2012, la situation militaire était inversée. Les combattants anti-Assad venaient de s'emparer de la base 46, à l'ouest d'Alep, la principale place forte du régime dans la région. Les quartiers contrôlés par l'armée ne pouvaient plus être ap-

provisionnés que par hélicoptère ou par des chemins détournés, exposés aux tirs adverses.

Mais, en novembre 2013, profitant des divisions suscitées au sein du camp rebelle par la montée en puissance des groupes djihadistes, les forces gouvernementales sont reparties à l'offensive. Epaulées par le Hezbollah, la milice chiite libanaise, elles ont d'abord repris le contrôle des environs de l'aéroport international d'Alep, au sud-est de la ville. Puis, au moyen de barils explosifs largués du ciel, les loyalistes se sont mis à grignoter le territoire de leurs ennemis, progressant lentement mais sûrement par l'est et le nord.

« Désorganisation »

La chute de la zone industrielle de Cheikh Najjar, en juillet, puis celle du village de Handarat, en octobre, ont coupé les deux principales lignes d'approvisionnement des anti-Assad, les obligeant à se rabattre sur la route de Castello. L'armée syrienne et ses supplétifs cherchent désormais à atteindre Zahra et Nubul, deux villages chiites assiégés par les rebelles, ce qui scellerait la prise en tenaille d'Alep.

Déterminés à tenir la route de Castello, synonyme de survie, les rebelles serrent les rangs

Par la bouche du général Zaher Al-Saket, le chef du conseil militaire local, les révolutionnaires ont rejeté l'idée d'un « gel » des combats, avancée par le nouvel émissaire des Nations unies pour la Syrie, l'Italo-Suédois Staffan de Mistura. Ils redoutent qu'une trêve à Alep ne permette au pouvoir syrien, qui affecte d'être « intéressé » par le plan du diplomate onusien, d'envoyer des renforts vers Deraa, dans le sud du pays, où ses troupes ont encaissé plusieurs défaites ces derniers mois.

Déterminés à tenir la route de Castello, synonyme de survie, les rebelles serrent les rangs. Les brigades estampillées Armée syrienne libre (ASL), qui reçoivent des armes des Etats-Unis via la Turquie, comme Nouredine Zinki, Jaych Al-Moudjahedin et Harakat Hazzm, ont accepté d'unir leurs efforts au sein d'une nouvelle brigade, baptisée du nom d'Abdelkader Saleh, l'un des plus fameux martyrs de la rébellion. « Sur le papier, nous avons beaucoup d'hommes, notre problème tient à notre désorganisation, à la lenteur de nos processus de décision, relève Farès Bayouch, un commandant rebelle. Les dji-

hadistes du Front Al-Nosra réagissent beaucoup plus rapidement. »

Fin octobre, ces combattants affilés à Al-Qaida ont expulsé plusieurs groupes apparentés ASL, notamment Harakat Hazzm, de leurs positions dans la province d'Idlib. Pour éviter que les combats ne s'étendent, les chefs de Harakat Hazzm et Al-Nosra dans le gouvernorat voisin d'Alep ont signé un pacte de non-agression. Mais ce rapprochement tactique, motivé par la progression du régime, est mis à rude épreuve par les bombardements de l'aviation américaine, qui, outre l'EI, a visé à trois reprises Al-Nosra. Le refus des Etats-Unis de frapper les forces du régime place les brigades soutenues par Washington dans une position de plus en plus inconfortable; non seulement face aux djihadistes, mais également vis-à-vis de leur propre base.

Avec l'EI, le front est pour l'instant gelé. Les soldats du « califat », qui s'étaient emparés pendant l'été de plusieurs villages des environs d'Alep, concentrent pour l'instant leurs efforts sur Kobané, la ville kurde, plus à l'est, où ils font face à une résistance plus ardue que prévu. « Quelle que soit l'issue des combats de Kobané, l'EI pourrait décider après de rallumer les hostilités avec l'ASL, en exploitant le fait qu'elle est à la limite de ses capacités face aux troupes loyalistes », analyse Noah Bonsey, de l'International Crisis Group. Pour les rebelles d'Alep, la bataille de la route de Castello ressemble à un baroud d'honneur. ■

BENJAMIN BARTHE

200 000

C'est le nombre approximatif de morts causées par le conflit syrien depuis mars 2011, selon les données recueillies par les Nations unies et plusieurs ONG. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés, 7,2 millions de Syriens ont été déplacés à l'intérieur des frontières de leur pays, et 3,3 millions de Syriens ont fui à l'étranger.

Le Télégramme

24 novembre 2014

Kobané. Des citoyens britanniques choisissent le camp des Kurdes

24 novembre 2014
www.letelegramme.fr

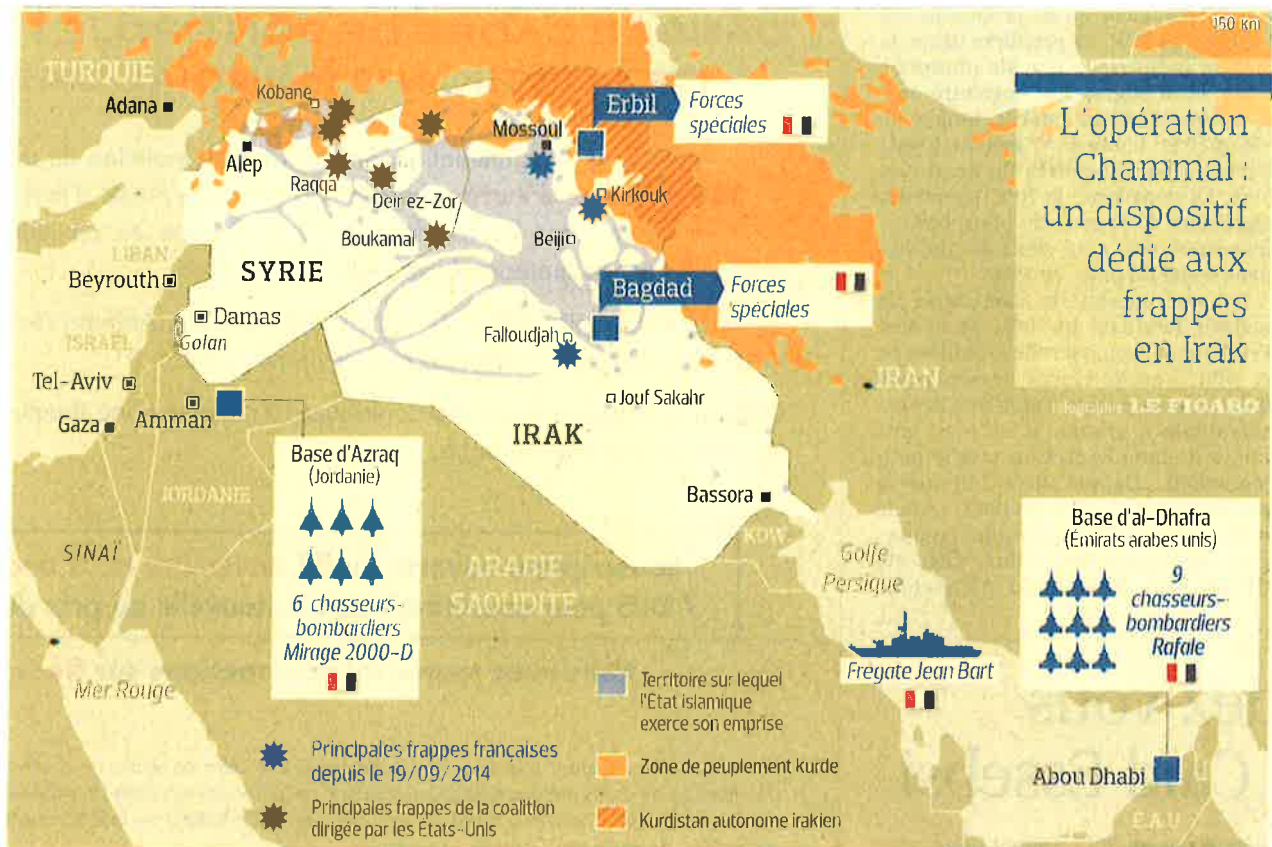
Selon les comptes Facebook de deux Britanniques engagés en Syrie contre Daesh, une quinzaine d'Américains, Canadiens, Allemands et Néerlandais se battraient avec les forces kurdes, menant "une guerre du bien contre le mal". Deux Britanniques, anciens soldats, combattent actuellement en Syrie aux côtés des kurdes contre le groupe Etat islamique (EI), selon des médias britanniques qui citent leurs pages Facebook et leurs proches. James Hughes, du Worcestershire affirme sur sa page Facebook avoir été membre des forces armées britanniques de janvier 2009 à janvier 2014. Il serait actuellement dans la Rojava, la partie kurde de la Syrie, où il se battrait pour défendre la ville de Kobané, affirme The Guardian. Jamie Read, originaire de Newmans dans le North



Lanarkshire (Ecosse) combattrait à ses côtés. Tous deux ont rejoint "les Lions de Rojava" qui collabore avec les YPG, la principale milice kurde des Unités de protection du peuple kurde défendant Kobané.

La France durcit sa guerre contre Daech

Paris a envoyé des Mirage en Jordanie et dépêché des forces spéciales à Bagdad pour guider les bombardements.



ALAIN BARLUET ET GEORGES MALBRUNOT

@abarluet @gmalbrunot

MOYEN-ORIENT La guerre contre l'État islamique, alias Daech, monte en puissance. Une lutte menée conjointement avec l'allié américain, au sein d'une coalition forte d'une quinzaine de pays, ce qui ne va pas sans difficultés. Côté français, l'engagement militaire a franchi mercredi une nouvelle étape avec l'annonce du prochain déploiement de six Mirage 2000 D sur la base jordanienne d'Azraq près de la frontière irakienne. Cela rapprochera opportunément les appareils français de leur zone d'intervention, en Irak. En dépit des contraintes de ravitaillement en vol, les neuf avions Rafale basés à al-Dhafra, près d'Abu Dhabi, effectuent depuis le 19 septembre des missions quotidiennes de renseignement et de bombardement sur des cibles stratégiques de Daech. Effet recherché : permettre aux forces irakiennes et aux combattants kurdes de profiter des brèches ouvertes dans la ligne de front des djihadistes pour regagner le terrain perdu.

Après une phase de *containment*, une deuxième période, la contre-attaque, est envisagée dans quelques mois. Désormais, le pilier « bombardement » du dispositif français sera en Jordanie, le pilier « renseignement » est placé, lui, aux Émirats arabes unis (EAU) - d'où opère également un avion de reconnaissance Atlantique 2.

Des commandos français sont déjà sur le terrain et préparent un éventuel engagement au sol

Les appareils américains sont entrés en action en Irak le 8 août. Deux jours plus tard, une dizaine de commandos français débarquent à Erbil pour former les pechmergas et récolter du renseignement. À cette date, les légions de Daech ne sont qu'à 25 kilomètres de la « capitale » du Kurdistan irakien. Il est urgent d'agir. Les précurseurs des forces spéciales servent d'instructeurs aux combattants kurdes largement sous-équipés. La France leur a envoyé des armes :

mitrailleuses et canons de 20 mm, équipés de munitions spéciales pour percer les blindages à très longue distance. Manquent toutefois les armes antichars, ce que déplorent les Kurdes.

Plus récemment, une dizaine d'éléments des forces spéciales françaises ont été dépêchés à Bagdad. Il s'agit de soldats d'élite membres des commandos parachutistes de l'air, le CPA 10. Pour une double mission. D'abord, participer au guidage des cibles visées par les avions de combat français dans la guerre contre les djihadistes de Daech. Pas question de déployer des hommes au sol, répète-t-on à Paris en expliquant que ce rôle est dévolu aux forces locales. La France n'entend toutefois pas être absente du théâtre irakien, en particulier de Bagdad, le centre

du pouvoir et l'un des pôles d'où les États membres de la coalition internationale anti-Daech coordonnent leurs efforts. Ensuite, « les forces spéciales sont également présentes dans la capitale irakienne pour étudier le contexte d'un éventuel renforcement des troupes françaises au sol » selon une source militaire à Paris. Au cas où. Stationnés dans l'ex-zone verte ul-

traprotégée de Bagdad, la dizaine de commandos de l'air est en « liaison » avec les autorités irakiennes et les militaires américains dont l'effectif vient d'être porté à 3 000 hommes pour combattre Daech. « Nos forces spéciales sont là pour examiner quelle serait la mission des soldats français au sol et quelles unités devraient être déployées si un jour une décision en ce sens est prise », ajoute cette source au Figaro.

Dans ce contexte, les relations franco-américaines jouent un rôle clef. « Ils sont leaders en Irak, nous le sommes au Sahel mais nous formons une équipe », entend-on souvent du côté des chefs militaires français. Récemment, le général John Allen, le coordinateur américain de la coalition internationale, était à Paris. Le chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers, s'est rendu plusieurs fois à Washington et entretient une relation proche avec son homologue, Martin Dempsey.

« Au niveau politique, comme au niveau tactique, entre unités très spécialisées, la coordination est excellente », explique une bonne source. « Au niveau stratégique, c'est plus compliqué car il y a beaucoup de monde dans la coalition », ajoute-t-on. En Syrie, Français et Américains coopèrent autour du programme « Train and Equip » (Former et équiper) mis sur pied par Washington, à destination des rebelles modérés syriens. « C'est en train de se mettre en place », souligne une bonne source. En revanche, Paris est moins enclin à participer au programme américain « Train, Advise and Assist » (Entraîner, conseiller et assister) visant à former l'armée irakienne. « Nous restons prudents », relate une source militaire, « nous sommes déjà en Afrique et nos moyens sont limités. »

« Nous sommes déjà en Afrique et nos moyens sont limités »

En mettant l'accent sur son aide aux Kurdes, la France a irrité Bagdad. Elle ne veut pas donc pas donner l'impression de négliger le pouvoir central irakien au profit du Kurdistan. On sait à Paris qu'une recomposition politique de l'Irak passera nécessairement par Bagdad. Et l'on constate que les États-Unis ont enclenché « une nouvelle phase » de leur engagement contre Daech en Irak.

Outre l'envoi de 1 500 conseillers supplémentaires, Washington a commencé à déployer des hommes sur le terrain. Mais aussi des équipements. Les Américains ont désormais des drones armés ainsi qu'une dizaine d'hélicoptères de combat Apache. « Un drone nécessite la présence d'une équipe complète », précise un autre spécialiste de l'Irak. « Un Apache, c'est 20 militaires spécialement dédiés. Pour les hélicoptères, les Américains ont déjà 200 gars et environ autant de mécaniciens », ajoute cette source.

« On s'achemine probablement vers un déploiement au sol de quelques milliers d'autres militaires américains. Obama n'est pas chaud, mais autour de lui des voix plaident fortement en ce sens », ajoute ce spécialiste.

Un autre signe intrigue les Français : à Bagdad, des préparatifs ont été lancés pour réactiver la protection de la FOB Prosperity (Forward Operating Base), l'une des deux bases militaires américaines

dans la zone verte qui avait été mises en sommeil après le retrait américain d'Irak, fin 2011. L'armée irakienne a récemment repris des positions aux djihadistes. Mais Français et Américains restent convaincus que la reconquête de Mossoul – la deuxième ville d'Irak, tombée en juin dernier aux mains de Daech – nécessitera du temps et un soutien important aux forces irakiennes. ■

LE FIGARO

samedi 22 - dimanche 23 novembre 2014

La progression des djihadistes a été freinée en Syrie comme en Irak

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr

APRÈS plusieurs centaines de frappes de la coalition contre ses positions et des centaines de morts parmi ses combattants, Daech a été freiné dans son avancée, aussi bien en Irak qu'en Syrie. « Les déplacements de leurs convois logistiques sont de plus en plus difficiles, commente depuis Bagdad un observateur occidental joint au téléphone. Quant à leur artillerie, elle est frappée dès qu'elle est repérée en mouvement. »

Si Daech conserve Mossoul et de larges portions du « pays sunnite » d'Irak, l'organisation terroriste a subi, ces dernières semaines, deux défaites marquantes lorsque ses combattants ont dû se retirer de la ville de Jourf al-Sakhr au sud de Bagdad, ainsi que de la principale raffinerie de pétrole du pays, située à Baiji au nord de la capitale. « Ce qui, à chaque fois, fait la différence, c'est l'appui aérien américain, ajoute le spécialiste militaire. Une fois les djihadistes frappés, les forces spéciales irakiennes s'engagent et derrière elles les milices chiïtes, mêlées aux tribus sunnites. » En dépit de ces échecs, les djihadistes ont lancé vendredi une nouvelle offensive, majeure, pour s'emparer de la ville irakienne de Ramadi, à 100 km à l'ouest de Bagdad. Sa prise leur permettrait d'asseoir leur autorité sur la province stratégique d'al-Anbar, frontalière de la Syrie.

La souricière de Kobané

En Syrie, les troupes de l'EI sont fixées depuis plus de deux mois à Kobané face aux Kurdes, qui ont progressé ces derniers jours, là encore, grâce au soutien de l'aviation américaine. « Les Américains ont fait de Kobané une souricière, laissant les djihadistes s'y rassembler pour mieux les viser », analyse un autre expert, de retour de Syrie. Plus de cinquante terroristes y sont morts en deux mois de bombardements.

Daech a dû dégarnir la plupart des autres fronts, que ce soit à Deir ez-Zor à

l'est, ou dans la campagne autour d'Alep, deux de ses principaux bastions avec Raqqa, sa « capitale ». Les djihadistes ont bien attaqué récemment deux puits de pétrole dans la province de Deir ez-Zor, mais ils ont dû rapidement en céder le contrôle à l'armée régulière. Frontalière de l'Irak, la province de Deir ez-Zor est stratégique pour l'EI, qui en a fait sa base arrière. Non seulement en raison des puits de pétrole qu'elle abrite, permettant à Daech de se financer en vendant de l'huile en contrebande. Mais également parce que les djihadistes y cachent quelques-uns de leurs principaux dépôts d'armes dérobées à l'armée irakienne au cours de la conquête de Mossoul en juin. Mais après de nombreuses tentatives, les djihadistes n'arrivent toujours pas à prendre le contrôle de la ville même de Deir ez-Zor, qu'ils doivent partager avec le régime de Bachar el-Assad.

La bataille de Kobané a chamboulé les plans de Daech dans la région au nord d'Alep. « Depuis, l'EI a dû renoncer à y attaquer d'autres groupes rebelles rivaux, comme Liwa al-Tawhid, proche des Frères musulmans, afin d'y régner en maître », décrypte un journaliste à Beyrouth. D'autre part, Daech a dû laisser le Front al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaida, exercer son pouvoir sur la région d'Idlib à l'ouest d'Alep, où al-Nosra ambitionne de créer un mini-émirat, face à Daech, appuyé par le groupe Jound al-Aqsa, dirigé par le Qatarien Abdel Aziz al-Qatari.

Si les frappes anti-Daech ont pu rapprocher un temps l'EI d'al-Nosra, une récente médiation pour officialiser une trêve a échoué. Contrairement à al-Nosra, composé en majorité de Syriens, Daech, avec dans ses rangs des Irakiens et beaucoup d'étrangers, reste mal vu par la population locale. Bref, en Syrie comme en Irak, Daech fait le dos rond, mais est loin d'avoir été vaincu. « Les djihadistes sont atteints, résume un diplomate, mais leur capacité militaire reste importante et l'argent dont ils disposent leur permet toujours d'acheter des allégeances tribales, indispensables à leur survie. » ■



PM Barzani: We will not hand Kurdistan Region's oil control to SOMO

TUE, 11 NOV 2014 22:13 | KRG.org

Erbil, Kurdistan Region, Iraq, (krg.org) - Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani and Deputy Prime Minister Qubad Talabani talked to the press following yesterday's Parliament session hosting the Kurdistan Region Oil and Gas Council.

Prime Minister Barzani said the Region would not hand oil control to the Iraqi State Oil Marketing Organisation, SOMO. He noted the federal government cannot export oil from Kirkuk without involving the Kurdistan Region. He said, "We wish to settle all outstanding issues with Baghdad. However, if we do not reach agreement, the Kurdistan Regional Government has other solutions." The Prime Minister also affirmed that trading with the ISIS terrorist organisation is national betrayal.

He informed the press, "When the Iraqi Government stopped Kurdistan Region's budget we were not exporting oil and their decision was unilateral. The Kurdistan Region seeks a mechanism where such situations would not reoccur".

Prime Minister Barzani reiterated that Baghdad has not provided funds for the salaries of the Region's civil servants since January. He said, "With the policies we have adopted, we have so far managed to pay salaries to some extent." He hoped the KRG could soon overcome this situation so the issue of salaries would no longer make headlines. He expressed confidence the KRG would reach that level.

Deputy Prime Minister Talabani informed the press that the United States, Britain, and the United Nations are concerned about the situation and they are exerting pressure on the Iraqi Government to honour the promises they made to the Kurdistan Region during the government formation process. The Deputy Prime Minister said, "We are in touch with these countries on a regular basis and have conveyed our concerns to the United Nations' envoy in Iraq."

Prime Minister Barzani said the Kurdistan Region's priority preference is to reach agreement on issues with Baghdad, but if agreement is not possible it does not mean there are no other solutions. He said, "There are other solutions for sure, but the Region's first preference is mutual agreement with Baghdad."

He stated, "We hoped to see clearer initiatives from Iraq's new prime minister and new oil minister towards resolving these issues. We still hope the issues will be settled. The Iraqi oil minister is expected to visit the Kurdistan Region, we are looking forwards to the meeting, and we will decide on the date to visit Baghdad after meeting with him."

Prime Minister Barzani noted the Kurdistan Region could earn its full 17 percent share of national revenue by the end of 2015. He added the Kurdistan Region would meet the 11 percent share the Region was receiving from Baghdad through oil



sales by March 2015. He explained that Baghdad deducts national expenses applicable to the whole country, plus expenses for running the federal government, and then sends the Region's share from the remaining balance.

He said the Peshmerga are part of national defense and therefore they should be included in national expenses and not covered from the Region's budget. The Prime Minister also said Peshmerga forces are currently deployed to places where defending Kurdistan Region does not require their deployment, if they were not part of Iraq's defense system.

Regarding his meeting with the Governor of Kirkuk, Prime Minister Barzani said they are in touch regularly. He said the Governor of Kirkuk is to visit Turkey and he wanted to consider the Region's views before his departure.

Regarding trading with the ISIS terrorist organisation, the Prime Minister said, "We view trading with ISIS as national betrayal." He made clear the KRG would "seriously work on this issue and will hold anyone involved accountable."

Regarding the plane that was refused permission to land in Slemani last week, Prime Minister Barzani said the plane did not have the required permission from Baghdad. The plane flew to Baghdad and there is no further information.

On the price of fuel, Prime Minister Barzani said he wished the price could be lowered but unfortunately it could not be done under the current situation.

Deputy Prime Minister Talabani informed the press that the Council of Ministers approved a bill to seek funds through borrowing and it was sent to Parliament. Following the bill's passage into law the KRG will seek international loans. He added that he visited the UK and UAE to seek loans from international banks as an additional income source. The Deputy Prime Minister said loan money will be used for investment on strategic projects and not for government salaries.

★★★

War with Isis: Islamic militants have army of 200,000, claims senior Kurdish leader

Exclusive: CIA has hugely underestimated the number of jihadis, who now rule an area the size of Britain

Patrick Cockburn
Erbil, 16 November 2014
www.independent.co.uk

The Islamic State (Isis) has recruited an army hundreds of thousands strong, far larger than previous estimates by the CIA, according to a senior Kurdish leader. He said the ability of Isis to attack on many widely separated fronts in Iraq and Syria at the same time shows that the number of militant fighters is at least 200,000, seven or eight times bigger than foreign intelligence estimates of up to 31,500 men.

Fuad Hussein, the chief of staff of the Kurdish President Massoud Barzani said in an exclusive interview with *The Independent* on Sunday that "I am talking about hundreds of thousands of fighters because they are able to mobilise Arab young men in the territory they have taken."

He estimates that Isis rules a third of Iraq and a third of Syria with a population of between 10 and 12 million living in an area of 250,000 square kilometres, the same size as Great Britain. This gives the jihadis a large pool of potential recruits.

Proof that Isis has created a large field army at great speed is that it has been launching attacks against the Kurds in northern Iraq and the Iraqi army close to Baghdad at the same time as it is fighting in Syria. "They are fighting in Kobani," said Mr Hussein. "In Kurdistan last month they were attacking in seven different places as well as in Ramadi [capital of Anbar province west of Baghdad] and Jalawla [an Arab-Kurdish town close to Iranian border]. It is impossible to talk of 20,000 men or so."

The high figure for Isis's combat strength is important because it underlines how difficult it will be to eliminate Isis even with US air strikes. In September, the CIA produced an estimate of Isis numbers which calculated that the movement had between 20,000 and 31,500 fighters. The underestimate of the size of the force that Isis can deploy may explain why the US and other foreign governments have been repeatedly caught by surprise over the past five months as Isis inflicted successive defeats on the Iraqi army, Syrian army, Syrian rebels and Kurdish peshmerga.

The US and its allies are beginning to take on



Holding on: Kurdish chief of staff Fuad Hussein with John Kerry in June
Holding on: Kurdish chief of staff Fuad Hussein with John Kerry in June
AFP/Getty

board the obstacles to fulfilling President Obama's pledge to degrade and destroy Isis. General Martin Dempsey, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, arrived in Baghdad on Friday in a surprise visit. He said he wanted "to get a sense from our side about how our contribution is going". Earlier in the week, he told Congress that to defeat Isis an efficient army of 80,000 men would be necessary. Few in Iraq believe that the regular army is up to the task, despite winning a success last week by retaking the refinery town of Baiji and lifting the siege of the refinery, the largest in Iraq.

In a wide-ranging interview, Mr Hussein spelled out the new balance of power in Iraq in the wake of the Islamic militants' summer offensive and the military re-engagement of the US. The Kurdistan Regional Government now faces Isis units along a 650-mile front line cutting across northern Iraq between Iran and Syria. Mr Hussein said that the US air intervention had enabled the Kurds to hold out when the unexpected Isis assault in August defeated the peshmerga and came close to capturing the Kurdish capital Irbil: "They were fighting with a strategy of fear that affected the morale of everybody, including the peshmerga."

As well as terrifying its opponents by publicising its own atrocities, Isis had developed an effective cocktail of tactics that includes suicide bombers, mines, snipers and use of US equipment captured from the Iraqi army such as Humvees, artillery and tanks. To combat them, Mr Hussein says the Kurds need Apache helicopters and heavy weapons such as tanks and artillery.

The Kurdish leaders are now much more relaxed about Isis because they have a US guarantee of their security. The grim experience of

the US in seeing the collapse of the government and army in Baghdad, which the Americans had fostered at vast expense, also works in favour of the Kurds.

Mr Hussein does not like to talk about it today, but the Kurdistan Regional Government got a nasty surprise in August when it asked the Turkish government for help in stopping Isis only to be told Ankara planned no immediate assistance. It was only then that the Kurds turned to Iran and the US, both of which immediately acted to prevent a complete victory by the Islamic militants. Iran sent some officers, military units and artillery while the US started air strikes on 8 August.

Mr Hussein speculates that the CIA and US intelligence agencies may only have been speaking about "core" fighters in claiming that the jihadis had at most 31,500 men under arms. But the fighting over the past five months has shown that Isis has become a formidable military force. "We are talking about a state that has a military and ideological basis," said Mr Hussein, "so that means they want everyone to learn how to use a rifle, but they also want everybody to have training in their ideology, in other words brainwashing."

A sign of the military professionalism of Isis is the speed with which they learned to use captured US tanks, artillery and other heavy equipment captured after the fall of Mosul on 10 June. The same thing happened in Syria where Isis captured Russian-made arms which it rapidly started using. The most likely explanation for this is that Isis's ranks contain many former Iraqi and Syrian soldiers whose skills Isis has identified. Mr Hussein says that the peshmerga has been impressed during the fighting by Isis's training and discipline.

"They will fight until death, and are dangerous because they are so well-trained," said Mr Hussein. "For instance, they have the best snipers, but to be a good sniper you need not only training on how to shoot, but discipline in staying put for up to five hours so you can hit your target."

There is supporting evidence for Mr Hussein's high estimate for Isis numbers. A study by the National Security Adviser's office in Baghdad before the Isis offensive showed that, when 100 jihadis entered a district, they would soon recruit between five and 10 times their original number. There are reports of many young men volunteering to fight for Isis when they were in the full flood of success in the summer. This enthusiasm may have ebbed since the US started air strikes and the Isis run of victories ended with their failure to capture Kobani in northern Syria despite a long siege.

In an impoverished region with few jobs, Isis pay of \$400 (£250) a month is also attractive. Moreover, Mr Hussein says that in the ➤

► places they have conquered Isis is remodeling society in its own image, aiming to educate people into accepting Isis ideology.

The Kurds have recovered their military self-confidence in the knowledge that they are backed by the US and Iran. The peshmerga have taken back some towns lost in August, notably Zumar close to the Syrian border, but not Tal Afar and Sinjar where 8,500 Yazidis are still besieged on their mountain top. But there are limits to how far the Kurds are willing to advance even if they succeed in doing so. Mr Hussein says that the Kurds can help an Iraqi army, supposing a non-sectarian one is created, but "the Kurds cannot liberate the Sunni Arab areas".

This is the great problem facing a counter offensive against Isis by Baghdad or the Kurds: it will be seen by the five or six million Sunni Arabs in Iraq as directed against their whole

community. Hitherto, the US has been hoping to repeat its success between 2006 and 2008 in turning many Sunni against al-Qaeda in Iraq. Mr Hussein ticks off the reasons why repeating this will be very difficult: the Americans then had 150,000 soldiers in Iraq to back up anti-al-Qaeda tribal leaders. Isis will savagely punish anybody who opposes it. "We have seen what happened in Anbar to the Albu Nimr tribe [that rose up against Isis]. They stood bravely against the terrorist but 500 were killed. It was a disaster."

Overall, Mr Hussein says he does not see any convincing sign of resistance from the Sunni Arabs. Many of them may be unhappy, particularly in Mosul, but this is not translating into effective opposition. Nor is it clear what outside force could organise resistance. The Iraqi army might be acceptable in Sunni areas but only if it is reconstituted so that is not

dominated by the Shia.

At the moment, the Kurds see little sign of its presence. They have been asking for regular troops to defend the Mosul Dam on the Euphrates so they can use up to 3,000 peshmerga stationed there, but no Iraqi troops have turned up. "Those who are now defending Baghdad are the army of the [Shia] parties. To re-establish a professional army needs time."

Mr Hussein did not say so, but it may be too late to establish a competent cross-confessional regular army in Iraq. The counter-offensive by Baghdad is led by the three main Shia militias which have almost the same ideological fervour and sectarian hatred as Isis. Any advance on the battlefield leads to the population deemed loyal to the losing side taking flight so the whole of northern Iraq has become a land of refugees. ♦



NOVEMBER 18, 2014

Can the Iraqi-Kurdish oil deal last?

Kurdistan and Iraq's central government have inked a major but temporary deal over oil exports.

By Nick Cunningham, Oilprice.com
November 18, 2014

Kurdistan and the Iraqi central government have reached an important agreement over oil.

Although the deal is only an interim agreement, leaving larger issues unresolved, the two sides forged a short-term compromise. The accord calls for the payment of \$500 million from Baghdad to the Kurdish Regional Government (KRG). In return, the Kurds will turnover around half of their daily oil production – 150,000 barrels of oil per day.

The two sides have been at an impasse since the beginning of the year. The KRG began exporting oil through Turkey without the approval from the central government in Baghdad. Under Iraqi law, oil must be exported under the auspices of a state-owned company. In retaliation for trying to sell oil on its own, Baghdad cut off the periodic revenue sharing payments to the KRG, which under Iraq's constitution, amounts to 17% of the national budget. But the decision to cut off funds to KRG only emboldened the Kurdish government in Erbil to get its oil exports up and running. Then came the lightning advance of ISIS in June 2014, which exposed the profound cracks in the Iraqi state. After the Iraqi military ceded large swathes of territory to the

Sunni militant group, the Kurds moved to take control of Kirkuk and its surrounding oil fields.

Armed with new territory and the oil production base to underwrite a new country, the KRG inched closer to independence. Kurdistan successfully delivered an oil tanker to Israel, a move denounced by Baghdad. And despite threats of legal action against any buyer of Kurdish oil, Kurdistan tried an even bolder move – sending an oil tanker to the United States. The U.S. government had been pressuring the Kurds to work with Baghdad to keep the Iraqi state together, but the KRG believed it was on the verge of building a de facto independent state if it could convince buyers to take its oil.

However, the KRG ran into a roadblock when a Texas judge blocked the docking of a Kurdish oil tanker at a port on the U.S. Gulf Coast. The ship has been sitting off the Texas coast since July, unable to make its delivery.

The episode, and the failure of the KRG to legally sell more of its oil on the open market stalled plans for independence. It highlighted the possibility that the KRG had overreached.

The interim deal between the KRG and Baghdad on November 13 had its roots in that failure. The deal was nearly unimaginable only a few months ago, but with the



inability to strike out on its own, the KRG slowed its bid for independence. The Kurds willingness to deal with Baghdad was also reinforced by the threat to Kurdish lands from ISIS, as well as the recent drop in oil prices, which has threatened to spark an economic crisis throughout Iraq. The interim deal has benefits for both sides. The KRG could use the cash infusion, allowing it to pay government salaries, and the Iraqi government achieves a success by bringing the country's oil production back under one umbrella, at least partially.

The two sides will follow up almost immediately to work on outstanding issues, with a Kurdish delegation led by its Prime Minister traveling to Baghdad for further negotiations. They will still need to work out months of payments that the Iraqi government did not send to Erbil, as well as how Kurdistan will sell its oil.

But the deal could contribute to political progress and help rebuild the state of Iraq, at least that is what the U.S. government is hoping. "This is the first of many steps that will be required to reach a comprehensive agreement," U.S. State Department spokeswoman Jen Psaki said. "The United States will continue to serve as a neutral broker and facilitator to the extents desired by the leadership of both Iraq and the KRG." □

Un attentat-suicide à Erbil fait 4 morts



L'attentat a eu lieu contre le principal point de contrôle établi sur la route menant au siège du gouvernement. Azad Lashkari/ Reuters

20 novembre 2014
www.lorientlejour.com

Un kamikaze a fait exploser une voiture piégée hier à Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien généralement épargnée par les violences, selon des responsables.

Le kamikaze a lancé peu avant midi (09h00 GMT) son véhicule contre le principal point de contrôle établi sur la route menant au siège du gouvernement dans cette ville du nord de l'Irak, a indiqué le porte-parole du conseil provincial Hamza

Hamed. Quatre personnes ont péri dans l'attaque, dont deux policiers, et 29 ont été blessées, a indiqué le directeur général du département de la Santé à Erbil, Saman Barzanchi. Le gouverneur de la province d'Erbil, Nozad Hadi, a confirmé ce bilan et accusé les jihadistes du groupe État islamique (EI) d'avoir mené cette attaque. Sur le lieu de l'attentat, des débris de verre jonchaient le sol taché de sang, au côté de voitures endommagées.

Cette attaque, qui n'a pas encore été revendiquée, est la plus meurtrière à Erbil depuis celle du 29 septembre 2013, durant

laquelle un kamikaze avait fait détoner ses explosifs à l'entrée du QG des forces de sécurité, tuant sept personnes et blessant plus de 60. Quelques minutes avant l'explosion hier, une délégation française, conduite par le sénateur Bruno Retailleau et venue livrer 10 tonnes d'aide en faveur des personnes déplacées d'Irak, se trouvait au QG visé à Erbil. « Nous n'étions pas visés, a affirmé M. Retailleau, président au Sénat du groupe UMP, le principal parti de la droite française. Environ 10 minutes auparavant, nous étions reçus par le gouverneur. » « Quand on est en visite à Erbil, on n'a absolument pas conscience du danger. Rétroactivement, ça donne des frissons », a-t-il ajouté.

La région du Kurdistan, qui regroupe trois provinces, est habituellement épargnée par les violences meurtrières qui frappent quasi quotidiennement une bonne partie du reste de l'Irak. Les forces de sécurité kurdes affrontent cependant seules, ou aux côtés des troupes fédérales, l'EI, qui s'est emparé depuis juin de grandes zones au nord de Bagdad, certaines très proches du Kurdistan. Des centaines de milliers de personnes ayant pris la fuite ont ainsi trouvé refuge au Kurdistan.

La France a aussitôt condamné l'attentat. « Nous sommes aux côtés de la population et des autorités d'Irak dans leur lutte contre le terrorisme », a assuré le ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué. Le vice-président irakien Ossama al-Noujaifi, un sunnite, a appelé hier « les citoyens, et en particulier les déplacés à Erbil, à coopérer avec les services de sécurité et les aider à faire face aux groupes terroristes ». (Source : AFP) ■

REUTERS

Les Kurdes irakiens démunis face à l'EI, dit Massoud Barzani

PARIS / 19 nov. 2014 / (Reuters)

LE PRÉSIDENT de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a accusé mercredi les pays occidentaux ne pas fournir suffisamment d'armes lourdes pour aider ses peshmergas pour lutter contre l'Etat islamique (EI).

La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont commencé à livrer des armes aux Kurdes, qu'ils considéraient comme un rempart décisif contre l'EI. Mais l'armement des peshmergas, qui date de l'époque soviétique, s'est révélé inefficace contre des djihadistes équipés de matériels pris à l'armée irakienne lors de l'offensive éclair de l'EI en juin dans le Nord irakien.

"Nous aimerions remercier les membres de la coalition (contre l'EI) pour le soutien qu'ils ont fourni, mais (...) tout ce soutien que nous avons reçu pour l'instant n'est pas au niveau nécessaire" a déclaré Massoud Barzani lors d'un entretien à la chaîne de télévision France 24 diffusé mercredi.

"Les systèmes d'armes lourdes dont nous avons besoin, spécialement en termes de qualité et de quantité, par exemple les VTT (véhicules de trans-



port de troupes), les hélicoptères et l'artillerie dont nous avons besoin pour une guerre décisive contre eux (l'EI), nous n'avons pas reçu ces types d'armes", a déclaré le président du Kurdistan.

La France dit avoir fourni des mitrailleuses et des munitions et a promis de fournir des armes "sophistiquées" aux Kurdes irakiens. Environ 200 membres des forces spéciales françaises sont sur le terrain pour une mission de formation.

L'Allemagne a dit envoyer des armes pour équiper 4.000 combattants kurdes, dont des mitrailleuses, des grenades, des systèmes antichars et des véhicules blindés.

Le Royaume-Uni a notamment promis des armes antichars, des lunettes de vision de nuit, des radars.

Ces promesses, a dit Massoud Barzani, ne sont pas suffisantes.

"Y aurait-il un plafond sur les systèmes d'armes lourdes que nous devrions recevoir en termes de quantité et de qualité ? La réponse n'est pas très claire pour nous", a-t-il dit. ○

LE DEVOIR 19 NOVEMBRE 2014

L'ONU demande au monde de lutter contre l'État islamique

19 novembre 2014
Associated Press
www.ledevoir.com

Le Conseil de sécurité des Nations unies a demandé mercredi aux pays du monde de priver le groupe armé État islamique et d'autres organisations extrémistes de leurs sources de financement et d'hommes en luttant contre le commerce illicite du pétrole, en refusant de verser des rançons et en resserrant les vérifications de sécurité.

Le conseil a pris position après la publication d'un nouveau rapport de l'ONU qui

estime que le groupe État islamique retire jusqu'à 1,6 million \$US par jour du commerce du pétrole et qu'il a récolté, depuis un an, entre 35 et 45 millions \$US en rançons.

Le rapport recommande l'adoption de nouvelles sanctions, tout en prévenant que cela ne sera pas suffisant pour combattre la menace mondiale du terrorisme.

Les membres du Conseil de sécurité se sont inquiétés que les nouveaux djihadistes soient plus jeunes, plus cosmopolites et plus confortables avec les médias sociaux, ce qui leur a

permis de recruter 15 000 combattants étrangers dans 80 pays. L'ambassadeur européen Gary Quinlan a prévenu que plusieurs ont des passeports européens.

Les membres du Conseil ont ajouté qu'il faut faire plus pour combattre le message des djihadistes et changer les conditions – économiques ou autres – qui rendent ce discours attrayant.

«Nous avons vu les limites d'une approche strictement militaire à ces problèmes», a dit le secrétaire-général des Nations unies, Ban Ki-moon.

L'ambassadeure lituanienne Raimonda Murmokaite a pointé



«Nous avons vu les limites d'une approche strictement militaire à ces problèmes», a dit le secrétaire-général des Nations unies, Ban Ki-moon.

du doigt plusieurs failles «importantes» dans les contrôles frontaliers ou autres, et qui pourraient être refermées pour empêcher les ressortissants d'aller combattre à l'étranger. □



19 novembre 2014

Kurdistan irakien : "Nos besoins en armes lourdes ne sont pas satisfaits"

19 novembre 2014
www.france24.com

Dans un entretien à France 24, le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, remercie la coalition qui épaulé les Kurdes dans leur lutte contre l'EI. Mais il assure que l'aide fournie n'est à ce jour pas suffisante.

Rôle de la coalition, situation à Kobané, indépendance du Kurdistan... Dans une interview exclusive accordée à France 24, le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, offre son point de vue sur la guerre contre le groupe État islamique (EI). Extraits.

-Sur la livraison d'armes

"Nous voulons remercier la France ainsi que les autres pays membres de la coalition pour leur soutien. Mais j'aimerais également dire que l'aide apportée n'est pas à la hauteur de nos besoins. Nos besoins en armes lourdes ne sont pas satisfaits pour mener cette guerre. Il nous faut, par exemple, des blindés, des hélicoptères, de l'artillerie."



© France 24 | Massoud Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan irakien.

-Sur l'organisation de l'État islamique

"Il s'agit d'une guerre idéologique. Nous avons affaire à des terroristes barbares qui ne partagent rien, qui s'en prennent à tout. Oui, cette organisation terroriste est la plus brutale et la plus barbare des organisations que nous avons été amenés à combattre, même lorsque nous combattions le régime irakien."

-Sur l'envoi de peshmerga supplémentaires à Kobané

"S'il y a une demande et qu'une opportunité se présente, peu importe comment nous nous y prendrons, mais nous

le ferons pour Kobané."

-Sur l'indépendance du Kurdistan

"Le processus se poursuit. Le calendrier va peut-être évoluer mais nous ne ferons pas marche arrière car il s'agit là de notre droit. Le peuple kurde va bientôt pouvoir décider de son avenir. Personne d'autre que le peuple kurde n'a le droit de décider de son avenir."

◆◆◆

Pushed by ISIS, Iraq and Kurds Come Closer to a Deal

After months of acrimony, Baghdad and Erbil are taking steps to sort out the oil-fueled dispute that threatened to tear Iraq to pieces.

By Keith Johnson
November 20, 2014
<http://foreignpolicy.com>

The Islamic State and the threat it poses to Iraq's survival have unleashed a torrent of nightmares and horror, but there may be one apparent bright spot: The terrorist group's steady advances appear to be pushing Baghdad and Iraq's restive Kurdish minority closer to a resolution of the oil disputes that have bitterly divided them for years.

Late last week, Baghdad and Erbil reached a breakthrough of sorts, announcing a preliminary deal under which Iraqi Kurdistan will give the Iraqi government about 150,000 barrels of oil a day in exchange for \$500 million in immediate cash payments. Kurdish officials said the deal, which became effective Wednesday, Nov. 19, paves the way for further talks in Baghdad as soon as next week to address the real nub of the question that has long poisoned relations between the two sides: How should the revenues from Iraq's oil income be shared among the different regions?

"We opened the door so that we can start negotiations," Fuad Hussein, the chief of staff to the president of the Kurdistan Regional Government, said on Thursday during a visit to Washington, D.C.

To be sure, it's a short-term fix for a long-term problem because billions of dollars in oil revenue are at stake, as well as the trappings of Kurdish independence. One big complicating factor: the fate of Kirkuk and its oil. The city's ownership has been disputed between Arabs and Kurds for centuries and the Peshmerga seized it this summer.

Still, the preliminary deal wouldn't have happened at all without the threat from the Islamic State. The whole country is threatened by the terrorist group, and Kurdish and Iraqi forces — which worked together to take back the strategically important Mosul Dam — are preparing to mount a joint offensive against the Islamic State early next year. The Kurdish region, for its part, is terribly cash-strapped, in large part because it has to care for more than 1 million refugees created by the Islamic State's rampage. And Iraq's finances are reeling, in part because it lost the ability to export crude oil from the big fields around Kirkuk in the wake of the Islamic State's summer offensive.

"This is a place-holder deal, but a meaningful one. What matters is that money and

oil are moving — and that's a significant achievement," said Matthew Reed, vice president at energy consultancy Foreign Reports.

Baghdad and Erbil have been at each other's throats for years. The Kurds believe Baghdad has shortchanged them on their share of Iraq's oil revenues and have sought to increase their own oil production and start exporting their own crude. In response, Baghdad cut off cash transfers to the Kurdish region at the beginning of the year, leaving the semi-state's civil servants and soldiers scrambling for pay. Under the Iraqi Constitution, the Kurdish region is meant to receive 17 percent of Iraq's revenues from oil exports; in reality that figure had been closer to 12 percent in recent years.

Tensions spiked after the Islamic State's offensive began this summer. Iraqi military forces melted, while Kurdish troops held the line and, with the help of U.S. airstrikes, repelled the Islamic State's push into their territory. The collapse of the Iraqi military allowed Kurdish Peshmerga forces to grab the long-disputed city of Kirkuk, with its big oil fields. That prompted more open talk by Kurdish officials of independence.

This isn't the first time the two sides have seemed close to an oil deal. Compromise seemed possible in April, but then Prime Minister Nouri al-Maliki's hard-line sectarian policies made any long-term agreement difficult. His successor, Haider al-Abadi, has proved more conciliatory; in particular, Adel Abdul-Mahdi, the new oil minister, has shown himself to be more willing to work with officials in the semiautonomous region. With the old administration, for instance, Kurdish efforts to sell oil were met with threats and lawsuits; today, they are met with negotiations.

Still, the biggest and toughest issues still remain to be resolved.

Still, the biggest and toughest issues still remain to be resolved. Hussein, of the Kurdistan Regional Government, said that includes the fate of the estimated \$10 billion that Baghdad owes the Kurdish region, as well as the Kurds' ability to legally export their own crude production in the future. Iraqi Kurdistan in recent years has enticed plenty of Western firms, such as Exxon Mobil and a host of smaller operators, to drill for oil by dangling more advantageous terms than Baghdad does. But the Iraqi government considers those deals by the regional government to be illegal.

"I think Iraq and Erbil pulled back from the brink" after Kurdish threats to leave the

coalition government, said Marina Ottaway, a Middle East expert at the Wilson International Center for Scholars. "The big problems have not been tackled. However, it looks to me that neither side wants to provoke a crisis now, so they will go on for a while with temporary half-solutions," she said.

If both sides appear more willing to talk now, it's not solely because of the departure of the fiercely pro-Shiite Maliki. Both the central government and the regional government have financial pressures that are pushing them closer together by necessity.

Iraq's crude oil exports, the main source of government income, have suffered both because of lower oil prices and because of the inability to export hundreds of thousands of barrels a day from the country's northern oil fields. Iraq slashed spending by more than \$30 billion this year, and it still faces a shortfall of more than \$20 billion. It is currently trying to prepare a budget for next year.

"Ramping up joint exports through the north — including Kirkuk and Kurdish oil — would help dig Iraq out of its financial hole faster," Reed said.

The Kurds, meanwhile, are trying to wage a war even as their own budget has withered in the absence of their constitutionally mandated funding and while their expenses have soared. Although the Kurds began exporting their own crude in January, they have faced a host of legal uncertainties and have not been able to make up the financial shortfall so far.

"The oil volumes just aren't there. They can't export enough oil soon enough to cover their expenses, especially when fighting a war. And so they're better off reaching a deal with Baghdad if they get steady, sizable payments, as promised," Reed said.

The resilience of the Islamic State, while at first seeming to bolster the Kurds' hopes for independence, now seems to be pushing such dreams to the side. Kurdish leaders started tamping down independence talk this autumn. And the Kurdistan Regional Government's Hussein stressed that, given the long-term nature of the fight against the terrorist group, also called ISIS, Kurdish independence may take a back seat for now.

"Our priority is defeating ISIS. Until we defeat ISIS, we cannot talk about something else," he said. □

Keith Johnson is a senior reporter covering energy for Foreign Policy.

In fight for Syrian city, a test for all sides

SURUC, TURKEY

BY TIM ARANGO

Even as United States and allied warplanes began to bomb Islamic State fighters besieging the Syrian city of Kobani, officials in Washington cautioned that the militants were likely to win control of the town — but that was unimportant, because Kobani was of little strategic value.

Nearly two months later, Kobani remains hotly contested. The city is virtually deserted of all but fighters, with Kurds holding one side of town under American air cover, and militants the other. The United States and its allies have poured more bombs into Kobani than anywhere else in the fight against the group, also known as ISIS or ISIL. And the militants have lost more fighters there than on any other battlefield.

For both, the fate of Kobani has become the defining battle of the broader contest — to solidify, or roll back, the borders and ambitions of the so-called Islamic State. For Washington, Kobani is a crucial public test of President Obama's strategy of combining American air power with local ground forces. For the Islamic State, it is a test of its image of inevitability and invincibility, and a tool for recruiting new jihadists.

"At this point," said Eliot A. Cohen, a military historian at the Paul H. Nitze School of Advanced Studies in Washington and a former Bush Administration official, "the strategic significance is because of the psychological and the publicity importance."

Kobani, a quiet Kurdish community whose population had swelled from 60,000 to nearly 400,000 with refugees from Syria's civil war, has become a focus of the many competing interests enmeshed in the regional turmoil. Saudi Arabia, Iran, Jordan and Turkey — all heavily involved in the fight against the Islamic State — each have some stake in the outcome. The focus on Kobani has angered key Syrian rebel groups that Mr. Obama is trying to recruit to fight the militants. They have criticized the lack of action against the Syrian government of President Bashar al-Assad.

But of all those with a stake in the outcome, there is arguably none as invested as the Kurds, who see the hope of a homeland among the rolling farms and pistachio orchards that are still technically part of Syria. Kobani is for Kurds a fulcrum for a new sense of nationalism



Bombs by the United States-led coalition striking Kobani this week. The battle for the border city, initially seen as having little strategic importance, has become the crux of the Western alliance's efforts against the Islamic State.

that has set in sharp relief the long-standing divisions with Turkey, which has withstood international pressure to intervene directly. So compelling is the battle that it has united three Kurdish factions — the local Syrian Kurdish militia; militants of the Kurdistan Worker's Party, or P.K.K., from Turkey; and pesh merga fighters from Iraq.

Muhydin Salih, a Syrian Kurd from Kobani, spends his days on a hilltop in Turkey watching the battle for his hometown, separated from here by cotton fields and a border fence. He can even see his house. Atop a nearby hill on a recent morning, another Syrian man pointed west, where Turkish tanks were positioned on a ridgeline, idle. He then pointed south toward Kobani, under siege now for nearly two months by the extremists, where smoke was rising.

"Look at the Turks. They are standing by," he said. "And the Americans are bombing."

The battle began in September as fighters with the Islamic State romped through dozens of villages and appeared, in short order, on the verge of taking Kobani.

But as the United States and its allies began bombing, and militants kept rushing reinforcements to the front, it suddenly became the main battlefield of the broader conflict. Turkey ultimately allowed Iraqi Kurdish fighters to transit its territory, and the Americans dropped weapons and ammunition to the Kurds, stalling the Islamic State's advance. Today, the fight has become a war of attrition, a grueling house-by-house battle.

Gen. Lloyd J. Austin, head of the United States Central Command, said last month that the Islamic State had made a decision that Kobani would be its main effort. Referring to the group, he said, "As long as he pours, you know, legions of forces there into that area, we'll stay focused on taking him out."

In a recent video, the Islamic State called Kobani "a haven for every enemy of the caliphate." In the propaganda war that Kobani has become, the group tested a new form: It used a British hostage, John Cantlie, in the role of news correspondent, broadcasting a report from the top of a building in Kobani claiming — falsely — that its militants controlled 90 percent of the city and was on the verge of victory.

The battlefield is complicated by Turkey's role, which sees some of the Kurdish factions as terrorists determined ultimately to destabilize Turkey to create a Kurdish state. Turkey, some analysts said, has been content to sit back and see two of its enemies — Kurdish separatists and Islamist militants — killing one another.

Turkey has insisted that a group of non-Islamist rebels, with the Free Syrian Army, also join the fight for Kobani. These rebel fighters have gone reluctantly, because they see their primary enemy as the Assad government.

Abu Mohammad al-Raqqawi, an activist from Raqqa, the Islamic State's de facto capital in Syria, who is affiliated with the Free Syrian Army unit in Kobani, said the fighters were there only because the Turks saw them as a

proxy to prevent the Kurds from establishing independence within Syria.

Otherwise, he said, they would not be there.

"No one is winning," he said. "It is stationary. Why is Kobani, in the eyes of the Americans, more important than Raqqa?"

He added, with a degree of consternation, "Kobani is like the battlefield for all the countries' conflicting policies."

In Suruc and its surrounding villages in southern Turkey, in normal times a place of rural tranquillity and pastoral charms, life moves to the rhythm of the war next door. In the city center, United Nations trucks and Turkish armored vehicles clog the streets, and Syrian men congregate in the town square.

The story here is a chapter of the broader drama playing out across the Middle East, as the Islamic State seeks to redraw the map crafted by the West nearly a century ago. This region was once under the Ottoman Empire until a new border between Syria and Turkey was drawn after World War I, dividing families and challenging identities. During religious holidays, families would meet at the fence, exchanging gifts.

Kobani itself was built up around a railroad station in the early 20th century, as the Germans, under Ottoman supervision, constructed a railway line connecting Berlin to Baghdad. The name Kobani was a butchered version of the German word for company — "kompanie." The French later ruled Syria, and in Kobani residents still say "pardon" with a French accent and use French numbers.

Salih Issa, a Kurd from Syria, stood on a mosque rooftop at a border village inside Turkey on a recent morning, watching the fighting. Decades ago, his great-grandfather was buried in the graveyard next to the mosque. "Before the fence, we were all the same," he said. "The border divided the families."

A 1999 Turkish film, a comedy called "Propaganda," told the story of a customs officer charged with constructing a border through his hometown, dividing it between Syria and Turkey, and destroying friendships, marriages and families.

"Borders have caused people trouble ever since nation states were conceptualized," said Sinan Cetin, the filmmaker. "Borders are established by complete propaganda and I don't believe in them, which is why we extensively mocked the concept in the film."

He added, "What we see in the events that are unfolding in that region today is that reality can be even more comic and tragic than we ever imagined."

From the start, history has stalked Kobani. Early on, even though most civilians had already been evacuated, the



Kurdish fighters in Kobani. The grinding fight for the city has brought comparisons to such crucial battles as Stalingrad and two Vietnamese sites — Dien Bien Phu and Khe Sanh.

United Nations invoked the memory of Srebrenica, the Bosnian town where thousands were murdered by Serbian militiamen in 1995 while a United Nations peacekeeping force stood by, to warn of an impending civilian massacre in Kobani. Analysts equated Turkey's refusal to help the Kurds with the Russian Army's standing by while the Nazis put down the Warsaw uprising in 1944.

The Kurds have called the battle their Stalingrad, and the fight, still underway, has already taken its place alongside Halabja, the Iraqi Kurdish city where

"Whenever you go to war, you are haunted by ghosts. And you are haunted by previous conflicts."

Saddam Hussein killed thousands of civilians in the 1980s with mustard gas, as a symbol of Kurdish oppression.

"Kobani has emerged as an icon for Kurdish resistance and affirmation that we are here and we are here to stay," said Barham Salih, the former prime minister of Iraq's autonomous Kurdish region. "It has become a unifying symbol for Kurds across the Middle East. In some ways it has also changed the narrative about the Kurdish people from tragedy to that of resistance."

The Americans, said Mr. Cohen, the military historian, can look to the Vietnam War and the battle of Khe Sanh, in

which they poured an enormous amount of resources into a fight with little strategic value and that history has now largely forgotten. Then, the Americans saw in Khe Sanh echoes of the battle of Dien Bien Phu, which unfolded more than a decade earlier and pushed the French out of Vietnam.

"Whenever you go to war, you are haunted by ghosts," Mr. Cohen said. "And you are haunted by previous conflicts."

For the United States, the battle for Kobani has also underscored another reality of the modern Middle East: Kurds are reliably, and demonstrably, pro-American.

Around midday recently, in a tiny village on the Turkish side with a clear line of sight to the fighting across the border, a baby was napping. His father, a Kobani exile named Ahmet Miso, sat outside on a plastic chair.

"In the Middle East, our brothers the Arabs are not helping, and the Americans decided to help the Kurds of Kobani because they care," he said.

Just then, several large explosions were heard, and Mr. Miso rushed up to the roof to watch the latest American airstrikes.

Downstairs, the baby was waking up. His name: Barack Obama Ahmet.

Eric Schmitt contributed reporting from Washington, Karam Shoumali from Suruc, Turkey, and Ceylan Yeginsu from Istanbul.

Nuclear deal with Tehran faces array of obstacles

WASHINGTON

Agreement is seen as test of Obama's strength after losses in midterm voting

BY DAVID E. SANGER,
STEVEN ERLANGER
AND JODI RUDOREN

When President Obama wrote last month to Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, urging him to overcome a decade of mistrust and negotiate a deal limiting Tehran's nuclear ambitions, it was perhaps the president's last effort to reach a reconciliation with Iran that could remake the Middle East.

Today, Mr. Obama needs a foreign policy accomplishment more than ever, and he sees time running out on his hope of changing the calculus in a Middle East where Americans are, against his instincts, back on the ground. But the forces arrayed against a deal are formidable — not just Ayatollah Khamenei and the country's hard-liners, but newly empowered Republicans, some of his fellow Democrats and many of the United States' closest allies.

As negotiators head back to Vienna this week for what they hope will be the final round of talks, Mr. Obama's top national security advisers put the chance of reaching an agreement this month at 40 percent to 50 percent. "In the end, this is a political decision for the Iranians," Mr. Obama told a small group of recent visitors to the White House, a statement that could be true for him as well.

Yet even if a deal is struck, it will be the beginning of an argument rather than the end of one. For many of the president's adversaries, the details of whatever deal he emerges with — how much warning the West would have if Iran raced for a bomb, for example — are almost beside the point.

"In every nation involved, this negotiation is a proxy for something bigger," said Robert Litwak, a Wilson Center scholar and author of "Iran's Nuclear Chess: Calculating America's Moves."

"Here, it is a test of Obama's strength and strategy," he said. "In Tehran it is a proxy for a fundamental choice: Whether Iran is going to continue to view itself as a revolutionary state, or whether it's going to be a normal country," which many of its young people yearn for it to become.



OFFICE OF THE IRANIAN SUPREME LEADER, VIA AP

Ayatollah Ali Khamenei quashed a much smaller agreement reached in 2009.



POOL PHOTOGRAPH BY DAN BALILITY

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel calls Iran an "existential threat."

So far, Ayatollah Khamenei has avoided making that choice, intelligence assessments by the United States and its allies conclude. While he has authorized President Hassan Rouhani and his foreign minister, Mohammad Javad Zarif, to negotiate with the United States and its partners, they believe that the supreme leader may decide whether to approve a deal only after his negotiators come home with the details.

That is what happened with a much smaller deal in 2009, which he killed after an agreement was reached in Vienna. And surrounding the ayatollah are hard-liners who have opposed any accord, as well as leaders of the Revolutionary Guards Corps, which is responsible for the military side of the nuclear program.

But Mr. Litwak's observation about how the deal is a proxy for other issues applies equally to the rest of the key players in the negotiations: Israel, Saudi Arabia, Russia and Western Europe.

Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu, has described Iran as an "existential threat" for so long that it is hard for American officials to imagine any deal Israel would support. For years a succession of Israeli governments have described Iran as just six months or so away from a bomb; last year the Netanyahu government opposed even the modest lifting of sanctions.

In recent weeks Mr. Netanyahu has repeated his warning that "the Islamic State of Iran is not a partner of America, it's an enemy of America," and said Israel would not abide by any arrangement that leaves Iran as a "threshold" nuclear state — one poised to build a weapon in a matter of months or years.

Israeli officials play down their influence in Congress on the issue and disagree internally on the merits of a deal; some in the intelligence agencies see advantages to more intrusive inspections in Iran.

"We have no formal status and no real capacity" in the talks, said Yuval Steinitz, the strategic affairs minister who has been Israel's primary point man, apart from the prime minister himself, on Iran. "We can only convince, we can only speak and explain."

The Saudis have a parallel worry: That any deal with Iran would be the opening wedge to a reordering of Amer-

ican alliances in the region, one in which Washington would begin to work on regional issues with the Shiite Iranian state instead of with Sunni Saudi Arabia.

No one has been more outspoken on the issue than Saudi Arabia's former intelligence chief, Prince Turki bin Faisal, who in recent weeks has warned that the Saudis will build uranium enrichment facilities to match whatever Iran is allowed to retain — even if the kingdom has no use for them. That has raised the specter of an arms race, even if a deal is struck.

Perhaps the most complex political player is Russia. It has remained a key element of the negotiating team, despite its confrontations with the West over Ukraine. It has been a central player in negotiating what may prove the key to a deal: a plan for Iran to ship much of its low-enriched uranium to Russian territory for conversion into fuel for the Bushehr nuclear power plant.

But Russian officials may want to extend the talks, keeping any real agreement in limbo and thus Iranian oil off the market, so that it cannot further depress falling prices.

Apart from Mr. Obama, the most unambiguous proponents of reaching a deal are the European nations, said Mark Fitzpatrick, an Iran nuclear expert at the International Institute for Strategic Studies in London.

Many Europeans feel little threat from Iran, and believe that Israel, with its own unacknowledged but widely known nuclear arsenal, exaggerates the threat of a nuclear Tehran. The notable exception are the French, who have publicly argued for tougher terms in the negotiations and say they see their role as to serve, in the words of one Western diplomat, as "a significant counterweight on the impulse of Obama to make concessions."

But the biggest counterweight to a negotiating success with Iran may be the new Republican majority in the Senate — including some members, like Senator Lindsey Graham, who have argued that Mr. Obama is overly eager for a deal.

Obama administration officials reject the charge and say that though Mr. Obama is hopeful, he would never sign an accord that did not put Iran a year or more away from being able to produce enough fuel for a single bomb. "Whatever we negotiate we will have to sell in

Congress, sooner rather than later," said one of Mr. Obama's senior strategists, declining to speak on the record because of diplomatic sensitivities.

"And that works to our advantage in the negotiating room, because it means we can say to Zarif," the Iranian foreign minister, "Even if we agreed to lifting sanctions early, or letting you keep all your centrifuges in place — and we wouldn't — Congress would rebel."

That rebellion has started. When Congress came back into session last week, Senator Robert Menendez, the New Jersey Democrat who leads the Senate Foreign Relations Committee, and Senator Mark Kirk of Illinois issued a statement saying that "as co-authors of bipartisan sanctions laws that compelled Iran to the negotiating table, we believe that a good deal will dismantle,

not just stall, Iran's illicit nuclear program and prevent Iran from ever becoming a threshold nuclear state." They would enact new sanctions "if a potential deal does not achieve these goals."

It is a view the new Republican majority will back, along with many Democrats. Mr. Obama could always veto new sanctions, but the warnings themselves may make it harder, administration officials fear, to get Iran to reach a final agreement.

Mr. Obama has made clear that in the near term, he would act on his own authority to temporarily suspend sanctions step by step, as the Iranians complied with a deal; a vote to repeal those sanctions might not come for several years. But he confronts that problem only if there is a deal. If not, American officials hint, they will press for another extension of talks — betting that the

combination of falling oil prices, the threat of new sanctions, and the possibility of more sabotage or military action will eventually lead to an accord.

Yet Ayatollah Khamenei, American and European intelligence officials say, may be betting that time is on Iran's side. They have concluded that the supreme leader believes the recent election has weakened Mr. Obama, and that the talks have already led to an acknowledgment of Iran's right to enrich uranium on its own soil — at least in small amounts — and an understanding that whenever a final agreement expires, it will be able to have an industrial enrichment ability much as Japan does.

David E. Sanger reported from Washington, Steven Erlanger from London and Jodi Rudoren from Jerusalem.

Le Monde

SAMEDI 22 NOVEMBRE 2014

Joe Biden en visite de déminage en Turquie

Le vice-président américain cherche un terrain d'entente avec Ankara contre l'Etat islamique

ISTANBUL — *correspondante*

Le vice-président américain, Joe Biden, devait se rendre vendredi 21 novembre à Istanbul. Après une visite en Ukraine, il rencontrera le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, et déjeunera, samedi midi, avec le président, Recep Tayyip Erdogan, dans le palais de Beylerbeyi, sur les bords du Bosphore.

Cette visite vise à mettre du baume sur les relations entre les deux pays, mises à mal par la réticence turque à s'impliquer plus avant dans la coalition internationale qui mène des frappes en Irak et en Syrie contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI).

Sourde aux sollicitations de l'allié américain, la Turquie n'a toujours pas autorisé l'accès de sa base aérienne d'Incirlik (sud) aux avions de la coalition. Les autorités turques ont en revanche autorisé le passage par le territoire turc de 150 peshmergas kurdes irakiens destinés à renforcer le front de Kobané, ce qui a suscité de la grogne chez les militaires et dans les milieux ultranationalistes.

Chacun continue de camper sur ses positions. Washington fait la

sourde oreille au projet cher à Ankara d'une zone tampon, également zone de non-survol aérien le long de sa frontière avec la Syrie. Recep Tayyip Erdogan a eu beau exhorter, mercredi, les Etats-Unis à prendre « des mesures en faveur de la zone d'exclusion aérienne », il est peu probable qu'il soit entendu. L'autre revendication turque, à savoir que la lutte contre le régime de Bachar Al-Assad soit désignée comme une priorité au même titre que celle contre l'EI, embarrasse Washington.

Un froid durable

Un terrain d'entente a quand même été trouvé pour l'entraînement et l'équipement de combattants de l'Armée syrienne libre (ASL), l'opposition au régime de Damas. Quarante-huit heures avant l'arrivée de M. Biden, deux avions-cargos américains chargés de matériel se sont posés sur l'aéroport Ataturk d'Istanbul. Ce matériel servira aux 2 000 membres de l'ASL en passe d'être entraînés par des officiers américains et turcs dans la région de Kirsehir, en Anatolie centrale. « Aucune mesure décisive » n'a été prise en la matière à toutefois

Signe de la montée du sentiment anti-américain, le 12 novembre, trois marins ont été agressés à Istanbul

rappelé M. Erdogan, mercredi 19 novembre.

La discussion sera épineuse car Joe Biden a récemment fustigé la Turquie pour sa trop grande obligeance envers les djihadistes combattant en Syrie, une remarque faite le 2 octobre devant des étudiants de Harvard, qui n'a pas eu l'heur de plaire à Ankara. Sur plusieurs dossiers — la Syrie, la question kurde, les relations avec Israël, Chypre — un froid durable s'est installé entre Ankara et Washington.

Signe de la montée en puissance du sentiment anti-américain, le 12 novembre, trois marins de l'US Navy ont été agressés à Eminonu, au cœur d'Istanbul par des membres de l'Association de la jeunesse

turque (TGB, ultranationalistes) qui les ont injuriés et badigeonnés de peinture après avoir tenté de leur mettre la tête dans un sac.

Brièvement interpellés, les ultranationalistes ont expliqué qu'ils se vengeaient de « l'affaire des cagoules », un incident survenu le 4 juillet 2003 à Souleymanié (Irak), quand des soldats américains avaient arrêté des membres des forces spéciales turques, leur recouvrant la tête d'un sac.

Dimanche, M. Biden devrait, par ailleurs, se rendre au Patriarcat orthodoxe pour des entretiens avec le patriarche Bartholomée portant sur « la liberté religieuse et le dialogue œcuménique », un sujet tendu en Turquie.

En préparant cette visite, le vice-président américain a cherché à éviter le passage par Ankara, afin de ne pas être le premier hôte étranger à fouler le marbre d'Aksaray, le nouveau palais surdimensionné et controversé du président turc. Le palais de Beylerbeyi, que le vice-président américain rejoindra samedi en bateau à travers le Bosphore, est moins tapageur, plus adapté aux discussions ardues qu'il s'apprette à mener avec M. Erdogan. ■

MARIE JÉGO

Kilis, le terminus de la peur

REPORTAGE



Delphine Minoui

@DelphineMinoui

Envoyée spéciale à Kilis (frontière turco-syrienne)



Un Syrien accompagné de son neveu dans le hall du terminus de Kilis, en février dernier. En trois ans et demi, le conflit a fait 6,5 millions de déplacés et 3 millions de réfugiés.

BRYAN DENTON/NYT-REDUX-REA

« **K**ilis ! Kilis ! ». En un coup de frein, les portes du minibus s'ouvrent en accordéon, accouchant d'une nuée d'anonymes échappés de l'enfer syrien. Il y a moins d'une heure, ils étaient de l'autre côté de la frontière, à prier pour leur survie. Les uns fuyant le crachat des bombes d'Assad, les autres la folie de Daech. D'autres encore, les frappes de la coalition. Il y a une heure, ils se faisaient peut-être la guerre, cachés derrière des lignes de front qui ne cessent de changer. Les voilà maintenant, égaux face à la peur, qui s'engouffrent dans le hall du terminus Kilis, à quelques encablures de la Syrie, comme on se blottit dans les bras rassurants d'une nourrice.

Le bâtiment rouge brique est entouré de carrés d'herbe cramés par les pots d'échappement, où piquent quotidiennement des centaines de nouveaux arrivants. La fin d'un tunnel. Le point de départ vers une nouvelle vie, parfois plus incertaine. Dans la foule de badauds, une femme tire derrière elle un sac de riz rempli de vêtements pour l'hiver. Elle ne pleure pas. Ne sourit pas non plus. « *Je me sens légère. Comme déchargée d'un fardeau. Est-ce que c'est ça, le début du bonheur ?* », balbutie Fatmeh, son petit dernier accroché à son long manteau noir. Les trois autres trottaient à ses côtés, émerveillés par les néons de la gare routière. C'est la — première fois qu'ils quittent la Syrie. « *Nous avons toujours habité près de l'aéroport d'Alep. Il y a un an, notre maison a été pulvérisée par un baril d'explosifs largué par le régime. Heureusement, nous étions sortis. Par crainte d'un nouveau raid, nous avons migré vers Khan al-Assal, au sud-ouest d'Alep, sous contrôle de l'Armée syrienne libre (ASL). Une vie de misère à squatter une bâtisse abandonnée, sans électricité, ni eau courante. Alors, on a fini par partir* », raconte-t-elle, étonnée qu'on s'intéresse à son récit, si banal dans le chahut d'une guerre qui a fait 6,5 millions de déplacés et 3 millions de réfugiés en trois ans et demi.

Des allers-retours de plus en plus risqués

Sur un panneau bleu foncé, Fatmeh dévore du regard toutes ces destinations autres que la lente mort à laquelle l'avait condamné son pays : Gaziantep, Islahiye, Urfa, Antakya, Istanbul. Sous les inscriptions turques, une âme bienveillante a traduit en arabe les noms des différentes villes. En trébuchant sur celui d'Ankara, Fatmeh pousse un long soupir : « *Notre destination finale !* » Son époux, dit-elle, y a obtenu un poste d'ouvrier au noir. Mais elle l'attend toujours. Ce matin, il a emprunté la voie clandestine pendant qu'elle faisait la queue durant six heures, avec son sac de riz et ses bambins, au poste-frontière de Bab al-Salama. « *Il n'a pas de passeport. Un passeur lui a promis*



de l'aider à se faufiler à travers les sous-bois. C'est un terrain glissant, infesté de malfrats, et où les patrouilles turques ont la gâchette facile », murmure-t-elle, en gardant un œil attentif sur ses enfants. Sur le marbre glissant de la gare routière, ils jouent au football avec une poupée rose, seul jouet rescapé du voyage. « *Kilis ! Kilis !* », répète le plus petit, en écho à l'arrivée d'un autre bus en provenance de la frontière. Assis sur un banc, Ali - un jeune Aleppin dont le prénom a été changé - les observe d'un sourire envieux. Lui aussi a perdu sa maison lors d'un bombardement. Mais il ne pourra plus jamais taper dans un ballon : sa jambe droite a été fauchée. Posée sur le sol, dans un sac en plastique rouge, sa prothèse est son seul bagage. « *Les médecins essayent de sauver ma hanche. J'en suis à ma*

9^e opération en Turquie », explique cet habitué des allers-retours entre Syrie et Turquie. Un voyage rendu de plus en plus difficile par l'offensive du régime de Damas qui s'obstine à vouloir couper, au nord, la route de ravitaillement, et par l'avancée, à l'est, de l'État islamique. « À chaque trajet, je me demande : qui, d'Assad et de Daech, finira par m'achever ? En même temps, dois-je me la poser ? Après tout, ce sont les deux faces d'une même pièce », dit-il avec cynisme.

Un point de passage incontournable

À l'image du terminus Kilis, sa vie est le triste miroir d'une Syrie défigurée par la haine et la violence. Brillant étudiant en polytechnique, il est arrêté le 16 juillet 2011 en pleine manifestation pacifique anti-Assad. S'en suivent trois mois de prison à subir électrochoc sur électrochoc. Ses bourreaux n'ont qu'une idée en tête : lui faire avouer qu'il est « salafiste » : « Tout ça parce que je portais la barbe. Complètement absurde : je suis chrétien ! » Une fois libéré, il reprend le chemin de la rue. « Notre voix était notre seule arme », souffle-t-il, nostalgique de ces moments d'espoir trop vite enterrés par la brutalité du régime. Blessé à quatre reprises par les balles des chabiha, les miliciens pro-Assad, il abandonne son combat. Ses amis, eux, passent aux armes en juillet 2012, quand les rebelles s'emparent des quartiers orientaux d'Alep. Depuis, certains ont rejoint des brigades islamistes. Et lui, le jeune chrétien est accusé par les djihadistes d'être un *kafir* (infidèle), un ennemi à abattre. « Notre pays est atteint de démence collective. Tout ça à cause de ce chien d'Assad », murmure-t-il. Un jeune homme s'est discrètement approché du banc, en lui tendant des béquilles. Blessé à l'œil gauche, il porte aussi les stigmates de cette sale guerre. « Le bus pour l'hôpital est arrivé. Allons-y ! », glisse-t-il à Ali. Appuyé sur ses cannes, le jeune Syrien se lève péniblement et murmure en guise d'au revoir : « J'aurais aimé vous raconter une belle histoire. Mais au terminus Kilis, il n'y en a plus. »

Dans une autre vie, pas si lointaine, le hall de la gare routière de Kilis, en Anatolie du Sud-Est, raisonnait d'une joyeuse symphonie de mélodies arabes, turques, kurdes, françaises, anglaises. Repaire des touristes européens et hommes d'affaires de la région, c'était un point de passage incontournable pour sauter d'une ville à l'autre. « Actuellement, 90 % des passagers sont des Syriens qui fuient, qui viennent se soigner ou qui font la navette entre les deux pays », observe Ahmet, un des employés turcs. Abou Abdo (un nom d'emprunt), 27 ans, est de ceux-là. Avant la guerre, ce Syrien d'al-Bab, à l'est d'Alep, dirigeait une petite entreprise d'import-export. Du jour au lendemain, il a tout lâché pour combattre Assad, puis Daech, qui occupe sa ville depuis janvier.

Ce jour-là, il a passé la frontière pour embrasser sa femme et ses enfants, installés dans un appartement de Kilis maintenu au plus grand secret. « Je me dis toujours que c'est peut-être la dernière fois que je les vois. Je ne donne pas cher de ma peau », souffle ce leader d'un bataillon du Front islamique (une des brigades dites modérées de l'ASL), assis à la terrasse de l'unique cafétéria du terminus Kilis. À court de mots, il pioche une photo dans le cimetière de son télépho-

ne. Sur l'écran, on distingue le visage éteint d'un adolescent, accompagné d'une pancarte qui indique en lettres arabes : « Abdullah al-Bouchi. Crime : avoir filmé des positions de l'État islamique pour 500 livres turques (environ 200 euros) par vidéo ». « C'était mon cousin. Ils l'ont accusé d'être un espion parce qu'il avait filmé un bâtiment. D'abord, ils l'ont emprisonné pendant cinq mois. Puis, ils l'ont exécuté, avant de crucifier sa dépouille pendant trois jours sur la place publique. Il n'avait que 17 ans », dit-il. À al-Bab, cité soumise à la loi des fous d'Allah, la pratique est courante. Tout comme la décapitation des *mortad* (« apostats », terme péjoratif utilisé pour désigner les combattants de l'ASL) ou l'arrestation des fumeurs de cigarettes et des femmes « mal voilées ». « Daech occupe notre ville au nom de l'islam. En fait, elle a détruit le véritable islam », poursuit-il, amer.

Un flot d'histoires-cauchemars

Depuis le revers cuisant de son bataillon face aux djihadistes, Abou Abdo travaille à la frontière, côté syrien, pour le compte du Front islamique qui en a le contrôle. Sa tâche est ardue : repérer et capturer les « mauvais gars », c'est-à-dire les membres de Daech. « Il y a les étrangers, dont de nombreux Égyptiens et Tunisiens. Et puis, il y a les "locaux" : ceux-là, je n'ai pas de peine à les reconnaître. Certains de mes anciens combattants en font partie. Ils ont rejoint Daech pour un meilleur salaire, et parce que les djihadistes étaient mieux équipés », dit-il ; les yeux scrutant les autres tables de la cafétéria. Un « réflexe » indispensable, même côté turc. « Depuis peu, on assiste à un nouveau phénomène : des mafiosos sont à l'affût d'opposants syriens. Ils les kidnappent, leur donnent des somnifères et les vendent à Daech, de l'autre côté », dit-il. Abou Abdo s'arrête, comme s'il avait trop parlé. La guerre lui a appris qu'on ne reste jamais assis plus de dix minutes sur la même chaise. Un peu confus, il se lève, s'excusant de partir si vite.

À l'entrée de la station Kilis, la grosse horloge affiche 18 heures. Au pied de l'édifice, une bande d'adolescents s'amuse à faire le « V » de la victoire sous le regard ahuri d'un Syrien aux chaussettes trouées. Lui, il s'appelle Fadi et ça fait une semaine qu'il végète dans la gare, son refuge par défaut. « J'ai tout perdu : ma famille, mon argent », dit-il, avant de glisser sa tête sous une couverture. « Kilis ! Kilis ! ». Un énième bus vient d'arriver de la frontière, avec son lot de passagers, d'histoires-cauchemars et de larmes. Soudain, le cri d'une femme, comme un chant recouvrant le brouhaha. Quelques têtes se lèvent, curieuses. Là-bas, du côté des départs, la silhouette de Fatmeh l'Aleppine s'est fondue dans les bras d'un homme : son mari ! Après un jour d'attente, il est arrivé sain et sauf de sa traversée clandestine. Réunie au complet, la petite famille se glisse dans un gros autobus qui part pour Ankara. Avec leurs sourires en forme de lune, les trois bambins font danser leurs mains contre la vitre en signe d'au revoir. Oubliée sur un banc, leur poupée rose forme une minitache de joie au milieu du terminus de la peur. ■

À chaque trajet, je me demande : qui, d'Assad et de Daech, finira par m'achever ? En même temps, dois-je me la poser ? Après tout, ce sont les deux faces d'une même pièce

ALI, UN RÉFUGIÉ SYRIEN

Erdogan reproche à Washington de refuser ses conditions pour entrer dans la coalition anti-EI

Ankara s'est contentée d'autoriser le passage par son territoire de 150 peshmergas kurdes irakiens vers Kobané.

OLJ/AFP, 19/11/2014
www.lorientlejour.com

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a reproché mercredi à Washington d'avoir refusé les conditions posées par Ankara à son entrée active dans la coalition antijihadiste, sur fond de tensions bilatérales à la veille de la visite du vice-président Joe Biden.

La coalition internationale dirigée par Washington "n'a pas pris les mesures que nous lui demandons", a déploré M. Erdogan devant la presse, avant une tournée en Afrique.

La Turquie refuse catégoriquement d'intervenir militairement contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), par crainte de favoriser par ricochet le régime du président syrien Bachar el-Assad, sa



Le gouvernement islamo-conservateur turc réclame, pour entrer dans la coalition anti-EI, la création d'une zone-tampon doublée d'une zone d'exclusion aérienne le long de sa frontière avec la Syrie, et veut privilégier l'entraînement et l'équipement de l'Armée syrienne libre. REUTERS/Umit Bektas

bête noire. Contrairement aux Etats-Unis, elle s'est également abstenue d'aider les forces kurdes syriennes qui défendent la ville syrienne de Kobané assiégée par les

jihadistes, redoutant qu'un tel soutien ne profite aux rebelles "frères" du Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mènent depuis 1984 une guérilla contre Ankara

Malgré les pressions, la Turquie n'a pas non plus autorisé l'accès de sa base aérienne d'Incirlik (sud) aux avions de la coalition qui mènent des frappes contre l'EI. Ankara s'est contentée d'autoriser le passage par son territoire de 150 peshmergas kurdes irakiens destinés à renforcer le front de Kobané.

Le gouvernement islamo-conservateur turc réclame, pour entrer dans la coalition, la création d'une zone-tampon doublée d'une zone d'exclusion aérienne le long de sa frontière avec la Syrie, et veut privilégier l'entraînement et l'équipement de l'Armée syrienne libre (ASL), émanation de l'opposition modérée au régime de Damas.

M. Erdogan a exhorté mercredi les Etats-Unis à prendre "maintenant des mesures concernant la zone d'exclusion aérienne et la zone de sécurité, l'entraînement et l'équipement" de l'ASL. ■

Turquie : une ONG critique le triste sort réservé aux réfugiés syriens

20 novembre 2014
metronews.fr

MOYEN-ORIENT - 3,2 millions de Syriens ont fui leur pays ces trois dernières années, et la moitié d'entre eux se sont réfugiés en Turquie. Mais un rapport publié jeudi par Amnesty International s'alarme des conditions dans lesquels ils sont accueillis.

Des réfugiés livrés à eux-mêmes, d'autres visés par des tirs à balles réelles. C'est le terrible constat que dresse l'ONG Amnesty International à propos des Syriens venus trouver refuge dans la Turquie voisine ces trois dernières années, dans un rapport rendu public jeudi.

Sur les 1,6 million de Syriens réfugiés en Turquie, soit la moitié de ceux qui ont fui la Syrie, "seuls 220 000 vivent dans les 22



Près de 1,6 million de Syriens ont trouvé refuge en Turquie. Photo : ARIS MESSINIS / AFP

camps bien équipés, qui ont atteint les limites de leur capacité d'accueil. Plus de 1,3 million de réfugiés sont livrés à eux-mêmes", constate l'ONG. Parmi ceux tentant de survivre en dehors des camps turcs, seuls 15 % seraient aidés par des organismes humanitaires. Face à un tel dénuement,

les familles sont parfois contraintes de faire travailler leurs enfants.

TIRS À BALLES RÉELLES

Les civils Syriens se présentent aux postes-frontières turcs sans passeport "se voient régulièrement refuser le passage", sou-

ligne l'ONG. Pire, 17 personnes tentant de passer la frontière auraient été abattues par l'armée turque. Un syrien de 14 ans, qui après avoir fait demi-tour en entendant parler turc à la frontière, a reçu une balle sur le côté de la tête. Ce qui l'a rendu aveugle. "Tirer sur des gens qui fuient un conflit et cherchent un refuge est ignoble. C'est une violation manifeste du droit international qui ne doit pas rester impunie", a déclaré l'un des auteurs du rapport.

Amnesty International insiste cependant sur l'effort consenti par la Turquie vis-à-vis des réfugiés syriens – le pays a déjà dépensé 4 milliards de dollars (3,2 milliards d'euros) pour faire face à leur afflux. Mais l'ONG appelle la communauté internationale à "assumer une responsabilité financière" dans cette crise, à l'approche de l'hiver. ●



NOVEMBER 19, 2014

Kurds need more heavy weapons to face 'brutal' IS group

In an exclusive interview with FRANCE 24, Masoud Barzani, president of Iraq's Kurdistan region, said Kurdish requests from the international coalition for heavy weapons in the fight against the Islamic State (IS) group have not been fully met.

By Marc PERELMAN, November 19, 2014
www.france24.com

Speaking to FRANCE 24's Marc Perelman in the autonomous Kurdistan region in northern Iraq, Barzani thanked France and members of the international coalition for its help in the fight against the IS group. But, he noted, the coalition has failed to deliver on the quantity and quality of heavy weapons needed to stop the IS assault in Iraq.

"All the support that we have received so far is not up to the level that is needed," said Barzani. "The heavy weapons systems that we need, especially in terms of the quality and quantity, for example the APCs (armoured personnel carriers), the helicopters, the artillery we need for a decisive war against them - we have not received these types of weapons."

When asked why Kurdish fighters, who are on the vanguard of the fight against IS, have not received critical heavy weapons systems, Barzani said he had no answers, only questions. "Is there a ceiling on the heavy weapons systems that we should receive in terms of the quantity and quality? The answer is not very clear to us."

Barzani's comments came as Kurdish peshmerga fighters in Syria have been waging a pitched battle against IS for control of the Syrian border town of Kobane. Kurdish fighters, aided by coalition airstrikes, have made progress in recent days, but there have not been signifi-



Kurdistan
President
Massoud
Barzani. Photo:
Screen grab from
France24 video

cant gains or losses on either side.

"The war is not finished," explained Barzani. "It's true that the Islamic State has been weakened, but they have not lost complete capability of attack."

'The Kurdish people will decide on their future'

A seasoned Kurdish nationalist commander who has led a long, difficult fight for Kurdish rights in Iraq, Barzani noted that the IS group is the most brutal adversary his people have faced, worse even than former Iraqi strongman Saddam Hussein.

"It's a new war, it's a new tactic and also it's an ideological war. These barbaric, horrific terrorists, they don't spare anything. So this terrorist organisation, yes, it's the most brutal

and barbaric organisation - even if you compare it with the Iraqi regimes that we fought," he said.

But even as his peshmerga fighters have been battling IS militants in Iraq and Syria, Barzani has made territorial gains in Iraq following the collapse of the Iraqi army against the jihadist onslaught. Kurdish forces captured the oil-rich city of Kirkuk this summer as the Iraqi army fled the area, bolstering the Kurdish administration's chances for independence.

Speaking to FRANCE 24 months after the fall of Kirkuk though, Barzani refused to be drawn into a discussion on his administration's next political move. "The Kurdish people will decide on their future," he maintained. "Nobody will decide on the future of the Kurdish people." ●

The Economist

November 20th 2014

Kurdish calculus

A many-sided equation

Nov 20th 2014 | Istanbul
Amberin Zaman: Turkey correspondent
economist.com

MANY HAILED 2014 as "the year of the Kurds", as these long-persecuted and largely Sunni Muslim people pursued their dreams of self-rule in Iraq, Iran, Syria and Turkey. In Iraq some 5m Kurds, led by the tribal scion, Massoud Barzani, seemed clo-

ser than any of their cousins to achieving this goal. With the big oil companies developing the region's vast oil reserves, the semi-independent Kurdistan Regional Government seemed ready to stand on its own feet. Next door in Syria the Kurds set up governments in three enclaves along the Turkish border, establishing separate governments in all three. Turkey's Kurds continued to win greater political and cultural rights.

But the Kurds' fortunes were devastatingly reversed when jihadists calling themselves Islamic State (IS) burst on to the scene. In Iraq they overran the city of Mosul and in nearby Sinjar they dealt the Iraqi Kurds a humiliating defeat. In Syria the jihadists kept up their onslaught against the most powerful Kurdish militia, the People's Defence Units (YPG), despite American air strikes. Iran's Kurds remain firmly under the

clerical regime's grip. Dozens have been executed for alleged separatism—though they have been spared jihadist atrocities.

In 2015 the threat posed by IS will deepen the Iraqi Kurds' dependence on America for their security. The Americans will, in turn, nag them to end their squabbles with the Shia-led government in Baghdad and to agree on a formula for sharing oil revenues. The Iraqi Kurds will also reassess their relations with Turkey, their biggest trading partner and ally.

Turkey's failure to help when it is attacked Sinjar came as a shock to Mr Barzani. His nephew and would-be successor, Nechirvan Barzani, who is the enclave's prime minister, will, however, lobby for close ties with Turkey's pro-Islamic president, Recep Tayyip Erdogan. This will ignite tensions between the Barzanis in ways that will be exploited by Iran, whose

→ intervention helped to stem the jihadist tide.

Turkey will get more involved in Iraqi-Kurdish affairs, not least to avoid being overshadowed by the Americans. This will entail military co-operation, including security for a newish pipeline that bypasses an existing Iraqi grid to carry oil from Kurdish fields directly to Turkey.

In Syria the Kurds' resilience against fighters will lead to closer, if tacit, ties between the YPG and America, which will turn

a deaf ear to Turkish objections. Turkey feels deeply threatened by the fledgling Syrian Kurdish entity and has sought to isolate it. This is because the YPG and its political arm, the Democratic Unity Party, are linked to another Kurdish group, the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been waging a 30-year armed campaign for self-rule inside Turkey.

The PKK keeps threatening to end a ceasefire that underpins peace talks between its imprisoned leader, Abdullah

Ocalan, and the Ankara government because of Turkey's perceived hostility to their Syrian brethren. Peace with the Kurds is crucial to Mr Erdogan's plans to win their backing for constitutional changes that would boost the presidency's powers. In 2015 the Kurds will seek to unite against IS, but a strongly ingrained tribalism will continue to be exploited by the regional powers. ■

The Washington Post NOVEMBER 24, 2014

The Kurds' lonely fight against the Islamic State



By Jackson Diehl
washingtonpost.com
November 24, 2014

How goes the war against the Islamic State? A useful barometer is the position of Iraqi Kurdistan, which is the most reliable U.S. ally in the battle — and holds the longest front against the terrorists. Four months ago, two senior Kurdish officials traveled to Washington to deliver some dire warnings: The Islamic State was still expanding, no military force in the region could stop it and Kurdistan itself was no longer willing to be part of a shattered Iraq.

Last week the Kurds, back in town for another round of lobbying, could cite some big changes. U.S. airstrikes beginning in August have stanching the threat of an Islamic State offensive overrunning Kurdistan's capital, Irbil, and allowed the recapture of some key ground. Iraq has a new government with the Kurds' participation, and negotiations have begun in Baghdad on settling long-standing sectarian disputes.

Yet the bottom line, as the Kurds see it, is this: The Islamic State is still entrenched in a third of Iraq and Syria, still has the ability to carry out conventional military offensives and terrorist attacks, and grows more dangerous the longer it keeps its sanctuary. Worse, the prospect that it will be defeated by the U.S.-led coalition as it currently exists is slim.

"We have an international coalition, but the coalition is still in the sky," said Fuad Hussein, chief of staff to Kurdistan President Massoud Barzani. "We need a

coalition on the ground. On the ground we Kurds are alone."

U.S. and Iraqi officials might call that hyperbole. Iraqi army forces are also fighting the Islamic State in western Iraq and reportedly managed to recapture the strategic Baiji oil refinery last week. Still, Baghdad's army remains weak and fragmented, with few reliable units. It is still flanked by independent, Iranian-sponsored Shiite militias not under the central government's control.

A plan to recruit and train Sunni tribesmen for a new national guard remains just that, Hussein pointed out. "This is a good idea," he said. "Maybe it will become a plan. But who is going to implement it? And how can you create a national guard on territory that is currently being held by [the Islamic State]?"

The big political change since the summer is the willingness of the Kurds to give Iraq's central government another chance or at least to postpone open steps toward independence. In July the Kurdistan administration insisted it would go forward with a referendum on the territory's future and balked at U.S. pressure to participate in a new "unity government" in Baghdad. That was before the Islamic State's offensive against Kurdistan, the beginning of U.S. airstrikes and the Obama administration's success in forcing the departure of Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki.

Now Hussein says, "We are part of this Iraqi government, and we hope it succeeds." He added: "We will never give up our right to self-determination. But our priority now is to destroy ISIS [the Islamic

State]." The Kurds recently dispatched a delegation to Baghdad and struck a preliminary agreement with the new government of Haider al-Abadi on Kurdish oil deliveries to Baghdad in exchange for overdue budget payments.

Like the army, however, the reconstructed Iraqi central government exists mostly on paper. Festering issues concerning Kurdistan — including whether it will be allowed to export its own oil, whether it will retain control over the city of Kirkuk and on what terms its 150,000-member army will become part of an Iraqi national guard — remain unresolved. The gulf between Abadi's Shiite party and Sunni leaders remains even wider.

In the end, the Kurds still see themselves as alone. The thrust of their lobbying in Washington was to obtain U.S. heavy weapons for delivery to Irbil, with or without Baghdad's consent. The Pentagon's response was grudging: There is a plan in the works to deliver 250 armored vehicles to Iraq, of which the Kurds would get 25. The administration meanwhile plans to train nine Iraqi and three Kurdish brigades, in the hope that that will be enough to go on the offensive in northern and western Iraq. But U.S. officials still insist that any arms deliveries to the Kurds go through the central government.

Like many U.S. military experts — including former defense secretary Robert Gates — the Kurds see that plan as underpowered. "Three divisions is 10,000 fighters," Hussein said. Mosul, the declared seat of the Islamic State's caliphate, is a city of more than 1 million people, heavily fortified with captured U.S. weapons. "Who is going to liberate Mosul?" Hussein asked. "We cannot do that without heavy weapons — Apache helicopters and Humvees, artillery, rockets, sniper rifles."

"To liberate Mosul, we need an army with us," said the Kurd. "Where is that army going to come from?" That's a question the Obama administration has yet to answer.

■ ■ ■

Trekking through Kurdistan

Paul Salopek

KARS, TURKEY “We have enemies.”

The old Kurdish woman said this by way of running me off. I had trekked into her mountain hamlet at dusk, hoping to camp nearby. She waved a hand at the stone homes around us. Most were empty. There had been a killing between neighbors. The house of the perpetrator had been leveled. Fearing retribution, his relatives had run for their lives. Armed members of the victim’s family were now guarding the place against their return. The watchmen’s lonesome campfire seesawed in the wind high up on a cliff.

“It’s not safe here,” the woman apologized. So I walked on. I slept five miles away in a field.

We have enemies. Over the past three months, while plodding some 350 miles along the steppe trails, rural back roads and modern highways of Turkey’s Kurdish heartland, I’ve heard this bleak refrain dozens of times. I am crossing the world on foot as part of a project called the “Out of Eden Walk.” The idea involves retracing the first human migration out of Africa during the Stone Age, and reporting current events at the micro level along the ancestral route to South America.

Turkey, the eighth country on my itinerary since leaving Ethiopia in early 2013, was supposed to be easy. But while plodding into eastern Anatolia this summer, I have been shooed out of Kurdish villages, interrogated by Kurdish vigilantes and nearly shot twice by frightened Kurds. None of this is personal, of course.

Friendlessness — having enemies — is synonymous with Kurdishness.

The world’s 30 million Kurds, a tough and independent mountain people who mostly practice a moderate brand of Sunni Islam, are scattered among Turkey, Iraq, Syria and Iran — states that for generations have perfected the tools of marginalization, counterinsurgency and manipulation to keep their unruly Kurdish minorities in check. Lately, American military support for Kurds battling the Islamic State in Syria has revived a modest dream of pan-Kurdish unity: greater cooperation among the

region’s rival Kurdish movements, if not the dawn of a Greater Kurdistan.

Yet my boot-level view of Kurdish fractiousness suggests how steep that slope may be. To be clear: I have been overwhelmed by a stunning brand of Kurdish hospitality that places nearly every private home and barn at my disposal. (I am walking with a cargo mule.) But this kindness frequently comes entangled in a painful thicket of grievance and suspicion — not just among individual Kurds, but entire villages and families.

Walking through a still-mythic Kurdistan must resemble, I imagine, a foot journey through 19th-century Apalachia: Kurds appear to share the same violent honor culture and clannish tensions as the frontier Scotch-Irish. Any ramble in the woods can be fraught.

I learned about this geography of enmity even before arriving in Turkey, when my first Kurdish walking guide phoned me, rueful, to back out of the job. His family had teetered into a blood feud. Someone had been shot. We

The hospitality is overwhelming, but so are the grievances and the conflicts.

couldn’t even meet in the city of Sanliurfa, population 800,000, for fear of bumping into his village foes. (This was a blow. He was a highly resourceful person; he’d saved his relatives from the vendetta by engineering a local blackout, then hustling his kin to safety inside the power company repair van.)

Eastern Anatolia is profoundly haunted, of course, by more infamous violence: Turkey’s ruthless suppression of pro-independence Kurdish guerrillas from the Kurdistan Workers’ Party, the P.K.K. I have inched past countless villages depopulated by an insurgency that has claimed 37,000 lives. But I also have pushed the mule through many “new” villages spawned by Kurd-on-Kurd brawls. “How old is this place?” I asked Sahmettin Aydin, the mukhtar, or headman, of an ancient-looking outpost called Pasli. “About 30 years,” he replied. “Our entire village relocated here after a murder case in 1987.”

Religion is another source of friction, especially since the rise of the Islamic State extremists in neighboring Syria. I was mistaken for a jihadist infiltrator

and almost shot by a posse of Kurds near Mount Karacadag. (“I am going to kill you,” one vigilante hissed into the ear of my new walking guide — himself a Kurd — who then frantically dialed a Kurdish politician to rescue us.) Within minutes it became clear that the real object of their wrath was the Kurdish Hezbollah, a religious party funded by Ankara in part to fight the P.K.K.

It is hard to blame the Kurds for such flintiness. An accident of history and geography crushed them between the Ottoman and Persian empires for centuries. They were obliged by bigger powers to play the role of an unreliable border gendarmerie, with all the attendant betrayals that come with that job.

But cultures of mistrust wear you down. The Kurdish region of Turkey is beautiful: These days, I tramp past poplars that burn golden under ashy winter skies. But it is a forlorn sort of beauty. I tiptoe through it warily, sometimes with my hands in the air as a sign of surrender.

The saddest Kurdish fratricide I have encountered involved the korucu — members of the Kurdish “village guard” set up by the Turkish government to battle the P.K.K. They are doomed men, loathed by nationalist Kurds as turncoats. A few weeks ago, the P.K.K. tied one to a telephone pole and executed him firing-squad-style. They reportedly stuffed a 10-lira note in his mouth for good measure.

Last week, three of these militiamen ambushed me. I was hiking with my two walking guides in a forested river valley near the plateau town of Agri. I was lagging behind, punching text messages into a cellphone. Figures in camouflage sprang from behind the trees. They screamed at me. They leveled their Kalashnikov rifles. I flung up my hands to the sky. But they kept shouting. We couldn’t understand each other. It was the closest I’ve come to being shot since covering the Iraq war.

“You gave us a scare,” one of the assailants said later, meaning that he thought we were P.K.K. He clapped my shoulder. He explained that he had enemies. He urged me to enjoy the scenery of his fractured land.

PAUL SALOPEK is a two-time Pulitzer Prize-winning journalist and a contributor to *National Geographic* magazine.

Au Kurdistan, "Vous et nous combattons le même ennemi"

Contenant les djihadistes du prétendu "Etat islamique" sur un front de 1000 kilomètres, Massoud Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan en Irak demeure l'allié incontournable de la coalition internationale. Pour L'Express, il revient sur les événements tragiques qui ont menacé le Kurdistan irakien.



Propos recueillis par Clarisse Feletin le 19 novembre 2014
www.lexpress.fr

Alors que Daech continue de menacer la région, Massoud Barzani, le leader du Kurdistan irakien, entend créer, dans les six prochains mois, une armée nationale. REUTERS/Maja Hitij/Pool

A 68 ans, Massoud Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan en Irak, est un chef de guerre. Fils du légendaire guerrier Mustafa Barzani, qui lutta en vain pour l'indépendance du pays, il vit un moment historique. Jamais les rêves d'indépendance du peuple kurde n'ont semblé si près de se réaliser. Mais ce territoire grand comme la Suisse, sans accès à la mer et enserré par les voisins que sont l'Iran, la Syrie et la Turquie, a-t-il les moyens d'une telle ambition?

Comment avez-vous vécu, en août dernier, l'offensive des djihadistes de Daech, l'"Etat islamique"? Au plus fort de la crise, ils étaient à 40 kilomètres d'Erbil, la capitale du Kurdistan en Irak...

C'était terrible. Leur attaque brutale a commencé en juin, avec la prise rapide de Mossoul [une ville de près de 3 millions d'habitants, dans le nord de l'Irak]. Les forces militaires du gouvernement irakien du Premier ministre d'alors, Nouri al-Maliki, se sont effondrées. Nos soldats kurdes, les peshmerga, ont tout de suite occupé le vide laissé par l'armée irakienne en fuite, et réoccupé les zones peuplées de Kurdes, afin de les protéger des attaques des combattants de Daech. Cela nous a permis de récupérer l'assiette territoriale que nous n'avions cessé de réclamer depuis dix ans.

Cependant, tout s'est passé si vite que nos forces militaires étaient étirées à l'excès et dotées, pour l'essentiel, d'armes légères. Voilà pourquoi, quelques semaines plus tard, nous n'avons pas pu contenir l'offen-

sive éclair de Daech à Sinjar [près de la frontière avec la Syrie]. Pris par surprise, nous n'avions pas les moyens ni l'organisation suffisante pour résister correctement aux assauts des djihadistes. Pour les arrêter, à ce moment-là, nous avions vraiment besoin d'aide et d'armes lourdes, en particulier, car Erbil était en danger.

Cet épisode a porté un coup sévère au moral de nos troupes et, bien sûr, de notre peuple. Nous avons vécu ces événements, dans la plaine du Sinjar et à Makhmour, comme de véritables tragédies. Heureusement, à la miseptembre, nos alliés ont lancé leurs premières frappes aériennes stratégiques sur les positions de l'ennemi. Ils savent combi- en nous, les Kurdes, comptons pour la stabilité de la région. Ce soutien aérien a permis de modifier le rapport de forces. Par la suite, nous avons enfin obtenu les armes que nous demandions depuis des semaines, et des forces spéciales amies ont commencé à former nos peshmerga à un type de guerre auquel nous n'étions pas habitués. Récemment, nous avons été victorieux à la bataille de Zoumar. Les Américains et les Français sont les premiers à nous être venus en aide et nous leur en sommes très reconnaissants.

Comment analysez-vous aujourd'hui la déroute, l'été dernier, de vos troupes, les peshmerga? Ils sont pourtant considérés comme de redoutables guerriers...

Nous avons été victimes d'un faux sentiment de sécurité. Nous vivons en paix

depuis une dizaine d'années et jouissons d'une certaine prospérité. Nos peshmerga n'avaient plus combattu depuis longtemps et ils n'étaient plus suffisamment entraînés. Aujourd'hui, la modernisation et la réorganisation de nos forces sont des priorités. Le ministre de la Défense de notre gouvernement régional du Kurdistan doit, dans les six prochains mois, construire une armée nationale. Nous faisons au mieux pour unifier nos différentes forces : les nôtres, dans le nord, et celles de l'Union patriotique du Kurdistan [UPK (1)], de Jalal Talabani, dans le sud.

Comment peut-on venir en aide aux nombreux réfugiés arrivés au Kurdistan irakien ces derniers mois?

C'est un défi humanitaire considérable. Des centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées cherchent refuge - chrétiens, yézidis, turkmènes, arabes et d'autres minorités encore. Depuis une décennie, fidèles à notre histoire, nous avons toujours protégé ceux qui étaient persécutés. Je crois que nous avons manifesté un grand sentiment de tolérance et d'empathie, et je dois dire que nous en sommes très fiers. Aujourd'hui, nous faisons de notre mieux pour assurer la sécurité et fournir une aide de première nécessité, soutenus, bien sûr, par les organisations internationales.

Que pensez-vous de la bataille de Kobané?

Tout le monde reconnaît que les Kurdes ➤

➤ de Syrie se battent à Kobané de manière héroïque. Ils sont prêts à résister jusqu'à la mort et tiennent encore la ville aujourd'hui grâce à l'appui aérien de la coalition internationale. Ils se battent contre les mêmes ennemis barbares qui nous ont attaqués en août dernier. C'est pourquoi, en accord avec nos alliés, nous avons décidé de leur envoyer les armes lourdes et les munitions dont ils ont besoin. Elles ont été acheminées par nos propres peshmerga, en plus des armes parachutées par les Américains. Des peshmerga convoient des armes à destination des assiégés de Kobané, en Syrie, à la fin d'octobre.

Avez-vous été surpris par l'attitude de la Turquie, qui a longtemps refusé de laisser passer vos armes?

La situation régionale est d'une complexité extrême. Nombre de pays voisins ne partagent pas les mêmes objectifs et leurs stratégies divergent. Nous essayons de promouvoir l'unité, comme l'urgence de la situation l'exige. Mais c'est une tâche difficile. Le conflit est à niveaux multiples, ce qui rend chaque action très compliquée.

Avez-vous toujours le projet de créer un Etat indépendant?

Bien sûr, nous souhaitons l'indépendance. Je pense que nous la méritons. Dans les circonstances actuelles, ce n'est plus notre priorité, mais nous y travaillerons en bâtissant notre unité et notre autonomie. Pour le moment, notre préoccupation est surtout de renforcer nos forces militaires avec l'aide de nos alliés afin d'améliorer notre capacité de dissuasion.

Quel rôle ont joué les Américains lorsque vous avez commencé à essayer de doter votre région d'une certaine autonomie?

Après l'intervention de nos alliés américains en 2003, nous avons très étroitement coopéré avec eux. Nous avons protégé leurs forces durant les combats en établissant une zone de sécurité qui leur a permis de se réorganiser. Grâce à l'intervention de Washington, nous avons pu créer une véritable administration, qui n'était jusqu'alors pas assez développée. Nous avons aussi mis en place des institutions, avec un parlement qui représente les minorités religieuses et les diverses sensibilités politiques des Kurdes.

Depuis la création du nouvel Etat irakien, en 2005, quel est votre positionnement stratégique dans la région?

Depuis 2005, trois élections ont eu lieu dans de bonnes conditions. Nous avons essayé de nous développer comme une démocratie, bien sûr, en respectant le jeu des institu-



Des peshmerga convoient des armes à destination des assiégés de Kobané, en Syrie, à la fin d'octobre.

REUTERS/Yannis Behrakis

tions. Nous avons aussi essayé d'exploiter nos ressources pour construire une économie dynamique et établir un climat stable favorable aux affaires. En assurant la sécurité sur notre territoire, nous sommes parvenus à attirer des investisseurs qui nous aident à développer la région. Sur le plan diplomatique, nous avons cherché à adopter une approche pragmatique. Nous entretenons de bonnes relations avec ceux de nos voisins qui en sont désireux.

Nous nous sommes rapprochés de la Turquie, sur la base d'intérêts communs. Car, que nous le voulions ou non, nous sommes un pays enclavé. Depuis des années, notre préoccupation principale a toujours été la sécurité. Notre survie en dépend. Hier comme aujourd'hui, c'est toujours le cas.

Quelles sont vos relations avec l'Etat central irakien?

Elles ont toujours été difficiles. Des principes prévus par la Constitution irakienne, adoptée en 2005, n'ont toujours pas été mis en oeuvre. Depuis 2006 et l'arrivée au pouvoir du chiite Nouri al-Maliki [Premier ministre jusqu'en 2014, puis vice-président], beaucoup de questions n'ont pas été résolues. Bien que nous ayons une Constitution, Bagdad a toujours été réticent à l'idée de partager le pouvoir, comme initialement prévu, dans le cadre de l'Etat irakien.

Le statut de Kirkouk a été une première pierre d'achoppement : cette ville a toujours été essentielle pour nous depuis que Saddam Hussein en expulsa de nombreux Kurdes, pour les remplacer par des Arabes. Il y a aussi la question du sort de territoires que nous revendiquons, qui devait se régler avec l'organisation d'un référendum. Or cette consultation n'a jamais eu lieu. Le partage du pouvoir entre les diverses communautés ethniques et religieuses est un autre dossier en suspens. Aucun de ces

problèmes n'a été résolu.

Où en êtes-vous, avec le gouvernement de Bagdad, concernant le partage des gisements et des revenus du pétrole?

Dès le départ, nous avons dit haut et fort que nous sommes les propriétaires de tout ce qui ressort de notre sol. En conséquence, le gouvernement kurde est libre d'exploiter les réserves de gaz et de pétrole présentes dans la zone kurde tant qu'il en informe le gouvernement central irakien. Bagdad n'est pas d'accord et interdisait aux compagnies qui investissent en Irak de traiter directement avec nous. La situation était devenue très tendue en 2009 ; nous étions dans l'impasse jusqu'à ce que des majors comme Exxon et Chevron décident de passer outre et d'investir dans notre zone. Nous avons ainsi commencé à développer et exploiter nos champs de pétrole. Auparavant, Bagdad s'est longtemps obstiné à nous mettre des bâtons dans les roues.

Nous avons dû trouver des moyens pour exporter notre production sans passer par le territoire irakien. Cela nous a amenés à développer des liens avec la Turquie, pour construire un oléoduc qui transporte le pétrole du Kurdistan à Ceyhan [port turc]. Le pétrole et le gaz ont permis à notre économie de faire un grand bond en avant. Nous prévoyons d'atteindre, en 2015, une production de 1 million de barils par jour.

Qu'attendez-vous de la France?

Depuis 1991 [et l'insurrection des Kurdes d'Irak, au lendemain de la guerre du Golfe], la France n'a cessé de témoigner son amitié à notre égard. Les Français ont été les premiers à demander une intervention humanitaire en notre faveur lorsque nous subissions les attaques féroces des forces de Saddam Hussein. Grâce à l'aide des Britanniques et des Américains, nous avons bénéficié d'une protection aérienne. ♦

MASSOUD BARZANI EN 5 DATES

1946 Le 16 août, naissance à Mahabad (aujourd'hui en Iran). 1979 Succède à son père, Mustafa Barzani, comme leader du KDP. 2005 Le 14 juin, élu président de la Région autonome du Kurdistan (irakien) par le Parlement régional. 2009 En juillet, réélu président lors du premier scrutin au suffrage universel, avec 69,6% des voix. 2013 En juin, en raison de l'offensive militaire de Daech, le Parlement du Kurdistan irakien prolonge son mandat à la présidence de deux ans.

(1) L'UPK est depuis des décennies le parti rival du PDK, le Parti démocratique du Kurdistan, dirigé par Massoud Barzani.



L'armée de Bachar al-Assad reprend pied dans le nord de la Syrie et resserre son étau sur Alep où les rebelles résistent, aidés par les frappes occidentales contre l'Etat islamique.

«C'est la survie de la révolution qui est en jeu»

Par HALA KODMANI

Envoyée spéciale à la frontière turco-syrienne

Abou Ryad, sa femme et ses 5 enfants en sont à leur septième déplacement en moins d'un an dans la région d'Alep. «Six fois à cause des bombardements de l'aviation du régime et la dernière pour fuir la bataille entre l'Armée libre et Daech [l'Etat islamique, ndlr], au début de l'année. Nous sommes devenus comme des bédouins nomades, mais sans brebis, ni chameaux», dit le père de famille dont le dernier refuge est dans la localité d'A'zaz, frontalière de la Turquie. Il se sent privilégié dans la petite maison abandonnée du village, sans électricité mais avec l'eau courante, des installations sanitaires et, surtout, des murs en pierre. Car à quelques kilomètres au nord, près de 2 000 familles se sont trouvées les pieds dans l'eau et la boue à la première pluie de la saison, mi-octobre. Dans le camp «provisoire» de Bab El-Salameh, aux abords du poste frontière de Killis, où les Turcs bloquent l'afflux de nouveaux réfugiés, le nombre de tentes dressées depuis des mois gonfle tous les jours avec l'arrivée de réfugiés chassés par les combats de capitale du Nord syrien.

Daech vient de voler encore une fois la vedette à Alep. Après la bataille de Kobané, qui mobilise depuis deux mois l'attention du monde, l'exécution spectaculaire de l'otage britannique Alan Hennig puis celle de l'Américain Peter Kassig attirent à nouveau les regards vers le monstre terroriste en Syrie. Pendant ce temps, le régime marque des points dans de nombreuses zones du pays.

«Personne ne se soucie de la bataille cruciale qui se déroule à Alep», se désole Bassam Hajji Mustapha, chef d'une rare brigade qui se présente

comme laïque et membre du «commandement de la révolution», regroupant les brigades locales de la rébellion armée syrienne. «Depuis des mois, le bain de sang se poursuit au quotidien. Les civils meurent par dizaines sous les barils d'explosifs de l'aviation du régime, et nos militaires sur les fronts où ils se battent. C'est la survie même de la révolution armée syrienne dans tout le nord du pays qui est en jeu», affirme l'officier, de passage en Turquie.

CELLULE. Les avertissements sur les risques de la chute d'Alep se multiplient depuis que les forces de Bachar al-Assad ont lancé au début de l'année leur opération de «reconquête» de la deuxième ville du pays, coupée en deux depuis l'été 2012. Au moment où les brigades rebelles attaquaient les positions de l'Etat islamique, qu'ils ont réussi à chasser de la ville, l'aviation du régime entamait une campagne de bombardements massifs sur les quartiers populaires tenus par l'opposition. Celle-ci devait désormais se battre sur deux fronts. La menace d'encerclement s'est précisée cet été, quand les forces gouvernementales ont reconquis la zone industrielle au nord-ouest d'Alep et la localité de

Henderat. C'est là que se déroule depuis des mois la bataille décisive entre les deux camps. Si Henderat tombe, la grande moitié d'Alep tenue par les rebelles, avec ses 300 000 habitants, sera prise au piège du froid et de la faim.

Le régime d'Al-Assad a accentué ces derniers jours sa campagne de bombardements aériens, cher-

chant à pousser son avantage militaire et politique aux yeux d'un monde qui le considère aujourd'hui comme un moindre mal par rapport à l'Etat islamique. Face à la menace, les rangs des militaires de l'opposition non jhadiste se sont resserrés à Alep sous la pression de l'opinion et des autorités civiles, qui exigent

depuis un mois l'unification des formations armées disparates qui défendent la ville. La coalition d'opposition a créé lundi une cellule de crise pour «sauver Alep» en commandant un plan de bataille à son état-major et au Conseil militaire et en mettant en place une aide logistique et humanitaire en concertation avec les conseils civils locaux. Ces derniers parviennent à se faire entendre par les habitants et les combattants car ils gèrent tous les aspects de la vie des gens, du plus ordinaire au plus dramatique. Dans son bulletin quotidien publié sur Facebook, le Conseil central d'Alep annonçait mardi 18 novembre la remise de prix aux meilleurs élèves du secondaire et le massacre de dizaines de civils dans un raid de l'aviation contre le quartier du «cimetière anglais».

USURE. Tout en criant au loup, comme les autres chefs de l'opposition militaire et politique, Hajji Mustapha reconnaît que «le risque d'encerclement n'est pas imminent». «Nous résistons miraculeusement avec de modestes moyens et des munitions qui nous parviennent au compte-gouttes», précise-t-il. Le colonel Zuhair al-Saket, chef du conseil militaire d'Alep, a fait lundi 17 novembre une tournée en ville auprès des combattants et des populations, pour leur assurer qu'Alep ne serait pas encerclé par le régime. Une détermination affichée aussi dans un message à l'envoyé spécial de l'ONU,

Staffan de Mistura, pour signifier que la rébellion n'acceptera pas de concessions sans contrepartie sur son plan de «gel» des combats sur les fronts d'Alep. Difficile d'y voir clair dans la réalité du rapport de forces sur le terrain comme dans l'alternance des rododromes et des cris alarmistes.

Un front important s'est calmé pour les insurgés syriens qui affrontent l'Etat islamique à Mareh, localité à mi-chemin entre le centre d'Alep et la frontière turque. «La bataille de Kobané épuise les forces de Daech et les frappes de la coalition sont efficaces sur ce plan», dit un combattant de cette région au nord d'Alep, joint par téléphone. Il fait valoir toutefois «qu'il y a comme une répartition des tâches entre l'aviation américaine qui vise Daech pendant que celle du régime bombarde la population syrienne des localités environnantes». Le gel du front à Mareh a permis aux groupes rebelles de résister aux assauts des forces pro-régimes à Henderat. «Celles-ci comptent une minorité de Syriens, selon le combattant. Elles sont dirigées par un officier libanais du Hezbollah. Parmi les prisonniers que nous avons pris, il y a des Iraniens et des Pakistais. Ils ne peuvent se battre sérieusement sur un territoire qui n'est pas le leur.»

Face à des troupes prorégimes sans convictions et à des jihadistes sous pression, les rebelles d'Alep mènent une guerre d'usure. La bataille triangulaire du nord syrien semble tourner à

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

Pendant que les forces américaines bombardent des positions de l'Etat islamique, Bachar al-Assad regagne clairement du terrain en Syrie, notamment à Alep.

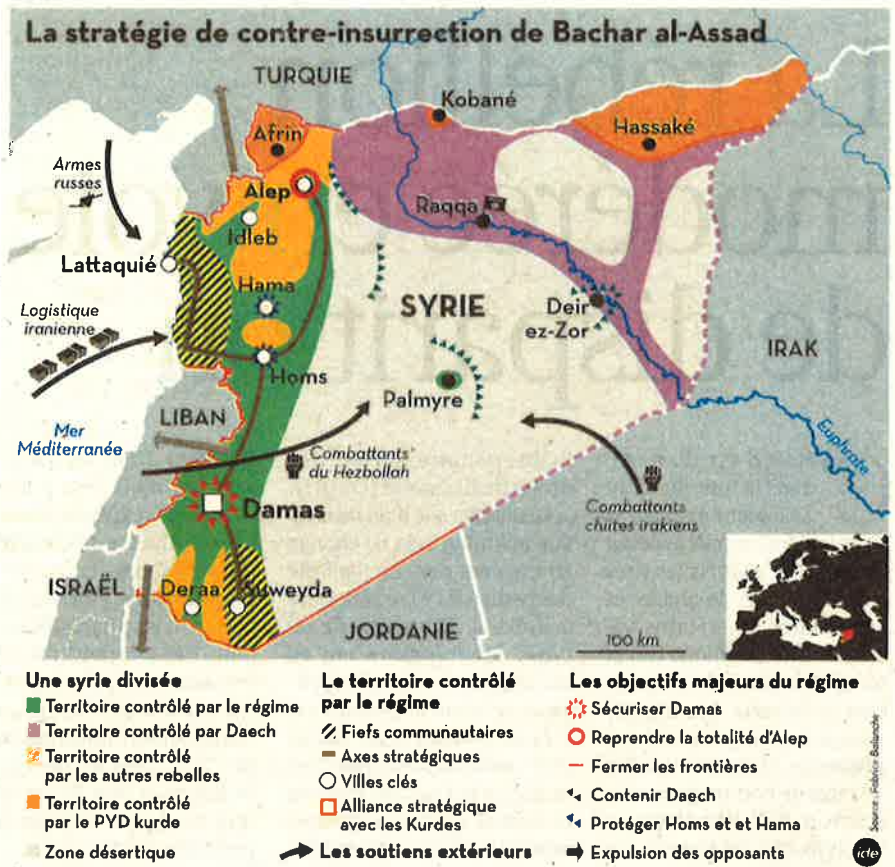
L'ENJEU

Combien de temps les rebelles modérés pourront-ils tenir ?

TÉMOIGNAGES

la confrontation entre trois protagonistes affaiblis. «Mais le risque aujourd'hui peut venir d'une quatrième force», craint Bassam Hajji Mustapha, en désignant le Front al-Nusra.

SIÈGE. La formation d'Al-Qaeda historique, qui vient de reprendre le contrôle d'une grande partie de la région d'Idlib et d'en chasser notamment les «révolutionnaires» non islamistes de Jamal Maarouf, ne tolère pas d'avoir été doublée par le califat dissident d'Al-Baghdadi. «Pour le moment, ils ne s'attaquent pas à nous, mais peuvent engager quelques batailles de diversion dangereuses qui dégarniraient le front de Henderat face au régime», précise Bassam Hajji Mustapha. En effet, depuis deux jours, une offensive a été lancée à l'initiative du Front al-Nusra contre deux villages alaouites encerclés au nord d'Alep et dont les troupes d'Assad tentent de briser le siège. La formation affiliée à Al-Qaeda est familière de ce genre d'opérations attaquant d'abord les forces d'Assad pour légitimer ensuite sa mainmise sur la rébellion modérée. La bataille d'Alep est loin de se clarifier. Dans l'attente, l'officier résolument anti-islamiste espère que le plan de Metsura «sorte du brouillard actuel» pour devenir acceptable par la rébellion. «Le gros avantage serait de stopper les bombardements d'explosifs sur Alep», et aussi l'exode des réfugiés vers la frontière turque en ce début d'hiver. ◆



Des habitants d'Alep se hâtent après un bombardement de l'armée syrienne effectué à l'aide de vieux barils de pétrole transformés en bombe et remplis de morceaux de métal.

PHOTO RAMI ZAYAT/REUTERS

LES FAITS DU JOUR

► **Le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel**, a annoncé sa démission lors d'une intervention commune avec Barack Obama. Cette démission serait en partie liée à des différends sur la stratégie à adopter contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie, avance le *New York Times*.

► **Les combattants kurdes ont avancé** dans la nuit de dimanche à lundi à Kobané, dans le nord de la Syrie, où ils combattent depuis mi-septembre les jihadistes de l'Ei.

► **L'aviation américaine a mené 9 frappes** contre l'Etat islamique en Syrie depuis vendredi et 15 frappes en Irak, a annoncé hier le commandement central américain.

► **Au moins deux Britanniques, dont un ancien soldat**, seraient actuellement en Syrie où ils auraient rejoint les combattants kurdes contre le groupe Etat islamique, selon les médias britanniques qui citent leurs pages Facebook.

«Nous ne pouvons vaincre l'ennemi sans un effort coordonné et réfléchi qui bénéficie du soutien massif du peuple américain. A ce

jour, cette administration n'y a pas réussi.»

John Boehner, président républicain de la Chambre des représentants critiquant la politique d'Obama face à l'Etat islamique

Les Kurdes sont les principales victimes des accords Sykes-Picot

Khaled Issa
21 Novembre, 2014
www.humanite.fr

Les Kurdes comptent parmi les principales victimes des accords Sykes-Picot et des traités internationaux qui ont suivi la Première Guerre mondiale, jusqu'à l'établissement définitif des frontières de la Turquie en 1939. Lorsqu'en mai 1916, le Britannique Sykes et le Français Picot décident du futur partage de l'Empire ottoman contre qui ils sont en guerre et qu'ils considèrent comme vaincu, les frontières qu'ils tracent passent à travers des territoires peuplés par des Kurdes qui ignorent tout de ces accords secrets. En 1920, pourtant, le traité de Sèvres reconnaît la légitimité de la lutte

des Kurdes contre la domination turque et prévoit leur droit à un État indépendant. Mais il n'est pas appliqué et dès l'année suivante, alors que les Alliés occupent Istanbul, il est annulé par le traité d'Ankara, qui donne l'actuel territoire du Rojava à la Syrie passée sous mandat français. L'armée française se retirera sans se soucier du sort des minorités qu'elle était supposée protéger, comme les malheureux Arméniens. En 1923, le traité de Lausanne ne mentionne même plus les Kurdes. Par la suite, en 1926 et 1929, plusieurs rectifications de frontières ont lieu entre la Turquie et la Syrie, comportant à chaque fois des concessions territoriales à la Turquie : ainsi, en 1929, elle reçoit 12 villages kurdes, et



par Khaled Issa, représentant du Parti démocratique du Kurdistan de Syrie (PYD)

aujourd'hui encore elle voudrait reprendre le canton de Djezireh, plus grand que le Liban et riche en pétrole! Mais ce qui fait que

la Turquie a, depuis le début, soutenu Daesh (« État islamique ») contre nous, les Kurdes qui résistent à Kobané, c'est moins des revendications territoriales que la peur de l'exemple démocratique que nous donnons au monde par notre organisation, notre résistance et la place qu'y occupent les femmes, à égalité totale avec les hommes. Nous avons choisi la voie de la pluralité ethnique et confessionnelle, à la différence de cette Turquie soi-disant laïque mais qui a éliminé les chrétiens de sa société, opprime les alevites et a soutenu les forces islamistes les plus réactionnaires pour tenter de mettre la main sur la Syrie. □

La Turquie et le syndrome du traité de Sèvres

par **Didier Billion**, Directeur adjoint de l'IRIS (1), spécialiste de la Turquie
21 Novembre, 2014,
www.humanite.fr



Après la guerre de 1914-1918, la Turquie s'est retrouvée du côté des vaincus et en a payé le prix par une réduction de son territoire. Mais cela n'est pas directement lié aux accords Sykes-Picot. Au moment de leur signature, en 1916, la Turquie était déjà largement amputée par la présence des armées britannique, française et italienne qui occupaient plusieurs régions et soutenaient

les révoltes arabes. De plus, les Grecs cherchaient à s'émanciper à l'ouest, les Kurdes à l'est. Après la défaite germanoturque, le traité de Sèvres, en 1920, prévoit de partager l'Empire ottoman entre les Européens, les Kurdes et les Arméniens. Il ne sera jamais appliqué en raison de la résistance de Mustafa Kemal qui a

porté un coup d'arrêt à l'avancée des Alliés sur le terrain. Les accords Sykes-Picot, qui étaient à la base de ce traité, ne seront appliqués qu'aux parties arabes de l'empire (Syrie, Liban, Égypte, Irak). Sinon, la Turquie aurait été réduite à une petite portion de territoire autour d'Ankara, ce qui était inacceptable pour le peuple turc qui s'est rallié à Mustafa Kemal pour faire reculer les troupes françaises et britanniques et imposer un nouveau traité : celui de Lausanne en 1923 où il n'était plus question d'un État kurde. Par la suite, ni Mustafa Kemal ni ses successeurs n'ont revendiqué de modification des frontières, sauf le Sandjak

d'Alexandrette, rattaché à la Syrie sous mandat français, mais rétrocédé par la France sous le Front populaire, sous prétexte qu'il aurait été à majorité peuplé de Turcs. En fait, il s'agissait de réintégrer la Turquie dans le concert des nations alors que des bruits de bottes se faisaient à nouveau entendre du côté de l'Allemagne. Ce qui me semble fondamental, c'est que la Turquie souffre toujours aujourd'hui du syndrome du traité de Sèvres : l'idée qu'elle est entourée d'ennemis qui ne lui veulent que du mal et qu'elle doit se méfier de tout le monde. Ce qui explique peut-être en partie l'attitude actuelle du président Recep Tayyip Erdogan. □



www.ekurd.net

KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

U.S. WELCOMES OIL DEAL BETWEEN IRAQI KURDISTAN AND BAGHDAD

November 22, 2014

Istanbul: U.S. Vice President Joe Biden welcomed an agreement between Iraq's central government and its northern Kurdistan region over the management of oil exports, a step forward in a feud that has threatened the unity of Iraq. After years of friction, the two sides last week struck a deal in which Kurds will give half of their overall oil shipments to the federal government and Baghdad will pay overdue civil servants' salaries in the region. "I was encouraged to see the recent interim agreement between Baghdad and Erbil on managing exports and revenue sharing," Biden told an Atlantic Council summit on energy and the economy in Istanbul on Saturday. Oil has been at the heart of a feud between the Arab-led government in Baghdad and the ethnic Kurdish-run northern enclave, which dispute control over oilfields, territory and crude revenues shared between the two regions. Baghdad has said it alone has the authority to control exports and sign contracts, while the Kurds say their right to do so is enshrined in the Iraqi constitution. Biden also said that Washington supported the development of an oil pipeline from southern Iraq's Basra oilfields to Turkey's Mediterranean port of Ceyhan, a project which Turkey has long advocated despite reluctance in Baghdad. **Reuters**

SYRIAN KURDS SEEKING RELATION WITH ANKARA: OFFICIAL

November 22, 2014

A Democratic Union Party (PYD) foreign relation commission member said Kurds in Syrian Kurdistan are eager to have ties with the government in Ankara and said the party sees no problem in relation between Ankara and the Kurdish government in the north of Baghdad. Shirzad Yazidi told Asharq al-Awsat the PYD not only does not oppose to Erbil-Ankara relation, but also is keen to make ties with Turkey and has asked the Turkish government to make ties with the Syrian Kurds self-announced autonomy in Syrian Kurdistan. He further asked Ankara to change its policies towards Syrian Kurds as it did with Kurds in northern Iraq and said Ankara should learn from its opposing stance towards Erbil but then changing it and making the Kurdish region one of its key allies. He went on to say that Syrian Kurds make no threat to Ankara and the Turkish state is better to stall its sectarian and anti-Kurdish policies, voicing his hope that Erbil could encourage Ankara to change its stance towards Syrian Kurds. **kurdpress.ir | Ekurd.net**

US CONGRESS TO CONSIDER BILL TO ARM PESHMERGA FOLLOWING SENIOR KRG VISIT TO WASHINGTON

November 24, 2014

Washington: A four-day visit of senior Kurdistan Regional Government (KRG) officials culminated in the introduction of a resolution to Congress that would authorise the US government to supply military equipment, weapons, and training directly to Kurdish Peshmerga Forces. Dr Fuad Hussein, Chief of Staff to President Masoud Barzani, and Minister Falah Mustafa, Head of the Department of Foreign Relations, concluded their visit to Washington on Thursday with meetings with senior US administration officials and members of Congress. Throughout the week the delegation had conducted numerous meetings with members of Congress and were pleased to see the bill introduced to the House Foreign Affairs Committee on the last day of their visit to Washington. Dr Hussein said, 'We applaud Congress on the introduction of this historic bill, which not only demonstrates American commitment to fighting terrorism, but reaffirms the long-standing alliance between the US and people of the Kurdistan Region.' **..korp.org**

MORE THAN 300 THOUSAND DISPLACED YEZIDI KURDS IN KURDISTAN REGION

November 24, 2014

Erbil: The Kurdistan Regional Government Prime Minister's envoy for people who fled Islamic State IS group from Sinjar, Dr. Nouri Osman Sinjari, said that since the capture of the town by ISIS, 263,000 have fled to Duhok, 20,000 to Erbil, 20,000 to Slêmanî, and a few to neighbouring Turkey and Syria. He said many have been rescued from Sinjar Mountain. In an interview with KRG.org, Dr. Nouri said the "KRG established this special representation office to monitor the situation and assess the needs of displaced people who fled ISIS persecution from Sinjar and its environs and who sought refuge in the Kurdistan Region due to the takeover of their homeland". With the arrival of winter rains and colder temperatures their needs have greatly increased. About 10,000 people, mostly Yezidi Kurds, have decided to remain on Sinjar Mountain with Peshmerga and volunteer fighters to defend their homeland. Dr. Nouri Osman Sinjari highlighted insufficient response by the Iraqi government in meeting the emergency needs of the displaced people who fled to the Kurdistan Region. The Region is host to 1.4 million displaced people from center-south Iraq, including 70,000 Christians and 300,000 Yezidis from Nineveh Governorate, and more than 200,000 refugees from Syria...**krg.org | Ekurd.net**

KURDISH PESHMERGA AND SHIITE MILITIAS VIE FOR CONTROL OF LIBERATED TOWN

November 25, 2014

Erbil: Peshmerga forces have asked the Shiite Badr brigade to handover the control of Saadiya in northern Diyala to the Kurds a day after the town was liberated from Islamist militants, a Peshmerga spokesman said. "There is the Badr brigade in Saadiya now and we need to negotiate with them in order to take the town back from that militia force," Brigadier Ahmed Latif, Peshmerga spokesperson in the area told Rudaw. "They [Shiite militia] helped the Peshmerga in taking back the town," Latif added. Kurdish Peshmerga forces launched a massive attack on the Islamic State (ISIS) in Jalawla and Saadiya in the early hours of Sunday morning in which 20 Peshmerga fighters were killed and 49 others were wounded. "Many ISIS militants were killed but most of their bodies are lost under the rubble or drowned in Sirwan River," said Latif. Shiite militia leaders claimed to have played a major role in the offensive, but on Monday the Ministry of Peshmerga said that both towns were "liberated only by the Kurdish Peshmerga forces." "In Saadiya Iraqi federal troops took part in the offensive, too" Jabar Yawar, Peshmerga ministry chief of staff said in a statement. The Kurdish Peshmerga and Shiite militias have clashed on a few occasions in the past in Tuz Khurmatu and Amerli where militia groups maintain a heavy presence...**rudaw.net**

230 PESHMERGA TRAINED BY TURKISH SOLDIERS

November 25, 2014

Some 230 Peshmerga forces of Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG) have been trained by Turkish soldiers so far in northern Iraq, a senior Turkish Foreign Ministry official has told the Hürriyet Daily News. Turkey has been providing "subsidiary" military training for the Peshmerga forces and the process will continue for as long as necessary, according to the official. Ankara has been conducting the training program for one month. Meanwhile, Turkey and the U.S. have been trying to narrow 'tactical differences' in discussions for the training and equipping program for moderate Syrian opposition groups, according to the same official, who added that any final agreement would have to be approved by Parliament after a legal examination of the text. The train-equip program envisages the training of some 5,000 Syrians every year, 2,000 of whom will be trained in Turkey...**hurriyetdailynews.com**

SYRIAN GOVERNMENT AIR STRIKES KILL 63 IN RAQQA: MONITORING GROUP

November 26, 2014

Beirut: At least 63 people, half of them civilians, were killed when Syrian war planes struck the northeastern city of Raqqa on Tuesday, according to the Syrian Observatory for Human Rights, which monitors the war in Syria. Syrian government officials were not immediately available for comment. Rami Abdulrahman, who runs the Britain-based Observatory, said 10 →

⇒ war planes struck at least 10 times in Raqqa, a stronghold of the ultra-hardline group Islamic State. "The majority of the strikes were in the eastern part of the city," Abdulrahman said, quoting residents and activists in the city. "At least 36 of those killed are civilians. As for the rest, we are not sure yet if they were fighters." Islamic State, which has seized wide expanses of territory in Iraq and Syria, drove the last Syrian government forces out of Raqqa province in late August. Its fighters seized an air base then, capturing and later executing scores of Syrian soldiers...**Reuters**

KURDISH PESHMERGA LAUNCHES WIDE OPERATION IN QARE TAPE AND LIBERATE FOUR VILLAGES

November 26, 2014

Source in Diyala revealed on Wednesday, that Kurdish Peshmerga forces launched at dawn Wednesday, a large-scale military operation in Qare Tape sub-district and its suburbs to expel the remnants of Islamic State IS group militants from the region, while the Iraqi army was able to liberate three villages south the sub-district. An informed sources aid that "The operation comes to eliminate terrorist elements in Tabaj area and villages in Qara Tapa", noting that Peshmerga forces are making great progress, and the IS militants cannot face Peshmerga and they are fleeing in front of it. He noted that Peshmerga will announce in the coming hours liberating those areas and resolve things in its favor soon. The source pointed out that the Iraqi army launched an offensive against the IS militants' positions south of Qare Tape, adding that it is also able to liberate al-Saraf, Sari Tapa and al-Awamer villages and expelled IS militants from them. The source did not mention the number of dead and wounded in the ranks of IS militants during those battles or the sacrifices of Peshmerga and Iraqi security forces. **shafaaq.com | Ekur.net**

STATE OF LAW DOUBTS THE OIL AGREEMENT WITH KURDISTAN REGION

November 27, 2014

Baghdad: The state of law coalition questioned the details of the last oil agreement between Iraq's federal government and the Kurdistan region, calling for the Ministry of Oil to provide clarification for it. MP, of the state of law, Saleh al-Hasnawi said, at a joint news conference with the House of Representatives Khalaf Abdul Samad and Jassim Mohammed Jaafar Wednesday "Kurdistan President, Massoud Barzani in the conference with the PM of Turkey, Ahmet Davutoglu, said that the 150 000 barrels, which the region pledged to provide to federal government is from Kirkuk oil-fields not from the fields of the region, as Barzani pointed that the central Ministry of Oil waived Kirkuk oilfields to the Kurds and Kirkuk and its oil subsidiary of the province." He added, "The central government will pay 17% share of the budget, which is valued at more than \$ 17 billion compared to \$ 4.3 billion, if the value of oil selling at \$ 8." He said, "Barzani's remarks came when Oglu said that his government has adopted a sales buy of Iraqi oil through the Turkish pipeline in the Turkish bank back to the AKP." MP, Abdul Samad asked "whether the agreement included oil of region or not, and whether Kurdistan received approval from the federal govt for export, and how will be the south and center fields revenues, and do the people of the southern and central provinces bear the burden of the budget."...**ninanews.com | Ekur.net**

KURDISH FORCES KILL 124 ISLAMIC STATE MILITANTS NEAR MOSUL DAM

November 27, 2014

Erbil: Kurdish military commanders said that their forces killed 124 Islamic State (IS) militants, including seven leaders near the Mosul Dam on Wednesday. "IS fighters launched a wide scale attack on the Peshmerga positions today, in Sahlij village and Ein Mani'a west of the Mosul dam, but the Peshmerga forces confronted them and repelled the attacks," said a senior military commander in the area. The commander said that among the killed are seven IS leaders and that the bodies of 70 dead militants are in the hands of the Peshmerga forces. According to the Peshmerga, most of the militants who were killed today were of Uzbek and Chechen nationality. The Kurdish commander named the IS leaders as: Abu Bilal, Abu Baraa al-Turki, Abu Akram al-Turki, Abu Muslim al-Turki, Abu Sumaya al-Turki, Abu Abdul Hmaid al-Turki and Muhamad Rasul Beg al Masri. Only two Peshmerga fighters were wounded in the attack, according to the commander. Today's confrontations were the second attack by the Islamic

group against the Peshmerga in the last 24 hours. On Tuesday IS militants, including two suicide bombers attacked the Kurdish positions near the dam, but they were repelled, leaving several dead behind. **rudaw.net | Ekur.net**

KURDISTAN PARLIAMENT AUTHORIZES KRG TO SELL ITS OIL

November 28, 2014

Erbil: The Deputy Chairman of the Energy Committee in Kurdistan Parliament, Dilshad Shaaban revealed Thursday, that the parliament officially recommended the delegation of the Kurdistan negotiating with Baghdad to demand the share of the region amounted to 17% of the general budget, stressing that the Parliament authorized Kurdistan Regional Government KRG to sell oil if the parties did not reach a "final solution". Shaaban said, "The Kurdistan Regional Parliament issued a recommendation to the Kurdish delegation negotiator with Baghdad on the budget of the Kurdistan region, that includes emphasis on Baghdad's obligation to pay dues to the region from the budget, amounting to 17%." He also pointed out that, "The Parliament authorized Government of the Territory to sell oil in the event of failure to reach a final solution with Baghdad to provide financial dues." Shaaban added, "The KRG can sell its oil, according to Law No. 5 of 2013, the act to identify and obtain financial benefits for the Kurdistan region of Iraq from the federal ministries," elaborating that, "the Parliament of the Kurdistan region demanded the government to submit a draft of the law of Kurdistan firm for the marketing of oil to the parliament the region on Wednesday." **iraqinews.com | Ekur.net**

PESHMERGA RECAPTURE VILLAGES FROM ISIS, KILLING 12 MILITANTS

November 30, 2014

Erbil: Kurdish forces have pushed back the Islamic State (ISIS) near Gwer southwest of Erbil in a major assault Sunday morning, killing 12 militants, a Peshmerga commander said. Captain Amin Karim said that his forces have taken back the villages of Kushaf and Saqiyah from the ISIS militants. "The bodies of 12 ISIS militants are in our hands and we destroyed three of their hummers," he said. Cpt. Karim added, "A Peshmerga captain was also killed in the fight." He said that the ISIS militants "are in disarray and on the retreat, but we don't want to advance fast due to the booby traps and bombs." **rudaw.net**

11 IRAQI KURDISH PESHMERGA WOUNDED IN SYRIA'S KOBANI

November 30, 2014

Erbil: As Syrian Kurdish fighters and Iraqi Kurdish Peshmerga forces continue to fight Islamic State militants in Kobani of Syrian Kurdistan, it has been revealed that 11 Peshmerga have been wounded, two of them critically. A division of Iraqi Kurdish Peshmerga has been in the besieged city of Kobani for more than a month, supporting the Kurdish fighters of the People's Protection Units (YPG) who have resisted the extremist group for more than two months. The Peshmerga have been heavily involved in the clashes, resulting in the injuries to the eleven fighters. They have been brought back to the Iraqi Kurdistan region. A Peshmerga soldier in Kobani confirmed the number of the injured and said that the 151 Peshmerga are expected to return to the Kurdistan region on MondayDec.1st, They will be replaced by another division. The soldier, who wished to remain anonymous, revealed that the wounded Peshmerga fighters initially received treatment in Turkey before they were flown back to the Kurdistan Region. The first group of Peshmerga entered Kobani via Turkey on October 28th. The Syrian Kurdish city of Kobani has been under attack from Islamic State since September 16th with majority of residents have fled across the border to Turkey, and are now facing winter in refugee camps such as those near **Suruc. basnews.com | Ekur.net**

◆◆◆



De la frontière turque, des hommes regardent les combats à Kobané, le 26 octobre. L'Etat islamique y a perdu 850 combattants du fait des frappes américaines mais reste fort ailleurs. PHOTO B.KILIC, AFP

Les frappes américaines redistribuent les cartes entre les différents mouvements, au profit de l'EI.

La rébellion modérée en voie de disparition

C'était il y a un mois, dans la nuit du 22 au 23 septembre. Pour la première fois depuis le début du conflit, des missiles tirés par des avions de chasse et des navires américains visaient l'Etat islamique (EI) et Al-Qaeda dans le nord et l'est de la Syrie. Les frappes se sont poursuivies, surtout à Kobané, au Kurdistan. En un mois de bombardements, environ 850 jihadistes et 50 civils ont été tués, selon

l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). «Autant dire que d'un point de vue militaire, cela ne change strictement rien. La majorité des pertes de l'EI se concentre

à Kobané. Dans le reste du pays, les frappes n'ont eu aucun effet. Et sur le plan politique, le bilan est désastreux. L'EI ne pouvait rêver mieux pour améliorer son image alors qu'il était haï par une majorité de Syriens. Quant aux groupes rebelles modérés, soutenus par

les Etats-Unis, ils sont désormais dans une position intenable», explique Thomas Pierret, maître de conférences Edimburg (Ecosse).

Débandade. Hormis à Kobané, où les jihadistes reculent, l'EI n'a perdu aucune position en Syrie depuis la fin septembre. Le groupe tient toujours de larges pans de l'Est, dans les provinces

de Raqqa et Deir Ezzor, ainsi que quelques villages à la frontière turque.

Les frappes américaines ont également agi comme un argument idéal pour recruter. «La majorité des jeunes avec qui je combattais ont rejoint l'EI ces dernières semaines. Même si nous ne sommes pas d'accord avec eux sur la manière dont ils ont créé leur califat, ce sont des musulmans sunnites bombardés par les Américains. C'est normal de les aider», explique un jihadiste du Front al-Nusra, la filiale syrienne d'Al-Qaeda. Plus surprenant, des rebelles de groupes modérés rejoignent eux aussi l'EI. Le phénomène est particulièrement

visible à Idlib, l'un des premiers gouvernorats à s'être soulevé militairement contre le régime d'Al-Assad.

Ces défections tiennent aussi à la débandade des rebelles modérés du Front des révolutionnaires syriens (FRS) et d'Harakat Hazm. Financés et armés par les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, ni salafistes, ni jihadistes, ni même Frères musulmans, ils incarnent aux yeux de Washington l'opposition quasi idéale

au régime syrien. Une image renforcée en janvier dernier lorsque le FRS était parvenu à chasser l'EI de la région. Mais peu à peu, les relations avec le Front al-Nusra se sont tendues, sur fond de lutte pour le contrôle de la contrebande du pétrole avec la Turquie. Début novembre, le conflit est devenu guerre ouverte. En quelques jours, le Front al-Nusra a chassé

«Comment voulez-vous qu'on aille se battre contre l'Etat islamique alors qu'ils sont bombardés.»

Un combattant du Front al-Nusra

d'Idlib le FRS et Harakat Hazm, récupérant une partie des armes, des pick-up et des tanks. «L'affrontement avec le Front al-Nusra était prévisible. Les jihadistes savaient que ces groupes étaient armés par les Etats-Unis et qu'ils allaient à terme se tourner contre Al-Qaeda. Les bombardements américains ont probablement constitué un déclencheur», explique Aron Lund, éditeur

de Syria in Crisis pour la Fondation Carnegie.

«Accords». Egalement visé par les bombardements américains, Al-Qaeda ne paraît en revanche plus en mesure de lutter contre l'EI. Les deux groupes se défont depuis que l'EI a tenté d'absorber le Front al-Nusra en 2013. En septembre, Abou Mohammad Al-Joulani, le chef du Front al-Nusra, a décidé de passer à l'offensive. Il a convoqué la plupart des commandants à une

réunion à Marea, entre Alep et la fron-

tière turque. «*Son message était : "Maintenant, nous devons tous combattre l'EI."*», raconte un membre du Front al-Nusra. Mais le discours a été rejeté par la plupart des combattants, rétifs à l'idée d'ouvrir un nouveau front. «*C'est encore pire depuis les frappes américaines. Comment voulez-vous qu'on aille se battre contre eux alors qu'ils sont bombardés ?*», poursuit le jihadiste.

Le 2 novembre, une réunion de conciliation entre l'EI et Al-Qaeda s'est tenue à Atareb, selon l'agence AP. S'est-elle conclue par un accord ? «*Je ne pense qu'un accord*

global soit possible aujourd'hui. Mais les deux groupes étant bombardés par les Etats-Unis, cela peut les conduire à des accords tactiques et locaux, entre commandants», explique Aron Lund.

Furieux. L'EI n'a plus rien à craindre non plus de son principal adversaire au sein de la rébellion syrienne, Ahrar al-Sham. Salafiste et nationaliste, l'organisation était l'une des plus puissantes du nord de la Syrie. Ce sont ses combattants qui ont lancé l'assaut contre l'EI en janvier 2014, rendus furieux par les assassinats de plusieurs de leurs commandants. Déjà affaibli par la perte de son état-

major, tué lors d'une mystérieuse explosion en septembre, Ahrar al-Sham a subi un nouveau coup le 6 novembre lorsque les Etats-Unis ont bombardé son quartier général de Bab el-Hawa. La frappe a stupéfait les analystes. «*A mon avis, ce ne peut être qu'une erreur*», avance un diplomate. Dans une interview accordée à *Syria in crisis*, l'un des fondateurs d'Ahrar al-Sham se dit, lui, furieux. «*C'est un acte injustifiable. Nous considérons que c'est une tentative de tuer la révolution et d'ignorer le véritable criminel qui est le régime de Bachar al-Assad.*»

Comme lors des luttes intes-

tines du début d'année entre rebelles, l'armée syrienne a effectivement profité du chaos provoqué par les frappes américaines pour resserrer son étai sur Alep (lire pages précédentes). «*Le fait est que l'administration américaine dit clairement que l'objectif n'est plus de renverser Al-Assad*, explique Thomas Pierret. *En réalité, elle n'a aucun plan, hormis celui très vague de former 1 000 rebelles dans deux ans. Elle n'offre aucune perspective aux populations bombardées qui vivent déjà sous l'emprise de l'EI. C'est consternant.*»

LUC MATHIEU



MARDI 25 NOVEMBRE 2014

Fabrice Balanche, spécialiste de la géographie politique de la Syrie, analyse la tactique payante de Bachar al-Assad :

«Le régime a tout fait pour empêcher toute vie normale dans les zones tenues par les insurgés»

A l'automne 2012, la fin du régime de Bachar al-Assad n'avait jamais semblé aussi proche. La rébellion avançait dans les faubourgs de Damas, progressait à Alep, contrôlait la longue frontière turque, s'imposait dans l'Est, parvenait à tenir certains quartiers de Homs, longtemps le cœur battant de la révolution. A l'exception d'un seul, tous les postes-frontières avec la Turquie, la Jordanie et l'Irak étaient tombés entre les mains

INTERVIEW

L'imminence de la chute du régime ?

Une explication de cette interprétation erronée du déroulement du conflit réside dans l'utilisation d'outils de sciences humaines, politiques et sociales inadaptés à une situation de guerre et parce que le régime d'Al-Assad n'est pas un régime «normal». La crise syrienne ayant versé dans la violence généralisée, il fallait principalement recourir aux outils de stratégie militaire et de contre-insurrection.

Les forces du régime ont donné l'impression d'abandonner de vastes territoires sous la pression des rebelles, mais c'était pour se concentrer sur les zones stratégiques, les villes et les axes de communication vitaux, avant de reprendre l'offensive. Mais au préalable, il s'agit de laisser s'enfuir les éléments non

fiables, pour éviter qu'ils ne trahissent en pleine phase de reconquête. Les défections d'officiers supérieurs et de membres du gouvernement durant l'été 2012 n'étaient qu'une purge «volontaire», et non un chant du cygne. Tous ces cadres furent rapidement remplacés par la promotion d'une nouvelle génération, soucieuse de prouver sa loyauté par son efficacité. Enfin, le régime a trouvé dans la lutte contre

le terrorisme islamique l'idéologie de contre-insurrection indispensable à la mobilisation de son camp. Aujourd'hui, il contrôle 40% du territoire syrien habité, mais les trois quarts de la population résidente, estimée à 18 millions, puisque 5 millions sont réfugiés à l'étranger.

Comment Al-Assad a-t-il conduit la contre-insurrection ?

Elle n'est pas comparable en termes de victimes et de destructions à celle menée par les armées occidentales en Afghanistan et en Irak, mais les principes sont les mêmes : isoler les insurgés de la population civile et tenter de conquérir cette dernière. Il ne s'agit pas forcément de gagner les cœurs, slogan cher au général David Petraeus en Irak, mais de faire davantage peur que l'adversaire pour obliger les civils à

rester dans votre camp. Il est également indispensable de maintenir la sécurité et le bon fonctionnement des institutions dans la zone que vous contrôlez pour prouver aux civils que vous représentez l'ordre et la sécurité. Après plusieurs mois d'un conflit meurtrier, la population n'aspire plus qu'à retrouver la paix et elle renonce à ses revendications politiques : on ne suit pas celui qui a la plus juste cause, mais

celui qui est capable de rétablir la sécurité le plus rapidement possible. Parallèlement, le régime a tout fait pour empêcher toute vie normale dans les zones tenues par les insurgés pour éviter qu'une région correctement administrée ne devienne un contre-modèle. Les bombardements à l'aveugle sur les secteurs civils et la destruction des infrastructures rentrent dans cette stratégie. S'ajoute l'incapacité de l'opposition à constituer une véritable armée.

Le régime ne risque-t-il pas de manquer de combattants ?

C'est vrai que la communauté alaouite est saignée à blanc mais, craignant d'être massacrée en cas de victoire de la rébellion, elle est dos au mur. Il y a eu des mouvements de colère dans la population [alaouite, ndr] contre l'état-major après la conquête par l'Etat islamique [en août] de l'aéroport de Tabqa et les massacres de soldats. Mais elle a vite resserré les rangs. Les forces qui manquent au régime sont compensées par le Hezbollah, fort d'environ 20 000 hommes, et par les volontaires chiites irakiens. Les Iraniens, eux, conseillent sur la stratégie. Ils ont servi de cadre pour la création, à partir du printemps 2012, des Forces de défense nationale (milices supplétives), dont les objectifs sont de prendre en charge les tâches de police pour



permettre à l'armée de lancer des offensives. Les cadres sont formés en Iran, les hommes sur place par le Hezbollah. La contre-insurrection ne pourrait fonctionner sans l'aide massive de l'Iran, mais aussi celle de la Russie. C'est un des atouts de la contre-insurrection que de disposer d'alliés solides

quand ceux des insurgés brillent par leur tiédeur. Ces derniers, la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar, soutiennent chacun leur groupe, ce qui aggrave les divisions de la rébellion.

La reconquête d'Alep est-elle l'objectif prioritaire du régime ?

La reprise de la deuxième ville du pays, même à moitié détruite,

constituerait pour Bachar al-Assad une victoire symbolique et stratégique qui sonnerait le glas de l'insurrection dans le nord-ouest de la Syrie. Il suffira ensuite de contenir les deux frères jumeaux islamistes, Daech [autre nom de l'EI, ndlr] et Al-Nusra, dans l'est ou dans quelques poches de l'Anti-Liban [une chaîne de montagnes]. Leur des-

truction n'est pas souhaitable car Al-Assad sait que, pour Obama, ce n'est plus lui le danger, mais l'Etat islamique. D'ailleurs, les Etats-Unis s'efforcent déjà de modérer les ardeurs anti-Al-Assad de leurs alliés régionaux.

Recueilli par
JEAN-PIERRE PERRIN



MARDI 25 NOVEMBRE 2014

Nouveau report sur le nucléaire iranien

DIPLOMATIE Les Etats-Unis ont dû accepter lundi de négocier durant sept mois supplémentaires.

Genève, Astana, Bagdad, Mascate et, bien sûr, Vienne : les grandes puissances ont beau dérouler le tapis rouge à la République islamique dans les plus beaux palais du monde, elles n'arrivent pas à décrocher le graal : un feu vert du Guide suprême pour un abandon de la bombe atomique. Le dernier round de discussion en date n'a pas fait exception : après une semaine de négociations, John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, a bien dû se résoudre à avouer, lundi soir, l'échec de ce qui était présenté comme une énième rencontre de la dernière chance.

Il y a tout juste un an, le 24 novembre 2013, l'Iran et le 5+1 (Chine, Etats-Unis, Russie, France et Grande-Bretagne, membres permanents du Conseil de sécurité, ainsi que l'Allemagne) sont parvenus à l'adoption d'un texte provisoire, qui garantirait la nature pacifique du programme iranien, contre une levée des sanctions. Après de multiples rencontres pendant un an, l'Iran et les grandes puissances devront se voir de nouveau au moins pendant sept mois supplémentaires. La date limite a été repoussée au 30 juin 2015 et les deux parties doivent se retrouver en décembre, même si on ne

sait pas encore quand et où. De quoi exciter les républicains américains, qui depuis les Midterms de novembre sont majoritaires dans les deux Chambres du Congrès, et les durs de Téhéran, hostiles à un rapprochement avec Washington. «*Mais il n'y a pas d'autre chemin*», a bien insisté Kerry, pour qui le «*monde*» est «*bien plus sûr*» aujourd'hui qu'hier.

Petits pas. Car pour faire avaler la pilule de ce énième report à leurs opposants respectifs, le secrétaire d'Etat américain et son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, n'ont pas manqué de prendre des assurances, en négociant une sorte de deuxième mini-accord intérimaire. Jusqu'à l'été, l'Iran va bénéficier d'un dégel de ses avoirs, à hauteur de plus de 560 millions d'euros par mois, et ne sera pas visé par des sanctions supplémentaires. En échange, Téhéran promet de renoncer à un autre pan de son programme nucléaire, sans que l'on sache lequel.

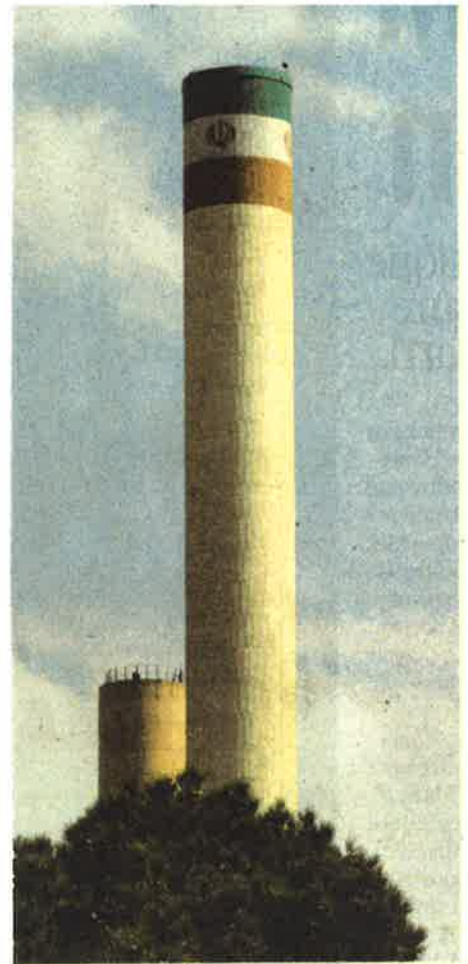
Cette politique des petits pas permet aux Etats-Unis d'affirmer qu'ils ont encore retardé, faute de mieux, la course à la bombe de l'Iran. Les négociateurs iraniens, pour leur part, pourront affirmer qu'ils n'ont pas cédé sur leur droit «*inaliénable*» à

un programme nucléaire civil. Par ailleurs, un autre point positif est avancé par un diplomate européen sous couvert d'anonymat : «*Les Iraniens n'ont pas réussi à diviser les Occidentaux, les Russes et les Chinois, malgré la baisse des cours du pétrole et la guerre en Ukraine.*» Apparemment, ce n'était pas vraiment acquis. Toutefois, on peut quand même se demander pourquoi l'Iran répondrait dans sept mois aux questions qu'on lui pose en vain depuis un an.

Rapport de force. Toutefois, les Etats-Unis espèrent qu'entre-temps, le rapport de force reviendra en leur faveur, alors que la percée du groupe Etat islamique en

Jusqu'à l'été, l'Iran va bénéficier d'un dégel de ses avoirs par mois, et ne sera pas visé par des sanctions supplémentaires.

Irak et en Syrie cet été a considérablement conforté la position diplomatique de Téhéran sur la scène internationale, les Occidentaux ayant besoin de son influence pour combattre efficacement les jihadistes. En définitif, le seul respon-



A Téhéran, en Iran, le 23 novembre.

PHOTO ATTA KENARE. AFP

sable international à se réjouir de l'absence d'un accord s'appelle Benjamin Netanyahu. Le Premier ministre israélien s'est félicité ouvertement de ce nouveau rendez-vous manqué, quelques minutes seulement après l'annonce de la fin des discussions.

De notre correspondant à Vienne **BLAISE GAUQUELIN**

Suicide car bombing kills four in Iraq Kurdish capital

Iraqi security forces stand at the site where a suicide bomber detonated an explosives-rigged vehicle in the Iraqi Kurdish regional capital Erbil on Nov. 19, 2014.



Campbell MacDiarmid,
Special to National Post |
November 20, 2014

Erbil, Kurdistan Region — A fatal suicide bombing in Erbil has set on edge the normally peaceful capital of the Kurdistan region of Iraq.

The attack occurred at noon on Wednesday outside the governorate office near the city centre. The blast killed four and injured 29, according to a statement by the Kurdistan Regional Government (KRG).

Erbil deputy governor Tahir Abdullah told local news outlet Rudaw that a suicide

bomber detonated a car bomb after security guards blocked the entrance to the governor's office.

The identity of the bomber was not immediately apparent but the location of the attack in the heart of the capital raised fears that more potential attackers may have infiltrated the city.

The autonomous region has been a lead ally of the U.S. and other countries, including Canada, who are fighting the Islamic State of Iraq and Al-Sham (ISIS).

In August, ISIS fighters came as close as

20 kilometres from the city but were driven back by peshmerga forces in co-ordination with U.S. airstrikes.

Wednesday's attack was the first major incident in the city since a co-ordinated bombing on the directorate of security in September 2013.

At a checkpoint outside of Erbil on Wednesday evening, security services were stopping all Arabs and cars with Baghdad registered number plates from entering the city. Arabs make up approximately 10% of Erbil's population.

Peshawa Ahmed, a young Kurd returning to Erbil from visiting family in Halabja, said security forces normally struck a balance between maintaining the peace and not discriminating against Arabs. "Tonight it's different though," he said. "I hope they [the Arabs] can return home tomorrow."

While many Kurds were stoic, the attack worried an already edgy international community. Many foreign workers were evacuated in August and some had been slow to return. Tom Robinson, director of local charity Rise Foundation said: "All NGO workers are now basically on lock down."

Given the proximity to ISIS, the relative infrequency of attacks indicated the effectiveness of Kurdish security forces according to some. Samuel Morris, a research fellow at Kurdish think-tank Middle East Research Institute, said: "The fact that this is so far an isolated incident shows how active the Kurdish security services have been." ■



November 25, 2014

Peshmerga spokesman: the main goal is to retake our Kurdish lands from ISIS

rudaw.net — 25/11/2014
By Campbell MacDiarmid

ERBIL, Kurdistan Region — Kurdish forces fighting alongside Iraqi troops and Shiite militiamen have liberated the two largest areas of Diyala province from the Islamic State (ISIS), regaining important water and oil supplies and a strategic highway running from Baghdad to the Iranian border, the Peshmerga spokesman said.

Lieutenant General Jabar Yawar said in an interview with Rudaw that the areas of Jalawla and Sadiya, which were recaptured in battles Sunday, had been under ISIS control for three months. He added that Jalawla



Secretary-General of the Kurdish Peshmerga forces, Jabbar Yawar.

was captured by the Peshmerga alone, but pushing the militants out of Sadiya had been a joint effort.

"These were the two largest areas in Diyala province which



Displaced Yazidis, fleeing violence from forces loyal to the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) in Sinjar town, walk towards the Syrian border in August 11, 2014. (Reuters Photos.)

were liberated and we can say that ISIS now has no significant presence in that area," Yawar said.

He added that ISIS fighters had retreated to the Hamrain mountain, and that a joint

➔ operation with the Iraqi Army is underway against them.

Yawar explained why Jalawla and Sadiya are strategically important.

"There are two dams in this area that hold a lot of water and supply Jalawla and Baghdad. Naftahnah, an area rich in oil, is nearby. Moreover, there is an important highway which goes from Khanaqin (near the Iranian border) to Diyala and Baghdad," he said. "It is a very important trade road which links Iraq to Iran."

Yawar said that the only Kurdish areas left under ISIS control are Shingal, Bashika,

Telkef and Hamdania, and that plans are underway to free Shingal.

"The main goal is to retake our Kurdish lands, then we will continue fighting ISIS within the international coalition and alongside the Iraqi government," Yawar said.

"We can't say how long we will need to win this fight. ISIS controls a large area in Iraq – around four provinces, and a large area Syria. It will take a lot of time, effort and fighting to beat them."

Yawar added that 160,000 Peshmerga forces are involved in the war. "We have had a large

number of martyrs," he disclosed, without giving numbers or other details. "We don't know the exact number of ISIS killed, but it's a large number, especially taking into account the coalition airstrikes," he added.

"Peshmerga forces have recovered up to 70 enemy bodies at a time, but other times ISIS forces have taken their dead with them before retreating," he said.

Yawar said that equipment and training received from the West had helped in the war.

"But we cannot say that it is enough. As long as the fighting continues we will need support. The international coalition is our

only source of support for ammunition and weapons. We don't have other sources of support and we need more."

Yawar explained that the Peshmerga had been receiving instruction in street fighting, sniper training and in bomb detection and defusion.

"The Peshmerga have only been receiving this training for two months, and while already some of the effects of this training have begun to appear, it's still early and they need more time," he said.

Yawar denied that the Peshmerga were planning on starting their own air force. ■

AP Associated Press

Islamic State Group Attacks Kobani From Turkey

November 29, 2014,

BEIRUT — By BASSEM MROUE Associated Press

THE ISLAMIC STATE group launched an attack Saturday on the Syrian border town of Kobani from Turkey, a Kurdish official and activists said, although Turkey denied that the fighters had used its territory for the raid.

The assault began when a suicide bomber driving an armored vehicle detonated his explosives on the border crossing between Kobani and Turkey, said the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights and Nawaf Khalil, a spokesman for Syria's powerful Kurdish Democratic Union Party.

The Islamic State group "used to attack the town from three sides," Khalil said. "Today, they are attacking from four sides."

Turkey, while previously backing the Syrian rebels fighting to topple President Bashar Assad in that country's civil war, has been hesitant to aid them in Kobani because it fears that could stoke Kurdish ambitions for an independent state.

A Turkish government statement on Saturday confirmed that one of the suicide attacks involved a bomb-loaded vehicle that detonated on the Syrian side of the border. But it denied that the vehicle had crossed into Kobani through Turkey, which would be a first for the extremist fighters.

"Claims that the vehicle reached the border gate by crossing through Turkish soil are a lie," read the statement released from the government press office at the border town of Suruc. "Contrary to certain claims, no Turkish official has made any statement claiming that the bomb-loaded vehicle had crossed in from Turkey."

"The security forces who are on alert in the border region have ... taken all necessary measures," the statement continued.

Associated Press journalists saw thick black smoke rise over Kobani during the attack. The sound of heavy gunfire echoed through the surrounding hills as armored vehicles took up positions on the border. The Observatory said heavy fighting also took place southwest of the town



where the Islamic State group brought in tanks to reinforce their fighters.

Mustafa Bali, a Kobani-based activist, said by telephone that Islamic State group fighters have taken positions in the grain silos on the Turkish side of the border and from there are launching attacks toward the border crossing point. He added that the U.S.-led coalition launched an airstrike Saturday morning on the eastern side of the town.

"It is now clear that Turkey is openly cooperating with Daesh," Bali said, using the Arabic acronym for the Islamic State. Later in the day, he said the situation was relatively calm on the border after a day of heavy clashes.

The Islamic State group claimed three suicide attacks in Kobani's border crossing point, the SITE Intelligence Group reported. The group, quoting Twitter accounts linked to the militants, said the suicide attacks were carried out by a Saudi and a Turkmen, adding that one of them was driving a Humvee.

The Islamic State group began its Kobani offensive in mid-September, capturing parts of the town as well as dozens of nearby villages. The town later became the focus of airstrikes by the U.S.-led coalition against the militants.

Kurdish fighters slowly have been advancing in Kobani since late October, when dozens of well-armed Iraqi peshmerga fighters joined fellow Syrian Kurds in the battles. The fighting has killed hundreds of fighters on both sides over the past two months.

The Observatory said Saturday the latest fighting killed at least eight Kurdish fighters and 17 jihadists. ●

REUTERS

Iraqi Kurds prepare Sinjar mountain offensive

November 23, 2014 - By Isabel Coles -(Reuters)

ARBIL, Iraq - Kurdish forces in northern Iraq are drawing up plans to break Islamic State's siege of Sinjar mountain, where hundreds of minority Yazidis remain stranded months after fleeing their homes.

Seeking to regain territory and repair pride in his military forces, Masoud Barzani, president of Iraq's semi-autonomous Kurdish region, is overseeing efforts to retake the mountain, senior party members said.

Islamic State attacked the Sinjar area in August, sending thousands of Yazidis fleeing up the mountain, a craggy strip some 40 miles (65 km) long. Hundreds of Yazidis were executed, Iraqi officials and witnesses said, by Islamic State militants who see the adherents of an ancient faith derived from Zoroastrianism as devil-worshippers. A senior U.N. rights official said the onslaught looked like "attempted genocide".

Kurdish peshmerga forces have regained between 65 and 75 percent of the ground lost to Islamic State in the area since the U.S. began a campaign of air strikes in August, said Halgurd Hikmat, spokesman for the Kurdish Peshmerga Ministry.

But Sinjar's awkward geography -- out on a limb to the west, has made it difficult to penetrate.

"Our priority now is Sinjar," said Hikmat. "A plan will be in place within the coming days."

The strategy was to cut off an Islamic State supply route between Mosul and Syria which runs along the southern foot of the mountain, Hikmat said. He did not elaborate.

Controlling Sinjar would put the peshmerga on three sides of Mosul, the largest city under Islamic State control in northern Iraq, and allow them to gain positions for any future offensive to retake the city and nearby areas which have been the target of Iraqi and U.S. air strikes.

"After that, we must coordinate with Baghdad and the coalition (of Western and Gulf Arab states) to get Islamic State out of Mosul," said Hikmat.

Mosul has become the focus of the government's military efforts because of both its size and its symbolic status after Islamic State leader Abu Bakr al-Baghdadi delivered a public speech at the Grand Mosque there in July,

Baghdadi, who sees himself as 'caliph' of an Islamic state he has declared in parts of Iraq and Syria, told his fighters they were victorious after years of patience and holy struggle.

STRANDED

Estimates of the number of people still stranded on Sinjar mountain -- part of disputed land claimed by both the Kurds and Baghdad -- vary from 10,000 to fewer than 1,000.

Last month, the peshmerga recaptured the town of Rabia, taking control of a crossing point into Syria and moving closer to Sinjar.

Further advances may not come easily. An intelligence officer in the Rabia area said it would take between two to three weeks to drive Islamic State out



A general view shows Sinjar town which is controlled by forces loyal to the Islamic State as seen from Mount Sinjar August 13, 2014.

of the villages north of Sinjar mountain, because many Arab residents either supported Islamic State, or opposed Kurdish encroachment.

A Yazidi fighter told Reuters by telephone from the mountain that he was one of around 1,500 volunteers there, in addition to a contingent of around 150 peshmerga. Hikmat put the number of peshmerga at 2,000.

"We have received several (types of) small arms from the Kurds, including AK-47s, sniper rifles, mortars and light machine guns," said the volunteer fighter, who gave his name as Barakat.

Politically, Sinjar has been damaging for the Kurdistan Democratic Party (KDP) -- one of two main Kurdish power centers -- whose forces were responsible for protecting the area.

Since 2003, the KDP has courted and co-opted minorities in the disputed areas along its southern border by providing them with jobs, security and services in exchange for loyalty.

"The KDP and the Yazidis are inseparable parts of the same body, and that also applies to the KDP and Sinjar," Barzani, who is also head of the KDP as well as commander-in-chief of the peshmerga, told Yazidi members of his last month.

Rival parties have capitalized on the loss of Sinjar to score political points against the KDP.

The Syrian Kurdish YPG militia, which crossed into Iraq and saved thousands of Yazidis over the summer has won favor with the minority, many of whom felt betrayed by the peshmerga.

Thousands of Yazidis have since been trained by the YPG in Syria, and a small number of guerrillas remain on the mountain, according to fighters there.

Peshmerga spokesman Hikmat said the YPG would not participate in the Sinjar offensive, but that the peshmerga would coordinate with them to protect the area afterwards. ○

AFP

Turquie: le chef des rebelles du PKK espère un accord de paix d'ici cinq mois

Istanbul, 30 nov 2014 (AFP)

LE CHEF emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan a estimé dimanche qu'un accord pouvait être signé dans un délai de quatre à cinq mois avec le gouvernement d'Ankara pour mettre fin à la rébellion entamée en 1984.

"Si les parties poursuivent avec détermination et responsabilité le processus engagé, une solution démocratique d'importance pour l'avenir de tout le Moyen-Orient peut être trouvée d'ici quatre à cinq mois", a déclaré M. Öcalan cité dans un courrier publié par le Parti démocratique populaire (HDP, prokurde).

Dans cette lettre rendue publique au lendemain d'une rencontre avec des élus du HDP sur son île-prison d'Imrali (nord-ouest), le fondateur du PKK ajoute qu'un accord a été trouvé

avec les autorités d'Ankara sur un "cadre de poursuite des négociations" qui, a-t-il dit, devrait être rendu public prochainement.

Le PKK, engagé dans un conflit avec les autorités d'Ankara qui a fait quelque 40.000 morts depuis 1984, a décrété depuis mars 2013 un cessez-le-feu qui est globalement respecté.

Mais des tensions sont apparues au cours des dernières semaines entre Ankara et les rebelles kurdes de Turquie, outrés du manque d'empressement du gouvernement islamo-conservateur turc à venir en aide aux défenseurs de la ville syrienne kurde frontalière de Kobané, assiégée par les jihadistes de l'organisation Etat islamique (EI).

De violentes émeutes prokurdes ont fait plus de trente morts début octobre en Turquie, menaçant de faire capoter les pourparlers de paix. ●

Turkish premier vows ‘any necessary means’ for Kurdish security on Erbil visit

rudaw.net — 21/11/2014

ERBIL, Kurdistan Region – On his first visit to the Kurdistan Region since assuming office, Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu said his country would back Kurdish security “with any means.”

“The security of Iraq is important for Turkey as well as that of the Kurdistan Region,” because of the “shared border” and economic interests, the Turkish premier said after meeting with Kurdistan Region President Massoud Barzani.

“We have economic and trade investments in Iraq which amount to \$12 billion, \$8 billion of that in the Kurdistan region,” Davutoglu said.

“Turkey will provide support through any necessary means for the Kurdistan Region’s security,”



Pictured: Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu in a press conference with Kurdistan Region President Massoud Barzani

he added.

Barzani stressed that Turkish relations with Kurdistan were “close.” The meeting took place with several Kurdish and Turkish officials, including the chief of Turkey’s intelligence agency, Hakan Fidan.

The Turkish premier said that several topics were discussed in his talks, including including humanitarian efforts in the region, refugees and security concerns.

Davutoglu offered his condolences for those killed in last week’s suicide-bomb attack in

Erbil by ISIS, which killed six and wounded 29.

In response to whether the Kurdistan Regional Government (KRG) has plans to send additional Peshmerga forces to the Syrian-Kurdish city of Kobane, Barzani responded: “That depends on the circumstances.” He added that Erbil was prepared to send additional forces.

Turkey has been the landlocked Kurdistan Region’s largest trade partner and a strategic ally for controversial oil exports through a pipeline to the Mediterranean port of Ceyhan.

Those relations were severely tested last summer after ISIS forces came close to overrunning the Kurdish capital and Ankara ignored Erbil’s pleas for help. The religious fanatics were beaten back by US airstrikes. ■

European Left: PKK is a partner against ISIS

rudaw.net

By Deniz Serinci - 24/11/2014

COPENHAGEN, Denmark – The Kurdistan Workers’ Party must be recognized as a partner by everyone who wants peace and opposes the Islamic State (ISIS), said Pierre Laurent, head of the Party of the European Left (EL).

“All those who claim peace in the region and consider necessary to help the resistance against ISIS must recognize the PKK as a partner,” Laurent, who is also leader of the French Communist Party, told Rudaw.

At a meeting in Athens early this month EL, whose members include leftist parties across Europe, began a campaign to remove the PKK from the European Union’s terrorist list and provide economic and political support for Kobane, the Syrian town resisting an ISIS overrun for weeks.

The PKK has since 2002 been designated as a terrorist organization by the EU and the United States. But recent events have

raised its profile: in Kobane, the PKK-affiliated People’s Protection Units (YPG) have been supplied with some Western weapons and backed by US-led air strikes in the war against ISIS.

The PKK fought a three-decade war in Turkey for autonomy for the country’s estimated 15 million Kurds, until a peace process announced last year by its jailed leader, Abdullah Ocalan.

The Kurdish group has been accused of killing civilians in Turkey. Laurent stressed that EL has never “supported any attack on civilians,” but referred to the fact that Ocalan last year called to end the fighting.

He argued that the terrorism label hanging over the group is unjustified, “since the peace process started in Turkey.”

Some argue that removing the PKK’s name off the list would make little difference, since the Turkish government has already been negotiating with the PKK since last year, and is engaged in a peace process with it despite the EU’s terror label.

Pierre Laurent, head of the Party of the European Left.



However, the terrorist labeling delegitimizes the PKK and hinders serious negotiations and strengthens those who don’t want peace, Laurent argued.

“Being on the list of terrorist organizations is not an advantage and can give arguments to those who refuse the peace process,” he said.

In order to get PKK delisted as a terrorist organization, the EL will “systematically” put the issue on the table in “each mobilization, each debate, each activity,” Laurent explained.

“In France, the French communist party decided to collect signatures of citizens by petition for example. I do believe this objective is reachable,” the group leader said.

The EL decided to include the PKK issue within a campaign for Kobane. In early November the EL sent a delegation to the

Kobane border, where they visited Kurdish refugees.

Another member of EL, Nikolaj Villumsen, an MP from the Unity List in the Danish parliament and a member of the Council of Europe, said that EL could become influential and extend its appeal, referring to the fact that it consists of socialist, communist, red-green and left democrat parties from different countries.

“But we will, despite some lack of support, still argue that the PKK should not be on the terrorist list because they are fighting in the front line against ISIS,” Villumsen said.

“The terrorist designation simply weakens the fight against ISIS,” he added.

The EL has 27 full members and 11 observers. Thirty eight members of the European Parliament are affiliated with EL. ■

La Syrie et l'Irak existent-ils encore?



Une explosion à Kobané, le 17 novembre 2014. REUTERS/Osman Orsal

Foreign Policy

Traduit par Peggy Sastre

19 novembre 2014

<http://www.slate.fr>

Le magazine Foreign Policy a posé a question à quinze spécialistes américains.

1. NON POUR LA SYRIE, PAS SÛR POUR L'IRAK

par Joel Rayburn

La Syrie n'existe plus, du moins, pas comme nous l'avons connue et je pense que l'Etat syrien ne peut être reconstitué à l'intérieur de ses anciennes frontières. En d'autres termes, une nouvelle organisation politique est en train d'émerger en Syrie et, à mon avis, il est hautement improbable qu'il s'agisse d'un Etat unitaire.

Mais, selon moi, l'Irak existe toujours et on peut encore espérer que le pays reste intact. Il y a donc une différence d'envergure entre la santé de l'Etat irakien et celle de l'Etat syrien, et j'ai l'impression que notre stratégie prend cette réalité en ligne de compte.

Cela étant dit, l'Etat islamique représente une menace vitale pour l'unité de l'Etat irakien et plus durera leur mainmise sur d'importantes parties du territoire irakien, plus il

sera difficile de restaurer l'autorité de l'Etat irakien dans ces régions, sans même parler d'une bonne gouvernance.

Faisons l'hypothèse que la campagne contre l'EI soit une réussite, que l'organisation perde le contrôle des territoires qui sont actuellement sous son emprise et qu'elle redevienne un groupe terroriste obligé d'œuvrer dans la clandestinité.

Une fois cet objectif réalisé et un calme relatif revenu, le plus difficile consistera à réintégrer toutes ces communautés et tous ces territoires irakiens au sein d'un Etat fonctionnel –ce qui ne se limite pas aux territoires sunnites que l'EI contrôle actuellement, mais concerne l'ensemble du pays, y compris le sud et le Kurdistan irakien.

La prolifération des milices opposées aujourd'hui à l'EI pose un problème supplémentaire pour cette réintégration à long terme.

Comme en 2006-2007, bon nombre de dirigeants irakiens estiment que lorsque la menace EI sera neutralisée (à l'instar de celle que représentait al-Qaïda en Irak à l'époque), les milices se dissoudront d'elles-mêmes, vu qu'elles n'auront plus de raison d'être.

A mon sens, comme la chose a été prouvée en 2007, c'est une erreur de le penser. Quand la menace que représentait al-Qaïda s'est résorbée, les milices n'ont pas déposé les armes, mais les ont tournées vers l'Etat irakien qui a frôlé l'effondrement. J'espère que les dirigeants irakiens actuels retiendront la leçon.

Joel Rayburn | Auteur de *Iraq after America: Strongmen, Sectarians, Resistance*

2. EH NON!

par Derek Harvey

L'Irak et la Syrie, tels que nous les avons connus, n'existeront plus. Qu'est-ce à dire? Là-dessus, Joel Rayburn a au moins un coup d'avance quand il met en perspective les rogatons des Etats syrien et irakien avec les diverses communautés kurdes et sunnites apatrides.

La situation actuelle du Liban pourrait nous donner une bonne idée de ce qui nous attend en Syrie: en l'espèce, un équilibre relatif des forces entre différents groupes qui, fondamentalement, neutralisent le gouvernement central et les Forces armées libanaises. De fait, nous assisterons à l'émergence d'organisations d'obédience religieuse et ethnique, chacune attachée à une milice dominante des zones géographiques spécifiques. Et des instances gouvernementales nationales qui n'ont pas de réel pouvoir.

A bien des égards, le Liban peut être considéré comme un Etat de façade où, en réalité, les choses sont contrôlées par de puissantes milices et des intérêts religieux. On assistera peut-être à une telle évolution en Syrie et dans certaines régions d'Irak.

Bien avant la crise actuelle, Bagdad a toujours eu un mal de chien à exercer son autorité dans l'ensemble du pays, soit parce qu'elle est directement remise en question par le gouvernement régional du Kurdistan, soit par manque d'intérêt/peur vis-à-vis de Ninive/Mossoul, d'Al-Anbâr, de Salâh ad-Dîn ou d'autres régions sunnites. De même, les provinces de Maysan et de Bassora sont relativement indépendantes tout en étant chiïtes.

A de nombreux égards, la contestation qui agite les provinces du sud chiïte est d'une importance bien plus cruciale. Dans le livre de Joel Rayburn, un tas de divergences politiques inter ou extra-religieuses/ethniques, que beaucoup ont pu louper, ont été mises en lumière. Son analyse est toujours d'actualité.

Il est possible qu'une insoumission à la capitale (Sanaa au Yémen, Beyrouth au Liban, par exemple) soit la trajectoire qu'emprunteront la Syrie et l'Irak, mais avec des zones «gouvernées» par des chefs de guerre, des confédérations tribales, l'EI, le Front Al-Nosra, et d'autres. Avec des phénomènes de transfert –les frontières auront aussi peu d'importance qu'ailleurs– comme on le voit avec la région du Sahel, Boko Haram, etc. Il est possible que les frontières reflètent désormais des réalités identitaires fondamentales –des identités qui comptent et que peuvent entretenir les technologies et la mondialisation actuelles.

Derek Harvey | Ancien responsable du renseignement militaire américain et actuel directeur de la Global Initiative on Civil Society and Conflict au sein de l'Université de Floride du Sud. Il a été plusieurs années en poste en Irak.

3. NON, ET LE PROCESSUS A DÉMARRÉ DEPUIS LONGTEMPS

Par Henri Barkey

La frontière entre les deux pays n'existe plus, ☞

↳ mais c'est une réalité qui n'est pas nouvelle, comme je l'expliquais en 2012.

Les Etats irakien et syrien ont perdu le contrôle d'un grand nombre de provinces. Du point de vue des populations locales, notamment celles très éloignées de la capitale, que fait un Etat? Il collecte des impôts et recrute des soldats. Aujourd'hui, il n'y a plus d'impôts à collecter, plus d'infrastructures à construire ou à entretenir et, indubitablement, plus de volontaires pour l'armée. Et c'est pour cela que l'Etat n'existe plus.

Mais dans d'autres régions de Syrie ou d'Irak, l'Etat survit. Même quand le conflit se terminera (et, bien sûr, s'il se termine), les Nations unies reconnaîtront toujours la Syrie et l'Irak, mais, en réalité, le gouvernement central sera incapable de restaurer son autorité pendant très longtemps. Dans les régions frontalières, les populations continueront à faire comme si les frontières n'existaient pas. Ce qui s'appliquera aussi aux régions frontalières kurdes.

Henri Barkey | Professeur de relations internationales à la Lehigh University.

4. LE VRAI PROBLÈME, C'EST L'INCAPACITÉ DES ETATS-UNIS À FORMULER UNE STRATÉGIE

par John Batiste

Je suis d'accord: la Syrie et l'Irak n'existent plus, pour peu qu'ils aient existé un jour. Les choses remontent aux accords Sykes-Picot, signés en 1916, et par lesquels des pays comme l'Irak et la Syrie ont été, avec l'aval de la Russie, délimités par la France et le Royaume-Uni. Les frontières ont été tracées sans le moindre égard pour la composition ethnique et religieuse de ces régions –un choix relevant, au mieux, de l'irrédentisme. Un phénomène auquel nous avons aussi assisté en ex-Yougoslavie.

Est-ce qu'il faut fonder la stratégie américaine sur une telle vérité? Oui, absolument. J'en veux comme preuve l'attitude du gouvernement américain en 2001 et sa précipitation vers la guerre sans la conception préalable d'une stratégie mettant fins, moyens et méthodes en perspective.

Le véritable problème était, et demeure, que le gouvernement américain est incapable de concevoir une stratégie globale.

Le problème, hier comme aujourd'hui, c'est qu'il n'existe aucun processus de planification stratégique inter-agences au sein du gouvernement américain, aucun expert en planification dans les 18 principaux agences et départements gouvernementaux et personne en charge de ce processus –ce qui est en soi un scandale.

Quand le président parle de stratégie, il se réfère à ce que conçoit, selon des intérêts politiques, une équipe réduite au sein de la Maison Blanche, pas à un processus concerté et mis en œuvre par toutes les différentes agences.

Et nous récoltons ce que nous semons: une stratégie boiteuse qui ne précise aucun objectif final et n'arrive pas à synchroniser les efforts du gouvernement dans son ensemble. Il n'y a aucune synchronisation inter-agences, aucun cadre, pas de travail d'équipe, aucune définition de la mission et des résul-

tats espérés, pas la moindre analyse des différentes trajectoires possibles et, au final, aucune unité dans l'effort.

Pour mettre en œuvre une stratégie contre l'Etat islamique, il faut d'abord un processus concerté et résolu de planification inter-agences. Et avant cela, nous aurons besoin de définir le processus et de former des planificateurs dans chaque département et dans chaque agence.

Quand nous y serons parvenus, nous comprendrons que la solution ne réside pas dans des frappes aériennes contre l'EI. Qu'au contraire, il faut mettre en œuvre une action inter-agences qui, évidemment, consistera à abattre l'EI de toutes les manières possibles, mais qui, surtout, ne s'arrêtera pas là.

Pour commencer, on pourrait se demander pourquoi de jeunes Américains vivant à Minneapolis peuvent avoir envie de se convertir à l'islamisme radical et resserrer nos politiques migratoires. Un véritable plan stratégique intègre des tâches spécifiques et implicites à chaque département et à chaque agence du gouvernement américain. Quand nous n'avons qu'un marteau dans notre boîte à outils, tous les problèmes se mettent à ressembler à des clous. Et c'est très grave. La bonne nouvelle, c'est qu'en mettant le bon processus en œuvre, nous pourrions nous en sortir.

John Batiste | Ancien général-major de l'Armée américaine, commandant entre 2004 et 2005 de la première division d'infanterie en Irak et d'une brigade de la Première division blindée en Bosnie.

5. NON, ET C'EST POURQUOI LEURS ARMÉES NE VONT FONDAMENTALEMENT SERVIR À RIEN

par Paul Eaton

Dans la plupart des nations occidentales, transformer un civil de 18 ans en soldat est assez facile. On les entraîne pour qu'ils gagnent en force physique, on leur transmet les compétences militaires nécessaires à la réalisation d'une mission et on accentue ce que mes collègues britanniques nomment la «composante morale». Cette dernière étape de l'instruction militaire demande, fondamentalement, d'avoir confiance dans les institutions nationales et dans la chaîne de commandement, du chef de section au commandant en chef. Pour un jeune soldat occidental, la composante morale s'échafaude au quotidien et se renforce quand il revêt son uniforme.

Dans des pays dénués d'une solide tradition démocratique, l'édification de cette composante morale représente un réel défi, ce que j'ai pu personnellement appréhender, avec mon équipe, lorsque que nous avons dû reconstruire l'armée irakienne en 2003. Surmonter 1.500 ans de paternalisme islamique et plus de trois décennies de despotisme baasiste n'est pas une mince affaire.

En 2003, lors d'une visite dans les rangs de l'armée jordanienne, j'ai remarqué qu'un général portait un insigne –le drapeau jordanien surmonté du numéro 1. Le général avait expliqué que cela ne voulait pas dire qu'il était le numéro 1, mais que, à la demande du

roi, cet insigne signifiait «La Jordanie en premier». La Jordanie avant la famille, l'imam, la religion, l'ethnie, la tribu, le cheikh –et tout ce qui est susceptible de concurrencer la loyauté envers l'Etat.

Le roi Abdallah, diplômé de l'Académie royale militaire de Sandhurst, en Grande-Bretagne, comprend à l'évidence combien la composante morale est cruciale pour créer un soldat qui se considérera comme un acteur légitime et agissant au nom d'un gouvernement légitime.

En Inde, il aura fallu quasiment trois siècles à la Grande-Bretagne pour réussir à développer toutes les institutions nécessaires au fonctionnement politique, économique et militaire d'un Etat moderne et immensément complexe.

Les accords Sykes-Picot, qui ont jeté les bases du dilemme auquel nous devons faire aujourd'hui face en Syrie et en Irak vis-à-vis de l'Etat islamique, n'ont pas encore un siècle, et ce sans qu'aucune sage-femme ne soit disposée à faire accoucher l'Irak et la Syrie de ce qu'une administration britannique des plus compétentes a réussi à accomplir en Inde. Avec des pressions religieuses qui ne cessent de déchirer l'Irak et la Syrie et une légitimité nationale en berne, le sentiment de légitimité du soldat irakien et de son homologue syrien est aussi précaire que la viabilité de leur Etat.

Paul Eaton | Ancien général-major de l'Armée américaine et responsable entre 2003 et 2004 de la formation de l'armée irakienne.

6. ILS EXISTENT TOUJOURS, MAIS SONT À L'AGONIE

par Laurence Pope

Les deux régimes contrôlent encore leur capitale, mais pas grand-chose d'autre comme territoire...

Ils sont en pleine désintégration, et nous n'avons rien pour les remplacer, ni même aucun moyen d'empêcher la progression de leur déclin.

A mon avis, reconstruire une légitimité politique dans le Bilād al-Šām sera l'œuvre d'une génération entière et il n'existe aucun mécanisme international pour défaire un Etat-nation moderne. Ce qui signifie que, dans leur état moribond, la Syrie et l'Irak seront une source de problèmes pendant encore de longues années.

Laurence Pope | Diplomate américain à la retraite

7. CES PAYS N'ONT DE TOUTE FAÇON JAMAIS EU AUCUN SENS

par Anthony Zinni

Tout est parti des accords de Sykes-Picot, alors pourquoi leur existence devrait-elle être sacrée? Dès le départ, leur délimitation n'avait aucun sens. Ce pourrait être l'occasion de fixer les frontières et de rassembler des groupes ethniques.

Anthony Zinni | Ancien général de marine, ex-commandant du Commandement central des Etats-Unis.

8. LA SYRIE EST MORTE, PEUT-ÊTRE QUE L'IRAK AUSSI

par Judith Yaphe

Je ne sais pas si la Syrie peut revenir à l'état dans lequel nous la connaissions avant 2011. Il y a eu trop de tueries, trop de haine déchaînée, même s'il est difficile de tout attribuer à des racines religieuses et communautaires.

Depuis les années 1990, les Irakiens vivent avec des luttes de pouvoir déguisées en conflits religieux, notamment parce que Saddam Hussein s'est vengé des insurrections, parce que nous ne connaissons rien à l'Irak, parce que l'Etat islamique se nourrit de la colère et de la frustration des arabes sunnites, d'autant plus renforcées par les négligences américaines, parce que Maliki a commis de multiples trahisons et parce que les activistes chiïtes et kurdes ne cherchent que leur propre profit.

La réconciliation nationale n'a jamais été une option.

Judith Yaphe | *Analyste de la CIA à la retraite, spécialiste de l'Irak*

9. ILS N'EXISTENT PEUT-ÊTRE PLUS, MAIS ON NE PEUT RIEN Y FAIRE

par David Fastabend

L'Irak et la Syrie n'existent sans doute plus. La stratégie américaine devrait sans doute changer. Mais le moteur de ce changement ne doit pas être le statut national de la Syrie ou de l'Irak, mais notre réponse à un défi que Clausewitz a été le premier à formuler :

«Le premier acte de jugement, le plus important, le plus décisif, que l'homme d'Etat ou le général exécute, consiste à discerner exactement selon ces critères le genre de guerre qu'il entreprend: ne pas la prendre pour ce qu'elle n'est pas, ou ne pas vouloir en faire ce qu'elle ne peut pas être en raison de la nature de la situation. C'est donc la première, la plus vaste de toutes les questions stratégiques.»

Depuis plusieurs décennies, un inquiétant fil conducteur court dans toute la région et révèle un conflit idéologique –religieux– entre chiïtes et sunnites. Un conflit qui dure depuis toute l'histoire de l'islam, du moins dans le monde perso-arabique et qui, s'il a pu se mettre en sommeil à la chute de l'Empire ottoman, est aujourd'hui de retour. Avec, à sa disposition, tous les outils propres à la communication et à la guerre modernes.

Notre choix stratégique consiste donc à savoir s'il est de notre ressort d'aider le monde musulman à résoudre ce conflit. La réponse est non.

Notre choix ultérieur demande de savoir qui nous voulons voir gagner. Et mieux: voulons-nous vraiment voir gagner quiconque? Tout vainqueur d'un tel conflit serait incité, à la fois par l'euphorie de la victoire et les préceptes de son idéologie, à se tourner ensuite vers les infidèles. Il vaut mieux pour nous et nos amis que nous n'atteignons jamais cette

phase. Notre implication pourrait donc relever d'un effort d'équilibrage qui, s'il ne résout pas au final ce conflit, le circonscrit à la région – d'une manière la moins propice à la propagation.

Dans un contexte mondialisé, le risque le plus évident est que l'une ou l'autre des parties, voire les deux, multiplient les provocations visant à nous attirer et à attiser ceux qui les soutiennent. Quand de telles provocations surviendront – et elles surviendront inévitablement – nous devons réagir. Plus précisément, nous devons les sanctionner. Nos renseignements n'ont pas à être parfaits, mais notre réaction devra être parfaitement immédiate, violente et dévastatrice. Et, soit dit en passant, aucune nation ne se construit dans la dévastation.

Si j'avais eu davantage de place, j'aurais pu dire qu'on peut sans doute considérer comme cruel et sans pitié le fait de consigner la région à des décennies de violence. Mais la stratégie est une question de choix. Les islamistes extrémistes, comme les modérés qui espèrent que d'autres résolvent ce conflit pour eux, ont fait les leurs. A nous de faire les nôtres.

David Fastabend | *Ancien officier de l'Armée américaine, directeur de la stratégie (G-5) et chef des opérations stratégiques pour l'armée américaine en Irak lors du «Surge» de 2007*

10. ATTENTION AVANT DE LES RAYER DE LA CARTE!

par James Soriano

Eu égard à l'hypothèse que la Syrie n'existe plus, merci d'examiner les points suivants :

1. La Syrie est une idée qu'il faut défendre par la force.
2. Si vous retirez la force, vous retirez l'idée.
3. Si vous retirez l'idée, la Syrie se morcelle.
4. Si la Syrie se morcelle, les Alaouites deviennent indépendants.
5. Si les Alaouites deviennent indépendants, ils deviennent les alliés naturels d'Israël.
6. Vu que les nationalistes arabes ne peuvent tolérer le moindre compromis avec Israël, merci de revenir au point 1.

James Soriano | *Ancien officier du Service extérieur des États-Unis, responsable entre 2006 et 2009 de l'équipe de reconstruction de la province d'Al-Anbâr et conseiller pour la politique étrangère du Commandement Central de l'U.S. Air Forces entre 2010 et 2012.*

11. RAISON DE PLUS POUR OEUVRER À UN MEILLEUR PARTAGE DES POUVOIRS

par Zalmay Khalilzad

L'Irak et la Syrie doivent faire face à trois défis spécifiques. Le premier, c'est que leurs frontières ne sont ni naturelles, ni histo-

riques. Elles sont le produit de l'époque coloniale et certaines communautés, notamment les Kurdes, n'ont jamais ressenti d'attachement fort à ces frontières. Elles rêvent d'un Kurdistan indépendant.

En outre, le concept de frontières nationales est en contradiction avec l'école de pensée islamique. Historiquement, les régions islamiques ont été organisées selon des dynasties. Ensuite, il y a le conflit religieux entre chiïtes et sunnites, qui n'a fait que se renforcer ces dix dernières années. Enfin, trois puissances se disputent la suprématie de la région –l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite. Pour ces pays, les milices religieuses et ethniques œuvrant en Irak et en Syrie sont les pions d'une guerre par procuration.

Même si les frontières entre l'Irak et la Syrie n'existent plus de facto, il sera très difficile et coûteux pour n'importe quelle partie de redessiner des lignes plus «naturelles», sans compter que cela ne mettra pas forcément fin au conflit –notamment parce qu'il n'y a pas de frontières naturelles alternatives qui font consensus. Mais cela pourrait se produire dans tous les cas, tant que des accords internes d'équilibrage entre les pouvoirs ne seront pas largement acceptés et tant que les puissances régionales ne s'entendront pas pour mettre fin à leur guerre par procuration.

L'Irak possède déjà un cadre politique accepté par les sunnites, les chiïtes et les Kurdes, mais sa mise en œuvre a rencontré de nombreux et d'importants obstacles. En Syrie, un tel cadre n'existe pas encore. Et rien ne dit que les puissances régionales aient la moindre envie d'arrêter leur guerre par procuration.

A court ou moyen terme, trois trajectoires s'offrent à l'Irak et la Syrie. La première, c'est qu'un adversaire écrase l'autre par la force, puis le soumette à un régime dictatorial. C'est un modèle voué évidemment à l'échec. La seconde est de continuer sur la voie du conflit et du morcellement. La troisième est un accord politique d'équilibrage des puissances au centre et de décentralisation du système politique national. Les puissances régionales auront un rôle crucial à jouer, quelle que soit la trajectoire choisie.

Quid des États-Unis?

La politique américaine devrait s'atteler à l'inclusion d'autres puissances internationales, en plus des trois principales puissances régionales, et les inciter à trouver un consensus qui, au final, permettra la création d'un nouveau cadre politique en Syrie et l'application de celui qui existe déjà en Irak.

Zalmay Khalilzad | *A été l'ambassadeur des États-Unis en Afghanistan, en Irak et aux Nations unies*

12. NE FAISONS PAS L'ERREUR DE CROIRE QUE LA SYRIE ET L'IRAK N'EXISTENT PLUS

par Kalev Sepp

En faisant comme si la Syrie et l'Irak étaient des «non-Etats» (sans même avoir à le déclarer officiellement), les États-Unis ne feront que légitimer l'EI et renforcer ses prétentions nationales. Les populations de telles

↪ régions dénuées d'Etat, sans autre gouvernement capable de mettre de l'ordre dans leur vie, se tourneront vers l'EI pour y trouver un quelconque degré de stabilité, qu'importe la sévérité de leurs lois et de leurs sanctions.

Un tel soutien populaire, même s'il se fait à regret, est la fondation d'un Etat viable. On l'a vu en Afghanistan où, dans de nombreux districts, la vacance gouvernementale laissée par une autorité centrale incompétente et corrompue a été comblée par les Talibans, un régime dur mais effectif.

De plus, une stratégie américaine qui laisserait entendre que l'Irak et la Syrie sont des zones in-gouvernées et offertes «au plus offrant» ne ferait que grossir le flot de djihadistes prêts à rejoindre l'EI.

Plus inquiétant encore, cela pourrait inciter l'Irak à envoyer des forces armées dans ces deux anciens pays. L'Irak pourrait parfaitement prétendre vouloir stopper cette violence chaotique avant qu'elle ne traverse ses frontières et il n'y aurait aucun problème de viol de souveraineté, vu qu'une telle souveraineté n'existerait plus. Non, il faut que la stratégie américaine, quelle qu'elle soit, ne cesse de reconnaître l'existence des gouvernements d'Irak et de Syrie –qu'importe qu'ils soient considérés comme amis ou ennemis.

Kalev Sepp | *Diplômé de l'Académie navale américaine*

13. IL FAUT QUE LA SYRIE EXISTE, CAR CELA NOUS OFFRE UNE PORTE DE SORTIE

par **Jeff White**

L'Irak et la Syrie existent toujours et la stratégie américaine devrait être formulée en fonction. L'Etat islamique œuvre sans la moindre considération pour les frontières officielles et doit être combattu de la sorte, mais l'Irak et la Syrie sont deux théâtres d'opération distincts, chacun avec des contextes sociaux, militaires et politiques différents et différentes exigences et opportunités pour l'action militaire américaine.

En Irak, l'EI peut être combattu grâce à la coalition et à la combinaison de diverses forces irakiennes, en tant qu'unique adversaire, et avec le soutien du gouvernement irakien.

En Syrie, l'objectif d'une coalition serait à la fois de dissoudre l'EI et d'affaiblir les forces du régime. Les Etats-Unis doivent mener leurs opérations sans jamais oublier l'existence d'une guerre sous-jacente et distincte entre les forces du régime et celles de la rébellion; en d'autres termes, que l'EI n'est seul sur le terrain de jeu.

Ainsi, les opérations américaines en Syrie devraient aussi viser à limiter la capacité du régime à mener des offensives contre les rebelles, par exemple en imposant des zones d'exclusion aérienne et/ou en détruisant les infrastructures aériennes du régime. Ce qui renforcerait la résistance syrienne et galvaniserait leur soutien à la coalition dans son combat contre l'EI. Et ce qui préparerait le terrain à une coopération accrue avec les rebelles syriens, via leur formation par l'armée américaine.

Jeff White | *A œuvré 34 ans au sein de la Defense Intelligence Agency, où il était spécialiste des questions militaires du Moyen-Orient. Il est aujourd'hui chargé des questions de défense au sein du Washington Institute for Near East Policy.*

14. CEUX QUI DISENT QUE LA SYRIE ET L'IRAK N'EXISTENT PLUS SONT EN TRAIN D'ÉCRIRE LA RECETTE D'UNE GUERRE GÉNÉRALE

par **Daniel Serwer**

Admettre ce point serait un cadeau énorme fait à l'Etat islamique, une manœuvre totalement absurde et contre-productive si nous souhaitons l'anéantir. Si l'est de la Syrie et l'ouest de l'Irak se coupent de leurs Etats respectifs, il n'y aura plus grand-chose pour empêcher l'EI de dominer le reste de son «califat», qui aura ainsi peu de ressources, mais d'énormes ambitions. Le gros du pétrole irakien se situe dans le sud de son «chiistan». Et les Kurdes contrôleront à peu près tout le reste. Dans l'est de la Syrie, les champs pétrolifères s'épuisent rapidement. Le califat sera alors un rogaton miséreux et précaire du «sunnistan», avec comme ambition la capture de Damas et de Bagdad, capitales historiques des anciens califats. Et ce sera aussi un repaire pour des terroristes internationaux.

La conséquence serait une guerre de tous contre tous afin de déterminer les frontières du califat et d'autres Etats nés du morcellement de la Syrie et de l'Irak. Les Kurdes vont sans doute vouloir revendiquer une partie du nord de la Syrie, voire un bout de la Turquie. En Iran, les Kurdes rejoindront tout Kurdistan souverain. La Turquie s'opposera à ce «grand Kurdistan», à l'instar de l'Iran. L'Arabie saoudite ne va pas être heureuse de voir l'émergence d'un chiistan à ses frontières (elle considère d'ores et déjà comme tel le gouvernement irakien). Dans l'ouest de la Syrie, les Alouites chercheront l'effondrement de l'Etat libanais et intégreront le gros de ses territoires contrôlés par les chiïtes. L'Etat alaouite deviendra un allié résolu de l'Irak et de la Russie.

L'idée qu'un tel processus puisse être contrôlé pour que les Américains y trouvent leur compte est un non-sens. Dans les Balkans, dans les années 1990, nous avons vu quelles conséquences pouvait avoir une telle tentative d'ajuster des frontières à des différences ethniques. Le chaos qui émerge actuellement au Levant promet d'être encore pire, et même bien pire que tout ce que nous avons pu connaître jusqu'à aujourd'hui.

Daniel Serwer | *Professeur à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies et auteur de Righting the Balance. Il blogue sur www.peacefare.net et tweete @DanielSerwer*

15. S'ILS N'EXISTAIENT PAS, IL FAUDRAIT PEUT-

ÊTRE LES INVENTER

Par **Thomas Donnelly**

«S'ils n'existaient pas, il faudrait peut-être qu'on les invente.» Il est difficile de voir quelles situations constitueraient une amélioration, particulièrement au vu de la montée des mouvements salafistes et des prétentions iraniennes à l'hégémonie régionale.

Essentiellement deux approches ont émergé concernant le Levant de l'après-accords Sykes-Picot. Une vise à créer un nouvel ordre ethniquement plus cohérent, avec le Kurdistan comme étendard. Mais un Kurdistan ethnique est un pousse-au-crime –une anomalie géographique entourée de ses amis ancestraux. Même le Kurdistan irakien est, pour une grande partie, l'enfant des excès du régime de Saddam Hussein et de l'intervention américaine.

L'autre option consiste à regrouper des mini-Etats qui ne sont pas viables dans un ordre régional plus global –néo-ottoman, néo-abbasside ou un califat arabe sunnite, dont la conclusion la plus probable est quelque chose qui ressemble d'assez près à l'organisation Etat islamique.

Aucune de ces solutions ne constitue un succès géopolitique pour les États-Unis, et c'est un euphémisme. Elles constitueraient aussi une catastrophe humanitaire de proportions gigantesques, incluant, au minimum, des déplacements de population sur une grande échelle, mais aussi probablement beaucoup de sang versé. Pour le dire autrement, quelque chose de moralement répugnant. Pour finir, je noterais que «l'autodétermination nationale» (c'est à dire, ici, ethnique/religieuse/tribale) est contraire à des principes politiques fermement enracinés aux États-Unis. À part ça, la dévolution est une excellente idée.

L'Irak et la Syrie modernes peuvent difficilement être considérés comme des abominations historiques. La région du Tigre et de l'Euphrate a formé un «système humain» cohérent depuis très longtemps. En recoller les morceaux ne sera pas rapide, facile ni amusant. C'est néanmoins la moins pire des solutions, et de loin.

Thomas Donnelly | *Directeur du Marilyn Ware Center for Security Studies à l'American Enterprise Institute.*

International New York Times

NOVEMBER 24, 2014

Iraqi graft imperils U.S. mission against ISIS

BAGHDAD

Corruption leaves army crippled as billions from U.S. are siphoned off

BY DAVID D. KIRKPATRICK

One Iraqi general is known as “chicken guy” because of his reputation for selling his soldiers’ poultry provisions. Another is “Arak guy,” for his habit of drinking the anise-flavored liquor on the job. A third is “General Deftar,” after Iraq’s 10,000-dinar bill, and is infamous for selling officer commissions.

They are just a few of the faces of the entrenched corruption of the Iraqi security forces, say Iraqi officers and lawmakers and American officials.

The Iraqi military and police forces had been so thoroughly pillaged by their own corrupt leadership that they all but collapsed this spring in the face of the advancing militants of the Islamic State — despite roughly \$25 billion worth of American training and equipment over the past 10 years and far more from the Iraqi treasury.

Now the corruption and patronage in the military threaten to undermine a new American-led effort to drive out the extremists, even as President Obama has doubled the number of American troops heading to Iraq.

The United States has insisted that the Iraqi military act as the conduit for any new aid and armaments being supplied for a counteroffensive, including money and weapons intended for tribal fighters willing to push the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, out of their homelands. But some of the weaponry recently supplied by the army has already ended up on the black market and in the hands of Islamic State fighters, say Iraqi officers and lawmakers. American officials directed questions to the Iraqi government.

“I told the Americans, don’t give any weapons through the army — not even one piece — because corruption is everywhere and you will not see any of it,” said Col. Shaaban al-Obeidi of the internal security forces, a Sunni tribal leader in Anbar Province. “Our people will steal it.”

Iraqi officers and lawmakers, some speaking on the condition of anonymity, say that army and police payrolls are still wildly inflated by “ghost soldiers,” either conjured entirely by a superior officer or just splitting a paycheck with a patron instead of showing up for work.



An Iraqi Army re-enlistment station in the northern village of Qushtapa. “Corruption in the military is real terrorism,” a lawmaker said.

And Iraqi soldiers often charge that they have been furnished with partial supplies and cheaply made weapons because their commanders took kickbacks or skimmed off the savings.

“If each soldier is supposed to get 100 bullets, he will only get 50 and the officer will take and sell the rest,” Colonel Obeidi said. As he showed off the Austrian-made Glock handgun he obtained from United States forces years ago, he added, “If the Iraqi Army had supplied this, the barrel would explode in two rounds.”

As the United States now invests in battling the Islamic State, management of the waste and graft within the Iraqi armed forces will play a critical role in the outcome, say current Iraqi officials and former American officers. It may also help determine the extent of its dependence on large numbers of American troops.

Many Sunni tribal leaders, deeply mistrustful of the Shiite-dominated military, are urging the United States to circumvent the military’s corruption by providing salaries and weapons directly to the tribes, much as American forces did during the “awakening” movement seven years before against Al Qaeda in Mesopotamia, a precursor to the Islamic State.

But officials of the Shiite-dominated government say that any American attempts to work directly with the tribes would violate Iraqi sovereignty and exacerbate sectarian divisions.

American officials say working with

the tribes is beyond the scope of their mission — and so is the problem of military corruption. “Reducing corruption is not part of the advisers’ role,” said an American official involved in the effort, “and there is no reason to believe that advisers’ presence will reduce corruption.”

Veterans of past American operations in Iraq say that by working closely with Iraqi battalions, the advisers could help reduce the military’s troubles with kickbacks, inflated payrolls and other graft. It is unclear how large a deployment that would require. Mr. Obama recently authorized doubling the number of American troops in Iraq, to 3,000.

Because government-provided weapons have ended up in the hands of extremists, Iraq’s new prime minister, Haidar al-Abadi, is trying to require that each tribal fighter sign for the serial number of any new weapon, to increase accountability, said his spokesman, Rafid Jaboori. But Iraq military officers would enact those procedures.

Mr. Abadi recently purged 36 top military officers he accused of corruption and unprofessionalism. He was also consolidating his power: All were also officers considered personally loyal to his predecessor and rival, Nuri Kamal al-Maliki. As did Mr. Maliki, Mr. Abadi named new generals in violation of the Constitution, which requires parliamentary approval.

Among those removed was Lt. Gen. Rashid Fleih, the chief of operations in Anbar Province, known as the “chicken guy.” Gen. Sabah al-Fatlawi, known as

“the Arak guy” and the brother of a close Maliki ally in Parliament, was removed as military chief for the city of Samarra. Gen. Hatem al-Magsusi, a chief of military intelligence known for bringing terrorism cases against Mr. Maliki’s political rivals, was dismissed as well.

Gen. Mahdi al-Gharawi, also known as “Deftar,” was removed shortly after his forces’ humiliating rout from Mosul in June. He had been the subject of long-standing charges of torture and other abuses by Human Rights Watch and others, and the government has now frozen his assets.

None of the allegations against any of the generals have been proved in a court, and the four generals declined to comment or could not be reached.

But Iraqi lawmakers say part of the military’s problem is that no charges have been brought against any officer over the past 11 years, even as the perception of corruption has grown increasingly universal. The government’s corruption watchdog reported to the prime minister, and it became known as a political tool to punish his enemies. As a result, the only measure of the corruption is the amount of money wasted without discernible result.

“Corruption in the military is real terrorism,” said Salah Hamid al-Mutlaq, a Sunni-party lawmaker on Parliament’s defense committee, “and it is even more dangerous.”

No one pretends the military corrup-

tion is limited to just a few dozen generals. “Only a few of the top officers have no corruption,” said Amer Tau’ma of Parliament’s defense committee. Buying officer titles, shaking down civilians and siphoning money from inflated payrolls of “ghost officers” are all “a normal thing, this is a continuous phenomenon,” said Talal al-Zubai, a lawmaker from a Sunni party who sits on Parliament’s government-ethics committee.

Dismissing the generals was insufficient, he argued. “They should be executed. They destroyed Iraq,” he said. “For the American advisers, there is no chance their mission will succeed with lying Iraqi commanders.”

United States military officers insist that they left the Iraqi Army in relatively good form when they began to withdraw in 2009. Their close observation during the five previous years of working with the Iraqi forces had helped keep a lid on the graft, they said.

“You could clean up the ‘ghost soldier’ problem,” Joel Rayburn, a colonel in the United States Army who worked closely with the Iraqi military at the time and now teaches at the National Defense University. “If an Iraqi brigade or regiment that is supposed to have 700 guys but there are only 250, that is easy to notice.”

The police force was different.

“It was much harder to get a handle on the inflated numbers,” he said, “where you have fake names, or people

who never came to work and split their salaries with whoever had gotten them hired.”

Then, as the United States began ramping down its numbers in Iraq in 2009, Mr. Maliki began to reach deep into the Iraqi ranks to personally direct officer appointments to dispense political patronage.

“You had political appointees present at almost every level,” Mr. Rayburn said, recounting examples as low ranking as captains.

“As Maliki and his allies exerted greater and greater control of the Iraqi armed forces, they really milked it for the money that was going into it,” he said, “You want a command or you want your son to go to the military academy? Well, here is how much it is going to cost.”

Iraqi lawmakers say connections granted impunity.

“If you want to punish an officer for what he stole, you find he has political protection within the government and you can’t do anything to get him,” said Mr. Tau’ma, of Parliament’s defense committee. “It has a demoralizing effect when the soldier who takes all the risk against the Islamic State — and sometimes doesn’t get enough support for months — sees his commander taking all the money.”

Omar al-Jawoshy contributed reporting.



November 27, 2014

Kurdish Official: Baghdad impeding weapons supplies to Kurds

27/11/2014
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region — Iraq’s central government is impeding foreign military assistance to the Kurdish Peshmerga forces in their fight with the Islamic State (ISIS), Kurdistan’s national security advisor complained.

Masrour Barzani said that Baghdad “impedes the foreign assistance to the Peshmerga forces,” adding that “this is a violation of the constitution.”

Barzani met with a delegation from Germany’s foreign and defense ministries on Wednesday to discuss the war against ISIS, which Erbil is fighting together with a US-led coalition of some

50 nations.

“In the constitution the Peshmerga are part of Iraq’s defense forces,” said Barzani. “But Baghdad not only does not meet its constitutional responsibilities, it rather prevents the delivery of assistance to the Peshmerga,” he said.

Germany and other Western countries -- among them Italy, the United Kingdom and the United States -- have provided military assistance and training to the Kurdish forces, but only with a nod from Baghdad.

But Kurdish leaders have complained that Baghdad has tried to curb foreign military aid to the Kurds, particularly when aircraft bringing supplies are routed through Baghdad airport.



Masrour Barzani (right) meets with a foreign military delegation.

With its own army in ruins after a rout by ISIS in June, Baghdad has relied on the Peshmerga to stop an ISIS advance in the north. But the cen-

tral government fears that too much power in the hands of the Kurds could fuel their aspirations of independence from Iraq. ■

Future uncertain for Baghdad-Erbil oil cooperation

Despite a breakthrough deal between the Iraqi federal government and the Kurdistan Regional Government to cooperate on oil exports from northern Iraq, thorny issues remain.



Author Mohammed A. Salih
November 25, 2014
www.al-monitor.com

ERBIL, Iraqi Kurdistan — While a recent deal between Baghdad and Erbil to export oil from the northern fields is seen by many as a breakthrough after years of stalemate, the prospect of further progress on oil exports still remains uncertain.

On Nov. 13, Iraq's oil minister, Adil Abdul-Mahdi, and Iraqi Kurdish authorities reached a deal whereby the Kurdistan Regional Government (KRG) will export 150,000 barrels of oil per day.

In return, the Baghdad government will possibly deliver as much as \$1 billion to the KRG, which has been struggling to pay its employees and fund public projects ever since the central authorities in Baghdad cut its budget in February.

The very terms of the deal, however, still remain somewhat vague. The KRG's official website stated Nov. 13 that the federal authorities in Baghdad will pay \$500 million to the Iraqi Kurdish government, and that the KRG will place "150,000 barrels a day of crude oil" at the disposal of the Iraqi government.

A day later, the Iraqi Ministry of Oil issued a statement reiterating the same information.

But during a joint press conference with Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu on Nov. 21, KRG President Massoud Barzani offered new details on the amount of the payment and where the oil would come from.

"We have agreed that Baghdad will send \$1 billion to [Iraqi] Kurdistan through two \$500 million installments and in return we will export 150,000 barrels of oil per day from Kirkuk," said Barzani. His statement amounted to a bombshell as the figure he gave was higher than previously stated, and he also said the oil will come from Kirkuk's oil fields, a detail not disclosed officially before.

Earlier, on Nov. 17, Iraq's oil minister had denied during a parliamentary meeting that the deal was conceived as paying the KRG for giving the oil under its control to the central government.

But that appears to be how the deal is perceived among its critics.

Saad al-Mutalebi, a member of the Shiite State of Law Coalition and a politician close to former Prime Minister Nouri al-Maliki, described the deal as "unrealistic."

"[The deal] will cause problems larger than those that exist at the moment," Mutalebi told Al-Monitor. He has been a vocal proponent for greater powers for the Iraqi government versus the KRG. "The agreement is that the KRG allows the government of Iraq to export Kirkuk oil and ... the oil in Kirkuk belongs to the federal government."

When the Islamic State (IS) swept through large parts of northern and western Iraq in June, the Kurdish peshmerga forces brought Kirkuk under their firm control as Iraqi army units deserted their posts there, fearing an IS onslaught. Ever since, oil exports from Kirkuk to the Turkish port city of Ceyhan have stopped, causing the Iraqi government a significant loss of revenue while it is locked in a brutal conflict with IS.

The KRG says it now produces around 300,000 barrels of oil per day. Past oil figures from the authorities show that before June the Kirkuk oil fields exported between 300,000 to almost half a million barrels of oil per day, depending on the technical capabilities and readiness.

Mutalebi's view is shared by many in Baghdad. During a parliamentary session on Nov. 17 where Abdul-Mahdi tried to convince the lawmakers about his deal with the KRG, he faced harsh criticism, particularly from pro-Maliki lawmakers.

Hanan al-Fatlawi, a lawmaker and ardent supporter of Maliki, questioned the wisdom of the deal during the parliamentary meeting.



Iraq's oil minister, Adil Abdul-Mahdi (L) meets with Iraqi Kurdistan's Prime Minister Nechirvan Barzani in Erbil, Nov. 13, 2014. (photo by REUTERS)

Later that day in a Facebook post, she dubbed the agreement a "national calamity" because it leaves the KRG free to handle as it pleases the remainder of the oil it produces.

In an attempt to ward off criticism, the Iraqi oil minister has said the deal "does not constitute a final solution" but is only a step toward a broader solution.

"The deal if respected ... will guarantee that [the revenues for] up to 1 million barrels of oil per day from [Iraqi] Kurdistan, Kirkuk and northern fields, will return to the [national government's] treasury; that is tens of billions of dollars that we lost during 2014," said Abdul-Mahdi in a statement dated Nov. 14.

Abdul-Mahdi, however, has not said whether the oil will come from Kirkuk's oil fields and appears to have decided to remain vague on that matter.

The challenge for Iraqi authorities is to justify the deal as it amounts to an acknowledgement of the KRG's de facto control over the oil fields of Kirkuk, an anathema to many non-Kurdish Iraqis.

But to many in Iraqi Kurdistan, that is already the case.

"The deal is in Baghdad's interest, otherwise it cannot sell Kirkuk's oil," Sherko Jawdat, chairman of the energy committee in Iraqi Kurdistan's parliament, told Al-Monitor. "This is a preliminary deal and will be followed by bigger steps."

The KRG and Baghdad have been in deep disagreement for much of the past decade over controlling the production and export of oil from Kurdish territories.

Article 112 of the Iraqi Constitution grants the central government the right to jointly manage with provincial and regional governments the "present fields." The term "present fields" is interpreted by Kurds as those that were in operation when the constitution was written in 2005. The vast majority of Iraqi Kurdistan's oil fields were explored and developed after that date.

Even though the KRG has had a difficult time selling its oil on the international market due to threats of legal action by the Iraqi government and strong opposition from the United States, it has adamantly refused to let the Iraqi national oil marketing company, SOMO, control oil exports from the Kurdistan region proper, which constitutes the three provinces of Erbil, Sulaimaniyah and Dahuk, in addition to smaller areas of Ninevah, Diyala and Kirkuk provinces.

In light of such past opposition, it remains highly questionable whether and under what terms the KRG will agree to place all the oil it controls — which now includes Kirkuk and other contested territories — at the disposal of the Iraqi government, as Abdul-Mahdi's statement envisioned.

Without a solid agreement over SOMO's role in Kurdish oil exports, it will quite likely be difficult for the Iraqi government to maintain the current deal due to heavy pressure from non-Kurdish circles in Baghdad.

"I don't believe the Kurdistan region will export its own oil through SOMO," Jawdat, the Kurdish lawmaker, said.

But Jawdat said another solution could be possible in the form of the KRG selling its oil and keeping the Iraqi government in the loop on its production and export activities. In that case, he said the KRG will still have to send the revenues to the federal government's coffers in Baghdad to be redistributed nationally. ♦

Mohammed A. Salih is a journalist based in Erbil, Iraqi Kurdistan. He has written about Kurdish and Iraqi affairs for local and international media.

Les frappes de la Coalition freinent Daech

L'État islamique subit ses premiers revers en Syrie et en Irak, même si l'on est encore loin d'une « victoire ».



À Kobané, où les combats continuent à faire rage, les bombardements de la Coalition (ici le 17 novembre) ont fait reculer les djihadistes de certaines positions stratégiques.

DELPHINE MINOUI dminoui@lefigaro.fr
CORRESPONDANTE AU CAIRE

MOYEN-ORIENT Sans parler de victoire, la campagne de bombardements contre Daech commence à timidement porter ses fruits. Plus de trois mois après le début des opérations de la coalition emmenée par les États-Unis, l'État islamique enchaîne les revers, en Syrie comme en Irak. À Kobané, où les guerriers du calife Abou Bakr al-Baghdadi étaient parvenus à planter leur drapeau noir après avoir conquis 70 villages alentour, les frappes ont non seulement soulagé les combattants kurdes de Syrie, mais elles ont aussi fait reculer les djihadistes de certaines positions stratégiques. Sans compter les pertes - colossales - infligées dans leurs rangs : humaines, matérielles, psychologiques. « Daech était parvenu à bâtir un mythe autour de son invincibilité. Grâce à l'intensification des frappes de la coalition, mi-octobre, Kobané a brisé ce mythe », estimait-il y a peu Idriss Nassan, un politicien kurde de cette troisième ville syrienne, où les combats continuent néanmoins à faire rage.

Multiplier les bombardements

Autres défaites, cette fois-ci en Irak : celles du barrage d'Adhaim, au nord de Bagdad, et surtout de la raffinerie de Baiji, reprise la semaine dernière par

l'armée irakienne, grâce à l'aide des milices chiïtes et des tribus sunnites ainsi qu'au soutien aérien de la coalition. Cette raffinerie, qui fournit 50 % de la demande locale, était assiégée depuis des mois par les djihadistes. Pour les autorités de Bagdad, sa reconquête est particulièrement importante : elle leur permet de sécuriser leur approvisionnement pétrolier. S'assurer de cette position permet également d'isoler la poche sunnite du gouvernorat de Diyala, dont l'État islamique contrôle certains secteurs.

Dans la province d'Anbar, la situation est néanmoins plus mitigée. Cette région, la plus grande d'Irak, qui partage ses frontières avec la Syrie, la Jordanie et l'Arabie saoudite, et où la rébellion sunnite avait pris les armes en janvier dernier, « reste contrôlée à 80 % par l'État islamique », rappelle le politologue irakien Hisham Hashemi, contacté à Bagdad. À Ramadi, son chef-lieu, les combats sont féroces entre l'armée et les djihadistes (qui contrôlent 30 % de la ville). La semaine dernière, le chef d'état-major interarmes américain Martin Dempsey confirmait à l'agence Reuters avoir dépêché sur le terrain un petit groupe de soldats américains pour venir en aide aux troupes irakiennes. Établis sur la base aérienne d'Aïn al-Assad, à 90 km à l'ouest de Ramadi, ces quelques dizaines de conseillers ont notamment pour rôle de former les soldats de la

7^e division de l'armée irakienne, qui avait subi de lourds revers cet été lors de l'offensive des djihadistes.

Mais, selon Hisham Hashemi, ce dispositif est loin d'être suffisant. « Nous avons besoin d'une meilleure coordination entre la coalition et les forces irakiennes sur le terrain, ce qui n'est pas le cas, à cause d'un manque de confiance. » Or, de l'avis général, la faiblesse de l'armée irakienne et le déclin de la rébellion syrienne modérée constituent des écueils difficilement surmontables à court terme. Face à ce travers, l'analyste irakien Sajad Jiyad se fait l'avocat d'une « intensification des frappes de la coalition pour renverser l'équilibre des forces ». En Irak, où le nombre de frappes ne dépasse pas les 15 par jour, « Daech reste en position offensive, non défensive », dit-il. « Si les frappes ralentissent l'avancée des djihadistes, elles ne les fragilisent pas. Ces gens-là sont très organisés. Il a récemment été découvert qu'ils disposaient de bunkers souterrains à Mossoul. En plus, leur contrôle de la frontière irako-syrienne leur permet de déplacer aisément leurs troupes et leurs armes. Certains observateurs soutiennent l'idée de troupes étrangères au sol. Selon moi, il faut plutôt démultiplier les frappes de la coalition pour affaiblir Daech », ajoute le même analyste. ■

A Téhéran, déception et théories du complot

L'Arabie saoudite et Israël sont désignés comme les responsables de l'absence d'accord sur le nucléaire

Fini l'incompréhension et le déni. En Iran, l'heure est aux accusations envers ceux soupçonnés d'avoir joué un rôle dans l'absence d'accord sur le dossier nucléaire de Téhéran avec le groupe « P5 + 1 » (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, plus l'Allemagne), lundi 24 novembre à Vienne.

Alors que la date butoir pour les pourparlers a été repoussée de sept mois et que les espoirs d'une levée des sanctions internationales imposées à l'Iran ont été déçus, toutes sortes de théories circulent. De nombreux Iraniens ont investi les réseaux sociaux pour dénoncer l'influence « néfaste » de deux pays dans cet échec : l'Arabie saoudite, rivale régionale de l'Iran, et Israël. Deux pays également pris pour cible par certains médias.

« Les pourparlers ont été prolongés de sept mois. Cela veut dire que l'Arabie saoudite a sept mois de plus pour mettre la pression sur l'Iran en diminuant davantage le cours du pétrole », écrit sur Twitter l'utilisateur très suivi Cafe, faisant allusion au refus de Riyad, le membre le plus influent de l'OPEP, de diminuer sa production, dans le but de nuire à l'économie iranienne qui souffre déjà de l'embargo.

Selon le quotidien Donya-éEghtesad, Riyad cherchait « par tous les moyens à saboter cet accord historique »

Pour preuve, ces Iraniens rappellent à l'envi le voyage surprise du ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al-Fayçal, à Vienne, dimanche 23 novembre, un jour avant la date butoir des négociations. Le prince saoudien y a rencontré son homologue américain, John Kerry, pour parler du dossier du nucléaire iranien. « Un Iran débarrassé des sanctions dérange profondément

les Saoudiens », explique Babak, 33 ans, joint à Téhéran.

« Sans invitation »

Certains quotidiens iraniens surnomment l'Arabie saoudite, pays majoritairement sunnite, « celle qui est arrivée à Vienne sans invitation ». Selon le quotidien *Donya-é Eghtesad* (« Le Monde de l'économie »), Riyad cherchait « par tous les moyens à saboter cet accord his-

torique ». Et la réaction du premier ministre israélien, Benyamin Néanyahu, qui s'est dit « satisfait » de l'absence d'accord avec l'Iran, suscite l'indignation. « Il est injuste de voir qu'Israël, qui n'est pas impliqué directement dans les pourparlers, puisse nous éloigner d'un accord nucléaire », se désole Hossein H. sur Twitter.

Au Parlement, majoritairement conservateur, un grand nombre de

députés ont dénoncé la « gourmandise » des Etats-Unis. Les deux pays n'ont plus de relations diplomatiques depuis la prise d'otages à l'ambassade américaine, en 1979, peu après la révolution. Selon ces députés, l'équipe iranienne a échoué car elle n'a pas pu imposer ses conditions, notamment la levée des sanctions. Or Mohammad Javad Zarif, le ministre des affaires étrangères iranien et négociateur en chef pour le dossier nucléaire, peut compter, du moins pour le moment, sur le soutien du Guide suprême, Ali Khamenei. « Les Etats-Unis et les pays impérialistes européens s'étaient réunis pour mettre à genoux la République islamique d'Iran sur le dossier nucléaire, a affirmé, lundi 24 novembre, le Guide suprême. Mais ils n'ont pas réussi et ne pourront pas non plus y arriver dans l'avenir. » ■

GHAZAL GOLSHIRI

REUTERS

Kurdish deal with Turkey within reach but legal guarantees key: Ocalan

ISTANBUL November 30, 2014 - (Reuters)

A SETTLEMENT to end a three-decade insurgency by Kurdish militants in Turkey could be reached within months if the government puts in place legal guarantees for Kurdish rights, a jailed militant leader was quoted as saying on Sunday.

The siege by Islamic State militants of the Syrian Kurdish town of Kobani on the Turkish border has risked derailing Turkey's fragile peace process with its own Kurds, who have accused Ankara of failing to protect their ethnic kin.

Around 40 people were killed when thousands of Kurds took to the streets in October, mostly in Turkey's predominantly Kurdish southeast, to demonstrate against what they saw as Ankara's refusal to intervene in Kobani.

Abdullah Ocalan, leader of the Kurdistan Workers Party (PKK) militant group, nonetheless said agreement could be found within 4 to 5 months if Turkey showed it was serious, according to the pro-Kurdish HDP party, which visited him on his island prison.

"If all sides execute the process correctly, seriously and decisively, in maximum 4-5 months a major democratic solution can be achieved," the HDP quoted Ocalan as saying in a statement, but warned that failure would deepen regional chaos.

President Tayyip Erdogan initiated the peace process with Ocalan in 2012 with the aim of ending a 30-year-old insurgency by militants pushing for greater Kurdish rights. The conflict has killed 40,000 people, most of them Kurds.

Kurdish forces allied to the PKK, the People's Defence Units (YPG), are meanwhile fighting against the Islamic State insurgents attacking Kobani. The PKK is designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union.

The violence spilled over the border on Saturday, according to the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights, which monitors the war. It said Islamic State fighters had clashed with Syrian Kurds just inside Turkish territory.

A Turkish official said Islamic State insurgents had chased a group of Kurdish fighters over the border on Saturday, but denied there had been clashes in Turkey, saying a Turkish armored vehicle had pushed the insurgents back into Syria.

Islamic State militants have detonated four suicide car bombs in Kobani since Saturday, one of them at the Mursitpinar border crossing. U.S.-led air strikes continued to hit the insurgents' positions around Kobani on Sunday.

The Observatory said at least 62 fighters had been killed since early on Saturday, 50 of them from Islamic State.

Irak: le chef d'une unité d'élite iranienne est arrivé dès la prise de Mossoul

Beyrouth (AFP), 28/novembre/2014
www.courrierinternational.com

Le Hezbollah libanais a affirmé vendredi que Ghassem Souleimani, chef d'une unité iranienne d'élite, était arrivé en Irak "à la tête d'experts libanais et de militaires iraniens" dès la chute de Mossoul et a depuis joué un rôle militaire important.

Le chef de la Force Qods a atterri à Bagdad "à la tête d'experts libanais et de militaires iraniens, quelques heures après la prise le 10 juin de Mossoul" par le groupe Etat islamique (EI), selon le site de la télévision du mouvement chiite libanais pro-iranien.

C'est la première fois que le Hezbollah indique que l'Iranien Souleimani, homme de l'ombre rompu aux opérations secrètes et quasiment invisible depuis son arrivée en Irak, joue un rôle de premier plan dans la lutte contre les jihadistes de l'EI dans ce pays.

Téhéran, auquel le Hezbollah libanais est allié, a plusieurs fois nié avoir une présence militaire en Irak avant d'admettre avoir envoyé des armes et des conseillers militaires.

Selon le site de la chaîne al-Manar,



Souleimani a mis au point un plan avec les militaires irakiens et des miliciens chiites "afin de sécuriser Bagdad et ses environs" quand les jihadistes ont pris le contrôle à partir de juin de vastes secteurs de l'ouest et du nord de l'Irak.

"Le premier ordre qu'il a donné était de sécuriser la route reliant Bagdad à Samarra (plus au nord) et il a réussi à chasser les jihadistes de l'EI qui occupaient des portions de

cette artère vitale", assure Al-Manar.

Toujours selon la chaîne du Hezbollah, Souleimani "était présent dans les principales batailles contre l'EI dans la région occidentale d'Anbar, dans les régions kurdes de Diyala (est), dans la région pétrolière de Kirkouk et dans la récente bataille pour la raffinerie de Baiji".

La présence en Irak de Souleimani, qui dirige la Force Qods depuis 1998, était connue mais son rôle exact n'est pas encore clairement établi.

Une rare photographie publiée en octobre en Iran mais non datée le montre en vêtements civils aux côtés de combattants peshmergas. Il aurait aussi participé cet été aux combats à Amerli, au nord de Bagdad, et près d'Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien.

En 2008, Souleimani avait été accusé par les États-Unis d'entraîner les milices chiites qui affrontaient les troupes occidentales alors engagées en Irak.

La Force Qods est une unité d'élite des Gardiens de la révolution iraniens qui remplit à l'étranger des missions de sécurité considérées par la République islamique comme nécessaires pour sa sécurité. ♦



Irak: 20 combattants kurdes tués dans l'assaut contre l'EI près de la frontière iranienne

Souleimaniyeh (Irak), 23 novembre 2014 (AFP)

VINGT COMBATTANTS kurdes ont été tués dans des combats et par des bombes au cours d'une opération lancée dimanche pour reprendre au groupe Etat islamique des secteurs proches de la frontière iranienne, au nord-est de Bagdad, a annoncé un

commandant des forces kurdes.

"Le nombre de (combattants kurdes) peshmergas tués est de 20 et plus de 40 ont été blessés dans des combats contre (l'EI) et (par des) bombes à l'entrée et à l'intérieur (de la ville de) Jalawla et à Saadiyah", a déclaré au téléphone à l'AFP Mahmoud Singawi. ●



Irak: assauts des jihadistes à Ramadi et près de Kirkouk

Bagdad, 26 nov 2014 (AFP)

LES JIHADISTES du groupe Etat islamique (EI) ont lancé mercredi des assauts contre le centre de la ville de Ramadi et près de celle de Kirkouk, défendues par les forces gouvernementales et kurdes, selon des responsables.

Ramadi est le chef-lieu de la province occidentale d'Al-Anbar, frontalière de la Syrie, de l'Arabie saoudite et de la Jordanie, que les jihadistes cherchent à prendre entièrement pour asseoir leur autorité sur la province.

La quasi-totalité d'Al-Anbar est aux mains des jihadistes et l'EI, qui contrôle certains quartiers de Ramadi, a lancé vendredi dernier une nouvelle offensive pour prendre la totalité la cité, en particulier le centre-ville.

Les combats à Ramadi se déroulent près du siège du gouvernement provincial. "Nous défendons et protégeons le complexe gouvernemental", a indiqué le colonel de police Hamid Chandoukh, ajoutant que les jihadistes n'étaient qu'à quelques centaines de mètres du siège.

Les combats ont débuté après le retrait de l'armée et de la police d'Al-Hoz, un secteur allant du sud de Ramadi jusqu'au centre-ville, a-t-il précisé, ajoutant que des centaines de membres des tribus alliées du gouvernement combattaient aux côtés des forces régulières.

Selon l'officier Salah al-Alwani, les combats dans le centre-ville se poursuivent depuis neuf heures.

"Si nous perdons Al-Anbar, nous perdrons l'Irak", a déclaré à la télévision le gouverneur de la province Ahmed al-Doulaimi depuis l'Allemagne, où il est soigné après avoir été blessé par un tir d'obus en septembre.

Plus au nord, les combattants kurdes affrontaient les jihadistes qui ont lancé une importante attaque dans la province pétrolière de Kirkouk (240 km au nord de Bagdad), selon un commandant peshmerga Westa Rasul. Les jihadistes "visent Kirkouk et veulent prendre les sites pétroliers".

L'attaque a débuté le matin par un assaut des jihadistes sur trois villages à l'ouest de la ville de Kirkouk et les combats ont duré plusieurs heures, ont précisé M. Rasul et deux autres officiers.

L'EI a temporairement réussi à s'emparer d'un des villages, mais les peshmergas, appuyés par des frappes de la coalition dirigée par les Etats-Unis, ont réussi à le reprendre, ont-ils précisé.

Un policier et cinq peshmergas, dont un colonel et le fils d'un homme politique kurde, ont été tués dans les combats, qui ont également fait 28 blessés, ont déclaré des officiers et un médecin.

L'EI a lancé le 9 juin une offensive fulgurante dans le nord de l'Irak, s'emparant de vastes pans de cinq provinces face à une armée en déroute.

Celle-ci tente depuis de regagner du terrain avec l'aide des combattants kurdes, de milices chiites et de tribus sunnites. Depuis août, elle compte également sur le soutien aérien de la coalition internationale. ●

International New York Times

NOVEMBER 26, 2014

Again, nuclear pact slips away from U.S. and Iran

VIENNA

BY DAVID E. SANGER,
MICHAEL R. GORDON
AND PETER BAKER

By the time Secretary of State John Kerry and his Iranian counterpart checked into a luxury hotel near the famous beaches of Oman earlier this month, a long-sought deal that has eluded the last two American presidents to roll back Tehran's nuclear program seemed to be slipping out of reach.

With a deadline approaching, Mr. Kerry thought the opportunity could be lost unless the Iranians finally offered a breakthrough compromise. But Mohammad Javad Zarif, the Iranian foreign minister, came with little new. Frustrated, Mr. Kerry said there was no way the United States would accept a deal that did not curb Iran's ability to produce enough fuel for a bomb within a year.

The conversation grew heated. The two men, patricians in their own cultures and unaccustomed to shouting,

In the end, both American and Iranian negotiators were constrained by hard-line politics at home.

found themselves in the kind of confrontation they had avoided during multiple negotiating sessions over the past year. "This was the first time there were raised voices and some unpleasant exchanges," said an American official, who like others requested anonymity to describe secret diplomacy.

On Monday, as the deadline finally arrived, Mr. Kerry left another negotiating table in Vienna, having failed to bridge the divide.

The last-minute offers he expected never arrived. And yet the two diplomats agreed that they may yet agree, and so they settled for a seven-month extension of the deadline in hopes that a new approach might enable them to find the middle ground that has escaped them.

If anything, the last few weeks underscored a larger conclusion about the negotiations: If the deal had been left to Mr. Kerry and Mr. Zarif, and to their respective teams, it probably would have happened. The two men have developed a strong working relationship, and the flare-up in Oman a couple weeks ago underscored how much each wanted to get



Secretary of State John Kerry, left, and the Iranian foreign minister, Mohammad Javad Zarif, fourth from left, in Vienna with other diplomats involved in the negotiations.

to a deal but could not.

In the end, both were constrained by hard-line politics at home.

Mr. Zarif, while friendly, outgoing and Westernized, had pushed to the very limits of his brief; he often warned that the final decision would be in the hands of the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. And Ayatollah Khamenei, American intelligence officials had told President Obama and Mr. Kerry, was heavily influenced by the Revolutionary Guard Corps and his own distrust of the Americans.

On Tuesday, Ayatollah Khamenei said the West had failed to bring Iran "to its knees" over its nuclear program. Meeting with Muslim clerics in Tehran, Mr. Khamenei dismissed the diplomatic and economic pressure that world powers have brought to bear on his country over its nuclear ambitions.

"In the nuclear issue, America and colonial European countries got together and did their best to bring the Islamic Republic to its knees, but they could not do so — and they will not be able to do so," Mr. Khamenei's personal website quoted him as saying.

Mr. Kerry's position in Vienna was complicated by the Republican midterm election victory and the fear of feeding the narrative that Mr. Obama was a weakened president. The bipartisan talk in Congress about new sanctions hung over the American negotiating team. And so did Israel's constant warnings that Mr. Obama was at risk of being duped. If Israel condemned any out-

come as a bad deal, the label could stick in Congress.

An agreement with Iran has hovered achingly out of reach throughout Mr. Obama's presidency, the foreign policy goal that could transform American relations with one of its most persistent adversaries and reshape the world's most volatile region.

From the start, the story of the talks has been one of hopeful signs and dashed expectations, bursts of optimism occasionally piercing clouds of skepticism.

Mr. Obama began reaching out shortly after taking office in 2009, writing the first of what would be four letters to Ayatollah Khamenei. It was not until last year's election of Hassan Rouhani, followed by his choice of Mr. Zarif, that doors really began to open and Mr. Obama authorized a secret channel to the two men through Oman.

The talks led to a deal last November to freeze much of Iran's nuclear activity in exchange for some sanctions being lifted while formal talks for a broader agreement were held. Wendy Sherman, the under secretary of state, led the new negotiations so persistently that she kept going even after rupturing a finger in a fall and later breaking her nose on a glass door in Vienna.

Iran threw several curveballs. Ayatollah Khamenei said in a speech that Iran would ultimately increase its capacity to produce enriched uranium tenfold, rather than decrease it. "Zarif all but

told us he didn't see that coming," an American official said.

Mr. Zarif then surprised Mr. Kerry in July by proposing in an interview with The New York Times that Iran would simply continue the temporary freeze for seven years or so but dismantle nothing. "He's negotiating in public," Mr. Kerry fumed.

Another American official said "it didn't even accord with what he was saying to us" privately. But it helped give Mr. Zarif room with hard-liners at home to extend the first deadline.

Negotiators reconvened in late September in New York, but the Iranians told the Americans they would not

consider real offers until after the midterm elections. The Americans said that was silly; the talks were not an issue in the elections. Mr. Kerry became more heavily involved. He began meeting with Mr. Zarif, either alone or, to keep the other partners in the loop, in three-way meetings with Catherine Ashton, the European Union envoy to the negotiations.

Mr. Kerry flew to Vienna last Thursday for a final shot at meeting the deadline. The Americans sensed that Mr. Zarif had little leeway. Mr. Zarif and his aides warned that after the first meeting, the foreign minister would fly back to Tehran to get a bottom line from the

clerics and military elite. The Americans said Mr. Kerry would also be leaving and told reporters to pack their bags.

But in the opening session, Mr. Zarif told Mr. Kerry that there was no point in going back to Tehran if there were no new American offers on the table. Sounding frustrated, Mr. Zarif told the official IRNA news agency, "There were no remarkable offers and ideas to take to Tehran."

David E. Sanger and Michael R. Gordon reported from Vienna, Peter Baker from Washington and Thomas Erdbrink from Tehran.

International New York Times NOVEMBER 26, 2014

Keep pushing for an Iran deal



Roger Cohen

LONDON I wrote last May that "unreasonable optimism" surrounded nuclear talks between Iran and the major powers. Unreasonable pessimism should not surround the failure to reach an overall agreement and the decision to extend negotiations for seven months. Anwar Sadat, the former Egyptian president, believed 70 percent of the Israeli-Arab conflict was psychological. The same has been true of the American-Iranian confrontation at the heart of the standoff between Tehran and the West. A barrier has fallen through well over a year of discussions; a 35-year-old trauma has receded.

This immense achievement does not in itself assure success. Plenty of people want enmity preserved. Here are seven questions for the next seven months that may prove helpful:

Why is a deal still by far the best option? Because the alternatives are a continuation of the relentless buildup of Iranian nuclear capacity seen over the past decade or yet another American war in the Middle East that would do little to dent the program, lock in hard-liners for a generation and likely prompt an Iranian dash for a bomb, setting off a regional arms race. If you like the idea of the United States at war with the Sunni killers of Islamic State and at war with Islamic State's sworn enemy, Shiite Iran, this scenario may hold appeal. If it looks like a nightmare, double down on diplomacy.

But doesn't the extension of talks favor Iran? No. The interim agreement

announced last year has proved effective. As Secretary of State John Kerry pointed out, Iran had about 200 kilograms of 20-percent-enriched uranium. Today, it has none. The number of operational centrifuges has been frozen. International inspections have been redoubled. Not for a decade had the pause button been hit in this way. Yes, Iran has received some sanctions relief, bringing in about \$700 million a month, but that scarcely offsets plunging oil revenue.

Why is Israel's call for complete dismantlement not the way to go? Because it is not achievable in the real world; the perfect cannot be the enemy of the good. Diplomacy is about tough compromise, not ideal outcomes. The nuclear know-how attained by Iran cannot be undone. The aim must be to ring fence

If you don't like the idea of America at war with Islamic State and with Islamic State's sworn enemy, Iran, double down on diplomacy.

for at least a decade a strictly monitored program, compatible only with peaceful use of nuclear power, where enrichment is kept below 5 percent. Iran, a signatory of the Nuclear Non-Proliferation Treaty, will not renounce the right set out in that treaty to "nuclear energy for peaceful purposes" at the behest of a nuclear-armed nonsignatory of that treaty, Israel. This is reality; deal with it. Iran's nuclear program has the emotional resonance the nationalization of its oil had in the 1950s. That nationalization prompted a never-forgotten Anglo-American coup. Calls for dismantlement are seen in Iran through this prism. As Kerry's negotiating partner, Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif, said, "You are doomed to failure" if you seek "a zero-sum game." Setting impossible targets is code for favoring war.

What are the main dangers now to the negotiations? The Republican Congress, hard-liners in Tehran around Su-

preme Leader Ayatollah Ali Khamenei, and Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu will try to undermine the talks. When the new Congress convenes next year, it may push for new sanctions. There will be talk of "appeasement," the cheap Chamberlain riff that is a favorite sound bite of naysayers. A sanctions push would be extremely foolish. It would constitute a potential talks-breaker that may prod President Obama into a veto. This would in turn reinforce Washington chatter about "an imperial presidency." To which Obama should respond that he's less interested in chatter than the history books.

But isn't Iran America's enemy? Yes, Iran supports Hezbollah. It supports Syrian President Bashar al-Assad. Its operatives have killed or plotted to kill Americans since the birth of the Islamic Republic in 1979, especially in the early years. But Iran also has overlapping interests with the United States in Afghanistan and Iraq. It is a relative island of stability in a violent Middle East. Its young population is overwhelmingly pro-American. Most of them place Israel at the bottom of their list of priorities. The United States does business with plenty of strategic adversaries, including Russia. The Middle East is stymied. Even a cold American-Iranian understanding could redraw the map of the region.

President Hassan Rouhani seems reasonable but doesn't Khamenei call the shots? The supreme leader and the president need each other. The Iranian economy is a shambles. Khamenei needs Rouhani to fix it. Rouhani needs Khamenei as a shield from the toughest hard-liners. The West will never find better interlocutors than Rouhani and Zarif.

Are there other reasons to favor an accord? Yes. Iran is the last sizable emerging market economy not integrated in the global economy. Integrating it will provide a huge boost. The more contact there is between Iran and the West, the more moderating forces will be reinforced.

Syrie: le poste-frontière de Kobane visé par une attaque jihadiste

Avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion / 30 novembre 2014
<http://www.rfi.fr>

Une attaque violente au véhicule piégé menée samedi 29 novembre par l'organisation Etat islamique a visé pour la première fois le poste-frontière donnant accès à Kobane. Jusque-là, il était aux mains des forces kurdes. D'après les Kurdes, cette attaque aurait été menée depuis le territoire turc, mais Ankara a fermement démenti que le véhicule soit venu de Turquie.

Sur les images tournées par les journalistes postés à Kobane, peu après l'attentat, on voit clairement des combattants armés non identifiés, sous le drapeau turc flottant au-dessus du poste-frontière du côté turc. Ils tirent depuis le territoire turc vers le Kurdistan syrien. Ce qui accrédi-terait la thèse selon laquelle des combattants islamistes profitent d'une immunité certaine et d'une certaine marge de manœuvre pour opérer depuis la Turquie contre les positions kurdes en Syrie.

Concernant l'attentat en lui-même, il paraît impossible que le véhicule soit venu par un



Des voitures endommagées par une attaque à la bombe de l'EI à Mursitpinar à la frontière syro-turque le 29 novembre 2014

autre chemin que le court réduit qui relie le poste-frontière turc au poste-frontière kurde syrien, alors que les environs sont aux mains des Kurdes. Le véhicule est d'ailleurs parfois décrit comme un blindé léger de l'armée turque, ce qui aurait trompé la vigilance des combattants kurdes.

L'état-major de l'armée turque, le bureau du Premier ministre et des responsables locaux ont en tout cas fermement démenti le passage d'un véhicule, mais ne commentent pas la présence de ces combattants armés tirant vers la Syrie. Les Kurdes

ont pour l'instant réussi à défendre chèrement ce point de passage qui est le dernier lien vital avant un encerclement complet. Mais la situation de Kobane est une nouvelle fois critique et la population kurde de Turquie se mobilise à nouveau pour dénoncer l'attitude de la Turquie.

Les combats dans et autour de Kobané, ainsi que les frappes de la coalition internationale menée par les Etats-Unis dans le secteur, ont fait une quarantaine de morts ces dernières 24 heures, dont 28 jihadistes et 11 combattants kurdes, selon l'OSDH. ■



Noir, vert, tricolore? "Guerre des drapeaux" en Irak

Bagdad, 28 novembre 2014 (AFP)

DU PAVILLON NOIR des jihadistes aux bannières colorées des milices chiïtes, en passant par le soleil de l'étendard kurde et les trois couleurs nationales, une "guerre des drapeaux" fait rage en Irak.

"Aujourd'hui, en Irak, on peut dire qu'il y a une guerre avec des balles et des... drapeaux. Les deux sont inséparables", constate Ahmed Ali, expert de l'Institut pour l'étude de la guerre.

"Psychologiquement, planter son drapeau a un sens très fort. Ça montre à votre ennemi que vous êtes présents dans la zone et ça renforce l'identité de votre organisation", souligne-t-il.

L'arme est cependant à double tranchant car si le drapeau "peut stimuler le moral des troupes", il est susceptible de leur "plomber le moral quand il est descendu", ajoute cet expert.

L'omniprésence des drapeaux est devenue lorsque le conflit a pris une nouvelle dimension avec l'offensive fulgurante lancée en juin par le groupe Etat islamique (EI) dans le nord et l'ouest du pays.

L'armée et la police irakiennes, les forces peshmergas de la région autonome du Kurdistan, des milices chiïtes et des tribus sunnites tentent maintenant de regagner du terrain. Mais si tous ces acteurs coopèrent parfois contre l'ennemi commun, ils combattent bien souvent séparément.

Les drapeaux symbolisent ces divisions religieuses et ethniques entre les groupes combattants, y compris entre alliés.

- SYMBOLES RELIGIEUX -

Si le drapeau national irakien rouge, blanc et noir, flotte toujours sur les bâtiments officiels, il est largement éclipsé par les drapeaux religieux ou ethniques.

Les combattants peshmergas du Kurdistan irakien déploient ainsi uniquement leur propre étendard rouge, blanc et vert avec un soleil au centre.

Et les milices chiïtes, alliées de Bagdad, brandissent des bannières religieuses traditionnellement prévues pour l'Achoura, la plus importante célébration chiïte.

La première autorité chiïte d'Irak, le grand ayatollah Ali al-Sistani, a appelé à n'utiliser que le drapeau national irakien, mais il a été largement ignoré. Et les bannières chiïtes ont même remplacé le drapeau national à des check-points de l'armée et sur des véhicules militaires.

"Certaines milices chiïtes ont essayé d'exploiter la tradition des bannières de l'Achoura" pour "assimiler leur cause à celle d'Hussein", important martyr de l'islam chiïte, explique Nathaniel Rabkin, éditeur de la newsletter "Inside Iraqi Politics".

"De la même manière, les combattants de l'EI utilisent leur drapeau pour se poser en représentants de la religion: comme il arbore le nom de Dieu, ils peuvent dire que quiconque le brûle ou le profane est un ennemi de Dieu", ajoute-t-il.

Ce drapeau est noir et porte la première partie de la profession de foi islamique: "Il n'y a de Dieu que Dieu". Au-dessous, dans un cercle blanc, se détachent les mots "Dieu, messenger, Mohammed", censés représenter le sceau du prophète Mohammed.

- LA FONDATION DE LA VICTOIRE -

Ce drapeau, omniprésent dans les photos et vidéos de propagande du groupe →

→ jihadiste, "est important pour l'EI car (il représente) un marqueur de son identité différente", estime Aymen al-Tamimi, spécialiste des groupes jihadistes. Une bannière si symbolique qu'elle a été adoptée par d'autres groupes jihadistes du monde entier, note pour sa part l'expert Romain Caillet.

Quand des forces pro-gouvernementales reprennent du terrain aux jihadistes, elles descendent les drapeaux noirs, souvent exhibés ensuite comme prises de guerre. Une habitude que l'EI a retourné contre elles un jour, piégeant un drapeau avec des explosifs et tuant ainsi trois policiers dans le nord de l'Irak.

Dans la Syrie voisine, les jihadistes sont allés jusqu'à s'exposer au feu pour planter leurs

bannières sur les collines entourant Kobané, la ville kurde à la frontière turque que l'EI tente de prendre depuis trois mois.

Le 23 octobre, des combattants ont ainsi planté leur drapeau noir sur la colline de Tilsehir, à l'ouest de Kobané. A peine quelques heures plus tard, une frappe aérienne de la coalition internationale pulvérisait cette bannière hautement symbolique.

Et le lendemain, le drapeau jaune des combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) l'avait remplacée.

"Hisser les drapeaux est important dans la bataille. C'est la base de la victoire", proclame un colonel peshmerga. ●

la Croix

28 novembre 2014

Les Kurdes syriennes de Kobané, des femmes à poigne

Sous la houlette d'un parti marxiste, les Kurdes syriennes de Kobané se sont mobilisées pour organiser la parité dans les instances dirigeantes d'une région toujours morcelée par la guerre

28 novembre 2014

www.la-croix.com

Dix ans séparent Fayza Abdi, la quarantaine, d'Ayse Efendi, une figure des Kurdes de Syrie depuis trois décennies. Alors que la guerre se poursuit dans la ville de Kobané entre djihadistes de Daech (acronyme arabe pour État islamique) et Kurdes syriens et turcs, ces deux militantes réfugiées à Suruç, en Turquie, s'expliquent sur ce qu'elles décrivent comme la grande victoire des femmes de Kobané.

C'était après le départ des troupes de Bachar Al Assad, le 19 juillet 2012. Une administration autonome de transition est alors mise en place dans trois zones kurdes de Syrie, organisées en cantons: Afrine, à l'ouest, Kobané et Djéziré, à l'est.

UNE BRIGADE DE COMBATTANTES

À Kobané, « nous, les femmes, avons commencé à nous organiser », raconte Fayza Abdi. « Et nous avons créé, pour la première fois en Syrie, une brigade de femmes combattantes », sur le modèle de celle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la guérilla qui milite pour un statut d'autonomie des Kurdes en Turquie.

« Cela n'a pas été aisé, convient-elle. C'est nouveau pour les hommes en Syrie et, au début, ils ne l'acceptaient pas. Mais lorsqu'ils les ont vues en tenue de combat, le fusil à la main, donner des ordres et se battre, ils ont compris qu'elles pouvaient tout aussi bien être des chefs militaires. »

Quant aux djihadistes, « ils nous craignent », poursuit-elle, car pour eux, c'est déchoir de mourir d'une balle tirée par une femme. « Les islamistes pensent que les "chahids", les martyrs, vont au Paradis, mais que s'ils sont tués par une femme, ils vont droit en enfer. »

FAYZA ABDI, UNE FEMME AU CONSEIL LÉGISLATIF

De petite taille, portant un foulard clair sur les cheveux, Fayza Abdi est aussi mère de quatre enfants dont une fille restée à Kobané et un fils qui combat dans les Unités de protection populaire (YPG), la milice armée du Parti de l'union démocratique (PYD), lié au PKK.



Enterrement de trois combattants kurdes turcs à Kobané – deux jeunes femmes et un homme –, le 7 novembre 2014. Les combats se poursuivent dans la ville syrienne de Kobané entre djihadistes de Daech et Kurdes syriens et turcs.

Avant la guerre, elle était professeur de kurde. Elle travaillait dans l'ONG « L'Initiative des femmes syriennes ». Aujourd'hui, elle siège au conseil législatif de Kobané, nouvellement créé, où a été instaurée « la parité hommes-femmes ».

Les trois cantons kurdes de Syrie, placés sous la férule autoritaire et peu démocratique du PYD, sont dotés chacun d'une assemblée locale ainsi que de représentants au sein d'un organe exécutif régional. La direction des trois cantons est située à Hassakeh, dans le nord-est de la Syrie. La toute nouvelle constitution des cantons syriens est calquée sur celle du Kurdistan d'Irak.

AYSE EFENDI, UNE FEMME AU CONSEIL DU PEUPLE

Ayse Efendi est une figure locale. Née dans une famille kurde aisée de Kobané, militante de toujours des droits des femmes, elle est coprésidente du conseil du peuple de Kobané. Elle est aussi l'épouse de Saleh Muslim, le chef du PYD, et la mère d'un « chahid » tombé, il y a un an et deux mois, ainsi que d'un second garçon, présent sur le front. « Quand on m'a apporté la nouvelle de la mort de mon fils, je n'ai pas pleuré, c'est un cadeau que j'ai fait à mon peuple », affirme-t-elle.

Les femmes, dit-elle, sont présentes au niveau des six commissions chargées de l'organisation, de la défense, de la santé, des femmes, de la paix, et du nettoyage du canton de Kobané. « Les décisions prises conjointement par les hommes et les femmes sont ensuite portées

devant l'assemblée. »

DE RÉELLES AVANCÉES POUR LES FEMMES

Ayse Efendi est fière de décisions importantes inscrites dans la constitution des cantons, « de réelles avancées par rapport à ce que nous vivions sous le régime de Bachar Al Assad »: l'interdiction de la polygamie (par ailleurs peu fréquente dans le monde kurde, NDLR), l'égalité des droits des hommes et des femmes, l'autorité des mères sur leurs enfants et l'interdiction du mariage pour les filles de moins de 18 ans.

« La démocratie est régie par la loi, la religion n'a rien à voir avec la politique et la justice », insiste Ayse Efendi. De fait, les tribunaux islamiques n'existent pas chez les Kurdes marxistes du PYD de Kobané.

UN AVENIR QUI RESTE INCERTAIN

« Personne dans le monde n'a donné autant d'opportunités aux femmes qu'Öcalan », ajoute Ayse Efendi, qui aime rappeler cette phrase du leader du PKK, incarcéré depuis quinze ans dans une prison turque: « Toute l'humanité est enchaînée si la femme n'est pas libre. »

« Tout cela existe sur le papier, modère Sandrine Alexie, de l'Institut kurde de Paris. Reste à voir si cela résistera à la guerre qui sévit à Kobané et à l'organisation future de la Syrie. L'autonomie des cantons syriens est reconnue par le Kurdistan d'Irak, mais pas par Damas ». ■

Iraq's divisions will delay counter-offensive on Islamic State

By Dominic Evans (Reuters)
November 30, 2014
english.alarabiya.net

BAGHDAD - U.S. air support and pledges of weapons and training for Iraq's army have raised expectations of a counter-offensive soon against Islamic State, but sectarian rifts will hamper efforts to forge a military strategy and may delay a full-scale assault.

The Sunni Islamists stormed through northern Iraq in a 48-hour offensive in June, charging virtually unopposed toward the outskirts of Baghdad, humiliating a U.S.-trained Iraqi army which surrendered both land and weapons as it retreated.

By contrast, even a successful effort by the Shi'ite-led government to dislodge Islamic State, also known as ISIS, from Sunni territory where it rules over millions of Iraqis would be fiercely fought and could stretch well beyond next year.

The Baghdad government relies on Shi'ite militias and Kurdish peshmerga to contain Islamic State - a dependence which underlines and may even exacerbate the sectarian rivalry which opened the door for the summer offensive.

U.S. newspapers have cited officials in Washington saying the Americans' training mission aims to prepare Iraqi troops for a spring offensive to retake territory, including Mosul, northern Iraq's largest city and Islamic State's powerbase.

Hemin Hawrami, an official close to Kurdish leader Masoud Barzani, told Reuters that Iraqi forces would not be ready to take the fight to Mosul, in Iraq, until late 2015.

"There will be no spring or summer (offensive)," he said, adding that progress depended on government willingness "to reorganize the army, how quickly they can solve political issues with us and the Sunnis, (and



Members of the Iraqi security forces and Shi'ite fighters take part during an intensive security deployment in the town of Qara Tappa in Iraq's Diyala province November 26, 2014. REUTERS/Stringer

how quick the coalition will be in providing heavy arms to peshmerga and the Iraqi army."

"CERTAIN VICTORY"

The army, Shi'ite militias and Kurdish fighters have made some gains against Islamic State, pushing back an advance toward Kurdish territory in August and last week recapturing towns in Diyala province, on the road from Baghdad to Iran.

The leader of the pro-Iranian Shi'ite Badr Organisation, whose fighters battled alongside peshmerga and soldiers in Diyala, said they would turn next to the Sunni provinces of Salahuddin and Anbar - north and west of Baghdad - before moving further north to Nineveh province, where Mosul lies.

"We are counting on the support of the Sunni tribal fighters. With them joining the fight, our victory is certain," Hadi al-Amiri told Reuters by telephone from Diyala province.

Amiri said he expected to get weapons not just from the Iraqi government, which may allocate a quarter of next year's \$100 billion budget to the military, but also from the \$1.6 billion of arms and training which Washington plans to deliver. Both Amiri's assumptions look

optimistic, as Washington and the Sunni tribes are deeply wary of Shi'ite militia forces.

Iraqi authorities aim to overcome the deep rifts between Shi'ites, Sunni Arabs, Kurds and other groups by absorbing local fighters into a state-funded National Guard, but the role of that force remains undecided.

LONG WAR

Government adviser Zuhair al-Chalabi told Reuters the army was in no shape to surge north and Mosul's mainly Sunni residents would resist a campaign by Shi'ite militias alone.

Instead, a combined force of army soldiers, Sunni tribes, Kurdish peshmerga and Shi'ite fighters must be assembled - and the open border with Islamic State territory in Syria sealed.

"There is a plan, but it can't be implemented that quickly," said Chalabi, who is from Mosul.

Finance Minister Hoshiyar Zebari said Islamic State was still a formidable force but was losing the ability to conduct major ground combat because that exposed it to air strikes. Zebari, a Kurd, declined to give details of the military strategies of either the Baghdad government or the semi-autonomous Kurdish authorities, but said

"planning and coordination are already under way" for the battle for Mosul.

"I am really not aware of spring offensives. The offensive is on - spring, summer, winter. We countered them in autumn. This is an ongoing battle with them."

The United States is setting up four training camps for Iraq's 80,000-strong armed forces - two around Baghdad, one in the Kurdish city of Arbil and the fourth in Anbar.

Washington has also set out plans to provide body armor and guns to 45,000 soldiers, 15,000 Kurdish peshmerga and 5,000 Sunni tribal forces.

A senior Western diplomat in Baghdad said the training might take six months, with the first round complete in late spring.

While he argued that the tide had turned against Islamic State in northern Iraq and was moving against it elsewhere, fighting was likely to stretch into 2016.

And without control over the border, Islamic State fighters could slip away and regroup in Syria. "It's the balloon theory. You squeeze one part and it pops up elsewhere," he said.

Hawrami, the Kurdish official, foresaw a protracted and potentially inconclusive battle.

"In order to guarantee their defeat in Mosul we have to defeat them in Syria as well," he said. "ISIS cannot be vanquished. ISIS can be degraded and weakened, but this process of degrading and weakening needs years." ■

More than 100 Canadians have offered to join Kurds in fight against ISIS

<http://news.nationalpost.com>
Stewart Bell |
November 25, 2014

Dozens of Canadians have volunteered to fight ISIS in recent days, the founder of a support group said Monday amid reports that military veterans from several Western countries had travelled to Syria and Iraq to take up arms against the extremists.

Ian Bradbury said more than 100 people have contacted him offering to enlist with Kurdish paramilitary forces since Friday, when the National Post reported that a former Canadian infantryman had left Alberta to fight the Islamic State of Iraq and Al-Sham.

“The majority so far have definitely been Canadian,” said Mr. Bradbury. Former soldiers from the United Kingdom, United States, Australia, New Zealand and Norway had also expressed interest in joining forces with the Kurdish fighters, he said.

The response came after Dillon Hillier, a retired corporal who left the Princess Patricia’s Canadian Light Infantry in March, said in an interview with the Post that he had arrived at a Kurdish Peshmerga base in northern Iraq to join the battle against ISIS.

“I think that there were a lot out there thinking exactly as Dillon had been,” said Mr. Bradbury, an Ottawa veteran who recently launched the 1st North American Expeditionary Force to assist volunteers heading abroad to fight ISIS. “It’s really tugging at a lot of guys’ heartstrings.”

He said about half of those who contacted him were being screened; the others did not meet his requirements. “They have to have at least military training and deployment. They have to have functioned in a conflict environment before and proven to be able to deal with those stresses.”

Mr. Bradbury said he hoped to provide them with equipment and logistical support. He said he was finalizing arrangements with the Peshmerga to receive foreigners in capacity-building roles such as training and mentoring.

But military analyst Scott Taylor has come out against the idea. Writing in the Halifax



Ian Bradbury is co-ordinating soldiers who wish to fight ISIS. He says about half of those who’ve contacted him so far didn’t meet his requirements. Recruits have to have served in combat before and shown that they can deal with the stress.

Chronicle-Herald, he described the Kurdish government as a “warlord coalition” and said Canadian volunteers could end up fighting shoulder-to-shoulder with Al-Qaeda.

“Under no circumstances should Canadians condone, let alone champion, individual volunteers such as Hillier fighting alongside foreign forces. Instead, save your praise for those in uniform serving our national interests,” he wrote.

Mr. Bradbury agreed that some armed factions fighting ISIS were problematic. “However, the Kurdish Peshmerga are not, and I would encourage everyone to research and educate themselves prior to establishing an opinion,” he said.

While hundreds of Western extremists have left their home countries over the past two years to join armed Islamist groups such as ISIS, more recently Westerners have begun making their way to the region to fight with factions at war with ISIS.

Over the weekend, The Observer reported that two British men had joined the YPG, the Kurdish armed group fighting ISIS in Syria. A popular Facebook page called The Lions of Rojava has also been encouraging foreigners to join the anti-ISIS fight.

A Peshmerga Facebook similarly tells Western volunteers how to join, saying they will have to supply their own weapons and



Canadian Dillon Hillier, right, who has joined Kurdish forces in Iraq, is shown this week in Kurdistan. Facebook

will not be paid, although “things could change down the track.” It suggests volunteers bring \$5,000 and travel to Irbil, the Kurdish capital in Iraq.

Canada has sent six CF-18 fighters to Kuwait to participate in air strikes against ISIS and has airlifted weapons to local forces. Almost 70 Canadian soldiers are helping train the Iraqi military. Canadian officials say the assistance has stalled the ISIS advance.

But frustration over the limited Western military response to ISIS atrocities appears to have prompted some veterans to volunteer. The October killings of two Canadian Forces members in Saint-Jean-sur-Richelieu, Que., and Ottawa by extremists may also be a factor, Mr. Bradbury said.

“That’s made it real for a lot of people again,” he said. “They had left and taken on new lives and it still sits within them, that defender lifestyle. And regardless of what else they were doing when that happened, it fully hit home for them and it definitely made it all real for them.

“So I think that had a great impact.” ■

To promote wins against IS, Iran's Soleimani emerges

Quds Force Cmdr. Qasem Soleimani has been advising Iraqi Shiite militias with some success in the fight against the Islamic State.



Author Ali Mamouri
November 28, 2014
Translators Sami-Joe Abboud Sibel Utku Bila
www.al-monitor.com

In the last few months, the Iranian military leader Qasem Soleimani went from being a mysterious man who made no public appearances to a commander whose photos and videos were broadcast after each Iraqi army victory against Islamic State (IS) forces. Soleimani was no longer the “shadow commander,” as Dexter Filkins called him in a 2013 New Yorker article.

Soleimani, commander of Iran's Quds Force, began his emergence into the public eye in Iraqi military and political settings after Mosul fell to IS in June. Al-Monitor has learned from Iraqi political sources that Soleimani has been undeniably engaged in political and military decisions related to Iraq's fight against IS.

Soleimani purposely wanted his photos to be published to publicize his presence on the military front. The first photo appeared after Iraqi forces broke the siege against the city of Amerli. The image reportedly was taken there. Other photos are said to be from Jarf al-Sakhr, al-Dalouiah and other Iraqi regions liberated from IS.

In such photos, Soleimani typically wears simple military attire, without weapons or equipment, and sits or stands among fighters affiliated with Shiite militias or sometimes with militia leaders, like Hadi al-Amiri, the head of the Badr Organization.

Soleimani usually has a smile on his face. He does not appear surrounded by Iranian security. None of the photos show him with Iraqi army forces or commanders. This might be explained by a lack of confidence in the Iraqi army, which is composed of a variety of elements from different backgrounds and had failed in several battles against IS, chief among them the fall of Mosul.

Given the army's track record, one can understand Iran's preference for supporting Shiite militias instead of focusing its efforts on rebuilding the Iraqi army. The fact is that Iran followed the same pattern at the beginning of the Islamic Revolution, when it empowered military forces parallel to the national army, namely the Islamic Revolutionary Guard Corps and the Organization for Mobilization of the Oppressed (Basij). Iran used these forces to restore domestic order and repel the previous Iraqi regime's attacks against it.

Soleimani's emergence proffers multiple meanings and sends a variety of messages back to his Iranian homeland as well as to the region and the international community. The photos and news of victories under Soleimani's advisement have been published generously on Iranian news websites to prove the validity and success of the general policy adopted by the Islamic Republic. They suggest that the Iranian people should trust in the regime and be patient, including on the nuclear issue and relations with the international community, so the goals of the revolution can be achieved.

Iranian politicians began frankly and openly talking about their country's regional role by using Soleimani as a role model for credibility and success. In an interview with Al-Mayadeen, Adm. Ali Shamkhani, secretary-general of the Supreme National Security Council, said, “How can Kobani be bombed, and how can the war continue to rage there, knowing that Amerli was liberated in two days, Hamrin in one day and Jarf al-Sakhr in two days? What is the hidden agenda of this propaganda? What is the real goal behind this propaganda of rallying 42 countries and then 60? Does it aim at fighting IS or seeking to develop a new political architecture in the region?”



Qasem Soleimani, the head of Iran's Quds Force, poses with Kurdish fighters in Iraq in this undated photo. (photo by Twitter/@Mojtaba_Fathi)

Iran is apparently using Soleimani to relay to its allies that it is the only party they can rely on. It is also saying that at the end of the day, whatever the political differences among its allies or with Iran, Tehran remains their one and only protector. For example, Iran continues to support the Palestinians despite the considerable tension between them over events in Syria. In an open letter from Soleimani to the Palestinian people during the Israeli war on the Gaza Strip in July, Soleimani stressed Iran's firm position in terms of “proceeding with determination to support the resistance and help it win so that life for Zionists turns into a hell.” Soleimani paid tribute to the fighters in all the Palestinian resistance battalions “who are teaching the enemy, and those who stand behind the enemy or conspire with it from afar or near, the deepest lessons of confrontation.”

The Iranian message to the region is a declaration of confidence in victory against rival powers. Those knowledgeable of Iranian rhetoric would likely interpret those allegedly collaborating with the enemy to be the anti-Iranian Arab regimes in the region.

Iranian-US relations are the most important aspect of the message Iran is conveying through Soleimani as icon. Iran wants to be recognized by the West as a regional power whose position must be taken into account in all matters involving the area. It played such a role under the shah, but the West and its allies rejected the notion after the Islamic Revolution.

It seems Iran is now reaping the fruits of its efforts over the last three decades to realize its regional objectives. The United States has begun to show flexibility toward Iran and the regional role it plays. This is due to the unwillingness of the Barack Obama administration to return to the region, the current vacuum permitting the expansion of extremists organizations in the area and the inability of other regional powers — specifically, Saudi Arabia and Turkey — to fill the void. Riyadh and Ankara are both accused of contributing to the emergence of extremist groups in the region, so the scope of their influence there is limited. ♦

Ali Mamouri is a columnist for Al-Monitor's Iraq Pulse. He is a researcher and writer who specializes in religion. He is a former teacher in Iranian universities and seminaries in Iran and Iraq. He has published several articles related to religious affairs in the two countries and societal transformations and sectarianism in the Middle East.

ENTRE LA TURQUIE ET L'IRAN

Les Kurdes, combien de divisions ?

Alors que leurs revendications n'ont jamais été clairement reconnues, les populations kurdes d'Irak et de Syrie se voient propulsées en première ligne des combats contre l'Organisation de l'Etat islamique, en particulier depuis le siège de Kobané. Un soutien unanime de façade masque mal les jeux d'influence des Occidentaux, des Turcs et des Iraniens, qui ont cimenté des alliances antagonistes et toujours combattu la cause kurde.

PAR ALLAN KAVAL *

DÉPUIS l'été 2014, l'espace kurde concentre les sollicitudes médiatiques et diplomatiques. En Irak, après la conquête de Mossoul par l'Organisation de l'Etat islamique (OEI) et ses alliés de l'insurrection sunnite début juin, le gouvernement régional du Kurdistan a fait l'objet d'un appui international inédit. L'effondrement de l'autorité de Bagdad dans le nord du pays et la chute de la deuxième ville irakienne n'ont toutefois suscité que peu de réactions concrètes. En revanche, la débâcle militaire kurde de la mi-août devant une nouvelle offensive des troupes du califat autoproclamé de M. Abou Bakr Al-Baghdadi a entraîné une réponse instantanée des puissances occidentales, États-Unis en tête.

Le martyr des yézidis de la région de Sinjar, l'exode des chrétiens des plaines de Ninive vers les régions sous contrôle kurde et l'avancée des troupes de l'OEI vers Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, ont mobilisé une coalition inattendue par son ampleur (1). Les bombardements aériens ont permis de sanctuariser rapidement les régions kurdes, tandis que les *peshmergas* (combattants kurdes) bénéficiaient de livraisons directes d'armes et de programmes d'entraînement conduits par des conseillers américains.

En Syrie, trois zones de peuplement kurde jouxtent la frontière avec la Turquie. Autonomes de facto depuis juillet 2012 et le retrait du régime de Damas du nord du pays, ces enclaves sont à leur tour sorties de l'ombre avec l'offensive menée à la mi-septembre par l'OEI sur la plus réduite et isolée d'entre elles, autour de la ville de Kobané. Comme les régions d'Afrin, dans le nord-ouest du territoire syrien, et de la Djézireh, dans le nord-est, Kobané est dominée depuis plus de deux ans par le Parti de l'union démocratique (PYD) (voir la carte page 5).

Grâce à un pacte de non-agression avec le régime de M. Bachar Al-Assad, cette formation politique, appuyée par les combattantes et les combattants des Unités de protection du peuple (YPG), a pu s'imposer dans les régions de peuplement kurde de Syrie. Or le PYD et l'YPG sont des émanations locales du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en conflit avec l'Etat turc depuis 1984 malgré le cessez-le-feu de 2013, plus que jamais remis en cause.

L'encerclement de Kobané et la progression des djihadistes, en dépit des bombardements aériens sous commandement

américain, ont rapidement fait de la ville kurde et de ses défenseurs les symboles de la lutte contre une OEI devenue entre-temps l'incarnation du mal absolu pour une large partie des opinions occidentales. Mais la Turquie voisine, membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), s'est refusée à toute intervention contre les assaillants pour ne pas renforcer le PKK, quitte à relancer le conflit avec celui-ci sur son propre territoire.

Ainsi, en l'espace de deux mois, les Kurdes sont apparus aux yeux du monde comme le dernier rempart contre l'OEI. Ces traditionnels oubliés de la scène proche-orientale balisent désormais l'ultime limite à l'expansion septentrionale de l'organisation transfrontalière djihadiste que les puissances occidentales et leurs alliés déclarent vouloir anéantir, tout en excluant de l'affronter au sol. Cette représentation, abondamment relayée et globalement juste, présente dans son expression la plus élémentaire l'inconvénient d'envisager l'espace kurde comme un bloc homogène. Le face-à-face récent avec un ennemi commun n'a pu estomper que partiellement des lignes de fracture considérables. Le monde kurde reste fragmenté. Ses acteurs politiques et militaires évoluent dans des jeux d'alliances historiquement divergents. (lire l'encadré ci-contre).

Représentant environ 15 % de la population de Syrie, les Kurdes y sont dépourvus de toute reconnaissance officielle, et parfois de nationalité. Par le

biais des mouvements étudiants, certains ont été aux avant-postes de la lutte contre le régime de M. Al-Assad. Mais, à partir de 2012, la révolution syrienne se dégrade en une guerre civile à coloration confessionnelle. Les régions kurdes de Syrie – nommées Rojava par les nationalistes kurdes – font l'objet d'une rivalité prononcée entre deux principaux pôles : le PKK et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani, principale force du Kurdistan irakien.

Au premier semestre 2012, M. Barzani regroupe sous sa houlette une multitude de petites formations politiques kurdes dispersées et rivales au sein du Conseil national kurde de Syrie (CNKS), ouvertement partisan de la chute du régime. Dans le même temps, le PKK renoue avec Damas, dont il avait été l'allié sous Hafez Al-Assad (2). Son parti frère, le PYD, peut s'assurer une position dominante au Rojava en s'appuyant sur un appareil militaire qui manque aux autres formations kurdes.

A partir de juillet 2012, le PYD crée dans les régions passées sous son contrôle

* Journaliste.

(1) Lire Alain Gresh, « Guerre contre le terrorisme », acte III », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

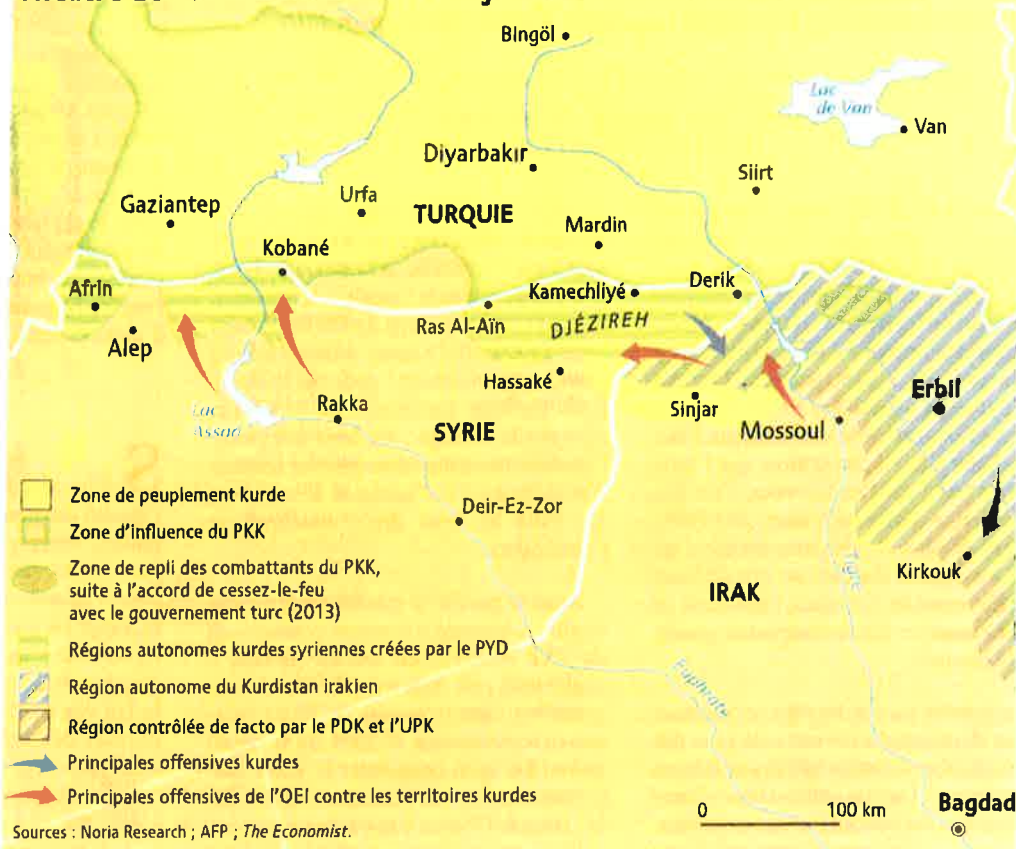
des institutions à sa main. Se présentant comme une troisième voie entre le régime et l'opposition, il met en avant un modèle politique conforme au corpus idéologique du PKK. Le Rojava est devenu la vitrine de l'« autonomie démocratique » pensée par le fondateur du PKK, M. Abdullah Öcalan, depuis sa prison en Turquie. Il s'agit d'un modèle fondé sur une forte décentralisation, qui implique le refus de l'Etat-nation, l'inclusion des minorités ethniques et religieuses ainsi que la parité entre hommes et femmes. Mais ce modèle masque mal la mainmise du parti sur les institutions et l'éviction de ses rivaux.

L'atout du pétrole

EXCLU du jeu politique kurde syrien, le CNKS de M. Barzani se trouve alors écartelé entre une opposition arabe syrienne rétive à toute reconnaissance du fait national kurde, des accords de gouvernement jamais honorés avec le PYD et une dépendance totale vis-à-vis du PDK. Or celui-ci est de moins en moins enclin à prendre le risque d'une confrontation directe avec le PKK.

Ces rivalités tendent à s'articuler au jeu d'opposition régional issu du conflit en cours. Le PDK a pris le contrôle du secteur énergétique dans le Kurdistan irakien. Il compte sur les intérêts bien compris de la Turquie en matière d'hydrocarbures pour faire de la région kurde autonome une puissance exportatrice de plein droit, échappant au contrôle de Bagdad. Dans son opposition à l'Etat central irakien et au gouvernement chiite de M. Nouri Al-Maliki (3), le PDK se

Théâtre des affrontements entre djihadistes et combattants kurdes



rapproche des acteurs sunnites, favorables à l'opposition syrienne et soutenus par Ankara. Symétriquement, le PKK et ses alliés, ennemis historiques d'Ankara, conservent des relations de bonne intelligence avec le régime syrien, signent une trêve avec son protecteur iranien tout en entretenant des relations semi-officielles avec Bagdad.

Se dessine ainsi au sein de l'espace kurde et à des degrés d'intégration divers

un axe proturc dominé par le PDK et un axe pro-iranien dominé par le PKK. Les rivaux kurdes irakiens de M. Barzani, et notamment l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), se rattachent dans une certaine mesure à ce second axe, se montrant plus conciliants que le PDK vis-à-vis de Bagdad, de Téhéran comme du PYD. Cette configuration a prévalu malgré l'entrée en vigueur début 2013 du cessez-le-feu entre le PKK et la Turquie.

Un tel jeu d'alliances reste pertinent après la chute de Mossoul. Le PDK, qui entretient des relations avec certains chefs de l'insurrection sunnite, voit d'abord dans celle-ci une occasion favorable sur le chemin de l'indépendance du Kurdistan irakien (4). Mais l'offensive inattendue de l'OEI sur les zones qu'il contrôle dans les territoires venant d'échapper à l'autorité de Bagdad bouscule la donne. Alors même que les *peشمهrgas* reculent et qu'Erbil est menacée par l'avancée des djihadistes, l'alliance stratégique contractée avec la Turquie se révèle inopérante pour la sécurité du Kurdistan irakien.

Le gouvernement turc a d'abord paru favorable à l'insurrection sunnite ralliée à la bannière de l'OEI contre Bagdad. Mais, en définitive, il refuse toute aide militaire à ses alliés kurdes du PDK, brisant une relation de confiance qui avait fait de ce parti le meilleur sinon l'unique soutien de

Des vocations djihadistes

LES formations politiques et militaires séculières qui dominent un espace kurde extrêmement divers ne représentent pas l'ensemble des courants politiques qui le traversent. Très majoritairement sunnites, ces populations d'origine indo-européenne ne sont aucunement immunisées contre l'islamisme radical et les vocations djihadistes.

Au Kurdistan irakien, la région d'Halabja abritait jusqu'au début des années 2000 des groupes djihadistes armés kurdes qui accueillirent Abou Moussab Al-Zarkaoui, l'ancien chef d'Al-Qaïda en Irak, décédé en 2006. Le Front Al-Nosra comme l'Organisation de l'Etat islamique comptent un contingent important de combattants kurdes, parmi lesquels on retrouve des officiers supérieurs qui participent à la bataille de Kobané.

Par ailleurs, les réseaux de recrutement djihadistes en Turquie sont loin d'être absents des villes majoritairement kurdes. Durant le siège de Kobané, des combats de rue ont opposé les partisans du PKK aux membres de la mouvance islamique kurde. En cas d'installation en Turquie d'un climat de violence insurrectionnel durable, il y aurait autant à craindre des affrontements des émeutiers avec la police que des violences entre groupes politiques kurdes opposés.

A. K.

la Turquie dans son environnement régional immédiat. Fournissant immédiatement les armes qu'Ankara avait refusé de livrer, Téhéran s'impose alors comme la nouvelle puissance régionale de référence pour le gouvernement kurde d'Irak.

C'est cependant dans les régions contrôlées par l'UPK et leurs marges immédiates que la pénétration de l'influence iranienne au Kurdistan irakien a été la plus sensible. Situées dans le sud-est du territoire autonome, ces dernières abritent des communautés chiites turkmènes au sein desquelles des milices confessionnelles pro-iraniennes ont pu se développer et opérer sans être gênées par les *peshmergas* affiliés à l'UPK. Des interventions ponctuelles des forces iraniennes ont été signalées dans ces mêmes régions.

Orphelin de l'alliance turque, affaibli politiquement, le PDK a pu compenser le renforcement relatif de ses rivaux kurdes en captant l'essentiel de l'aide occidentale et en profitant du soutien de la coalition formée pour contrer l'OEI. La formation politique de M. Barzani contrôle la capitale Erbil et son aéroport, porte d'entrée obligée de l'aide internationale. Elle canalise ainsi en sa faveur le soutien apporté par les Etats-Unis et plusieurs Etats européens à l'ensemble des Kurdes d'Irak. Dans le même temps, l'UPK reste à l'écart; quant au PKK, considéré par les Occidentaux comme une organisation terroriste, il ne peut théoriquement rien espérer.

Désormais, Ankara affronte un risque insurrectionnel grandissant sur son propre territoire. De nombreux Kurdes de Turquie expriment leur colère devant les calculs du gouvernement, qui a bloqué tout soutien direct aux défenseurs de Kobané. Le tour que prennent les manifestations, qui ont fait trente morts, révèle la menace d'une reprise des combats entre l'armée et le PKK, dont une position a été bombardée par les militaires turcs le 13 octobre. Dans l'éventualité d'un effondrement de ce dernier et de ses alliés en Syrie, la Turquie pourrait tenter de reconstruire les réseaux syriens du PDK. Devant la pression occidentale, le ministre turc des affaires étrangères a cru lâcher du lest en annonçant sa disposition à laisser passer des forces armées kurdes irakiennes cherchant à rejoindre Kobané.

Les forces en présence

CNKS. Conseil national kurde de Syrie, regroupant diverses forces politiques kurdes, sauf le PYD, sous le parrainage de M. Massoud Barzani. Favorable à la chute du régime de M. Al-Assad.

GRK. Gouvernement régional du Kurdistan irakien, présidé par M. Massoud Barzani et bénéficiant d'un statut d'autonomie au sein de la République d'Irak.

OEI. Organisation de l'Etat islamique. Ses origines remontent à 2006, quand des combattants créent l'Etat islamique en Irak (EII), qui se réclame d'Al-Qaida. Défait en 2007-2008 par les forces américaines et loyales à Bagdad, l'EII se reconstitue puis participe aux combats en Syrie à partir de 2011. Il rompt avec Al-Qaida et, en 2013, devient l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL). Il proclame le califat en juin 2014.

PDK. Parti démocratique du Kurdistan (Irak), fondé en 1946 par Moustafa Barzani. Dirigé par son fils Massoud, ce parti est proche de l'opposition syrienne et soutenu par la Turquie.

PKK. Parti des travailleurs du Kurdistan, fondé en 1978 par M. Abdullah Öcalan. Organisation politique et militaire des Kurdes de Turquie, d'origine marxiste-léniniste, en guerre contre Ankara depuis 1984. Un cessez-le-feu a été signé en 2013 et des négociations sont en cours avec le gouvernement turc.

PYD. Parti de l'union démocratique, branche syrienne du PKK. Il se présente comme une troisième voie entre le régime et l'opposition syrienne.

UPK. Union patriotique du Kurdistan (Irak), résultant d'une scission du PDK en 1975 et qui domine le sud de la région autonome. Elle est plus conciliante envers Damas, Bagdad et Téhéran.

YPG. Unités de protection du peuple, organisation combattante du PYD.

Mais, le PYD souhaitant conserver le monopole du commandement militaire sur le terrain, les troupes du PDK ne seront pas nécessairement les bienvenues.

La passivité d'Ankara devant le siège de Kobané a finalement conduit Washington à prendre langue avec le PYD. Tandis que Damas déclarait à son tour soutenir les combattants kurdes de Kobané, l'administration américaine reconnaissait entretenir des relations directes avec la branche syrienne du PKK. Le 20 octobre, elle commençait le largage d'armes et de matériel médical dans la cité assiégée. Ce soutien américain, durement critiqué par le président

turc, pourrait être conditionné à une collaboration plus étroite entre le PYD et l'opposition syrienne dite « modérée », ainsi qu'à une plus grande ouverture vis-à-vis des autres formations politiques kurdes syriennes.

ALLAN KAVAL.

(2) Hafez Al-Assad s'empare du pouvoir à Damas en novembre 1970 et y reste jusqu'à sa mort; il est le père de l'actuel président.

(3) Premier ministre de l'Irak de 2006 à son remplacement par M. Haïdar Al-Abadi, le 8 septembre 2014.

(4) Lire « Dans Kirkourk, la Jérusalem kurde », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.